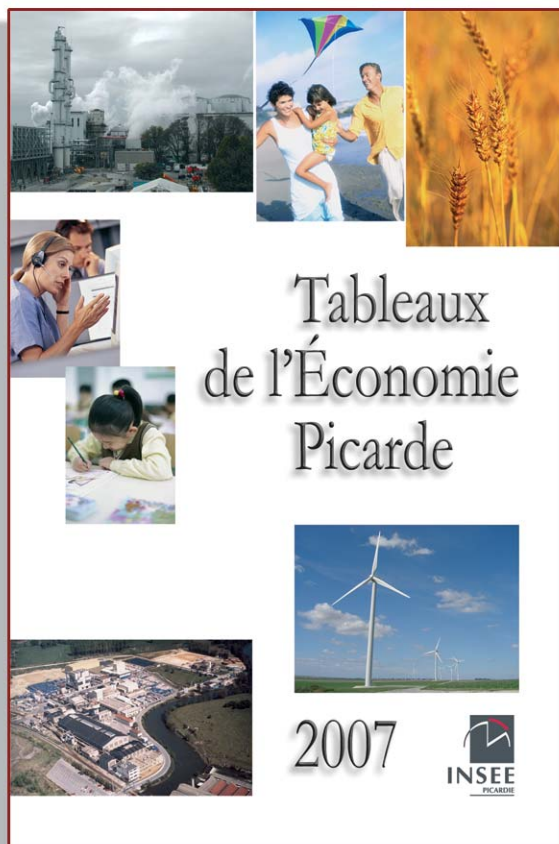




L'édition 2007 des « Tableaux de l'économie picarde » a été réalisée par Jocelyne TELLIER.

avec le concours
du pôle Collecte des tableaux économiques régionaux de Marseille.

Signes conventionnels utilisés

/// sans objet
nd non disponible

Institut National de la Statistique et des Études Économiques - Insee Picardie

Téléphone : 03 22 97 32 00 Télécopie : 03 22 97 32 01

Directeur de la Publication : **Pascal SEGUIN** Chef du Service Études : **Catherine RENNE**

Rédaction des commentaires et rédactrice en chef : **Catherine LEPIN**

Responsable Édition : **Nathalie SALOMON**

Maquette Insee Picardie : Serge HELD, Anne-Claire HUYGEN, Christian NICOLAS

Impression : Imprimerie dbPRINT Picardie

Dépôt légal : septembre 2007 ISBN 978-2-11-095949-2

INSEE PICARDIE - septembre 2007 Prix : 12 euros Code SAGE : TEP0762

Disponible en ligne sur insee.fr/picardie espace publications

Renseignements statistiques : Téléphone 0 825 889 452 (0,15 euro/mn) Courriel insee-contact@insee.fr

Photos libres de droit de www.office.microsoft.com et photos Insee Picardie

© Insee 2007



Tableaux de l'économie picarde 2007

L'édition 2007 des « Tableaux de l'économie picarde » rassemble des données économiques et sociales disponibles sur la Picardie au 30 mars 2007.

Cet ouvrage est destiné à un vaste public, responsables politiques, gestionnaires, dirigeants d'entreprises, enseignants, étudiants, et plus largement à tous ceux qui s'intéressent à leur région.

C'est un instrument de connaissance de la Picardie et de ses trois départements présenté en vingt chapitres, eux-mêmes regroupés en cinq domaines.

Chaque chapitre comprend une présentation synthétique du thème, des tableaux, cartes et graphiques, des références bibliographiques, les sources utilisées et des définitions rigoureuses des concepts présentés. Un index en fin d'ouvrage facilite l'accès à l'information.

Le contenu des tableaux économiques régionaux est harmonisé entre les différentes directions régionales de l'Insee. Les comparaisons sont ainsi facilitées d'une région à l'autre.

Destiné à répondre aux attentes du plus grand nombre, cet ouvrage peut encore bénéficier des critiques et suggestions de ses lecteurs.

Pascal SEGUIN
Directeur de l'Insee Picardie

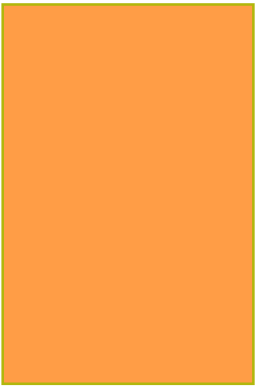
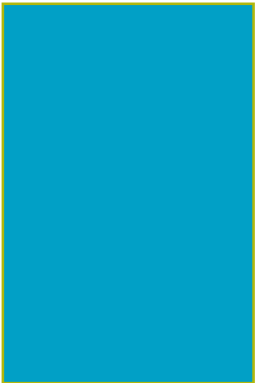


p. 6 ESPACE - ENVIRONNEMENT - POPULATION

- 7 1 - ESPACE RÉGIONAL**
- 8 1 - Relief
- 10 2 - Climat
- 12 3 - Infrastructures
- 14 4 - Circonscriptions administratives
- 16 5 - Villes
- 18 6 - Espaces urbains - Espaces ruraux
- 20 7 - La région Picardie et la France
- 22 8 - La région Picardie et l'Europe
- 24 9 - Zonages

- 27 2 - ENVIRONNEMENT**
- 28 1 - Espaces
- 30 2 - Air
- 32 3 - Eau
- 34 4 - Déchets
- 36 5 - Risques naturels et technologiques
- 38 6 - Emplois environnementaux

- 41 3 - POPULATION**
- 42 1 - Évolution de la population
- 44 2 - Âges
- 46 3 - Natalité - Fécondité
- 48 4 - Mortalité - Espérance de vie
- 50 5 - Situation matrimoniale
- 52 6 - Ménages
- 54 7 - Catégories socioprofessionnelles
- 56 8 - Étrangers et immigrés



p. 58 SOCIÉTÉ - MODES DE VIE

- 59 4 - CONDITIONS DE VIE**
- 60 1 - Sports - Loisirs
- 62 2 - Culture
- 64 3 - Patrimoine

- 67 5 - LOGEMENT**
- 68 1 - Parc
- 70 2 - Confort et occupation des logements
- 72 3 - Financement du logement

- 75 6 - ENSEIGNEMENT - FORMATION**
- 76 1 - Effectifs scolarisés
- 78 2 - Établissements et enseignants
- 80 3 - Enseignement supérieur
- 82 4 - Diplômes
- 84 5 - Formation en alternance

- 87 7 - SANTÉ**
- 88 1 - Personnels de santé
- 90 2 - Équipements sanitaires
- 92 3 - Équipements sociaux
- 94 4 - Activité hospitalière
- 96 5 - Causes de décès
- 98 6 - Accidents

- 101 8 - JUSTICE**
- 102 1 - Crimes et délits
- 104 2 - Activité judiciaire
- 108 3 - Détention - Population pénale

p. 110 EMPLOI - REVENU

111 9 - EMPLOI

- 112 1 - Population active
- 114 2 - Emploi par secteur d'activité
- 116 3 - Emploi public
- 118 4 - Chômage - Marché du travail

121 10 - REVENUS

- 122 1 - Revenus
- 124 2 - Salaires
- 126 3 - Prestations sociales
- 128 4 - Retraites

p. 152 SYSTÈME PRODUCTIF

153 14 - ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

- 154 1 - Établissements
- 156 2 - Grands établissements
- 158 3 - Créations d'entreprises
- 160 4 - Survie, cessations
et défaillances d'entreprises
- 162 5 - Artisanat

165 15 - AGRICULTURE

- 166 1 - Terres agricoles
- 168 2 - Population agricole
- 170 3 - Exploitations agricoles
- 172 4 - Revenus agricoles
- 174 5 - Productions animales
- 176 6 - Productions végétales

179 16 - ÉNERGIE

- 180 1 - Production
- 182 2 - Infrastructures
- 184 3 - Consommation

187 17 - INDUSTRIE - CONSTRUCTION

- 188 1 - Établissements et emplois industriels
- 190 2 - Indicateurs industriels
- 192 3 - Construction

195 18 - TERTIAIRE

- 196 1 - Commerce
- 198 2 - Services non financiers
- 200 3 - Recherche et développement

203 19 - TRANSPORTS

- 204 1 - Établissements de transports
- 206 2 - Infrastructures
- 208 3 - Transports de voyageurs
- 210 4 - Transports de marchandises
- 212 5 - Véhicules et matériels de transports

215 20 - TOURISME

- 216 1 - Capacité d'accueil
- 218 2 - Fréquentation
- 220 3 - Origine de la clientèle
- 222 4 - Sites touristiques

p. 224 Index

Accidents	96-98
Âge	44-45
Agents de l'État	116-117
Agglomération	16-17
Agriculture	165 à 177
Aide au logement	72-73
Aide sociale	126-127
Aire urbaine	18-19
Allocation adultes handicapés	126-127
Allocation garde d'enfants	126-127
Allocation parent isolé	126-127
Allocations familiales	126-127
Apprenti	84-85
Arrêté de biotope	28-29
Arrivées	218-219
Artisanat	162-163
Arrondissement	14-15
Auberge de jeunesse	216-217
Autoroute	12-13
Banlieue	16-17
Bâtiment et travaux publics (BTP)	192-193
Blessé grave, léger	98
Branche d'activité	132-133
Bricolage	196-197
Budget	142 à 145
Canton	16-17
Causes de décès	96-97
Centre national de la cinématographie	62-63
Chambre d'hôte	216-217
Champ ICS	158
Chef d'exploitation	168-169
Chercheurs, autres personnels de la recherche	200-201
Chômeurs	118-119
Collectivités territoriales	141 à 150
Commerce	196-197
Commerce extérieur	135 à 139
Communauté d'agglomérations, de communes, urbaine	150-151
Communes multipolarisées	18-19
Compte administratif	146-147
Conditions de vie	59 à 65
Consommation finale énergie	184-185
Cour d'assises, d'appel, de cassation	104
Couronne périurbaine	18-19
Couverture maladie universelle (CMU)	126-127
Création d'entreprise	158-159
Crimes et délits	102-103
Décès domiciliés	48-49
Déchets	34-35
Déciles	122-123
Déclaration annuelle données sociales (DADS)	124-125
Défaillance d'entreprise	160-161
Degré d'autonomie, de dépendance	190-191
Demandes d'emploi	118-119

Index

Département	14-15
Dépenses de fonctionnement, d'investissement	142-147
Dépenses de recherche et développement	200-201
Diplômes	82-83
Divorces	50-51
Dotations d'État	142 à 147
Dotations globales de fonctionnement (DGF)	146-147
Dotations et subventions d'investissement	142 à 147
Durée moyenne de séjour	218-219
Économie	131 à 133
Électricité basse tension, haute tension	182 à 185
Émissions atmosphériques	30-31
Emploi	111 à 119
Énergie	179 à 185
Énergie nouvelle	180-181
Énergie primaire	180-181
Enquête annuelle d'entreprise (EAE)	190-191
Enseignement - Formation	75 à 85
Entreprise - Établissement	153 à 163
Environnement	27 à 39
Espace	7 à 25
Espace rural, urbain	18-19
Espérance de vie	48-49
Estimations d'emploi	114-115
Établissement	154-155
Étangs en rapport	166-167
Exploitation agricole	170-171
Exportations FAB	136-137
Faire-valoir	170-171
Fédérations olympiques	60-61
Fermage	170-171
Flux entrant, interne, sortant	211
Fonction publique	116-117
Grand établissement	156-157
Groupements à fiscalité propre	150-151
Hospitalisation complète, de jour, de nuit	94-95
Hôtellerie de plein air	216-217
Hôtellerie homologuée	216-217
Hypermarché, supermarché	196-197
Importations CAF	136-137
Impôts directs, indirects	148-149
Indicateur conjoncturel de fécondité	46-47
Indice Atmo	30-31
Industrie - Construction	187 à 193
Insolation	10-11
Installations classées	36-37
Jachère	166-167
Justice	101-107
Juridictions	104-105

Index

Justice civile, pénale 104-105

Logement 67 à 73

Licence 60-61

Logement autorisé, commencé 192-193

Logement collectif, individuel, occasionnel, vacant 68-69

Magistrats 104

Maison de retraite 92-93

Maladies 96-97

Mariage 50-51

Médecins 88-89

Médiane 122-123

Ménage 52-53

Ménage fiscal 122-123

Meublés de tourisme 216-217

Migrant 42-43

Naissances domiciliées 46-47

Niveau de formation 84-85

Nomenclature d'activité regroupée (NAR) 162-163

Nuitées 218-219

Ordonnance de référés 104-105

Pacte civil de solidarité (PACS) 50-51

Parc automobile 212-213

Parc locatif social 68-69

Parc naturel régional 28-29

Participation étrangère 190-191

Permis de chasse 60-61

Personnel de l'enseignement 78-79

Peupleraie en plein 166-167

Pôle rural, urbain 18-19

Population 41 à 57

Population active 112-113

Population active occupée 112-113

Population étrangère 56-57

Population sans doubles comptes 42-43

Population totale 42-43

Précipitations 10-11

Prestations sociales 126-127

Primes et prêts au logement 72-73

Produit intérieur brut (PIB) 132-133

Pyramide des âges 44-45

Qualité de l'eau 32-33

Réactivation, reprise d'entreprise, d'établissement 158-159

Recettes de fonctionnement, d'investissement 142 à 147

Recherche et développement 200-201

Recherche publique 200-201

Redevance de pêche 60-61

Régime général 128-129

Région 14-15

Rendement 176-177

Index

Réserves biologiques, naturelles	28-29
Résidence de tourisme	216-217
Résidence principale, secondaire	68-69
Retraite	128-129
Revenu disponible brut	122-123
Revenu fiscal déclaré	122-123
Revenu minimum d'insertion (RMI)	126-127
Revenu salarial annuel moyen	124-125
Revenus	121-129
Route départementale, nationale	206-207

Santé	87 à 99
Séjour court, long, moyen	94-95
Services non financiers	198-199
Site classé, inscrit	64-65
Solde migratoire	42-43
Superficie	8-9
Superficie agricole utilisée (SAU)	166-167
Surfaces en herbe	166-167
Système productif	152 à 222

Taux d'activité	112-113
Taux de chômage	118-119
Taux de couverture (commerce extérieur)	136
Taux de criminalité	102-103
Taux de mortalité	48-49
Taux de natalité	46-47
Taux de nuptialité	50-51
Taux de survie	160-161
Taux de valorisation biologique, thermique	34-35
Taxe d'habitation	148-149
Taxe foncière	148-149
Taxe professionnelle	148-149
Températures	10-11
Terres arables	166-167
Territoire agricole	166-167
Tertiaire	195 à 201
Tonne équivalent pétrole (TEP)	180-181
Tourisme	215-223
Touriste	218-219
Transferts	130
Transports	203-213
Tribunaux d'instance, de grande instance	104-105

Unité de consommation (UC)	122-123
Unité de travail annuel (UTA)	168-169
Unité urbaine	16-17

Valeur ajoutée brute (VAB)	132-133
Véhicules utilitaires et industriels	212-213
Village de vacances	216-217
Ville centre	16-17

Située au nord-ouest du Bassin parisien, la Picardie s'étend sur près de 19 412 km² autour de trois cours d'eau qui ont donné chacun leur nom à un département : la Somme qui se jette dans la Manche, l'Oise affluent de la Seine est le plus long des trois (330 km), et l'Aisne elle-même affluent de l'Oise.

Le trait essentiel du climat est constitué par sa modération : douceur des températures, hiver peu rigoureux, pluviométrie bien répartie sur toute l'année. Le principal contraste climatique distingue l'ouest plus océanique de l'est plus continental.

Avec 96 habitants au km², la Picardie possède une densité de population inférieure à la moyenne nationale (108). Au sein de la région, les concentrations de population les plus élevées se situent dans la partie sud de l'Oise et de l'Aisne. Ces zones sont soumises à une pression urbaine importante liée à la proximité de Paris.

L'armature urbaine de la région est relativement faible : 19 aires urbaines organisent l'espace urbain dont 15 situées sur le territoire régional et 4 dans les régions limitrophes. La Picardie ne compte qu'une seule agglomération de plus de 100 000 habitants : Amiens, 77 % de la population régionale vit dans un espace urbain, en ville ou dans un territoire directement influencé par celle-ci. À l'inverse, 23 % des Picards vivent en milieu rural contre 18 % en France et le nombre de petites communes de moins de 10 000 habitants est particulièrement élevé : 2 271.

Située entre Paris et l'Europe du nord, la Picardie connaît un fort développement des infrastructures de transport. Les voies rapides, autoroutes et TGV ont d'abord traversé la région. Aujourd'hui, avec le bouclage des autoroutes des estuaires, la réalisation de l'A16 et l'A29 et la gare TGV Haute-Picardie, elles la desservent. L'aéroport de Beauvais-Tillé connaît un accroissement important du volume de voyageurs. Les projets d'une nouvelle liaison TGV entre Paris et Londres passant par Amiens, d'une autoroute A24 reliant Amiens-Lille et la Belgique, et celui du canal Seine-Nord-Europe permettront de renforcer les potentialités d'ouverture de la Picardie.



1

1-1



Définitions

Superficie : la superficie a été évaluée en 1975 par le service du Cadastre et a été mise à jour pour tenir compte des modifications de limites communales intervenues entre 1975 et 1999. Y sont comprises toutes les surfaces du domaine public, cadastrées et non cadastrées auxquelles ont été retranchés les lacs, les étangs et glaciers de plus de 100 hectares, ainsi que les estuaires et les fleuves. Les surfaces sont exprimées en km². Les mesures géodésiques et planimétriques de l'Institut géographique national (IGN) donnent pour la France métropolitaine une superficie de 549 milliers de km².

Pour en savoir plus

Un riche patrimoine historique et naturel - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

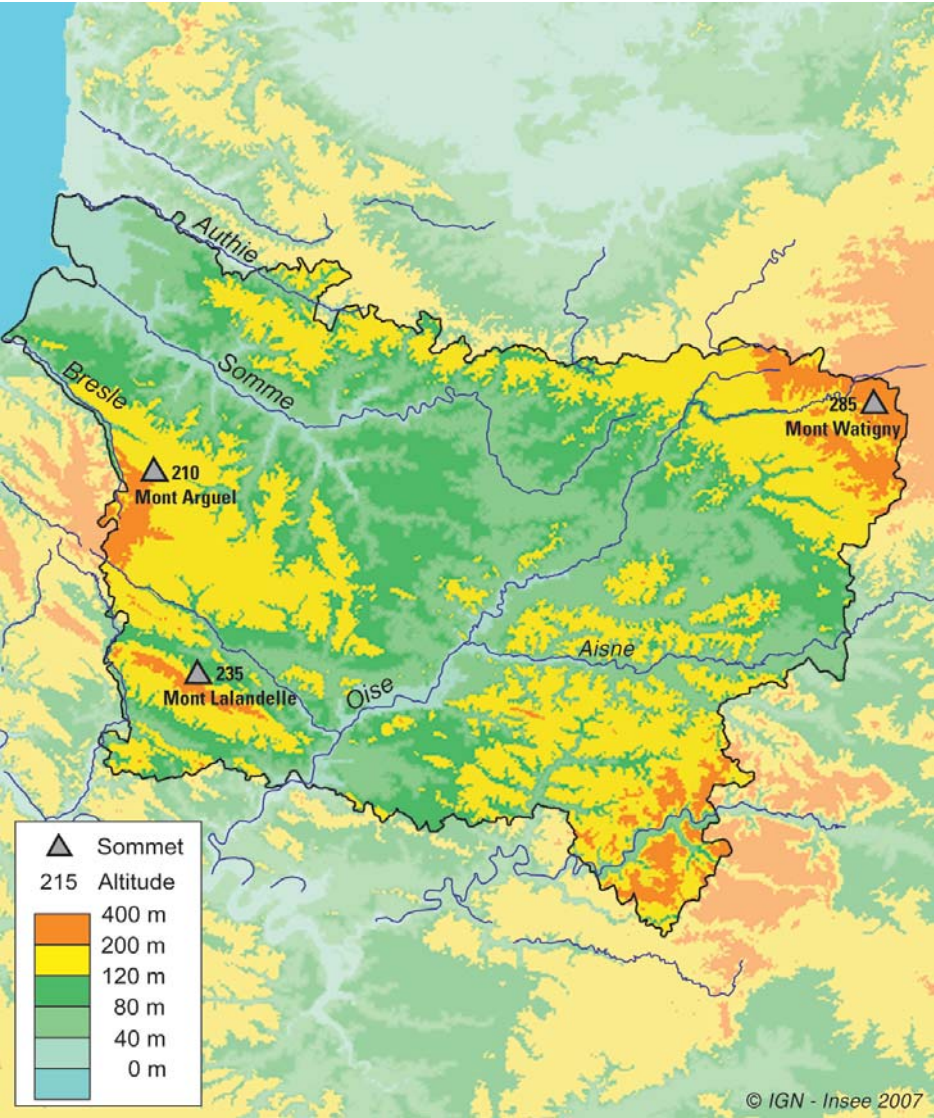
Patrimoine naturel et paysager de Picardie
www.picardie.ecologie.gouv.fr/zonages.htm

Conservatoire des sites naturels de Picardie
www.conservatoirepicardie.org/

Données sur la géographie des départements

	Aisne	Oise	Somme	Picardie
Superficie (km ²)	7 373	5 864	6 175	19 412
Point culminant	Mont Watigny 285 m	Lalandelle 235 m	Arguel 210 m	Mont Watigny 285 m
Longueur des côtes (km)	-	-	60	60
Forêts et bois (ha)	136 000	118 100	61 000	315 100
Peupleraies (ha)	15 000	11 800	5 400	32 200
Total boisement (ha)	151 000	129 900	66 400	347 300
Pourcentage (%)	43,5	37,4	19,1	100,0
Taux de boisement (%)	20,3	22,0	10,7	17,8

Source : Insee - Agreste



© IGN - Insee 2007



Définitions

Insolation : temps pendant lequel le soleil a brillé. La durée d'insolation est mesurée au moyen d'un héliographe, elle est exprimée en heures.

Moyenne des températures : elle est égale à la somme des moyennes des températures maximales et minimales divisée par 2.

Précipitations : chutes d'eau sous forme liquide ou solide. Les précipitations sont recueillies dans un pluviomètre et mesurées à l'aide d'une éprouvette graduée. Elles sont exprimées en millimètres. Une hauteur de 1mm est équivalente à 1 litre par m².

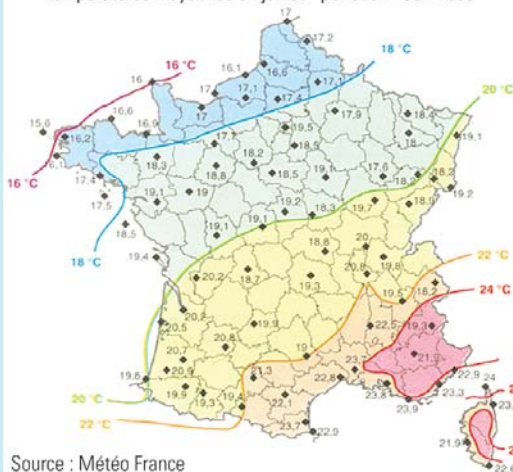
Température maximale : température la plus haute observée entre 6h TU (temps universel) le jour et 6h (TU) le lendemain matin. Elle est mesurée chaque jour. La moyenne des températures maximales est la moyenne des maxima quotidiens, la température maximale absolue est le maximum de ces maxima quotidiens.

Température minimale : température la plus basse observée entre 18h (TU) la veille et 18h (TU) le jour. Elle est mesurée chaque jour. La moyenne des températures minimales est la moyenne de ces minima quotidiens, la température minimale absolue est le minimum de ces minima quotidiens.

Pour en savoir plus

www.meteo.fr

Températures moyennes en juillet - période : 1961-1990



Source : Météo France

Nombre moyen de jours de gel - période : 1961-1990



Données climatiques mensuelles de 2006

Unité : degré celsius

ABBEVILLE (altitude : 70m)	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année 2006	Période 1960- 1990
Température mini moyenne	0,8	1,1	2,3	5,3	9,3	10,9	15,3	13,3	13,9	11,2	5,9	3,5	7,7	6,3
Température maxi moyenne	4,9	5,3	8,6	12,8	16,7	21,3	27,3	20,2	22,7	17,9	12,5	8,5	14,9	13,4
Température mini absolue	-6,4	-5,2	-4,0	-0,6	4,9	3,9	10,6	10,7	8,2	6,1	0,5	-1,9	-6,4	-17,4
Température maxi absolue	10,3	11,2	17,3	19,6	23,7	30,3	35,9	24,8	28,8	22,1	16,9	14,8	35,9	35,6
Précipitations (en mm)	27,6	59,4	62,6	29,0	104,8	47,2	38,2	142,0	26,0	76,4	50,6	85,0	748,8	731,5
Insolation (en heures)	75	28	124	168	120	256	302	147	185	109	92	60	1 666	1 638
BEAUVAIS (altitude : 106m)	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année 2006	Période 1960- 1990
Température mini moyenne	-0,5	0,0	1,4	3,7	9,1	9,4	14,3	12,4	12,7	10,2	4,3	2,4	6,6	5,8
Température maxi moyenne	5,0	5,7	8,7	14,3	18,1	22,8	28,7	21,2	23,6	18,1	12,3	7,8	15,5	14,1
Température mini absolue	-8,8	-7,0	-6,1	-4,4	4,0	2,6	9,9	8,0	7,4	3,3	-3,4	-3,1	-8,8	-19,3
Température maxi absolue	11,6	12,4	17,6	20,9	25,4	31,8	36,7	25,8	29,6	21,5	17,6	14,7	36,7	36,6
Précipitations (en mm)	18,6	67,9	70,6	23,0	83,4	76,6	36,8	120,7	35,8	47,0	50,6	68,6	699,6	656,8
Insolation (en heures)	73	29	116	161	133	273	303	143	176	92	89	56	1 644	1 650
SAINT-QUENTIN (altitude : 98m)	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année 2006	Période 1960- 1990
Température mini moyenne	-0,8	0,0	1,4	4,2	9,6	10,3	15,4	12,6	13,1	10,4	4,6	2,5	6,9	6,2
Température maxi moyenne	3,8	4,5	8,4	13,7	17,7	22,0	28,5	20,8	23,3	17,8	11,9	7,2	15,0	13,6
Température mini absolue	-6,5	-7,5	-5,3	-2,6	3,9	3,0	12,1	8,1	6,6	4,4	-1,4	-2,6	-7,5	-20,0
Température maxi absolue	9,7	11,4	17,7	20,4	23,5	31,1	35,9	25,7	28,8	22,2	17,6	14,9	35,9	35,7
Précipitations (en mm)	26,6	75,2	62,8	28,4	116,0	19,6	69,0	172,4	49,2	50,8	54,5	76,6	801,1	697,1
Insolation (en heures)	89	29	119	164	123	271	303	116	188	104	85	52	1 643	1 658

Source : Météo France



1

1-3



Pour en savoir plus

Les transports en Picardie - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie
Dossier n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Le réseau autoroutier picard - Les études de la DRE n°27 - juillet 2005

www.picardie.equipement.gouv.fr

Direction départementale de l'équipement de l'Aisne

www.aisne.equipement.gouv.fr

Direction départementale de l'Oise

www.oise.equipement.gouv.fr

Direction départementale de la Somme

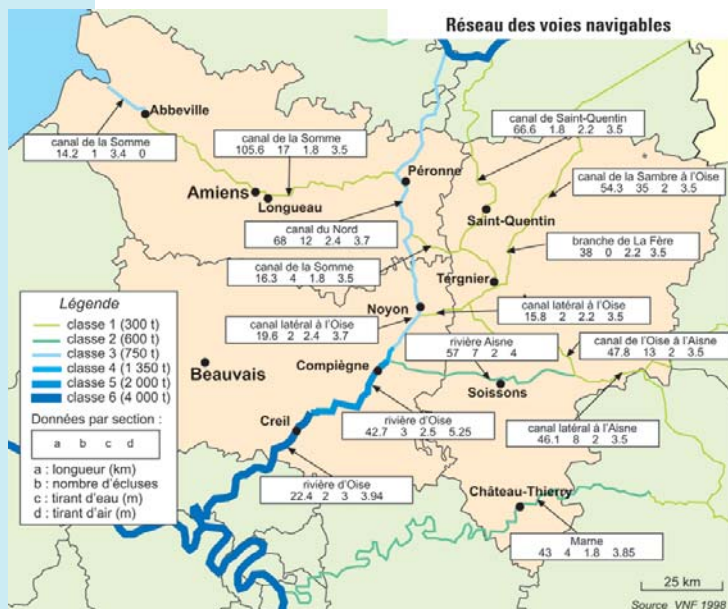
www.somme.equipement.gouv.fr

Transports du Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

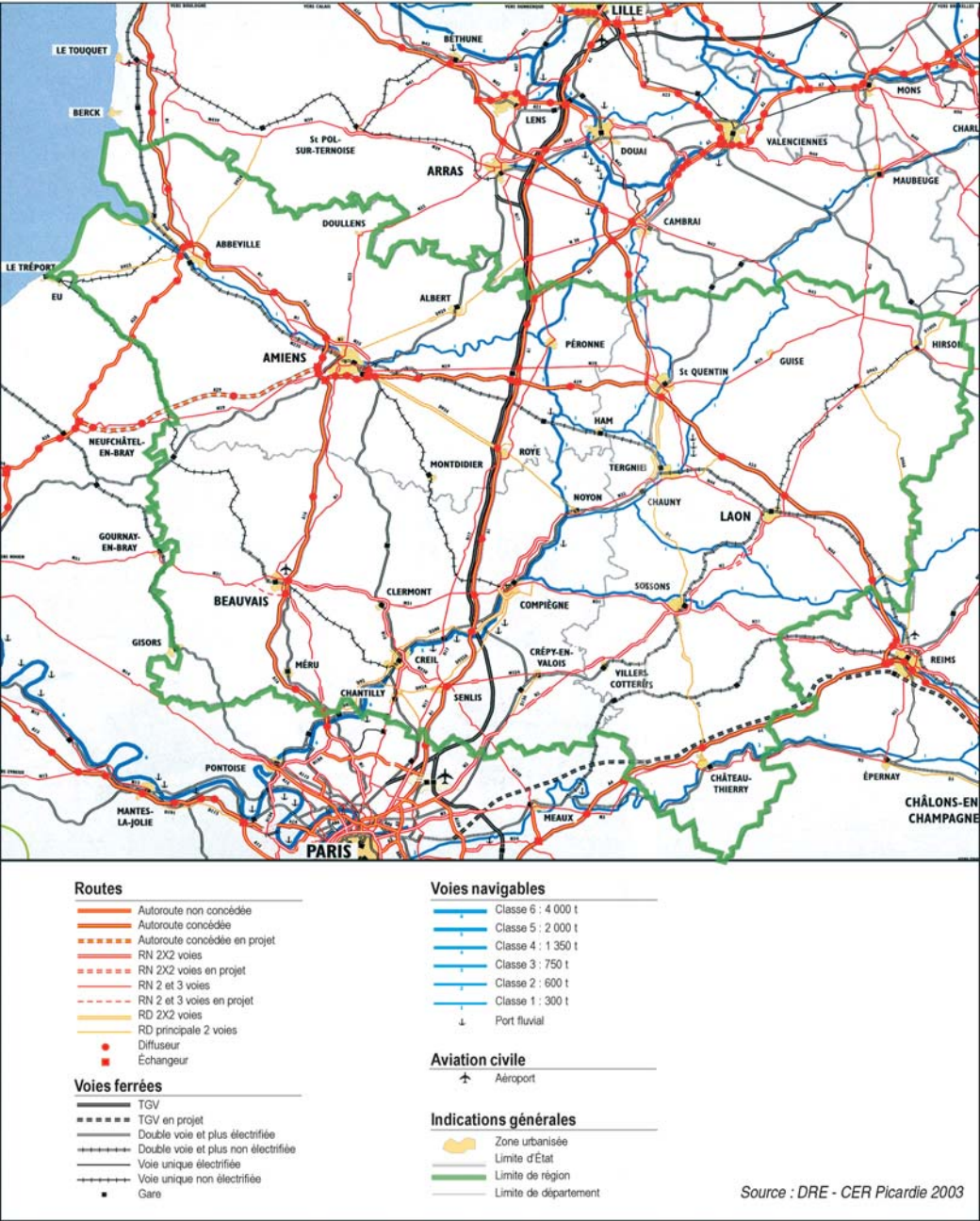
www.transports.equipement.gouv.fr

Voies navigables de France

www.vnf.fr



Infrastructures de transport





1 1-4



Définitions

Arrondissement : division du département, sans budget, ni assemblée élue, administrée par un sous-préfet.

Canton : division de l'arrondissement constituée notamment en vue des élections à l'assemblée départementale. Pour chaque canton, un conseiller général est élu au suffrage universel pour 6 ans. Le canton est généralement un regroupement de communes entières.

Commune : plus petite subdivision administrative française, elle est administrée par un conseil municipal élu pour six ans qui désigne en son sein le maire et ses adjoints, et vote le budget.

Département : division administrative. Il est géré par le Conseil général regroupant les conseillers généraux du département ; il a à sa tête un président élu pour 3 ans. Le président du Conseil général assure directement l'exécution des décisions de l'assemblée départementale. Le Préfet, nommé par le gouvernement, représente l'État dans le département. Il dirige les services de l'État.

Superficie et densité : la superficie a été évaluée en 1975 par le service du Cadastre et a été mise à jour pour tenir compte des modifications de limites communales intervenues entre 1975 et 1999. Y sont comprises toutes les surfaces du domaine public, cadastrées et non cadastrées auxquelles ont été retranchés les lacs, les étangs et glaciers de plus de 100 hectares, ainsi que les estuaires et les fleuves. Les surfaces sont exprimées en km² et les densités en nombre d'habitants au km².

Pour en savoir plus

L'organisation territoriale - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Les circonscriptions administratives au 1^{er} janvier 2006

Unité : nombre
%

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Picardie / France
Arrondissements	5	4	4	13	3,8
Cantons	42	41	46	129	3,2
Communes	816	693	783	2 292	6,2
Superficie 1999 (km ²)	7 369	5 860	6 170	19 399	3,1
Population sans double-compte 1999	535 489	766 441	555 551	1 857 481	3,1
Densité 1999 (habitants/km ²)	73	131	90	96	108

Source : Insee (RP 1999, COG au 01/01/2006)

Circonscriptions administratives de la Picardie en 1999





1 1-5



Définitions

Agglomération : voir unité urbaine

Unité urbaine : commune ou ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie. Si l'unité urbaine s'étend sur plusieurs communes, l'ensemble de ces communes forme une agglomération multi-communale ou agglomération urbaine. Si l'unité urbaine s'étend sur une seule commune, elle est dénommée ville isolée.

Ville centre, banlieue : pour chaque agglomération multi-communale, on définit un "centre" composé d'une ou plusieurs communes entières. Si une commune représente plus de 50 % de la population de l'unité urbaine, elle est seule ville centre. Dans le cas contraire, toutes les communes qui ont une population supérieure à la moitié de la population de la commune la plus importante, ainsi que cette dernière, sont villes centres. Les communes urbaines qui ne sont pas des villes centres constituent la banlieue de l'unité urbaine.

Population sans doubles comptes : plusieurs catégories de la population comptée à part - étudiants et élèves internes, militaires en garnison, malades en sanatorium, ouvriers de chantiers temporaires - sont comptabilisées à la fois dans leur commune de résidence habituelle et dans leur commune de résidence au moment du recensement : c'est la population "avec doubles comptes" ou population totale des communes. Dans la population sans doubles comptes, chaque personne est comptabilisée au lieu de sa résidence habituelle.

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006 - Insee Picardie Analyses n°14 - janvier 2007

www.insee.fr/picardie

Un réseau de villes moyennes structure le territoire - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

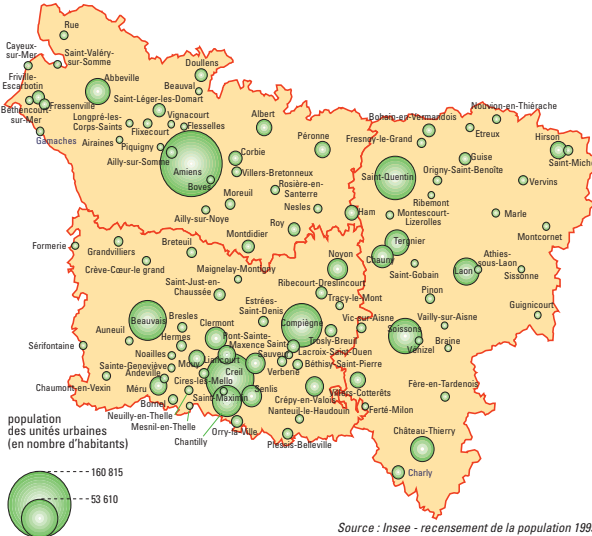
L'aire urbaine d'Amiens - un développement dans l'ombre du Bassin parisien - Insee Picardie relais n°152 - novembre 2005

www.insee.fr/picardie

Habiter en Picardie : souvent à la campagne, rarement en banlieue - Insee Picardie Relais n°93 - mai 2001

www.insee.fr/picardie

Unités urbaines en Picardie en 1999



Source : Insee - recensement de la population 1999



Unités urbaines de plus de 20 000 habitants en 1999

	Population sans doubles comptes 1999 (nombre)	Part dans la population régionale (%)	Évolution annuelle moyenne 1990-1999 (%)
Agglomération de Château-Thierry	23 522	1,27	-0,16
Ville centre de Château-Thierry	14 967	0,81	-0,25
banlieue (7 communes)	8 555	0,46	0,00
Agglomération de Laon	27 050	1,46	-0,06
Ville centre de Laon	26 265	1,41	-0,09
banlieue (1 commune)	785	0,04	1,14
Agglomération de Saint-Quentin	69 287	3,73	-0,29
Ville centre de Saint-Quentin	59 066	3,18	-0,29
banlieue (6 communes)	10 221	0,55	-0,29
Agglomération de Soissons	45 274	2,44	-0,22
Ville centre de Soissons	29 453	1,59	-0,14
banlieue (8 communes)	15 821	0,85	-0,35
Agglomération de Tergnier	24 017	1,29	-0,11
Ville centre de Tergnier	15 069	0,81	0,12
banlieue (6 communes)	8 948	0,48	-0,48
Agglomération de Beaumont-sur-Oise	31 565	1,70	0,34
Ville centre de Beaumont-sur-Oise	27 128	1,46	0,49
banlieue (3 communes)	4 437	0,24	-0,57
Agglomération de Beauvais	59 003	3,18	0,25
Ville centre de Beauvais	55 392	2,98	0,24
banlieue (3 communes)	3 611	0,19	0,30
Agglomération de Chantilly	36 474	1,96	0,04
Ville centre de Chantilly	28 409	1,53	-0,15
banlieue (4 communes)	8 065	0,43	0,36
Agglomération de Compiègne	69 903	3,76	0,20
Ville centre de Compiègne	41 254	2,22	0,17
banlieue (13 communes)	28 649	1,54	0,76
Agglomération de Creil	97 455	5,25	0,04
Ville centre de Creil	49 826	2,68	-0,36
banlieue (15 communes)	47 629	2,56	0,48
Agglomération d'Abbeville	26 049	1,40	0,33
Ville centre d'Abbeville	24 567	1,32	0,36
banlieue (2 communes)	1 482	0,08	-0,13
Agglomération d'Amiens	160 815	8,66	0,33
Ville centre d'Amiens	135 501	7,29	0,30
banlieue (9 communes)	25 314	1,36	0,48
Agglomération d'Eu	22 019	1,19	-0,33
Ville centre d'Eu	13 981	0,75	-0,46
banlieue (4 communes)	8 038	0,43	-0,11

Source : Insee - recensement de la population 1999



1 1-6



ESPACE

Espaces urbains - espaces ruraux

Définitions

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales (et petites unités urbaines) alentours dont au moins 40 % de la population ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci. Il y a 361 aires urbaines en France métropolitaine.

Espace rural ou à dominante rurale : regroupe les communes non prises en compte par le zonage en aires urbaines. Il comprend à la fois des petites unités urbaines et des communes rurales.

Espace à dominante urbaine : ensemble des aires urbaines et des communes multipolarisées. Il est équivalent de le définir comme l'ensemble des espaces urbains, monopolaires et multipolaires.

Espace urbain multipolaire : ensemble d'un seul tenant de plusieurs aires urbaines et des communes multipolarisées qui s'y rattachent. Dans l'espace urbain multipolaire, les aires urbaines sont soit contiguës, soit reliées entre elles par des communes multipolarisées. Cet espace forme un ensemble connexe. Un espace urbain composé d'une seule aire urbaine est dit monopolaire.

Pôle urbain : unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

Pôle rural : dans l'espace à dominante rurale, unité urbaine ou commune rurale offrant de 2 000 à moins de 5 000 emplois, dont le nombre d'emplois offerts est supérieur ou égal au nombre d'actifs résidents.

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006 - Insee Picardie Analyses n°14 - janvier 2007

www.insee.fr/picardie

Un réseau de villes moyennes structurent le territoire - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Les multiples visages de la Picardie rurale - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

La Picardie rurale s'organise en 82 bassins de vie - Insee Picardie Relais n°145 - avril 2005

www.insee.fr/picardie

Les bassins de vie des bourgs et petites villes - une économie résidentielle et souvent industrielle - Insee Première n°954 - avril 2004

www.insee.fr

Les bassins de vie, au cœur de la vie des bourgs et petites villes - Insee Première n°953 - avril 2004

www.insee.fr

Les 17 équipements de services intermédiaires

Commerces

- chaussures
- électroménager
- vêtements
- meubles
- droguerie-quincaillerie
- librairie
- supermarchés

Services financiers

- banques
- notaires

Services

locaux de l'État

- pompiers
- perception
- collège
- gendarmerie

Services de santé privés

- ambulance
- dentiste
- kinésithérapeute
- vétérinaire

Organisation territoriale de l'emploi

Source : Recensement général de la population de 1990 - Insee

Espace à dominante urbaine

Aires urbaines

Pôles urbains : Unités urbaines (agglomérations) comptant 5 000 emplois ou plus au recensement de 1990

Couronnes périurbaines : Communes ou unités urbaines dont 40% ou plus des actifs résidents vont travailler dans l'aire urbaine

Communes multipolarisées

Communes ou unités urbaines dont 40% ou plus des actifs résidents vont travailler dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles

Espace à dominante rurale

Rural sous faible influence urbaine : Communes ou unités urbaines dont 20% ou plus des actifs résidents vont travailler dans une aire urbaine

Pôles ruraux : Communes ou unités urbaines ayant 2 000 emplois ou plus et dont le nombre d'emplois est supérieur au nombre d'actifs résidents

Périphérie des pôles ruraux : Communes ou unités urbaines dont 20% ou plus des actifs résidents vont travailler dans un pôle rural

Rural isolé : Communes ou unités urbaines n'étant ni sous faible influence urbaine, ni des pôles ruraux, ni à la périphérie des pôles ruraux

Organisation territoriale des services

Source : Inventaire communal de 1998 - Insee - Scoes

● Commune disposant d'un nombre étoffé de services appartenant à la gamme intermédiaire

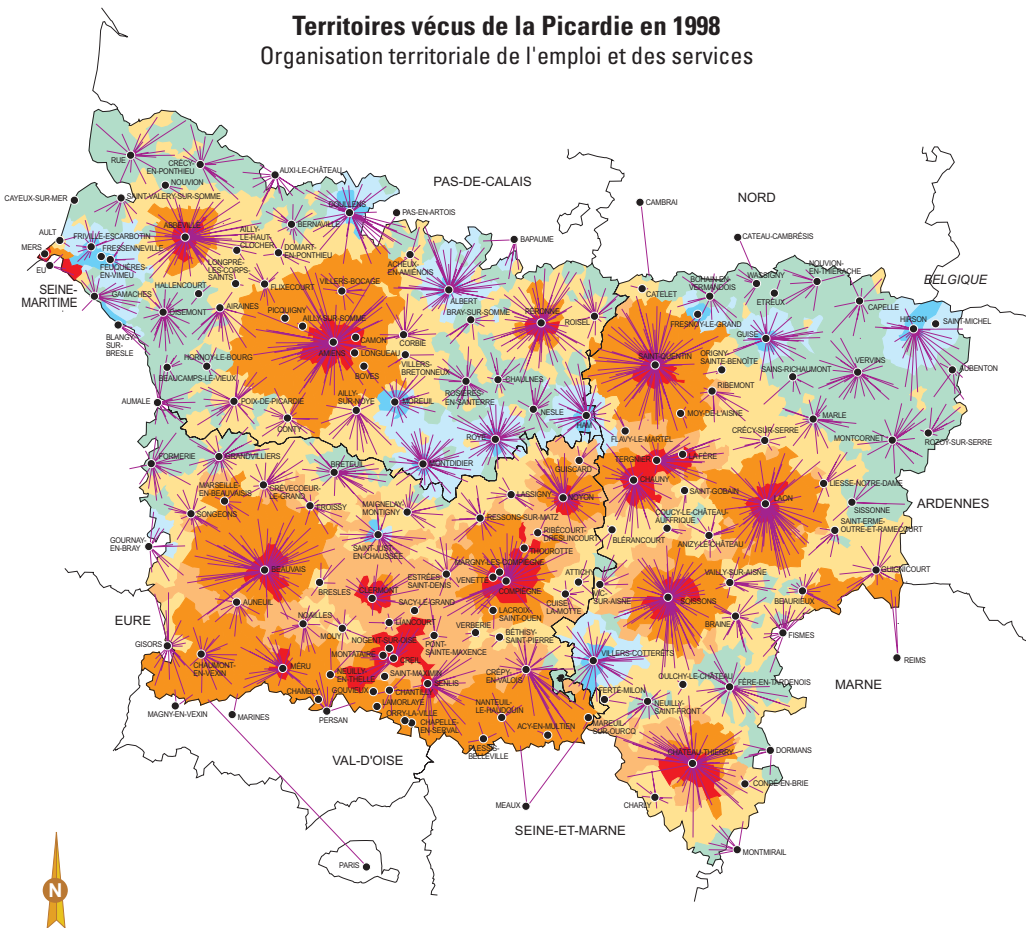


Chaque commune qui ne dispose pas d'un certain nombre de services de la gamme intermédiaire est reliée par un trait au pôle de services fréquenté habituellement

Espaces urbains - espaces ruraux, répartition de la population
(population sans doubles comptes 1999)

	Ensemble	Dominante urbaine			Dominante rurale
		Pôle urbain	Couronnes périurbaines	Communes multi-polarisées	Rural
Aisne	535 489	208 495	104 021	71 000	151 973
Oise	766 441	279 816	280 385	153 058	53 182
Somme	555 551	202 822	126 551	7 911	218 267
Picardie	1 857 481	691 133	510 957	231 969	423 422
<i>Picardie / France métropole</i>	<i>3,2</i>	<i>1,9</i>	<i>5,5</i>	<i>8,0</i>	<i>4,0</i>
France métropole	58 518 395	35 708 162	9 344 739	2 912 367	10 553 127

Source : Insee, recensement de la population de 1999



© Insee - Scea - IGN 1998





1 1-7

ESPACE

La région Picardie et la France

Pour en savoir plus

Projections régionales de population à l'horizon 2030 - Fortes croissances au Sud et à l'Ouest - Insee Première n°111 - décembre 2006

www.insee.fr

La France et ses régions - Édition 2006 - Insee Références

www.insee.fr



Les régions françaises au 1^{er} janvier 2006

	Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie 1999 (km ²)	Population totale sans double compte 1999	Densité 1999 (hab./km ²)
Alsace	13	75	903	8 280,20	1 734 145	209
Aquitaine	18	235	2 296	41 308,42	2 908 359	70
Auvergne	14	158	1 310	26 012,89	1 308 878	50
Bourgogne	15	174	2 046	31 581,96	1 610 067	51
Bretagne	15	201	1 269	27 207,91	2 906 197	107
Centre	20	198	1 842	39 150,94	2 440 329	62
Champagne-Ardenne	15	146	1 948	25 605,75	1 342 363	52
Corse	5	52	360	8 679,79	260 196	30
Franche-Comté	9	116	1 786	16 202,34	1 117 059	69
Île-de-France	25	317	1 281	12 012,27	10 952 011	912
Languedoc-Roussillon	14	186	1 545	27 375,79	2 295 648	84
Limousin	8	106	747	16 942,34	710 939	42
Lorraine	19	157	2 339	23 547,36	2 310 376	98
Midi-Pyrénées	22	293	3 020	45 347,94	2 551 687	56
Nord - Pas-de-Calais	13	156	1 546	12 414,09	3 996 588	322
Basse-Normandie	11	141	1 813	17 589,32	1 422 193	81
Haute-Normandie	6	112	1 420	12 317,42	1 780 192	145
Pays de la Loire	17	203	1 502	32 081,77	3 222 061	100
Picardie	13	129	2 292	19 399,46	1 857 834	96
Poitou-Charentes	14	157	1 464	25 809,53	1 640 068	64
Provence-Alpes-Côte d'azur	18	236	963	31 399,64	4 506 151	144
Rhône-Alpes	25	335	2 879	43 698,23	5 645 407	129
Ensemble Métropole	329	3 883	36 571	543 965,40	58 518 748	108
Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422 496	248
Martinique	4	45	34	1 128,00	381 427	338
Guyane	2	19	22	83 533,90	157 213	2
Réunion	4	49	24	2 503,72	706 300	282
Ensemble DOM	13	156	114	88 868,22	1 667 436	19
France entière	342	4 039	36 685	632 833,62	60 186 184	95

Source : Insee (Code officiel géographique 2006, RP 1999)



1 1-8



ESPACE

La région Picardie et l'Europe

Définitions

Densité : en habitants par km².

Produit intérieur brut (PIB) : il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA grevant les produits et des droits de douane, moins les subventions à l'importation.

Taux d'activité : rapport entre la population active (salariés, y c. militaires du contingent, non salariés, chômeurs) et la population totale correspondante.

Taux de natalité : rapport entre les naissances vivantes et la population résidente.

Taux de mortalité : rapport entre le total des décès et la population résidente.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

Union européenne (UE) : créée par le traité de Maastricht, l'Union européenne existe depuis le 1^{er} novembre 1993. Elle constitue une structure unique intégrant les communautés européennes, qui demeurent régies par leurs traités constitutifs, dans un cadre plus large et multiforme. Elle comptait 25 États-membres jusqu'à janvier 2007. L'UE a pour mission d'organiser les relations entre les États-membres et leurs peuples au travers de grands objectifs comme la promotion du progrès économique et social, l'affirmation de l'identité européenne sur la scène internationale, l'instauration d'une citoyenneté européenne ou le développement d'un espace de liberté, de sécurité et de justice.

Pour en savoir plus

La Picardie parmi les régions européennes -
Insee Picardie Analyses n°16 - mars 2007
www.insee.fr/picardie

Voir aussi :

La Picardie et l'Europe sur le portail de la Préfecture de Picardie
<http://www.picardie-europe.fr/>

Le portail de l'Union européenne
www.europa.eu/index_fr.htm

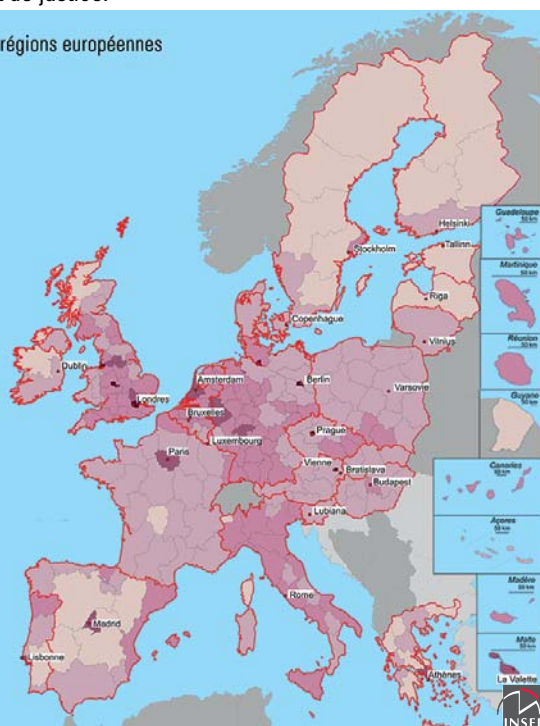
Le site d'Eurostat
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

Densité de population des régions européennes

Nombre d'habitants au km²

- 2000 ou plus
- de 500 à moins de 2 000
- de 150 à moins de 500
- de 50 à moins de 150
- moins de 50

- Pays membres
- Régions des pays membres
- Pays candidats
- Pays hors UE



Source : Eurostat

La région Picardie dans l'Union européenne

	Picardie	France	Nouveaux adhérents	Union à 15	Union européenne à 25
Population moyenne en 2003 (en milliers)	1 874,2	60 027,9	74 171,4	381 934,7	456 096,7
Superficie en Km² en 2003	19 399,0	549 087,0	738 566,0	3 239 225	3 977 791,0
Densité de population en 2003 (en milliers d'habitants par km²)	96,6	109,3	100,4	117,9	114,7
Taux brut de natalité en 2001	13,7	13,0	9,2	10,9	10,7
Taux brut de mortalité en 2001	9,0	8,9	10,7	9,5	9,6
Part des moins de 20 ans dans la population totale en 2003	27,2	25,1	24,9	22,3	22,8
Part des 60 ans et plus dans la population totale en 2003	18,4	20,6	18,1	22,3	21,6
Part des 65 ans et plus dans la population totale en 2003	14,5	16,3	13,5	16,8	16,3
Taux d'activité					
Ensemble 2004	56,6	56,0	55,5	56,8	56,6
Ensemble 2003	58,9	56,0	55,5	56,7	56,5
Femmes 2004	49,4	50,0	48,2	48,7	48,6
Femmes 2003	50,4	49,7	48,4	48,1	48,2
Hommes 2004	64,3	62,5	63,5	65,5	65,2
Hommes 2003	67,8	62,8	63,4	65,8	65,5
Taux de chômage					
Ensemble 2004	10,5	9,6	-	8,2	9,2
Ensemble 2003	10,0	9,3	14,5	8,1	9,1
Hommes 2004	9,7	8,7	-	7,5	8,5
Hommes 2003	9,2	8,4	14,0	7,4	8,4
Femmes 2004	11,4	10,6	-	9,2	10,1
Femmes 2003	11,1	10,3	15,3	8,9	10,0
Part de l'agriculture dans l'emploi total (%)					
en 2004	3,9	3,9	-	-	5,0
en 2003	3,9	-	12,4	-	-
Part de l'industrie (hors construction) dans l'emploi total en 2004	25,6	17,6	-	-	19,9
en 2003	24,2	-	24,8	-	-
Part de la construction dans l'emploi total en 2003 (%)	5,1	6,5	-	-	7,8
en 2003 (%)	6,1	-	7,2	-	-
Part des services dans l'emploi total en 2004 (%)	65,2	69,8	-	-	66,7
en 2003 (%)	65,2	-	55,5	-	-
Produit Intérieur Brut de la région en millions	37 599,3	1 526 821,0	446 560,5	9 179 495,5	9 626 056,0
Produit Intérieur Brut de la région en Standard de Pouvoir d'Achat (SPA)	36 064,0	1 464 474,5	814 387,7	8 811 668,3	9 626 056,0
Produit Intérieur Brut de la région par habitant en Standard de Pouvoir d'Achat (SPA)	19 305,0	23 915,0	10 967,4	23 161,5	21 170,1

Source : Eurostat - Régions



Définitions

Bassin de vie : il constitue la plus petite maille territoriale sur laquelle s'organise la vie quotidienne des habitants. Les bassins de vie ont été construits à partir du découpage intitulé «les territoires vécus». C'est dans chacun de ces bassins à l'autonomie plus ou moins marquée que les habitants accèdent à l'essentiel des services, que les actifs ont leur emploi et les élèves leur établissement scolaire. Ainsi, ce sont 1 916 bassins de vie, constituant une partition du territoire français qui sont délimités. Parmi eux, 1 745 bassins s'appuient sur un bourg ou une petite ville (commune ou unité urbaine de moins de 30 000 habitants). Permettant l'observation des phénomènes sociaux économiques à un niveau géographique fin et homogène sur l'ensemble de la métropole, les bassins de vie centrés sur les bourgs ou petites villes sont précieux pour éclairer la conduite des politiques d'aménagement du territoire rural.

EPCI (Établissement public de coopération intercommunale) : est un groupement de communes chargé de définir les projets à long terme. La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales contient des dispositions visant à améliorer le fonctionnement des structures intercommunales. Ce texte accorde notamment aux EPCI à fiscalité propre qui en font la demande le droit d'exercer certaines compétences attribuées aux régions et aux départements pour le compte de ces collectivités et sous réserve de leur approbation.

Intercommunalité : elle a pour objectif d'offrir des moyens supplémentaires et efficaces aux communes, dans le respect de leur autonomie, qu'il s'agisse d'aider au développement local ou de garantir un service public de qualité. L'intercommunalité a connu un premier tournant avec la loi du 6 février 1992 sur l'administration territoriale de la république. La loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale du 12 juillet 1999 dite loi Chevènement visait à équilibrer les disparités entre territoires. Elle a simplifié le paysage intercommunal en ramenant à trois formes de groupement, les structures à fiscalité propre : communautés d'agglomération, communautés de communes et communautés urbaines.

Pays : territoire de projet qui fédère les acteurs locaux autour d'une charte, d'un conseil de développement et d'un contrat passé entre l'État et la région. La notion de pays a été introduite par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995. La loi du 25 juin 1999 consacrait les pays comme des espaces de fédération des acteurs publics et privés autour d'un projet de territoire et la loi « urbanisme et habitat » de 2003 en simplifiait les procédures d'organisation et de reconnaissance.

Pour en savoir plus

L'organisation territoriale - Picardie : Diagnostic et perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

La Picardie rurale s'organise en 82 bassins de vie - Insee Picardie Analyses n°145 - 2005

www.insee.fr/picardie

Le zonage en aire urbaine et son complément rural - Insee Picardie Relais n°139 - 2004

www.insee.fr/picardie

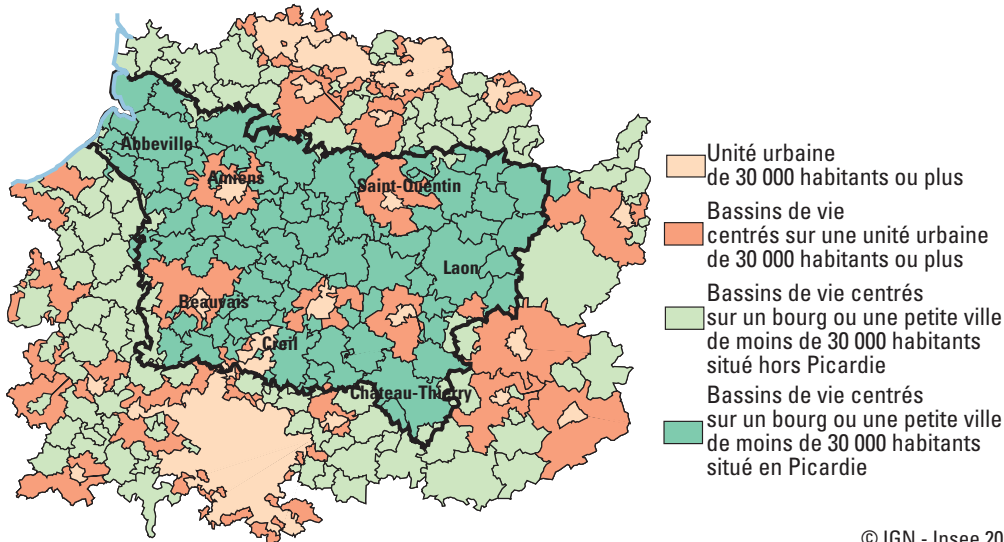
Guide des zonages

www.insee.fr/picardie,
espace zoom sur un territoire

Les pays et les établissements de coopération intercommunale en Picardie en janvier 2007



La Picardie en 89 bassins de vie



© IGN - Insee 2006

Source : rapport de l'Insee (avec la participation de l'Ifen, l'Inra et le SCEES) pour la Datar - juillet 2003

Le territoire picard se compose de 73 % de zones agricoles, 20 % de zones naturelles et 7 % de zones artificielles. Les zones agricoles prédominent nettement dans la région : elles représentent en 2004, les trois quarts du territoire contre la moitié en France métropolitaine. En Picardie, 80 % de cette surface agricole sont utilisés pour les cultures annuelles et 15 % pour des prairies (contre 37 % en France).

Les zones naturelles qui couvrent un cinquième du territoire picard sont moitié moins présentes que dans l'ensemble du territoire français. Ces espaces naturels sont surtout occupés par des forêts : presque tout l'espace naturel de l'Oise se constitue de forêts (principalement de chênes et de hêtres). Dans la Somme, avec le littoral et les marais, 20 % des zones naturelles sont en eau. Les zones artificielles occupent en 2004, 8 % du territoire régional. Cette occupation est celle qui a le plus augmenté en 11 ans, même si cette progression est moins forte qu'en France : + 7 % contre + 17 % en France métropolitaine. La zone artificielle se décompose pour moitié de sols artificiels non bâtis, pour un tiers de routes et parkings et pour 20 % de sols artificiels bâtis. Les sols occupés par des bâtiments ou des routes occupent une moins grande surface qu'en France (la moitié contre deux tiers des sols artificiels).

La Picardie possède 5 réserves naturelles nationales : trois dans l'Aisne (les Landes de Versigny, le marais de Vesles-et-Caumont et le marais d'Isle à Saint-Quentin et Rouvroy) et deux dans la Somme (la Baie de Somme et l'étang Saint-Ladre à Boves). Ces réserves couvrent 3 700 hectares, soit 0,2 % du territoire. Depuis 2004, la région dispose d'un parc naturel régional, Oise-Pays de France qui s'étend sur 60 000 ha sur les départements de l'Oise et du Val d'Oise et a en projet un parc naturel régional de la Picardie maritime.

La qualité de l'air et de l'eau

En 2005, dans l'agglomération amiénoise (seule zone picarde où l'indice Atmo pour mesurer la pollution atmosphérique est calculé), cet indice a été bon ou très bon 327 jours sur 365, et médiocre ou pire 12 jours, ce qui le situe parmi les meilleurs indices relevés dans les agglomérations françaises. La place des grandes cultures dans l'économie régionale soulève un enjeu de qualité des eaux. 87 % de la surface des communes picardes sont classées par décret en zones vulnérables à la pollution par les nitrates contre 44 % de la surface de l'ensemble des communes françaises. Sur le littoral en revanche, l'eau était pour 78 % de bonne qualité en 2004 et pour 22 % de qualité moyenne, ce qui donne une qualité meilleure qu'en moyenne nationale.

En 2004, les déchets collectés par les communes picardes représentent 1,5 million de tonnes, dont la moitié proviennent des ménages et un quart des entreprises. 72 % des ordures ménagères sont mises en décharge donc non valorisées alors qu'au niveau national, ce n'est que 40 %.

En 2004, la Picardie possède 2 051 établissements classés pour la protection de l'environnement dont l'exploitation peut s'avérer dangereuse : il s'agit de 191 carrières, 506 élevages et 72 établissements de traitement et d'élimination des déchets. Par ailleurs, la région compte 27 installations classées Seveso2 à hauts risques et 25 à risques moindres.

Les métiers de l'environnement sont encore peu développés. En 2004, ils ont fait travailler en Picardie 4 000 personnes dont 40 % dans l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères et 28 % dans le captage, le traitement et la distribution d'eau. Globalement, ces emplois ont progressé de 30 % par rapport à 2000, du double pour le secteur de l'enlèvement et traitement des ordures ménagères.



2 2-1



ENVIRONNEMENT

Espaces

Définitions

Biotope : milieu biologique offrant à une population végétale et animale bien déterminée des conditions d'habitat relativement stables.

Parc national : un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver. Il comporte généralement une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Parc naturel régional : les parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire. La charte constitutive est élaborée par la région avec l'accord de l'ensemble des collectivités territoriales concernées. Elle est adoptée par décret portant classement en parc naturel régional pour une durée maximale de dix ans. La révision de la charte est assurée par l'organisme de gestion du parc naturel régional.

Réserves biologiques : espaces forestiers riches protégés, rares ou fragiles, dans les forêts domaniales et dans les forêts non domaniales soumises au régime forestier, par convention entre le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture et l'Office national des forêts (conventions du 3 février 1981 et du 14 mai 1986).

Réserves naturelles : ce sont des territoires classés lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, de gisements de minéraux et de fouilles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader. Le classement peut affecter le domaine public maritime et les eaux territoriales françaises.

Pour en savoir plus

L'environnement en France - Édition 2006 -
Institut français de l'environnement
www.ifen.fr

Voir aussi :

Direction régionale de l'environnement de
picardie
www.picardie.ecologie.gouv.fr

Le site des parcs nationaux de France
www.parcsnationaux-fr.com

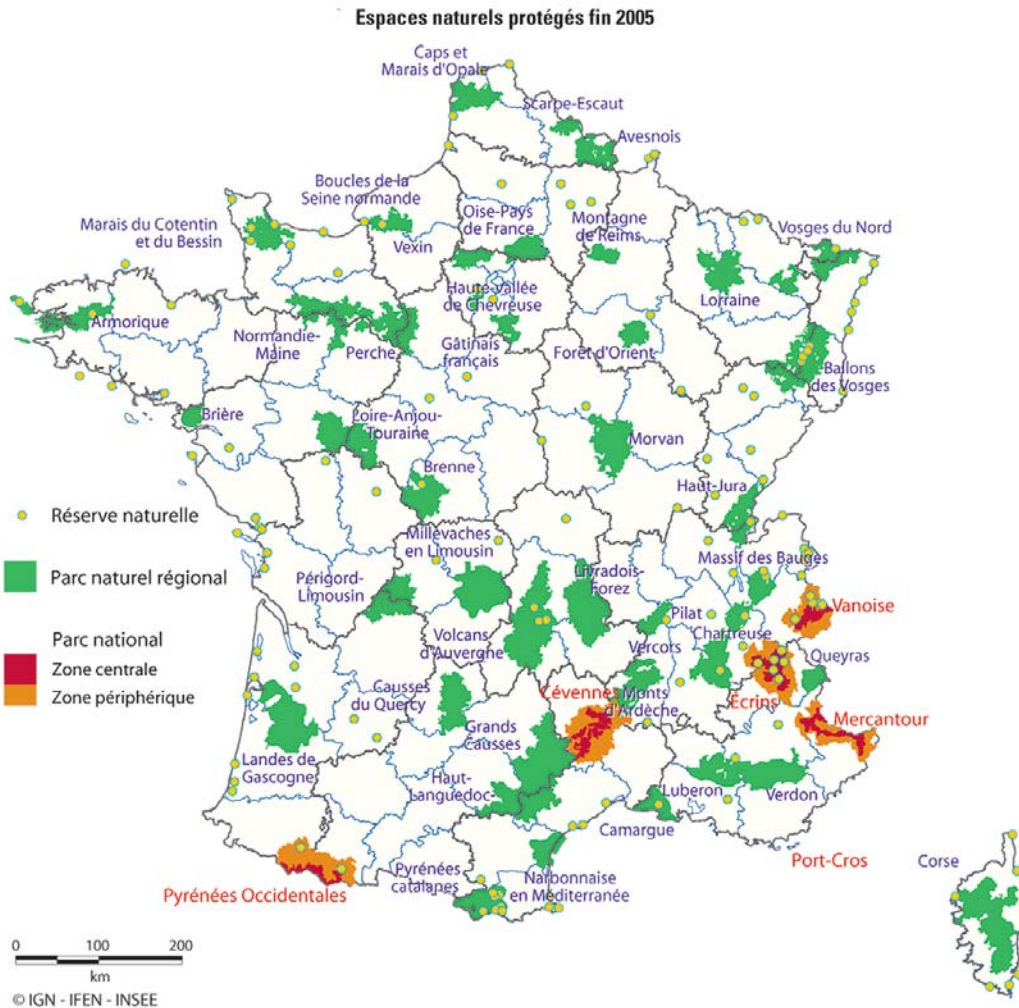
Fédération des parcs naturels régionaux de
France
www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr

Les réserves naturelles de France
www.reserves-naturelles.org

Espaces faisant l'objet d'une protection réglementaire, contractuelle

	Années des informations	Picardie		France métropolitaine	
		Nombre	Superficie (ha)	Nombre	Superficie (ha)
Parcs nationaux, zone centrale (Domaine Public Maritime inclus)	31/12/2006	0	0	7	350 852
Parcs naturels régionaux	31/12/2006	1	60 000	42	6 791 100
Réserves naturelles (DPM inclus)	31/12/2003	5	3 684	156	229 979
Réserves biologiques domaniales et forestières	31/12/2004	1	122	193	29 718
Espaces protégés par des arrêtés de biotope	31/12/2003	6	128	627	117 157

Sources : MNHN - DIREN - IFEN - EIDER 2003





2 2-2



ENVIRONNEMENT

Air

Définitions

Indice Atmo : indicateur compris entre 1 (très bon) et 10 (très mauvais), destiné à fournir une information synthétique sur la qualité de l'air dans les agglomérations françaises de plus de 10 000 habitants. Il est calculé à partir des concentrations de dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, ozone et poussières enregistrées par les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA).

Pour en savoir plus

L'environnement en France - Édition 2006 -
Institut français de l'environnement

www.ifen.fr

Les ménages acteurs des émissions de gaz à
effet de serre - Le 4 pages de l'Ifen n°115 -
novembre - décembre 2006

www.ifen.fr

Amélioration contrastée de la qualité de l'air
des villes entre 2000 et 2005 - Le 4 pages de
l'Ifen n°112 - juillet-août 2006

www.ifen.fr

Voir aussi :

Direction régionale de l'environnement de
Picardie

www.picardie.ecologie.gouv.fr

Association pour la surveillance de la qualité
de l'air en Picardie

www.atmo-picardie.com

Indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (Atmo) en 2005

	Nombre de jours pendant lesquels l'indice a été calculé	Nombre de jours dans l'année pendant lesquels la qualité était :		
		Très bonne, bonne ou assez bonne	Moyenne	Médiocre, mauvaise ou très mauvaise
Amiens	365	327	26	12
Paris	365	310	34	21
Reims	365	320	29	16
Rouen	365	315	33	17
Lille	365	313	26	26

Sources : IFEN - EIDER, Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air

Qualité de l'air, dépassement des seuils de pollution dans les zones urbaines en 2004 et 2005

	Nombre de capteurs analysant				Nombre moyen de jours par capteur avec un dépassement			
	le dioxyde de soufre		l'ozone		125ug/m ³ en moyenne journalière de SO ₂		120 ug/m ³ en moyenne sur 8 h consécutives	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Picardie	7	7	1	0	0	0	9,1	13,1
Métropole	195	167	292	276	nd	nd	nd	nd

Sources : ADEME, IFEN - EIDER



Définitions

Altération en matières organiques et oxydables : cette altération est mesurée par 4 paramètres : la teneur en oxygène dissous, la demande biochimique en oxygène en 5 jours (DBO5), la demande chimique en oxygène (DCO), la concentration en ammonium. Cinq classes ont été définies pour cette altération : 1A, 1B, 2, 3 et HC par qualité décroissante. Les bornes pour les 5 classes de cette altération sont respectivement : 7, 5, 3 et 1 mg/l pour l'oxygène dissous ; 3, 5, 10 et 25 mg/l pour la DBO5 ; 20, 25, 40, 80 mg/l pour la DCO et 0,1, 0,5, 2 et 8 mg/l pour l'ammonium. La classe d'altération est attribuée en fonction du paramètre le plus déclassant.

Altération en nitrates : altération basée sur la concentration en nitrates dans l'eau. Plusieurs classes d'altération ont été définies de N0 à N4, en fonction de la concentration croissante en nitrates. Les bornes entre les 5 classes de cette altération sont : 5, 25, 50 et 80 mg/l.

Altération en phosphore : les orthophosphates et le phosphore total sont les deux paramètres constitutifs de cette altération. Plusieurs classes d'altération ont été définies de P0 à P4, en fonction de la concentration croissante en phosphore. Les bornes entre les 5 classes de cette altération sont : 0,2, 0,5, 1 et 2 pour les orthophosphates (exprimé en mg/l de P0 à P4) et 0,1, 0,3, 0,6 et 1 pour le phosphore total (exprimé en mg/l de P).

Qualité des eaux de baignade : la surveillance sanitaire des eaux de baignade est réalisée par les Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS). Toutes les eaux "pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit" sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes test de contamination fécale.

Qualité physico-chimique de l'eau : la qualité physico-chimique est définie par la notion d'altération. Une altération est une dégradation de l'eau estimée à partir d'un regroupement de paramètres de même nature ou ayant le même effet. Les principales altérations sont : "matières azotées", "matières organiques et oxydables", "nitrates", "phosphore", etc. Une qualité est attribuée à un point s'il y a eu au moins 6 prélèvements dans l'année (7 pour les nitrates). La qualité retenue est la qualité la moins bonne qui se rencontre dans 90 % des cas.

Volume des prélèvements bruts : les statistiques sont établies sur la base des déclarations faites par les usagers (collectivités locales, agriculteurs, industriels) auprès des 6 Agences de l'eau. Sont exclus les prélèvements d'eaux saumâtres ou salées (ce qui exclut les prélèvements de certaines centrales thermiques).

Pour en savoir plus

Enquête eau et assainissement 2004 en Picardie - Les feuilles de Liaisons n°16 - mai 2007
- Agreste Picardie - Direction régionale de l'Agriculture et de la forêt - Service régional de l'information statistique et économique de Picardie

www.agreste.agriculture.gouv.fr/region_5/picardie_112/index.html

État sanitaire du littoral de la Somme - Année 2006 - Direction départementale sanitaire et sociale de la somme

www.picardie.sante.gouv.fr/dd80/ddass80.htm

La facture d'eau domestique en 2004 - 177 euros par personne et par an - Le 4 pages de l'Ifen n°117 - mars 2007

www.ifen.fr

L'environnement en France - Édition 2006 - Institut français de l'environnement

www.ifen.fr

Les pesticides dans les eaux - Données 2003 et 2004 - Les dossiers de l'Ifen n°5 - août 2006

www.ifen.fr

Eaux usées et déchets : l'effort porte sur l'investissement - Le 4 pages de l'Ifen n°111 - juin 2006

www.ifen.fr

Qualité physico-chimique de l'eau des cours d'eau de la région Picardie au 31/12/2002

Pourcentage d'observations par classe pour l'ensemble des points caractéristiques selon l'altération

Unité : %

Altération	Matières organiques		Matières azotées		"N03"		Phosphore	
Classes	Picardie	Métropole	Picardie	Métropole	Picardie	Métropole	Picardie	Métropole
Très bonne qualité	7,1	14,1	2,6	18,9	0,0	3,1	0,0	3,1
Bonne qualité	42,8	41,7	57,9	62,3	2,4	37,1	43,6	47,0
Qualité moyenne	23,8	28,2	39,5	12,8	52,4	33,3	41,0	35,2
Qualité médiocre	23,8	9,5	0,0	3,5	45,2	25,2	10,3	9,4
Mauvaise qualité	2,4	6,5	0,0	2,5	0,0	1,3	5,1	5,3

Sources : RNDE, Agences de l'eau, IFEN - EIDER 2003

Qualité des eaux de baignade

Nombre de points de surveillance

	Picardie			France métropolitaine		
	2002	2003	2004	2002	2003	2004
Eau douce	12	12	12	1 433	1 352	1 383
Bonne qualité, conforme	9	8	8	709	644	638
Qualité moyenne, conforme	3	4	4	651	634	673
Pollutions momentanées, non conforme	0	0	0	66	64	68
Mauvaise qualité, non conforme	0	0	0	7	10	4
Eau de mer	9	9	9	1 699	1 674	1 697
Bonne qualité, conforme	6	6	7	1 098	1 244	1 126
Qualité moyenne, conforme	3	3	3	537	394	501
Pollutions momentanées, non conforme	0	0	0	64	34	70
Mauvaise qualité, non conforme	0	0	0	0	2	0

Sources : Ministère de la santé, IFEN - EIDER 2003

Volume des prélèvements bruts d'eau en 2002

Unité : millier m³

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropolitaine
Eau superficielle utilisée pour					
l'agriculture	1 636	694	183	2 513	3 433 155
l'industrie	21 332	33 920	15 073	70 325	2 366 496
l'énergie					
(nc les eaux de turbinages hydro-électrique)	0	0	0	0	18 507 554
l'usage domestique	2 403	0	0	2 403	2 616 757
Eau souterraine utilisée pour					
l'agriculture	7 731	6 129	13 774	27 634	1 102 341
l'industrie	18 209	19 540	32 157	69 906	1 455 116
l'énergie					
(nc les eaux de turbinages hydro-électrique)	0	0	0	0	23 429
l'usage domestique	48 756	59 100	50 194	158 050	3 659 104

Sources : Agence de l'eau, IFEN - EIDER 2003



Définitions

Ordures ménagères traitées dans les installations autorisées : dans les éditions précédentes, il s'agissait des déchets ménagers ou assimilés, dans cette édition, seules les ordures ménagères sont comptabilisées.

Taux de valorisation biologique : il s'agit pour les déchets ménagers du ratio entre les quantités entrant dans les installations de compostage ou de méthanisation et les quantités produites par les ménages (quantités entrant en centres autorisés de traitement ou de stockage).

Taux de valorisation thermique : il s'agit pour les déchets ménagers de la part incinérée avec récupération d'énergie par rapport aux quantités totales de déchets produits par les ménages (quantités entrant en centres autorisés de traitement ou de stockage).

Pour en savoir plus

Tableau de bord des déchets en Picardie - ADEME Picardie - Édition 2006
www.ademe.fr/picardie

Les services aux entreprises en Picardie - Besoins et perspectives - Insee Picardie Dossiers n°38 - avril 2005
www.insee.fr/picardie

Protéger l'environnement : un objectif pour une grande majorité de Français - Insee Première n°1121 - janvier 2007
www.insee.fr

Le recyclage des déchets du bâtiment et des travaux publics peut progresser - Le 4 pages de l'Ifen n°116 - février 2007
www.ifen.fr

L'environnement, de plus en plus intégré dans les gestes et attitudes des Français - Le 4 pages de l'Ifen n°109 - janvier-février 2006
www.ifen.fr

L'environnement en France - Édition 2006 - Institut français de l'environnement
www.ifen.fr

Voir aussi :

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie / environnement
www.drire.gouv.fr/picardie

Ordures ménagères décomptées à l'entrée des installations de traitement en 2004

(Établissements recevant plus de 3 000 tonnes par an)

		Unités : Kt, %
		France métropolitaine
	Picardie	
Quantités totales traitées (Kt) dont :	781,1	23 096,6
incinérées avec récupération d'énergie	67,0	10 160,8
incinérées sans récupération d'énergie	0	641,4
utilisées pour fabriquer du compost	25,8	1 278,4
mises en décharges autorisées	562,9	9 143,5
triées	55,1	1 752,4
Taux de traitement (%)		
thermique	8,6	46,7
biologique	12,3	6,1
tri	7,1	7,6
mise en décharge	72,1	39,6

Sources : ADEME (Enquête ITOM)



Définitions

Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : elles sont définies par le décret du 20 mai 1953 modifié, qui distingue trois catégories d'établissements (usines, élevages intensifs, installations de traitement de déchets) en fonction de la gravité des dangers qui peuvent résulter de leur exploitation : établissements soumis à autorisation préfectorale, établissements soumis à déclaration, établissements relevant du pouvoir de police du maire pour les questions de protection de l'environnement et de la santé publique.

Installations classées Seveso : l'accident de Seveso en Italie le 10 juillet 1976 a entraîné une prise de conscience des autorités des pays industrialisés sur le risque technologique majeur. Une directive européenne relative aux risques d'accidents industriels majeurs a été adoptée le 24 juin 1982. Plus connue sous le nom de directive Seveso, elle a conduit à une prise en compte plus attentive et méthodique des accidents potentiels tant par les exploitants que par les pouvoirs publics et à la mise en place d'un dispositif global de prévention des risques. Cette directive 82/501/CEE a été modifiée à diverses reprises et son champ a été progressivement étendu, notamment à la suite de l'accident de Bâle en 1986. Depuis le 3 février 1999, elle est remplacée par la directive 96/82/CE du 9 décembre 1996, appelée Seveso II. La nouvelle directive, avec un champ d'application simplifié et étendu, reprend les exigences de sécurité de la directive de 1982 et renforce les dispositions relatives à la prévention des accidents majeurs.

Pour en savoir plus

Sécurité, santé, environnement et industrie en Picardie - Édition 2005 - Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie

www.drire.gouv.fr/picardie

Rapport d'activité 2005 de la DRIRE-DIREN

www.drire.gouv.fr/picardie

L'environnement en France - Édition 2006 - Institut français de l'environnement

www.ifen.fr

Enquête sur les dépenses pour protéger l'environnement en 2005 - Ministère de l'économie des finances et de l'emploi - SESSI

www.industrie.gouv.fr/sessi

Voir aussi :

Prévention des risques et lutte contre les pollutions - Inspection des installations classées

www.installationsclassees.ecologie.gouv.fr

Risques technologiques, les établissements à risque en 2004

Nombre d'installations classées	Aisne	Oise	Somme	Unité : nombre	
				Picardie	France métropole
Installations classées SEVESO2 à hauts risques	8	15	4	27	615
Installations classées SEVESO2 à risques moindres	2	15	8	25	504
Installations nucléaires de base non secrètes	0	0	0	0	125
Stockages souterrains de gaz naturel en 1999	0	1	0	1	14
Installations classées soumises à autorisation (ICPE)*	639	684	728	2 051	62 025
<i>dont carrières ICPE soumises à autorisation</i>	70	71	50	191	5 499
<i>élevages ICPE soumis à autorisation</i>	153	87	266	506	23 411
<i>établissements de traitement et d'élimination des déchets ICPE soumis à autorisation en 2001</i>	11	46	15	72	1 164

*ICPE : installations classées pour la protection de l'environnement

Sources : IFEN - EIDER, Ministère de l'écologie et du développement durable (DPPR)

Les Plans de Prévention des risques naturels en 2003

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France entière
Nombre de communes dotées d'un Plan de Prévention des Risques approuvé ou d'un Plan assimilé*	40	66	1	107	4 088
<i>dont nombre de communes dotées d'un Plan de Prévention des Risques approuvé ou d'un Plan assimilé* - risque inondations</i>	39	65	0	104	3 609
Nombre de Plans de Prévention des Risques ou Plan assimilés en cours d'étude	414	48	141	603	7 195
<i>dont nombre de Plans de Prévention des Risques ou Plan assimilés en cours d'étude - risques inondations</i>	412	46	140	598	6 738

*assimilé signifie ici Plan d'exposition aux risques et R111-3

Sources : IFEN, Ministère de l'écologie et du développement durable (DPPR, base CORINTHE)



2 2-6



ENVIRONNEMENT

Emplois environnementaux

Définitions

Emplois salariés privés de certaines activités environnementales : les entreprises (et leurs emplois) sont classées suivant le code de l'activité principale exercée (APE). Le codage de l'activité de l'entreprise est effectué avec la nomenclature d'activités française (NAF), au moment de l'inscription dans le répertoire national SIRENE (ce codage peut ensuite être révisé).

Ainsi, il existe des "emplois environnementaux" dans des entreprises dont l'activité principale n'est pas l'environnement et, à l'inverse des emplois non strictement "environnementaux" (secrétaire, cuisinier...) qui sont comptés comme tels parce qu'ils sont exercés dans des entreprises dont l'activité principale est qualifiée d'environnementale.

Pour en savoir plus

[L'environnement en France](#) - Édition 2006 - Institut français de l'environnement

www.ifen.fr

[Les métiers de l'environnement victimes de leur succès](#) - Le 4 pages de l'Ifen n°107 - octobre 2005

www.ifen.fr

[Le développement des formations initiales en environnement](#) - Les données de l'environnement n°96 - octobre 2004

www.ifen.fr

[Les communes, premier utilisateur des emplois-jeunes dans l'environnement](#) - Les données de l'environnement n°89 - décembre 2003

www.ifen.fr

[Emplois environnement : des stratégies différentes selon les employeurs](#) - Les données de l'environnement n°64 - mars 2001

www.ifen.fr

Emplois salariés des établissements du secteur privé non agricole employant au moins 1 salarié

Unités : nombre, %

Activités	Aisne		Oise		Somme	
	Nbre d'emplois au 01/01/2005	Évol. depuis 01/01/2000 (%)	Nbre d'emplois au 01/01/2005	Évol. depuis 01/01/2000 (%)	Nbre d'emplois au 01/01/2005	Évol. depuis 01/01/2000 (%)
Récupération de matières métalliques	191	43,6	138	13,8	88	4,8
Récupération de matières non métalliques	206	21,9	283	6,0	75	-54,0
Captage, traitement et distribution d'eau	269	41,6	640	35,0	171	20,4
Assainissement	46	48,3	144	38,5	48	33,3
Enlèvement et traitement des ordures ménagères	183	13,7	802	84,4	486	54,3
Élimination et traitement des autres déchets	145	38,1	77	-30,1	45	28,6
Ensemble	1 040	31,8	2 084	34,6	913	17,8

	Picardie		France entière	
	Nbre d'emplois au 01/01/2005	Évol. depuis 01/01/2000 (%)	Nbre d'emplois au 01/01/2005	Évol. depuis 01/01/2000 (%)
Récupération de matières métalliques	479	11,5	13 311	15,6
Récupération de matières non métalliques	538	-5,8	14 259	12,9
Captage, traitement et distribution d'eau	1 177	34,0	31 357	7,0
Assainissement	358	39,2	8 367	36,5
Enlèvement et traitement des ordures ménagères	1 623	61,5	42 970	32,6
Élimination et traitement des autres déchets	304	6,4	11 911	43,5
Ensemble	4 121	29,7	122 175	21,8

Source : Unedic

Au 1^{er} janvier 2006, la population picarde est estimée à 1 886 000 habitants soit une progression moyenne annuelle de 0,22 % depuis 1999, résultat d'une progression naturelle toujours parmi les plus élevées des régions françaises, +0,44 % compensée par un solde migratoire déficitaire depuis 25 ans : -0,22 %.

L'Aisne connaît depuis 1999 une quasi-stagnation de sa population. Le déclin lié à un solde migratoire fortement déficitaire sur la période 1990-1999 (-0,34 % par an) semble se réduire. Il ne serait plus que de -0,31 % sur les six dernières années. L'Aisne possède toujours un indice conjoncturel de fécondité élevé (2,08 en 2004) mais la structure de population du département couplée au solde migratoire entraîne un vieillissement plus rapide que dans les deux autres départements.

La Somme connaît une légère progression de sa population, +3 400 habitants depuis 1999. Son rythme de croissance annuel est passé de +0,16 % entre 1990 et 1999 à +0,10 % entre 1999 et 2005.

Ce département se caractérise par un indice conjoncturel de fécondité proche de la moyenne nationale (1,84 contre 1,88) mais très inférieur à la moyenne régionale (1,99).

Le département connaissant la dynamique démographique la plus forte reste l'Oise. La population a augmenté de près de 20 000 personnes depuis 1999. Sa population jeune permet au département d'afficher un fort excédent naturel (+0,63). Le solde migratoire semble s'être dégradé par rapport à la période précédente et est au même niveau relatif que celui de la Somme.

En 2005, les naissances ont progressé en Picardie, par rapport à 2004, moins fortement toutefois qu'à l'échelle nationale où elles ont presque rejoint le niveau de l'année 2000. Cette augmentation des naissances intervient pourtant alors que le nombre de femmes susceptibles d'avoir un enfant baisse depuis 1996. La Picardie arrive toujours dans les régions de tête pour son indice conjoncturel de fécondité : avec 1,99 enfant par femme, elle se tient nettement au-dessus de la moyenne nationale (1,88 enfant par femme) alors que la France se situe elle-même au second rang des pays de l'Union européenne derrière l'Irlande.

La légère hausse des naissances a été contrebalancée par celle des décès qui ont progressé d'un peu plus de 400 en 2005.

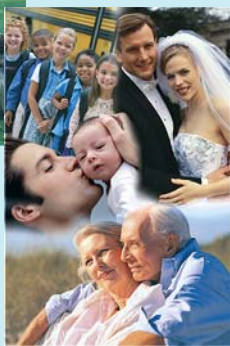
Chaque année, l'espérance de vie des Picards progresse même si elle conserve un retard d'un an et demi sur celle des Français. Depuis 10 ans, l'espérance de vie a ainsi progressé d'un an et demi pour les femmes et de 2 ans et demi pour les hommes, autant en Picardie qu'en France.

Si en 2004 le niveau des mariages avait été exceptionnellement bas en Picardie comme en France, en 2005, le nombre de mariages enregistrés en Picardie a progressé de 3,5 % contre 1,7 % en France. Le succès du PACS va sans cesse croissant depuis sa création en 1999 : le millier a été dépassé en Picardie et atteint le nombre de 1 641 PACS en 2005. Le nombre de divorces a augmenté plus fortement en Picardie qu'en France : 21,9 % contre 15,7 %.

En Picardie comme en France la taille des ménages diminue : le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 2,6 en 1999 à 2,5 en 2004. Ce nombre reste cependant supérieur à la taille des ménages français : 2,3.

Les Picards exercent des professions moins souvent qualifiées qu'en moyenne nationale : on trouve moins de cadres, d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise, moins de professions intermédiaires et plus d'ouvriers dans la répartition socioprofessionnelle de la population.

La population étrangère est définie à partir d'un seul critère, la nationalité de l'individu. Lors du recensement de population de 1999, 62 600 étrangers résidaient en Picardie : 38 % détenaient une nationalité européenne et la grande majorité d'entre eux étaient Portugais, 62 % une nationalité autre. Parmi ces derniers, les Marocains étaient les plus nombreux.



Définitions

Migrations : on appelle "migrants" les personnes dont la commune de résidence au 1^{er} janvier de l'année du recensement était différente de la commune de résidence au recensement précédent. Les données concernant les migrations fournissent des éléments concernant les migrations extérieures (en distinguant les personnes qui résidaient en France métropolitaine ou dans les DOM au 1^{er} janvier de l'année du précédent recensement de celles qui y sont arrivées depuis) et les migrations intérieures (changement de logement ou d'unité géographique : commune, canton, arrondissement, département, région).

Mouvement migratoire : le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes venues résider dans la zone et le nombre de celles qui l'ont quittée.

Mouvement naturel : le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone considérée.

Population sans doubles comptes : c'est la population totale d'une commune moins les doubles comptes. Les doubles comptes correspondent à des catégories de population pouvant être comptabilisées deux fois. Dans la population sans doubles comptes, chaque personne n'est comptabilisée qu'au lieu de sa résidence habituelle.

Population totale : comprend toutes les personnes (Français ou étrangers) résidant sur le territoire métropolitain, à l'exception des personnes en séjour de courte durée (touristes, travailleurs saisonniers) ; elle comprend aussi des personnes momentanément absentes mais appelées à rentrer à plus ou moins brève échéance (militaires en service hors métropole).

Taux de variation annuel moyen : il permet de comparer plusieurs périodes de durées différentes telles que les périodes intercensitaires. Il offre l'avantage d'éliminer une fluctuation ponctuelle due à un quelconque aléa mais il possède l'inconvénient de ne pas tenir compte d'un éventuel retournement de tendance.

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006 - La démographie picarde tirée par la natalité de l'Oise - Insee Picardie Analyses n°14 - janvier 2007

www.insee.fr/picardie

Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - La population picarde progresse faiblement - Insee Picardie Analyses n°1 - janvier 2006

www.insee.fr/picardie

Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006 - Les dynamiques humaines

www.insee.fr/picardie

La mobilité résidentielle d'Amiens métropole - un déficit migratoire qui se réduit grâce aux jeunes - Insee Picardie Relais n°139 - décembre 2004

www.insee.fr/picardie

Enquêtes annuelles de recensement 2004 à 2006 - Les départements du sud et du littoral atlantique gagnants au jeu des migrations internes - Insee Première n°1116 - janvier 2007

www.insee.fr

Bilan démographique 2006 : un excédent naturel record - Insee Première n°1118 - janvier 2007

www.insee.fr

L'évolution démographique de la France depuis 10 ans - Données sociales : la société française - Édition 2006

www.insee.fr

La situation démographique en 2004 - mouvement de population - Insee Résultats série société n°55 - août 2006

www.insee.fr

Voir aussi :

www.insee.fr -
le recensement de la population
www.ined.fr

Population sans doubles comptes

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
1975	533 862	606 320	538 462	1 678 644	52 591 584
1982	533 970	661 781	544 570	1 740 321	54 334 871
1990	537 259	725 603	547 825	1 810 687	56 615 155
1999	535 489	766 441	555 551	1 857 481	58 518 395
1 ^{er} janvier 2000	536 281	769 918	556 875	1 863 074	58 824 955
1 ^{er} janvier 2001	536 460	773 280	557 397	1 867 137	59 200 049
1 ^{er} janvier 2002	536 153	776 020	558 176	1 870 349	59 586 096
1 ^{er} janvier 2003	536 682	778 456	558 976	1 874 114	59 969 702
1 ^{er} janvier 2004	535 719	779 916	558 966	1 874 601	60 340 000
1 ^{er} janvier 2005	535 981	785 967	558 942	1 880 890	60 825 000

Source : Insee - Recensements de la population 1975-1999 : pop. légales - Estim. localisées de pop. 2000-2005

Taux de variation annuel moyen de la population

Unité : %

		Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Total	1975 - 1982	0,00	1,25	0,16	0,51	0,46
	1982 - 1990	0,08	1,16	0,07	0,50	0,51
	1990 - 1999	-0,03	0,61	0,16	0,29	0,37
	1999 - 2005	-0,01	0,42	0,10	0,21	0,65
Dû au mouvement naturel	1975 - 1982	0,43	0,67	0,41	0,51	0,40
	1982 - 1990	0,43	0,70	0,38	0,52	0,41
	1990 - 1999	0,32	0,65	0,30	0,44	0,36
	1999 - 2005	0,30	0,63	0,32	0,44	0,39
Dû au mouvement migratoire	1975 - 1982	-0,43	0,59	-0,25	0,00	0,07
	1982 - 1990	-0,35	0,46	-0,31	-0,02	0,10
	1990 - 1999	-0,34	-0,04	-0,14	-0,16	0,01
	1999 - 2005	-0,31	-0,21	-0,22	-0,23	0,26

Insee - Recensements de la population 1975-1999 : pop. légales - Estim. localisées de pop. Au 01/01/99 et au 01/01/05

Migrations résidentielles entre 1990 et 1999

Unité : nombre

		Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Lieu de résidence au 01/01/1990	même logement	293 241	386 466	308 619	988 326	29 390 750
	même commune	373 683	485 572	395 994	1 255 249	38 863 513
	même département	472 180	629 253	495 695	1 597 128	48 520 668
	même région	481 042	641 433	509 726	1 632 201	51 734 349
	France métropolitaine	531 462	755 387	551 218	1 838 067	57 222 378
	DOM - TOM	636	1 340	530	2 506	163 949
	étranger	3 215	9 586	3 731	16 532	1 134 361
	Population en 1999	535 313	766 313	555 479	1 857 105	58 520 688

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 : exploitation principale

Lieu de résidence antérieure des personnes de 5 ans et plus (population des ménages)

Unité : %

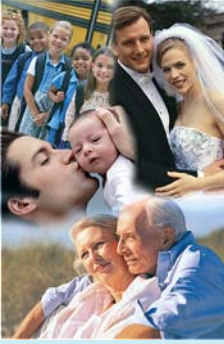
		Picardie		Province		France métropole	
		01/07/2004	1999	01/07/2004	1999	01/07/2004	1999
Lieu de résidence antérieure*	ensemble	100	100	100	100	100	100
	même région	93	89	92	89	92	89
	même commune	78	70	76	69	76	68
	même logement	68	56	65	54	65	53
	une autre région ou à l'étranger	8	11	8	11	8	11

*résidence au 01/01/1999 pour la pop. des ménages au 01/07/2004, résidence au 01/01/1990 pour la population des ménages au 01/01/1999.

Source : Insee - RP 1975-1999 : pop. légales - Enquêtes annuelles de recensements 2004 et 2005



3 3-2



POPULATION

Âges

Définitions

Âge : c'est celui atteint par chaque génération au cours de l'année considérée (âge en années révolues au 31 décembre).

Pyramide des âges : la représentation graphique traditionnelle "en rectangles" de la répartition d'une population classée selon un critère numérique continu est dite "histogramme". La pyramide des âges est constituée de deux histogrammes, un pour chaque sexe, où les effectifs sont portés horizontalement et les âges verticalement.

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006 - La démographie picarde tirée par la natalité de l'Oise - Insee Picardie Analyses n°14 - janvier 2007 www.insee.fr/picardie

Une croissance de la population ralentie - Bilan économique et social Picardie 2005 - juin 2006 www.insee.fr/picardie

La structure de la population picarde se rapproche de celle de la France - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006 www.insee.fr/picardie

Bilan démographique 2006 : un excédent naturel record - Insee Première n°1118 - janvier 2007 www.insee.fr

Projections régionales de population à l'horizon 2030 - Fortes croissances au Sud et à l'Ouest - Insee Première n°1111 - décembre 2006 www.insee.fr

Projections de population pour la France métropolitaine à l'horizon 2050 - La population continue de croître et le vieillissement se poursuit - Insee Première n°1089 - juillet 2006 www.insee.fr

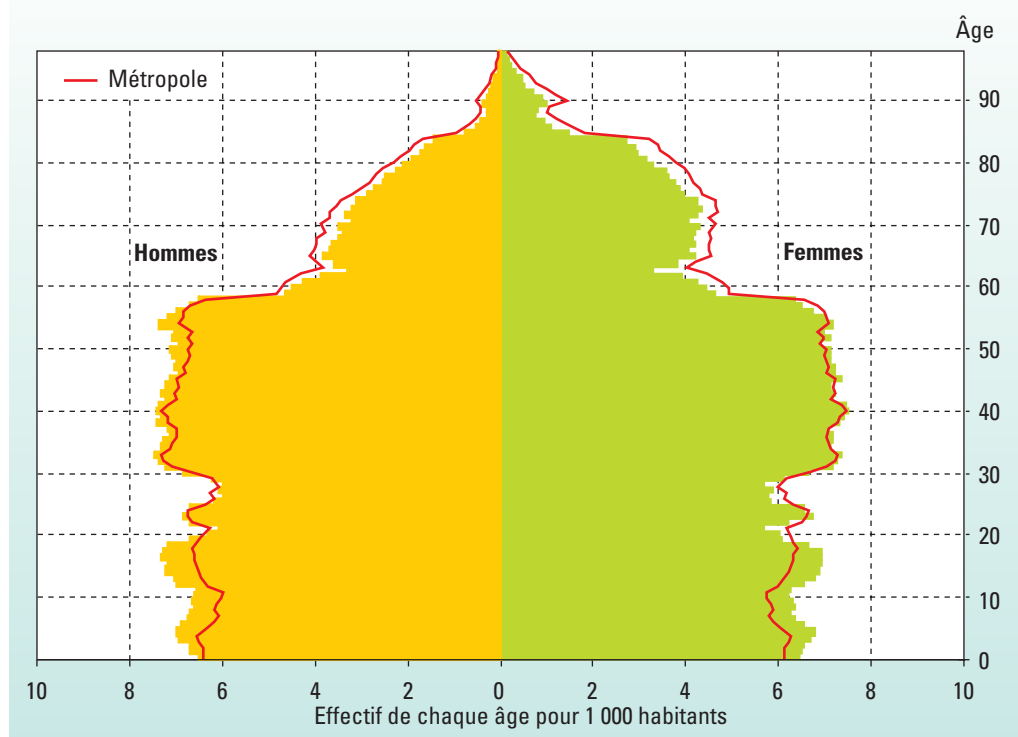
L'évolution démographique de la France depuis 10 ans - Données sociales : la société française - Édition 2006 www.insee.fr

Population française : vers une stabilisation à 70 millions d'habitants - INED - Population & Sociétés n°429 - décembre 2006 www.ined.fr

La population de la France en 2005 - INED - Population & Sociétés n°421 - mars 2006 www.ined.fr
www.insee.fr - le recensement de la population

Pyramide des âges en Picardie au 1^{er} janvier 2005

Source : Insee - Estimations localisées de population au 01/01/2005



Répartition de la population selon le sexe et l'âge au 01/01/2005

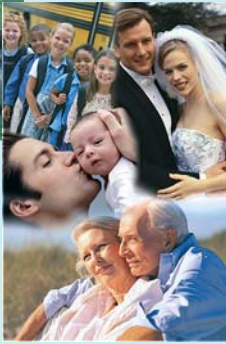
Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Hommes					
moins de 20 ans	72 371	113 028	73 139	258 538	7 747 044
20 à 39 ans	68 907	108 264	77 633	254 804	8 200 450
40 à 59 ans	75 457	111 890	74 608	261 955	8 203 832
60 à 74 ans	30 423	40 055	31 039	101 517	3 624 291
75 ans et plus	15 193	16 617	16 049	47 859	1 779 414
Femmes					
moins de 20 ans	69 244	106 586	70 684	246 514	7 403 885
20 à 39 ans	66 554	106 169	76 227	248 950	8 157 136
40 à 59 ans	75 140	111 064	75 581	261 785	8 451 676
60 à 74 ans	36 031	43 787	36 624	116 442	4 138 779
75 ans et plus	26 661	28 507	27 358	82 526	3 118 493
Ensemble					
moins de 20 ans	141 615	219 614	143 823	505 052	15 150 929
20 à 39 ans	135 461	214 433	153 860	503 754	16 357 586
40 à 59 ans	150 597	222 954	150 189	523 740	16 655 508
60 à 74 ans	66 454	83 842	67 663	217 959	7 763 070
75 ans et plus	41 854	45 124	43 407	130 385	4 897 907

Source : Insee - Recensement de la population - exploitation principale



3 3-3



POPULATION

Natalité - Fécondité

Définitions

Indicateur conjoncturel de fécondité : nombre d'enfants que mettrait au monde, en moyenne, une femme qui, au cours de sa vie féconde (15-49 ans), aurait le comportement observé pendant l'année considérée pour l'ensemble des femmes.

Naissances domiciliées : les mouvements de l'état-civil tels que les naissances sont relevés dans la commune où ils se produisent. Il s'agit de naissances enregistrées. La plupart des naissances ayant lieu en clinique ou à l'hôpital, le lieu d'enregistrement n'est guère significatif. Aussi ces événements sont rapportés, dans la mesure du possible, là où ils ont effectivement une signification : commune de résidence habituelle de la mère. On parle alors de naissances domiciliées.

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes au cours d'une période (en général l'année) à la population totale au milieu de la période.

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006 - La démographie picarde tirée par la natalité de l'Oise - Insee Picardie Analyses n°14 - janvier 2007 www.insee.fr/picardie

Une croissance de la population ralentie - Bilan économique et social Picardie 2005 - juin 2006 www.insee.fr/picardie

Un excédent naturel toujours élevé et une perte d'attractivité depuis 1982 - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006 www.insee.fr/picardie

Bilan démographique 2006 : un excédent naturel record - Insee Première n°1118 - janvier 2007 www.insee.fr

La fécondité dans les régions à la fin des années quatre-vingt-dix - davantage de naissances à la campagne - Insee première n°963 - avril 2004 www.insee.fr

Fécondité envisagée, fécondité réalisée : un lien complexe - INED - Population & sociétés n°415 - septembre 2005 www.ined.fr

Nombre de naissances domiciliées

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France métropole
2004	6 761	10 630	7 035	24 426	766 425
2005	6 889	10 753	7 024	24 666	772 841

Source : Insee - état-civil

Taux de natalité

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : % France métropole
2003	12,8	13,7	12,8	13,2	12,7
2004	12,6	13,6	12,6	13,0	12,7

Source : Insee - état-civil

Proportion de naissances hors mariage

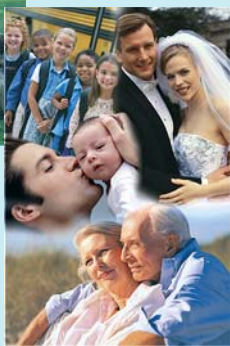
	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : % France métropole
2004	55,1	47,7	54,7	51,8	46,4
2005	57,4	49,2	55,9	53,4	47,4

Source : Insee - état-civil

Contribution des groupes d'âge à l'indice conjoncturel de fécondité en 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
De 15 à 24 ans	0,54	0,42	0,40	0,44	0,32
De 25 à 34 ans	1,28	1,31	1,16	1,25	1,24
De 35 à 49 ans	0,26	0,31	0,28	0,29	0,33
Indice conjoncturel de fécondité	2,08	2,04	1,84	1,99	1,88

Source : Insee - état-civil



Définitions

Décès domiciliés : les mouvements de l'état-civil tels que les décès sont relevés dans la commune où ils se produisent. Il s'agit de décès enregistrés. Beaucoup de décès ayant lieu en clinique ou à l'hôpital, le lieu d'enregistrement n'est guère significatif. Aussi, ces événements sont rapportés, dans la mesure du possible, là où ils ont effectivement une signification : commune de résidence habituelle de la personne décédée. On parle alors de décès domicilié.

Espérance de vie à la naissance : âge moyen au moment du décès d'une génération fictive qui aurait tout au long de son existence les conditions de mortalité par âge de l'année d'observation.

Taux de mortalité : nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants.

Taux de mortalité infantile : proportion d'enfants qui meurent avant l'âge d'un an, pour 1 000 enfants nés vivants.

Pour en savoir plus

La seconde mortalité la plus élevée de métropole - Bilan économique et social Picardie 2005 - juin 2006 www.insee.fr/picardie

Un excédent naturel toujours élevé et une perte d'attractivité depuis 1982 - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006 www.insee.fr/picardie

Mortalité aux grands âges : encore des écarts selon le diplôme et la catégorie sociale - Insee Première n°1122 - février 2007

www.insee.fr

Bilan démographique 2006 : un excédent naturel record - Insee Première n°1118 - janvier 2007 www.insee.fr

Dans quelles régions meurt-on le plus tard au début du XXI^e siècle ? - L'Île-de-France s'impose comme une zone de faible mortalité - Insee Première n°1114 - décembre 2006

www.insee.fr

Les différences sociales de mortalité : en augmentation chez les hommes, stable chez les femmes - Insee Première n°1025 - juin 2005 www.insee.fr

France 2004 : l'espérance de vie franchit le seuil de 80 ans - INED - Population & Sociétés n°410 - mars 2005 www.ined.fr

Nombre annuel de décès domiciliés

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France métropole
2002	5 607	5 960	5 498	17 065	533 111
2003	5 621	6 121	5 687	17 429	550 350
2004	5 047	5 613	5 289	15 949	507 644
2005	5 195	5 740	5 440	16 375	325 680

Source : Insee - état-civil

Taux de mortalité et taux de mortalité infantile

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : % France métropole
Taux de mortalité :					
2002	10,5	7,7	9,8	9,1	8,9
2003	10,4	7,8	10,2	9,3	9,1
2004	9,5	7,2	9,5	8,5	8,4
Taux de mortalité infantile					
2002	4,9	4,6	4,7	4,7	4,1
2003	2,8	4,9	2,2	3,5	4,0
2004	3,0	3,3	4,0	3,4	3,8
2005	2,5	3,3	5,0	3,6	3,5

Source : Insee - état-civil

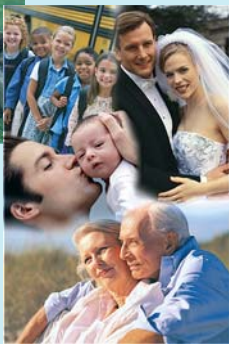
Espérance de vie en 1990 et 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : année France métropole
Espérance de vie à la naissance en 1990					
Hommes	70,7	71,9	71,2	71,3	72,9
Femmes	79,8	80,1	79,6	79,8	81,0
Espérance de vie à la naissance en 2004					
Hommes	74,7	76,1	74,8	75,3	76,8
Femmes	82,3	82,5	81,9	82,2	83,7
Espérance de vie à 60 ans en 2004					
Hommes	19,8	20,9	20,1	20,3	21,5
Femmes	25,1	25,3	24,9	25,1	26,3

Source : Insee - état-civil - estimation localisée de population au 01/01/2004



3 3-5



POPULATION

Situation matrimoniale

Définitions

Divorces : les divorces prononcés sont la somme des jugements de divorce direct et de conversion de séparation de corps prononcés par les tribunaux de grande instance de la métropole.

Mariage : enregistré dans la commune où il est célébré.

PACS : pacte civil de solidarité. La loi instituant le PACS est entrée en vigueur le 15 novembre 1999. Elle offre un statut légal aux unions de fait et concerne les couples hétérosexuels ou homosexuels.

Taux de nuptialité : rapport du nombre de mariages au cours d'une période (en général l'année) à la population totale en milieu de période.

Pour en savoir plus

Une croissance de la population ralentie - Bilan économique et social Picardie 2005 - juin 2006 www.insee.fr/picardie

Bilan démographique 2006 : un excédent naturel record - Insee Première n°1118 - janvier 2007 www.insee.fr

Les ruptures d'unions : plus fréquentes mais plus précoces - Insee Première n°1107 - novembre 2006 www.insee.fr

Vivre en couple, se marier, se séparer : contrastes européens - INED - Population & Sociétés n°422 - avril 2006 www.ined.fr

Population des ménages selon l'état matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus au 01/07/2004

	Picardie	Province	Unité : % France métropole
Célibataires	34,3	33,6	34,9
Mariés	51,7	51,6	50,7
Veufs	7,5	7,9	7,5
Divorcés	6,5	6,8	6,9
Ensemble	100	100	100

Source : Insee - Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

Nombre annuel de mariages enregistrés (département du mariage)

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
2003	2 404	3 497	2 434	8 335	275 963
2004	2 433	3 426	2 419	8 278	271 598
2005	2 488	3 637	2 445	8 570	276 303

Source : Insee - état-civil

Taux brut de nuptialité

Unité : ‰

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
2002	4,8	4,8	4,7	4,8	4,7
2003	4,5	4,5	4,4	4,4	4,6
2004	4,5	4,4	4,3	4,4	4,5

Source : Insee - état-civil

Pacte civil de solidarité

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
2004	289	413	362	1 064	39 576
2005	425	582	454	1 461	59 837

Source : Ministère de la justice, Répertoire général civil

Nombre annuel de divorces prononcés (au lieu de jugement)

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
2003	1 094	1 640	965	3 699	125 175
2004	1 133	1 687	1 096	3 916	131 335
2005	1 356	1 922	1 494	4 772	152 020

Source : Ministère de la justice, Répertoire général civil

Population de 15 ans ou plus selon l'état matrimonial légal - Année 1999

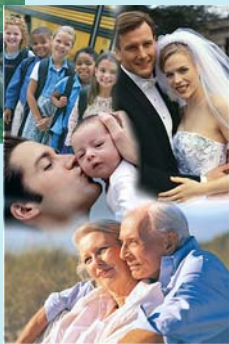
Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Célibataires	142 531	207 839	162 496	512 866	16 707 854
Mariés	225 470	322 744	227 410	775 624	24 504 932
Veufs	38 040	41 575	38 321	117 936	3 853 770
Divorcés	25 497	35 691	26 208	87 396	3 004 793
Ensemble	431 538	607 849	454 435	1 493 822	48 071 349

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 - exploitation principale



3 3-6



POPULATION

Ménages

Définitions

Famille : une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfant, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).

Ménage : ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient ou non des liens de parenté. Un ménage, au sens statistique, peut ne comprendre qu'une seule personne. Ne font pas partie des ménages les personnes vivant dans des habitations mobiles (nomades, marins) et la population des communautés (foyers de travailleurs, maisons de retraite, résidences universitaires, maisons de détention, etc.).

Population hors ménage : comprend les personnes vivant en collectivité (foyers de travailleurs, maisons de retraite, résidences universitaires, etc.), dans des habitations mobiles et en établissements sans résidence personnelle (maisons de détention, etc.).

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006 - La démographie picarde tirée par la natalité de l'Oise - Insee Picardie Analyses n°14 - janvier 2007

www.insee.fr/picardie

Les familles en Picardie : les petites entités redessinent le paysage familial - Insee Picardie Relais n°97 - octobre 2001

www.insee.fr/picardie

Des ménages toujours plus petits - Projection de ménages pour la France métropolitaine à l'horizon 2030 - Insee Première n°1106 - octobre 2006

www.insee.fr

La famille, pilier des identités - Insee Première n°937 - décembre 2003

www.insee.fr

Les conditions de vie des familles nombreuses - Drees - Études et Résultats n°555 - février 2007

www.sante.gouv.fr/drees

Ménages selon le nombre de personnes du ménage en 2004 et 1999

Unité : %

	Picardie		Province		France métropole	
	01/07/2004	1999	01/07/2004	1999	01/07/2004	1999
Nombre de ménages composés de						
1 personne	27,7	25,2	32,2	30,1	32,8	31,0
2 personnes	32,8	31,4	33,4	31,9	32,5	31,2
3 ou 4 personnes	31,0	33,1	27,9	30,1	27,9	29,9
5 personnes ou plus	8,5	10,3	6,6	7,9	6,8	7,9
Ensemble des ménages	100	100	100	100	100	100
Nombre moyen de personnes par ménage	2,5	2,6	2,3	2,4	2,3	2,4

Source : Insee - enquête annuelle de recensement 2004,
Recensement de la population 1999 (exploitation principale)

Population des collectivités de la région en 1999

Unité : nombre

	Moins de 20 ans	De 20 à 59 ans	60 ans et plus	Total
Foyer de travailleurs	231	2 919	441	3 591
Foyer d'étudiants	646	2 523	3	3 172
Maison de retraite	12	416	12 439	12 867
Hôpital long séjour	119	1 243	2 935	4 297
Communauté religieuse	17	295	501	813
Centre d'hébergement	1 030	1 066	154	2 250
Autre collectivité	675	3 058	131	3 864
Ensemble	2 730	11 520	16 604	30 854

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 (exploitation principale)

Ménages selon le nombre de personnes du ménage en 1999

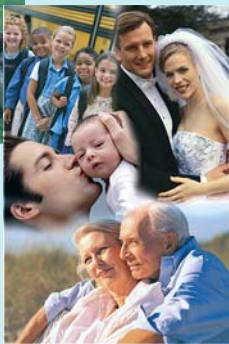
Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Nombre de ménages composés de					
1 personne	54 308	65 363	57 215	176 886	7 380 512
2 personnes	65 819	85 550	68 479	219 848	7 414 525
3 personnes	35 615	52 407	38 395	126 417	3 850 077
4 personnes	29 212	46 356	30 096	105 664	3 277 099
5 personnes et plus	20 988	30 580	20 588	72 156	1 887 948
Ensemble des ménages	205 942	280 256	214 773	700 971	23 810 161
Nombre moyen de personnes par ménage	2,6	2,7	2,5	2,6	2,4

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 (exploitation complémentaire)



3 3-7



POPULATION

Catégories socioprofessionnelles

Définitions

Catégorie socioprofessionnelle : nomenclature en huit catégories. Les six premières distinguent la profession déclarée des actifs ayant un emploi et des chômeurs ayant déjà travaillé :

- les agriculteurs exploitants,
- les artisans, commerçants et chefs d'entreprise,
- les cadres et professions intellectuelles supérieures,
- les professions intermédiaires,
- les employés,
- les ouvriers.

La catégorie des retraités regroupe tous les anciens actifs.

La catégorie des autres personnes sans activité professionnelle englobe les chômeurs n'ayant jamais travaillé, les militaires du contingent, les élèves et étudiants ainsi que toutes les personnes sans activité professionnelle quel que soit leur âge (sauf les retraités).

Pour en savoir plus

Les ouvriers, entre changement et continuité - Insee Picardie Analyses n°11 - novembre 2006
www.insee.fr/picardie

Un niveau de salaire proche de la France de province - Insee Picardie Analyses n°2 - février 2006
www.insee.fr/picardie

Familles professionnelles en Picardie - Document de travail - Population emploi société - novembre 2003
www.insee.fr/picardie

Dans toute la Picardie, des actifs moins diplômés qu'en moyenne - Insee Picardie Relais n°117 - mai 2003
www.insee.fr/picardie

Les catégories socioprofessionnelles en Picardie - Insee Picardie Relais n°98 - novembre 2001
www.insee.fr/picardie

L'enquête Emploi en 2002 et 2003 - Insee Résultats - Société n°51 - juillet 2006
www.insee.fr

Répartition de la population totale par catégorie socioprofessionnelle en 1999

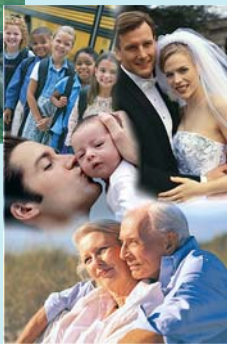
Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Agriculteurs exploitants	6 603	4 560	7 433	18 596	642 167
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	12 212	18 282	12 790	43 284	1 659 052
Cadres, professions intellectuelles supérieures	15 491	35 374	19 303	70 168	3 165 335
Professions intermédiaires	42 173	79 686	46 019	167 878	5 762 885
Employés	65 451	101 888	67 501	234 840	7 809 091
Ouvriers	85 329	115 055	86 057	286 441	7 061 742
Retraités	96 480	111 553	99 435	307 468	10 634 443
Autres sans activité professionnelle	212 141	299 640	217 308	729 089	21 778 985
Total	535 880	766 038	555 846	1 857 764	58 513 700

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 (exploitation complémentaire)



3 3-8



POPULATION

Étrangers et immigrés

Définitions

Population étrangère : ensemble des personnes résidant en France qui n'ont pas la nationalité française. Les personnes nées en France de parents étrangers sont étrangères ; à leur majorité, la plupart d'entre elles acquièrent la nationalité française.

Population immigrée : elle est définie à partir de deux critères : un critère de nationalité (à la naissance) et un critère géographique (lieu de naissance).

La population immigrée française est ainsi définie comme l'ensemble des personnes résidentes en France et nées étrangères dans un pays étranger.

Pour en savoir plus

Atlas des populations immigrées - Insee Picardie Dossiers n°36 - décembre 2004
www.insee.fr/picardie

Bilan démographique 2006 : un excédent naturel record - Insee Première n°1118 - janvier 2007
www.insee.fr

Les immigrés en France - Insee Références - Édition 2005 - septembre 2005
www.insee.fr

Les immigrés en France : une situation qui évolue - Insee Première n°1042 - septembre 2005
www.insee.fr

Population étrangère par nationalité en 1999

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France métropole
Étrangers de l'Union					
européenne	5 957	14 301	3 361	23 619	1 195 498
dont Portugais	3 337	8 969	1 792	14 098	553 663
Espagnols	719	1 296	262	2 277	161 762
Italiens	754	1 249	258	2 261	201 670
Étrangers hors Union					
européenne	7 983	23 974	6 300	38 257	2 067 688
dont Algériens	1 372	4 341	858	6 571	477 482
Marocains	3 445	8 231	2 516	14 192	504 096
Tunisiens	236	926	243	1 405	154 356
Turcs	925	2 964	213	4 102	208 049
Ensemble	13 940	38 275	9 661	61 876	3 263 186

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 (exploitation principale)

Population étrangère par tranche d'âge en 1999

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France métropole
Hommes	7 706	20 712	5 383	33 801	1 732 288
Moins de 20 ans	1 283	4 005	959	6 247	310 674
De 20 à 59 ans	4 706	13 564	3 482	21 752	1 115 980
60 ans et plus	1 717	3 143	942	5 802	305 634
Femmes	6 234	17 563	4 278	28 075	1 530 898
Moins de 20 ans	1 282	3 872	882	6 036	299 968
De 20 à 59 ans	3 680	11 597	2 739	18 016	1 000 561
60 ans et plus	1 272	2 094	657	4 023	230 369
Ensemble	13 940	38 275	9 661	61 876	3 263 186
Moins de 20 ans	2 565	7 877	1 841	12 283	610 642
De 20 à 59 ans	8 386	25 161	6 221	39 768	2 116 541
60 ans et plus	2 989	5 237	1 599	9 825	536 003

Source : Insee - Recensement de la population de 1999 (exploitation principale)

Parmi les disciplines sportives, les Picards pratiquent davantage le football à toute autre activité sportive, avant le tennis, le judo et l'équitation.

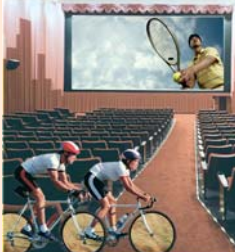
Le golf se situe en 5^e position pour le nombre de licenciés picards, qui sont concentrés dans l'Oise.

Parmi les spécialités picardes, le ballon au poing compte encore 590 licenciés tous de la Somme et le jeu de longue paume 1 295 licenciés originaires de l'Oise et de la Somme. C'est dans ce dernier département que l'on trouve la plus grande proportion de chasseurs : 45 pour 1 000 habitants tandis que les pêcheurs sont en plus grand nombre dans l'Aisne et la Somme que dans l'Oise.

En 2005, plus de 3 millions de spectateurs ont fréquenté les salles de cinéma picardes. Avec 12 salles de plus que dans la Somme, l'Oise a comptabilisé plus du double d'entrées.

En Picardie, la proportion d'inscrits dans les bibliothèques municipales (16,6%) est légèrement inférieure à celles de la métropole et de la France de province (respectivement 17,5 et 18%). C'est à Soissons que la proportion d'inscrits dans les bibliothèques municipales est la plus importante (31,3%).

Riche d'un patrimoine historique, la Picardie possède 1 532 monuments historiques et 37 musées de France. À côté de ce patrimoine culturel, la région offre des parcs à thème et animaliers dont la fréquentation représente 10% de l'ensemble des parcs français.



Définitions

Fédérations olympiques : régissent des sports pratiqués lors des jeux olympiques.

Fédérations non olympiques agréées : sont reconnues par le ministère de la Jeunesse et des sports et les fédérations non olympiques agréées et délégataires peuvent en outre organiser des compétitions sportives.

Licence : carte d'identité sportive délivrée par une fédération. Elle est personnelle et atteste que son titulaire adhère à un club déclaré et affilié. Dans certaines disciplines, le licencié ne pratique pas toujours la compétition. D'autre part, un sportif peut posséder une licence dans plusieurs disciplines, et donc être compté plusieurs fois dans un bilan.

Permis de chasse : autorisation officielle délivrée après un examen suite à une formation.

Redevance de pêche : le terme est plus approprié que celui de "permis" en raison de l'absence d'examen préalable. L'exercice de pêche dans les eaux libres suppose l'adhésion obligatoire à une association agréée de pêche et de pisciculture, appelée depuis 1993 "association pour la pêche et la protection du milieu aquatique". Les taux de la taxe varient suivant les espèces pêchées et la catégorie de pêcheur.

Pour en savoir plus

La pêche de loisir en Picardie - Observatoire régional de l'emploi et de la formation - novembre 2006

www.oref-picardie.org

Les chiffres de l'animation et du sport en 2005 - Bilan économique et social de la Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Le secteur socio-culturel et sportif en Picardie - Insee Picardie Dossiers n°24 - novembre 2000 (non téléchargeable)

Pratique sportive et activités culturelles vont souvent de pair - Insee Première n°1008 - mars 2005

www.insee.fr

La pratique sportive des jeunes dépend avant tout de leur milieu socioculturel - Insee Première n°932 - novembre 2003

www.insee.fr

Voir aussi :

Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports et de la Vie associative de Picardie

www.drdjs-picardie.jeunesse-sports.gouv.fr

Sportifs licenciés dans les principales fédérations olympiques ou non olympiques* en 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France métropole
Principales disciplines en France					
Football	19 452	30 599	22 324	72 375	2 069 539
Tennis	5 398	13 804	7 422	26 624	1 031 541
Judo-jujitsu et disciplines associées	5 478	9 379	5 007	19 864	536 838
Équitation	6 009	10 853	4 905	21 767	504 845
Basketball	2 596	3 812	1 514	7 922	436 274
Pétanque et jeu provençal	3 403	2 844	1 508	7 755	365 609
Golf	2 405	6 177	2 230	10 812	362 131
Handball	1 742	4 008	4 281	10 031	347 879
Voile	429	699	888	2 016	249 188
Rugby	1 001	1 562	380	2 943	236 441
Gymnastique	2 216	3 006	1 766	6 988	239 747
Natation	1 462	5 396	2 371	9 229	235 885
Karaté et arts martiaux affinitaires	1 833	2 706	1 081	5 620	193 553
Par types de fédérations					
Fédérations olympiques	53 020	97 246	59 035	209 301	6 962 520
Fédérations non olympiques	14 541	26 299	15 989	56 829	2 496 495
Fédérations multisports affinitaires	26 115	47 122	49 799	123 036	4 815 710

Source : Ministère de la jeunesse et des sports et de la vie associative

*Plus de 200 000 licences au plan national

Chasse et pêche

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Fédérations de chasseurs					
Adhérents en 2003	16 368	17 229	25 277	58 874	4,5
Adhérents pour 1 000 habitants	31	22	45	32	
Effectifs de pêcheurs acquittant la taxe complète en 2005					
	11 854	9 223	12 528	33 605	3,4

Source : Office National de la chasse, Conseil Supérieur de la pêche



Définitions

Centre national de la cinématographie (CNC) : l'ensemble de l'activité cinématographique relève en France du CNC, établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture. Cet organisme est chargé des aspects juridiques. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions, réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition des recettes entre les ayants droits.

Pour en savoir plus

Nouvelle hausse des interventions culturelles en 2005 - Bilan économique et social de la Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

Le développement culturel - Insee Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

Le secteur socio-culturel et sportif en Picardie - Insee Picardie Dossiers n°24 - novembre 2000 (non téléchargeable)

Statistiques de la culture - Chiffres-clés édition 2007 (données 2005) - Ministère de la culture et de la communication - Département des études et de la prospective
www.culture.gouv.fr

Pratique sportive et activités culturelles vont souvent de pair - Insee Première n°1008 - mars 2005
www.insee.fr

Loisirs culturels 1999-2002 - Indicateurs sociaux annuels - Insee Résultats n°26 - Société - novembre 2004
www.insee.fr

40 ans de services culturels et récréatifs - La télévision détrône le stade et le cinéma - Insee Première n°983 - août 2004
www.insee.fr

Les pratiques culturelles : le rôle des habitudes prises dans l'enfance - Insee Première n°883 - février 2003
www.insee.fr

Développement culturel - Ministère de la culture et de la communication - Département des études et de la prospective
www.culture.gouv.fr

Voir aussi :
Centre national de la cinématographie
www.cnc.fr
www.culture.gouv.fr - statistiques

Élèves inscrits dans les conservatoires ou écoles de musique et de danse en 2004/2005

Unité : nombre

	Picardie	France province	France métropole
Musique			
Conservatoire National	800	37 998	46 177
École Nationale	1 011	68 595	85 105
Danse			
Conservatoire National	55	4 616	5 374
École Nationale	217	8 658	11 395

Source : Ministère de la culture et de la communication - Département études prospectives et statistiques

Équipement et exploitation des salles de cinéma en 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Salles actives	40	59	47	146	2,7
Fauteuils	8 255	13 041	9 769	31 065	2,9
Séances	31 000	71 000	26 000	128 000	2,1
Entrées	604 000	1 711 000	811 000	3 126 000	1,8
Recettes (milliers d'euros)	3 370	10 155	4 948	18 473	1,8

Source : CNC - Centre national de la cinématographie

Incidence des bibliothèques municipales en 2004

	Picardie	France Province	France métropole
Nombre de bibliothèques enquêtées	94	2 524	2 852
Prêts	4 104 928	192 884 290	204 794 390
Inscrits	82 243	5 104 094	5 442 383
Inscrits par rapport à la population municipale desservie (%)	16,6	18,0	17,7
Dépenses d'acquisition en euros par habitant desservi	2,3	2,7	2,7

Source : Ministère de la culture et de la communication - Direction du livre et de la lecture

Option Prêts et inscrits des bibliothèques municipales en 2003 (plus de 100 000 prêts en 2003)

	Prêts	Inscrits	Inscrits par rapport à la population municipale desservie (%)
Aisne	704 839	33 201	
Laon	66 284	3 642	13,1
Soissons	150 972	9 592	31,3
Saint-Quentin	292 601	9 931	16,3
Oise	1 748 077	61 033	
Beauvais	309 487	8 611	15,0
Chantilly	122 788	3 479	31,1
Compiègne	182 042	5 432	12,5
Creil	196 143	nr	nr
Nogent-sur-Oise	135 742	4 159	21,2
Senlis	101 093	1 657	9,6
Somme	1 234 607	50 455	
Abbeville	141 585	5 453	21,4
Amiens Métropole	747 209	29 433	16,8

Source : Ministère de la culture et de la communication
-Direction du livre et de la lecture



4 4-3



CONDITIONS DE VIE

Patrimoine

Définitions

Monument classé : immeuble dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public.

Monument inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques : immeuble qui, sans demander de classement immédiat, présente un intérêt suffisant pour rendre désirable sa préservation.

Pour en savoir plus

Un riche patrimoine historique et naturel - Insee Picardie : Diagnostic et perspectives - mai 2006

Statistiques de fréquentation des lieux de visite - Comité régional du tourisme de Picardie www.picardietourisme.com

Statistiques de la culture - Chiffres-clés édition 2007 (données 2005) - Ministère de la culture et de la communication - Département des études et de la prospective www.culture.gouv.fr

Voir aussi :

Direction régionale des affaires culturelles www.culture.gouv.fr/picardie

Monuments historiques et Musées de France en 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre Part région / France métropole
Monuments historiques	588	604	340	1 532	3,4
Classés	304	260	134	698	4,6
Inscrits	284	344	206	834	2,7
Musées de France	15	14	8	37	3,2

Source : Ministère de la culture et de la communication - Direction des musées de France

Fréquentation sites et monuments en 2003

	Picardie		France province		France métropole	
	Nombre de répondants	Fréquentation	Nombre de répondants	Fréquentation	Nombre de répondants	Fréquentation
Édifices civils et religieux remarquables	13	871 730	390	26 496 312	424	63 178 815
Musées	15	531 228	745	26 152 398	794	44 081 658
Parcs à thèmes et animaliers	8	3 196 345	249	31 716 097	256	46 051 517
Sites divers	7	484 718	404	29 837 839	414	31 393 723

Source : Observatoire National du Tourisme

La Picardie comptait au recensement de 1999 près de 800 000 logements. Déjà élevée à cette date, la proportion de résidences principales a augmenté d'un point depuis, pour atteindre 89,1 % des logements au premier juillet 2004, proportion beaucoup plus élevée que celles de la province (82,5 %) ou de la métropole (84 %).

Autre caractéristique de la région, les Picards sont plus souvent propriétaires de leur logement : au premier juillet 2004, ils représentaient 62,1 % des habitants des résidences principales contre 59 % en province et 56,8 en métropole. Ils occupent plus souvent des maisons individuelles : le parc a progressé de 10 points entre le recensement de 1999 et le premier juillet 2004 pour s'élever à 72,7 % des résidences principales contre 62,5 % en province et 56 % en métropole.

Les Picards bénéficient de logements de plus grande taille : 4,3 pièces pour un logement picard contre 4 en métropole.

Même si la décohabitation se poursuit en Picardie comme en France, la taille des ménages picards est, avec le Nord - Pas-de-Calais, la plus grande des régions de métropole : un ménage picard compte en moyenne 2,5 personnes en juillet 2004 contre 2,3 pour la province ou la métropole.

Le parc des logements sociaux s'élève à 127 620 logements au premier janvier 2005 soit 67,9 logements pour 1 000 habitants proche de la moyenne métropolitaine (67,8). Près de la moitié du parc de logements sociaux est concentré dans le département de l'Oise.

Si huit logements sociaux sur dix sont des logements collectifs, la part de l'individuel est plus forte en Picardie qu'en France : 20 % contre 13,6 %.



Définitions

Logement : local séparé et indépendant utilisé pour l'habitation.

Logement collectif : groupe de logements comportant des entrées communes.

Logement individuel : logement disposant d'une entrée propre.

Logement occasionnel : logement utilisé une partie de l'année pour des raisons professionnelles. Les personnes qui s'y trouvent, le cas échéant, au moment du recensement, sont recensées dans leur résidence principale.

Logement vacant : logement disponible pour la vente ou pour la location, logement neuf achevé mais non encore occupé à la date du recensement ou de l'enquête.

Nombre de pièces : il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y c. la cuisine si celle-ci a plus de 12 m²). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bains, etc.

Parc locatif social : ensemble des logements destinés à la location dont la construction a été réalisée avec des aides spécifiques de l'État. L'enquête sur le parc locatif est ciblée sur les organismes HLM (Offices publics, Sociétés anonymes) et les Sociétés d'économie mixte de construction. Elle concerne les programmes à loyer modéré.

Résidence principale : logement habité de façon permanente.

Résidence secondaire : logement utilisé une partie de l'année seulement ou par intermittence (souvent pour les vacances ou les week-end) par son propriétaire ou locataire.

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006 - Insee Picardie Analyse n°14 - janvier 2007
www.insee.fr/picardie

Niveau historiquement haut de la construction de logements neufs - Bilan économique et social 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

Les logements en Picardie : plutôt individuels, anciens et de grande taille - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

Les logements HLM en Picardie : surtout dans les agglomérations, de plus en plus en milieu rural - Insee Picardie Relais n°133 - août 2004
www.insee.fr/picardie

Habiter en Picardie : souvent à la campagne, rarement en banlieue - Insee Picardie Relais n°93 - mai 2001
www.insee.fr/picardie

Le parc locatif récent : davantage de maisons et de petits immeubles - Insee Première n°957 - avril 2004
www.insee.fr

Voir aussi :

www.picardie.equipement.gouv.fr
www.statistiques.equipement.gouv.fr

Parc des logements au 01/07/2004

	Région Picardie			Province		France métropole	
	1999		01/07/2004	1999	01/07/2004	1999	01/07/2004
	milliers	%	%	%	%	%	%
Ensemble	796 628	100	100	100	100	100	100
Résidences principales	700 971	88,0	89,1	81,7	82,5	83,0	84,0
dont maisons individuelles	506 926	63,6	72,7	51,1	62,5	46,4	56,0
Résidences secondaires*	48 411	5,4	5,3	10,8	11,5	9,2	10,0

Source : Insee - Recensement de la population 1999 (exploitation principale) -
Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

*y compris les logements occasionnels

Parc des logements en 1999 par département

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % région / France
Résidences principales	205 942	280 256	214 773	700 971	2,88
dont maisons individuelles	157 018	187 308	162 600	506 926	3,70
Logements occasionnels + résidences secondaires	12 222	13 589	22 600	48 411	1,65
Logements vacants	15 308	17 219	14 719	47 246	2,30
Ensemble	233 472	311 064	252 092	796 628	2,72

Source : Insee - Recensement de la population 1999

Parc locatif social au 01/01/2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % région / France
Logements HLM					
Collectif					
1 pièce	1 449	3 240	1 732	6 421	2,7
2 pièces	6 597	9 318	4 494	20 409	2,8
3 pièces	10 845	18 748	9 559	39 152	2,8
4 pièces	7 659	14 074	5 934	27 667	2,7
5 pièces	2 111	3 893	1 875	7 879	2,8
Individuel					
1 pièce	206	133	181	520	7,3
2 pièces	1 081	603	653	2 337	4,4
3 pièces	2 104	1 976	1 988	6 068	4,1
4 pièces	3 846	4 109	2 582	10 537	4,3
5 pièces	2 017	2 938	1 675	6 630	5,5
Total	37 915	59 032	30 673	127 620	3,0
Taux de mobilité	15,9	10,1	10,2	12,2	10,0
Taux de vacance	1,6	1,6	1,8	1,7	2,5

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement, DAEI



5 5-2



LOGEMENT

Confort et occupation des logements

Définitions

Locataire : ce statut concerne les locations de logements loués vides ou meublés, ainsi que les locations de chambres d'hôtels quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

Nombre de pièces : il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y c. la cuisine si celle-ci a plus de 12 m²). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bains, etc.

Propriétaire : ce statut inclut les différentes formes d'accès à la propriété.

Résidence principale : logement habité de façon permanente.

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement 2004, 2005 et 2006 - Insee Picardie Analyse n°14 - janvier 2007
www.insee.fr/picardie

Les logements en Picardie : plutôt individuels, anciens et de grande taille - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

Portrait de locataires - Insee Première n°1010 - mars 2005
www.insee.fr

La qualité des logements - l'humidité est le défaut le plus fréquent - Insee Première n°971 - juin 2004
www.insee.fr

Voir aussi :

www.picardie.equipement.gouv.fr
www.statistiques.equipement.gouv.fr

Statut d'occupation des résidences principales en 1999 et au 01/07/2004

	Région Picardie			Province		Métropole	
	1999	01/07/2004		1999	01/07/2004	1999	01/07/2004
	milliers	%	%	%	%	%	%
Propriétaire*	427	61,0	62,1	57,2	59,1	54,7	56,8
Locataire**	274	35,2	35,3	38,2	38,0	40,7	40,2

Source : Insee - Recensement de la population 1999 (exploitation principale) - Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

*En 1999, les usagers étaient classés en logé(e) gratuitement, en 2004, ils sont considérés comme propriétaires.

**Locataire d'un logement loué vide, d'un logement loué meublé ou logé gratuitement.

Indicateur de taille et de peuplement des résidences principales en 1999 et au 01/07/2004

	Région Picardie			Province			Métropole	
	1999	01/07/2004	Variation 99/04	1999	01/07/2004	Variation 99/04	1999	01/07/2004
Nombre moyen de pièces par résidence principale	4,1	4,3	0,2	4,0	4,1	0,1	3,9	4,0
Nombre moyen de personnes par résidence principale	2,6	2,5	-0,1	2,4	2,3	-0,1	2,4	2,3
Nombre moyen de personnes par pièce	0,6	0,6	0,0	0,6	0,6	0,0	0,6	0,6

Source : Insee - Recensement de la population 1999 (exploitation principale) - Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005

Statut d'occupation des résidences principales en 1999 par département

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % région / France
Propriétaire	125 847	169 343	132 079	427 269	3,2
Locataire ou sous-locataire	72 269	100 445	73 796	246 510	2,5
Logé(e) gratuitement	7 826	10 468	8 898	27 192	2,5
Ensemble	205 942	280 256	214 773	700 971	2,9

Source : Insee - Recensement de la population 1999 (exploitation principale)

Nombre moyen de personnes par résidence principale en 1999 par département

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France
1990	2,7	2,9	2,7	2,8	2,6
1999	2,6	2,7	2,5	2,6	2,4

Source : Insee - Recensements de la population 1990 et 1999 (exploitation principale)



5 5-3



LOGEMENT

Financement du logement

Définitions

PALULOS : prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration, concerne des logements destinés à des familles en difficulté dont les ressources ne dépassent pas certains plafonds.

PLUS : prêt locatif à usage social : a remplacé le PLA (prêt locatif aidé) et favorise l'accès aux logements sociaux à un plus grand nombre de salariés.

PLS : prêt locatif social pour des ménages dont les ressources ne dépassent pas certains plafonds.

Surcharge foncière : la subvention pour surcharge foncière ne peut être attribuée qu'en complément d'une subvention principale de l'opération de logement locatif. Elle peut être accordée pour les opérations de PLUS et de PLA. La subvention de l'État pour surcharge foncière ne peut être accordée que si une collectivité locale, ou un groupement de collectivités locales, subventionne au moins 20 % du dépassement.

Pour en savoir plus

Comptes du logement - Édition 2004 - Insee
Synthèses n°79 - août 2004

www.insee.fr

Voir aussi :

www.statistiques.equipement.gouv.fr

Nombre de logements locatifs sociaux financés en 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % région / France
LLS - Logements locatifs sociaux	492	1 175	699	2 366	3,2
PLUS - PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration)	317	667	480	1 464	2,8
PLA I (Prêt locatif aidé d'intégration)	91	17	33	141	2,3
<i>dont Acquisition - Amélioration</i>	20	15	5	40	1,4
<i>dont Construction neuve</i>	71	2	28	101	3,2
PLUS (Prêt locatif à usage social)	226	650	447	1 323	2,9
CD (Construction démolition)					0,0
<i>dont CD Acquisition - Amélioration</i>	0	0	0	0	0,0
<i>dont CD Construction neuve</i>	0	57	0	57	1,3
PLUS					0,0
<i>dont Acquisition - Amélioration</i>	24	16	80	120	1,3
<i>dont Construction neuve</i>	202	577	367	1 146	3,6
PLS (Prêt locatif social)	175	478	219	872	4,2
<i>dont Acquisition - Amélioration</i>	24	123	5	152	5,0
<i>dont Construction neuve</i>	151	355	214	720	4,1
Surcharge foncière	0	30	0	30	1,3
PALULOS (Prime à l'amélioration de logements à usage locatif et à occupation sociale)					
Travaux de réhabilitation	220	91	254	565	0,9
Petits travaux	0	962	0	962	15,7

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement, DAEI

Consommation par produit, neuf et acquisition - amélioration en 2004 - Financement État

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : million d'euros % région / France
PLUS (Prêt locatif à usage social)					
<i>dont Acquisition - Amélioration</i>	14 775	63 993	71 046	149 814	0,6
<i>dont Construction neuve</i>	629 015	1 274 764	586 650	2 490 429	3,3
PLUS CD (Construction démolition)					0,0
<i>dont Acquisition - Amélioration</i>	0	0	0	0	0,0
<i>dont Construction neuve</i>	0	131 670	0	131 670	2,6
PLA I (Prêt locatif aidé d'intégration)					0,0
<i>dont Acquisition - Amélioration</i>	232 951	123 686	30 636	387 273	1,2
<i>dont Construction neuve</i>	496 697	43 444	285 980	826 121	2,4
PALULOS	235 564	786 625	486 200	1 508 389	3,2
Surcharge foncière - Logement locatif social					0,0
<i>dont Acquisition - Amélioration</i>	0	0	0	0	0,0
<i>dont Construction neuve</i>	0	0	164 308	164 308	0,5
Prime Insertion	0	0	0	0	0,0

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement, DAEI

L'année scolaire 2005-2006 est marquée par l'augmentation des effectifs d'élèves dans le premier degré (+0,8 %) après plusieurs années de baisse : 207 499 élèves ont été accueillis dans le préélémentaire, l'élémentaire et dans "l'adaptation insertion scolaire" dont 91 % dans l'enseignement public. Au niveau national, la hausse des effectifs est identique.

L'arrivée au collège d'une génération moins nombreuse que celle qui en sort est à l'origine de la baisse des effectifs dans les collèges avec 2 980 élèves de moins que l'année précédente.

Dans le second cycle, alors que l'enseignement général et technologique perd 660 élèves, les 69 lycées professionnels maintiennent leurs effectifs.

En 2005, toutes les académies de France métropolitaine sont concernées par la diminution de la population scolaire du second degré même si les académies du sud enregistrent traditionnellement avec Nantes, Rennes, Strasbourg et l'Île-de-France des baisses d'effectifs moindres que celles du Nord ; l'évolution moyenne pour l'Académie d'Amiens est de -1,8 % contre -1 % en France.

L'enseignement privé (premier et second degré) représente un peu plus de 6 % de l'ensemble des établissements.

Au 31 janvier 2005, l'Éducation nationale rémunère 36 000 personnes (y compris l'enseignement supérieur) au titre du secteur public. C'est la troisième année consécutive que les personnels de l'Éducation nationale diminuent, conséquence de la baisse des effectifs d'élèves dans le second degré. Ce sont surtout les effectifs non enseignants dont la baisse est la plus significative (-3,8 %).

Parmi les effectifs 2005-2006 de l'enseignement supérieur soit 41 000 jeunes, les étudiants inscrits dans les universités ont progressé de 0,8 %, ceux des IUT de 5 %, ceux des écoles de commerce de 9,2 % mais les plus fortes hausses concernent les étudiants des classes préparatoires aux grandes écoles (+12,2 %). Parmi les plus gros contingents, les sections de technicien supérieur rassemblent 15 % des effectifs du supérieur et les écoles paramédicales et sociales 10,5 %.

À la session 2005, les taux de réussite à tous les diplômes de l'enseignement technique hors baccalauréat sont meilleurs en Picardie qu'en France. À l'inverse, les résultats aux différents baccalauréats sont toujours inférieurs. Amiens reste la dernière académie de métropole pour la proportion de bacheliers dans une génération (56,9 % contre 62,5 % en France).

La formation par alternance concerne 11 735 apprentis soit 3,2 % des effectifs de la France. Les plus nombreux (22,4 %) préparent une spécialité dans la mécanique, électricité, électronique. Le niveau de diplôme préparé est pour 60 % des apprentis un CAP ou BEP ou mention complémentaire.



Définitions

Enseignement du premier degré : enseignement scolaire regroupant l'enseignement préélémentaire (avant le cours préparatoire) et l'enseignement élémentaire. Il est dispensé dans les écoles maternelles et les écoles élémentaires.

Enseignement du second degré : enseignement faisant suite à l'enseignement du premier degré, dispensé dans les collèges (premier cycle de la sixième à la troisième) et dans les lycées (second cycle).

Enseignement élémentaire : comprend le cours préparatoire, le cours élémentaire première et deuxième année, le cours moyen première et deuxième année.

Enseignement préélémentaire : enseignement dispensé dans les écoles maternelles ou dans les écoles élémentaires comportant une classe ou une section maternelle enfantine au sein d'une classe à plusieurs niveaux, ou dans des écoles spéciales.

Enseignement privé : les écoles privées sont soit sous contrat simple (personnel rémunéré par l'État) ou sous contrat d'association (prise en charge par l'État des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'externat), soit hors contrat.

Enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaire : l'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaire est assuré :

- pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'établissements ordinaires ; ces classes sont appelées classes d'intégration scolaire spécialisées (CLIS). Il existe aussi des CLIN, classes d'initiation permettant l'accueil d'enfants non francophones arrivant sur le territoire français.

- pour le niveau du second degré, par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA), sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) présentes dans les collèges ou les UPI, unités pédagogiques d'intégration, présentes en collèges et en lycées.

Pour en savoir plus

Hausse des effectifs dans l'apprentissage et dans l'enseignement supérieur - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Prévisions nationales d'effectifs d'élèves du premier degré pour les rentrées 2006 et 2007 - Note d'information n°06.18 - juin 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

www.education.gouv.fr

Prévisions nationales d'effectifs d'élèves du second degré pour les rentrées 2006 et 2007 - Note d'information n°06.19 - juin 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

www.education.gouv.fr

L'état de l'école de la maternelle à l'enseignement supérieur - Édition 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

www.education.gouv.fr

Géographie de l'école - Édition mai 2005 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

www.education.gouv.fr

Voir aussi :

L'académie d'Amiens en chiffres

www.ac-amiens.fr

Effectifs de l'enseignement public et privé du premier degré - Année 2005-2006

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Picardie rappel 2004-2005	France métropole (milliers)
Enseignement public						
Préélémentaire	21 483	32 839	20 854	75 176	74 947	2 196,5
Élémentaire	32 461	50 727	28 910	112 098	110 910	3 239,7
Adaptation Insertion scolaire (AIS)	630	592	471	1 693	1 513	43,5
Total	54 574	84 158	50 235	188 967	187 370	5 479,7
Enseignement privé						
Préélémentaire	1 546	1 523	3 074	6 143	6 193	316,7
Élémentaire	3 046	3 879	5 423	12 348	12 349	557,2
Adaptation Insertion scolaire (AIS)	0	17	24	41	41	3,6
Total	4 592	5 419	8 521	18 532	18 583	877,5
Ensemble du premier degré	59 166	89 577	58 756	207 499	205 953	2 513,2

Source : Ministère de l'éducation nationale, direction de la programmation et du développement

Effectifs de l'enseignement public et privé du second degré - Année 2005-2006

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Picardie rappel 2004-2005	France métropole (milliers)
Enseignement public						
Premier cycle	23 329	36 172	20 235	79 736	82 553	2 355,4
Second cycle général et technologique	10 521	16 457	9 850	36 828	37 512	1 155,7
Second cycle professionnel	7 439	8 862	6 311	22 612	22 407	533,3
Sections d'éducation spécialisée	1 775	1 821	1 601	5 197	4 979	99,2
EREA	170	140	0	310	298	10,8
Total	43 234	63 452	37 997	144 683	147 749	4 154,4
Enseignement privé						
Premier cycle	3 333	6 614	6 421	16 368	16 531	649,4
Second cycle général et technologique	1 800	2 727	3 507	8 034	8 008	304,8
Second cycle professionnel	1 402	771	1 162	3 335	3 319	151,8
Sections d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	4,0
Total	6 535	10 112	11 090	27 737	27 858	1 110,0
Ensemble du second degré	49 769	73 564	49 087	172 420	175 607	5 264,4

Source : Ministère de l'éducation nationale, direction de la programmation et du développement



Définitions

Enseignants des établissements de formation : ensemble des enseignants formateurs et élèves enseignants.

Enseignants du premier degré : instituteurs et professeurs des écoles, chargés de classes du premier degré, y compris les directeurs d'écoles.

Enseignants du second degré : enseignants titulaires et non titulaires qui exercent dans les établissements du second degré. Le personnel de direction et d'éducation n'est pas compris dans cette catégorie.

Enseignants du supérieur : personnels enseignant dans les universités, y compris les instituts universitaires de technologie (IUT), les écoles nationales supérieures d'ingénieurs (Ensi), les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), les écoles normales supérieures et les grands établissements.

Enseignement privé : les écoles privées sont soit sous contrat simple (personnel rémunéré par l'État) ou sous contrat d'association (prise en charge par l'État des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'externat), soit hors contrat.

EREA : établissements régionaux d'enseignement adapté.

Professeurs des écoles : corps créé en 1990 pour remplacer celui des instituteurs.

Pour en savoir plus

Hausse des effectifs dans l'apprentissage et dans l'enseignement supérieur - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Un niveau de formation à améliorer - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche - Édition 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

www.education.gouv.fr

L'état de l'école de la maternelle à l'enseignement supérieur - Édition 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

www.education.gouv.fr

Les enseignants des lycées et collèges publics et la formation - Note d'information n°06.26 - septembre 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

www.education.gouv.fr

Géographie de l'école - Édition mai 2005 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

www.education.gouv.fr

Voir aussi :

L'académie d'Amiens en chiffres

www.ac-amiens.fr

Établissements scolaires du premier degré - Année 2005-2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France
Enseignement Public					
Préélémentaire	158	278	166	602	17 068
Élémentaire et spécialisé	470	675	487	1 632	32 402
Total public	628	953	653	2 234	49 470
Enseignement Privé					
Préélémentaire	0	0	1	1	162
Élémentaire et spécialisé	19	21	33	73	5 189
Total privé	19	21	34	74	5 351
Total premier degré	647	974	687	2 308	54 821

Source : Ministère de l'éducation nationale, fichier des établissements - Direction de la programmation et du développement

Établissements scolaires du second degré - Année 2005-2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France
Enseignement Public					
Collèges	57	66	50	173	5 037
Lycées professionnels	13	18	15	46	1 017
Lycées	15	16	13	44	1 496
EREA	1	1	0	2	80
Total public	86	101	78	265	7 630
Enseignement Privé					
Collèges	12	15	16	43	1 767
Lycées professionnels	9	6	8	23	643
Lycées	9	9	9	27	1 058
Total privé	30	30	33	93	3 468
Total second degré	116	131	111	358	11 098

Source : Ministère de l'éducation nationale, fichier des établissements - Direction de la programmation et du développement

Personnel de l'enseignement public au 31 janvier 2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France
Enseignants du premier degré					
Professeurs des écoles	2 439	3 616	2 375	8 430	242 190
Instituteurs spécialisés et non spécialisés	689	944	508	2 141	61 567
Enseignants du second degré					
Agrégés	300	604	385	1 289	49 137
Certifiés	2 609	3 819	2 383	8 811	250 189
Professeurs de lycées professionnels.	812	912	758	2 482	62 742
PEGC et autres titulaires*	397	387	358	1 142	26 458
Non titulaires	181	250	176	607	17 215
Enseignants du supérieur	69	283	967	1 319	75 160
Enseignants des établ. de formation	237	394	707	1 338	40 417
Non enseignants	2 214	3 001	3 230	8 445	276 839
Total	9 947	14 210	11 847	36 004	1 101 914

*y compris instituteurs et professeurs d'écoles enseignant dans le second degré

Source : Ministère de l'éducation nationale, fichier de paie - Direction de la programmation et du développement



Pour en savoir plus

Hausse des effectifs dans l'apprentissage et dans l'enseignement supérieur - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006 www.insee.fr/picardie

Un niveau de formation à améliorer - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006 www.insee.fr/picardie

Les jeunes en Picardie : Études courtes, accès retardé à l'emploi, fondation précoce d'une famille - Insee Picardie Relais n°110 - novembre 2002 www.insee.fr/picardie

Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche - Édition 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance www.education.gouv.fr

Atlas régional d'effectifs d'étudiants en 2005-2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance www.education.gouv.fr

Les effectifs dans l'enseignement supérieur - Note d'information n°06.25 - septembre 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance www.education.gouv.fr

Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles - Note d'information n°06.23 - août 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance www.education.gouv.fr

Les écoles d'ingénieurs publiques et privées - Note d'information n°06.22 - août 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance www.education.gouv.fr

Voir aussi :

L'académie d'Amiens en chiffres

www.ac-amiens.fr

Définitions

AES : administration économique et sociale.

Écoles d'ingénieurs : établissements habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur reconnu par la Commission des titres d'ingénieurs.

Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité : établissements privés classés en trois groupes :

- écoles reconnues par l'État et délivrant des diplômes visés par le Ministère de l'éducation nationale ;
- écoles reconnues par l'État mais diplômes non visés par le Ministère de l'éducation nationale ;
- écoles non reconnues par l'État et diplômes non visés par le Ministère de l'éducation nationale.

Écoles sociales et paramédicales : uniquement celles qui recrutent au niveau du bac et au-delà.

Enseignement supérieur : établissements universitaires, classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), sections de techniciens supérieurs (STS) et autres établissements d'enseignement post-baccalauréat.

IUFM : institut universitaire de formation des maîtres, rassemble les futurs enseignants du premier degré et du second degré général, technologique et professionnel en formation de longue durée.

IUP : institut universitaire professionnalisé.

IUT : institut universitaire de technologie. Il regroupe la formation aux diplômes universitaires de technologie (DUT) ainsi que les formations post-DUT et la préparation aux diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS).

Sections de techniciens supérieurs (STS) : classes de lycée préparant après le baccalauréat au brevet de technicien supérieur (BTS).

Staps : Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

Universités : ensemble des Unités de Formation et de Recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés.

Effectifs de l'enseignement supérieur - Année 2005-2006

	Région	Unité : nombre France
Universités	23 988	1 444 663
dont écoles d'ingénieurs dépendant de l'université	2 010	39 976
dont IUT	2 686	112 026
IUFM	2 248	78 839
Écoles d'ingénieurs hors université	1 108	68 081
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	1 028	87 427
Écoles paramédicales et sociales	4 299	121 829
Classes préparatoires aux grandes écoles	1 550	76 716
Sections de technicien supérieur	6 211	224 019
Autres écoles d'enseignement supérieur	596	137 054
Total	41 028	2 238 628

Source : Ministère de l'éducation nationale - Direction de la programmation et du développement

Effectifs des universités par discipline - Année 2005-2006

	Région	Unité : nombre Part région / France (%)
Droit	2 030	1,1
Sciences Eco, AES	3 083	1,4
Lettres et Sciences Humaines	3 162	1,4
Sciences, Sciences-Tech., Sciences nature et vie	12 165	1,9
dont STAPS	893	2,2
Médecine et Odontologie	2 799	1,9
Pharmacie	749	2,5
Total toutes disciplines	23 988	1,7

Source : Ministère de l'éducation nationale - Direction de la programmation et du développement



6 6-4



ENSEIGNEMENT-FORMATION

Diplômes

Définitions

Baccalauréat professionnel : ce diplôme, préparé dans les lycées professionnels en deux ans, est essentiellement destiné aux élèves du "technique court" titulaires du BEP.

Brevet : diplôme national sanctionnant la formation dispensée au collège. Il est attribué sur la base des notes obtenues à l'examen et des résultats des classes de quatrième et troisième. Le brevet général s'obtient à l'issue d'une troisième générale, le brevet technologique à l'issue d'une troisième technologique et le brevet professionnel à l'issue d'une troisième préparatoire au CAP.

Brevet d'études professionnelles (BEP) : peut être obtenu normalement après deux ans d'études au-delà de la classe de 3^e.

Brevet professionnel (BP) : se prépare surtout dans le cadre de la formation continue.

Brevet de technicien (BT) : sanctionne la fin des études du second cycle "professionnel long".

Brevet de technicien supérieur (BTS) : examen qui se prépare en deux ans après un baccalauréat dans les sections de technicien supérieur des lycées.

Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) : se prépare en deux ans après la 3^e.

Pour en savoir plus

Hausse des effectifs dans l'apprentissage et dans l'enseignement supérieur - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Un niveau de formation à améliorer - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

Dans toute la Picardie des actifs moins diplômés qu'en moyenne - Insee Picardie Relais n°117 - mai 2003

www.insee.fr/picardie

L'état de l'école de la maternelle à l'enseignement supérieur - Édition 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
www.education.gouv.fr

Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche - Édition 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
www.education.gouv.fr

Géographie de l'école - Édition mai 2005 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.
www.education.gouv.fr

Voir aussi :

L'académie d'Amiens en chiffres

www.ac-amiens.fr

Diplômes délivrés : session 2005

	Région		France		Région		France	
	Présents	Admis	Présents	Admis	% des admis		% des admis	
					2005	2004	2005	2004
Baccalauréat général	9 127	7 321	314 076	264 652	80,2	78,3	84,3	82,7
L : Littéraire	1 862	1 482	57 994	47 635	79,6	76,9	82,1	82,5
ES : Économique et social	3 076	2 451	99 131	83 798	79,7	76,9	84,5	82,0
S : Scientifique	4 189	3 388	156 951	133 219	80,9	78,9	84,9	83,2
Bac technologique	5 945	4 212	171 424	130 998	70,8	70,4	76,4	77,3
Hôtellerie	46	36	2 508	2 175	78,3	90,9	86,7	87,5
SMS : Sciences médico	1 115	741	23 534	18 132	66,5	62,4	77,0	78,0
STI : Sc. Techn. Industrielles	1 297	937	43 672	33 613	72,2	75,7	77,0	79,2
STT : Sc. Techn. Tertiaire	3 249	2 308	93 856	70 522	71,0	69,7	75,1	75,3
STL : Sc. Techn. Labo	238	190	7 550	6 283	79,8	80,7	83,2	84,7
F11 : Musique danse	0	0	304	273			89,8	90,9
Bac technologique agricole	155	111	6 463	5 052	71,6	68,5	78,2	74,8
STAE - Sc. et Techno. de l'Agronomie et de l'Environnement	155	111	6 326	4 943	71,6	68,0	78,1	74,4
STP - Sc. et Techno du Produit agroalimentaire	0	0	137	109		83,3	79,6	81,6
Bac professionnel	3 895	2 864	119 944	89 937	73,5	76,5	75,0	77,1
Ensemble des baccalauréats	19 122	14 508	611 907	490 639	75,9	75,4	80,2	80,0
Diplômes de l'enseignement technique hors bac								
Certificat d'Aptitude Professionnelle	5 635	4 483	184 113	142 277	79,6	75,5	77,3	74,7
Brevet d'Études Professionnelles	8 628	6 604	239 611	181 884	76,5	73,4	75,9	75,2
Mentions complémentaires	355	297	10 957	9 022	83,7	75,5	82,3	81,3
Brevet professionnel	527	418	26 490	18 488	79,3	71,0	69,8	69,9
Brevet de technicien	14	11	1 681	1 302	78,6	72,7	77,5	73,4
Brevet de technicien supérieur	3 970	2 695	155 361	101 824	67,9	66,1	65,5	65,4
Brevet	24 398	18 380	757 314	601 885	75,3	75,5	79,5	79,2
Collège	22 630	17 062	669 573	536 034	75,4	79,4	80,1	79,8
Technologique	1 183	920	47 241	36 644	77,8	75,2	77,6	76,5
Professionnel	585	398	40 500	29 207	68,0	78,7	72,1	72,5

Source : Ministère de l'éducation nationale - Direction de la programmation et du développement



6 6-5



ENSEIGNEMENT-FORMATION

Formation en alternance

Définitions

Apprentis : jeunes âgés de 16 à 25 ans préparant un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique (ou un titre homologué) dans le cadre d'un contrat de travail de type particulier, associant une formation en entreprise sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis.

Centres de formation d'apprentis (CFA) : les CFA sont des établissements d'enseignement dispensant une formation générale, technologique et pratique qui doit compléter la formation reçue en entreprise et s'articuler avec elle. Ils sont créés, pour la plupart à la suite de la conclusion de conventions entre les régions et des organismes pour une durée de cinq ans renouvelable.

Mention complémentaire : année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP sanctionnée par un diplôme.

Niveaux de formation :

- V : préparation d'un diplôme de second cycle court professionnel ;
- IV : préparation d'un diplôme type brevet professionnel ou baccalauréat ;
- III : préparation d'un diplôme bac+2, type BTS ou DUT ;
- II et I : préparation d'un diplôme de second ou troisième cycle universitaire, ou équivalent.

Pour en savoir plus

Hausse des effectifs dans l'apprentissage et dans l'enseignement supérieur - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

L'apprentissage en 2005 : une nouvelle hausse des entrées - Premières informations, Premières synthèses n°13.3 - mars 2007 - Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement - Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES).

www.travail.gouv.fr

L'apprentissage : une image et des conditions de travail à améliorer - Consommation et modes de vie n°199 - janvier 2007 - Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC)

www.credoc.fr

Contrats en alternance en 2004 : stabilisation des entrées - Premières informations, Premières synthèses n°04.3 - janvier 2006 - Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement - Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES)

www.travail.gouv.fr

Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche - Édition 2006 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

www.education.gouv.fr

Voir aussi :

Centre national de ressources pour l'alternance en apprentissage

www.cnraa.fr

Formation des apprentis - Année 2004

	Aisne	Oise	Somme	Unité : nombre Picardie
Nombre d'établissements	5	7	11	23
Nombre d'apprentis	3 346	4 312	4 077	11 735
Apprentis selon la spécialité :				
Spécialité pluri-technologique de la production	96	226	148	470
Agriculture, pêche, forêt	374	411	420	1 205
Transformation	652	639	505	1 796
Génie civil, construction, bois	499	635	692	1 826
Mécanique, électricité, électronique	611	1 283	734	2 628
Échanges et gestion	413	370	777	1 560
Communication et information	15	86	106	207
Services aux personnes	388	440	583	1 411
Autres spécialités	298	222	100	620

Champ : apprentis sous tutelle de l'éducation nationale et de l'agriculture

Source : Ministère de l'éducation nationale, Direction de la programmation et du développement

Apprentis selon le diplôme préparé - Année 2004

	Région	Unité : nombre France
Niveau II et I		
Ingénieur	165	6 631
Titres et autres diplômes	320	16 805
Total niveau II et I	485	23 436
Niveau III		
BTS	1 103	30 786
DUT	37	4 188
Titres et autres diplômes	108	3 840
Total niveau III	1 248	38 814
Niveau IV		
BAC PRO	1 438	36 456
BP	810	36 594
BT +MC	-	1 117
Titres et autres diplômes	94	4 700
Total niveau IV	2 342	78 867
Niveau V		
BEP	1 271	45 405
CAP	5 596	167 895
MC	140	4 213
Titres et autres diplômes	33	1 975
Total niveau V	7 040	219 488
Total niveau VI	620	9 627
Tous niveaux	11 735	370 232

champ : apprentis sous tutelle de l'éducation nationale et de l'agriculture

Source : Ministère de l'éducation nationale, Direction de la programmation et du développement

Au 1^{er} janvier 2005, un peu plus de 4 900 médecins exercent à titre libéral ou comme salarié en Picardie. La région possède la densité la plus faible en médecins spécialistes libéraux : 47 pour 100 000 habitants contre 88 pour la moyenne française et se situe à l'avant-dernière place devant la région Centre pour les généralistes libéraux : 95 pour 100 000 habitants contre 113 pour la France métropolitaine. La région n'est pas mieux lotie pour les chirurgiens dentistes ou les infirmiers pour lesquels les densités sont aussi très inférieures à la moyenne française.

La Picardie se situe parmi les sept régions les moins bien pourvues en termes d'équipement pour la médecine de court séjour et est la dernière région pour sa capacité d'accueil en chirurgie. Par contre, elle est mieux équipée qu'en moyenne nationale pour le secteur psychiatrique. Elle est également mieux pourvue en établissements d'accueil pour les adultes handicapés qu'en moyenne en France.

Les personnes âgées bénéficient aussi dans la région d'un meilleur taux d'équipement qu'en France ou en province, en structures d'hébergement et en services de soins à domicile ainsi qu'en nombre de lits médicalisés.

Dans le domaine des équipements sociaux, la région est au dernier rang pour le nombre de places en structure collective offertes aux enfants d'âge préscolaire.

La structure par âge de la population picarde est plus jeune que celle de la France, cette situation démographique permet à la Picardie d'avoir un taux de mortalité proche de celui de la France : en 2002, on comptabilisait 976,5 décès pour 100 000 habitants pour les hommes, 850,3 pour les femmes contre respectivement 943,2 et 855,5 en France métropolitaine. À structure de population identique, la Picardie enregistrait une surmortalité de 14 % par rapport à la France sur la période 2000-2001.

La Picardie connaissant un vieillissement, sa structure par âge se rapprochera de celle de la France et sa mortalité risque d'amorcer une phase de croissance.

Parmi les décès chez les hommes, les tumeurs représentent la 1^{ère} cause, soit le tiers des décès et les maladies de l'appareil circulatoire, la seconde avec plus du quart des décès. Chez les femmes l'ordre est inversé, les maladies de l'appareil circulatoire sont la 1^{ère} cause avec 32 % des décès, les cancers la seconde avec 23 %. Pour ces deux principales causes de mortalité, la Picardie enregistre une surmortalité par rapport à la moyenne nationale. Elle est plus prononcée pour les maladies cardiovasculaires (+15 %) que pour les cancers (+9 %).

Le nombre d'accidents de la route continuent à baisser entre 2004 et 2005 : si le nombre de tués a diminué sauf dans le département de l'Aisne, les accidents ont causé un plus grand nombre de blessés.



Définitions

Médecins : il s'agit de médecins libéraux, hospitaliers ou salariés encore en activité.

- Les **médecins libéraux** exercent en clientèle privée.
- Les **médecins hospitaliers** exercent en établissement hospitalier public ou privé.
- Les **médecins salariés** pratiquent dans un établissement public ou privé la médecine de soins, enseignent, font de la recherche ou travaillent dans l'administration. Les médecins sont classés, dans les différentes catégories en fonction de leur déclaration d'activité.

Pharmaciens : sont pris en compte les pharmaciens inscrits à l'Ordre national des pharmaciens exerçant en officine ou ailleurs.

Répertoire national des professions médicales et paramédicales - automatisé des listes (ADELI) : recense l'ensemble des professions de santé réglementées par le Code de la santé, de la famille et de l'aide sociale.

Spécialiste : médecin qualifié par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines reconnues par l'Ordre.

Pour en savoir plus

Statistiques et indicateurs de la santé et du social, Picardie 2006 - Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Picardie - juillet 2006
www.picardie.sante.gouv.fr

Le recours aux soins : le Picard consulte plutôt le généraliste que le spécialiste - Insee Picardie Analyses n°9 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

La Picardie face à des enjeux importants en matière de santé - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

Démographie médicale et paramédicale en Picardie au 01/03/2006 - Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Picardie
www.picardie.sante.gouv.fr

Les professions de santé au 1^{er} janvier 2006 - DREES - Document de travail - série statistiques - n°97 - mai 2006
www.sante.gouv.fr/drees

Statistiques et indicateurs de la santé et du social, les régions françaises 2005 - Directions régionales des affaires sanitaires et sociales - juillet 2005
www.sante.gouv.fr

Effectifs au 1^{er} janvier 2005 des différents personnels de santé

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France
Médecins	1 280	1 832	1 798	4 910	2,4
Généralistes	707	1 041	942	2 690	2,7
dont généralistes libéraux	468	662	656	1 786	2,6
Spécialistes	573	791	856	2 220	2,1
dont spécialistes médicaux libéraux	223	366	296	885	1,7
dont cardiologie	13	27	20	60	1,6
pédiatrie	13	29	11	53	1,8
radiologie	28	49	30	107	2,1
anesthésie-réanimation	12	16	22	50	1,5
dont spécialistes chirurgicaux libéraux	79	108	96	283	1,8
dont gynécologie-obstétrique	19	24	18	61	2,0
ophtalmologie	28	32	29	89	1,9
Spécialistes en biologie médicale	10	18	28	56	1,8
dont libéraux	1	10	4	15	1,6
Spécialistes en psychiatrie	67	111	86	264	1,9
dont libéraux	13	29	22	64	1,0
Pharmaciens	478	690	647	1 815	2,7
dont titulaires d'officine	226	291	263	780	2,7
Chirurgiens dentistes	227	336	209	772	1,9
Masseurs kinésithérapeutes	318	499	399	1 216	2,0
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	3 154	3 400	3 241	9 795	2,4
dont libéraux	402	430	414	1 246	2,0
Sages-femmes	95	147	104	346	2,1
Orthophonistes	77	156	85	318	2,0
Orthoptistes	8	17	10	35	1,4
Psychomotriciens	28	93	45	166	2,8
Pédicures-podologues	72	116	75	263	2,5
Ergothérapeutes	42	65	41	148	2,8

Source : Drass - Adeli

Densité de professionnels libéraux de la santé pour 100 000 habitants au 1^{er} janvier 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France métropole
Médecins généralistes	87	85	117	95	113
Médecins spécialistes	42	47	53	47	88
Chirurgiens dentistes	41	40	35	39	63
Infirmiers diplômés d'État	75	55	74	66	104

Source : Drass - Adeli



Définitions

Court séjour : médecine générale et spécialités médicales (cardiologie, etc.), chirurgie générale et spécialités chirurgicales (ORL, stomatologie, etc.), gynécologie-obstétrique.

Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) : le répertoire FINESS recense l'ensemble des établissements de la santé et du social.

Hospitalisation complète : qualifie l'activité des unités et services qui, accueillant et hébergeant des malades, se caractérisent par un équipement en lits d'hospitalisation, et par des équipements médicaux et paramédicaux qui assurent le diagnostic, les soins et la surveillance.

Hospitalisation de jour : qualifie des unités hospitalières qui effectuent pendant la seule journée des investigations spécialisées, des traitements médicaux séquentiels délicats, des interventions chirurgicales courtes ou une surveillance post-thérapeutique particulière.

Hospitalisation de nuit : concerne les unités et services qui accueillent et traitent les malades dont l'état n'exige qu'une hospitalisation limitée à la période nocturne (essentiellement services psychiatriques).

Moyen séjour : convalescence, rééducation fonctionnelle, cure médicale.

Psychiatrie : outre les établissements psychiatriques, ce secteur comprend les établissements de lutte contre les maladies mentales, l'alcoolisme et les toxicomanies.

Répertoire national des professions médicales et paramédicales - automatisation des listes (ADELI) : recense l'ensemble des professions de santé réglementées par le Code de la santé, de la famille et de l'aide sociale.

Secteur public, secteur privé : les établissements publics dépendent d'une entité ayant un statut juridique public (État, collectivité territoriale, organisme public à caractère administratif), les établissements privés, d'une entité ayant un statut juridique à but non lucratif (organisme mutualiste, association...) ou à caractère commercial (SA, SARL...).

Pour en savoir plus

Statistiques et indicateurs de la santé et du social, Picardie 2006 - Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Picardie - juillet 2006
www.picardie.sante.gouv.fr

La Picardie face à des enjeux importants en matière de santé - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

L'activité des établissements de santé en 2004 en hospitalisation complète et partielle - Drees - Études et résultats n°456 - décembre 2005
www.sante.gouv.fr/drees

Les motifs de recours à l'hospitalisation de court séjour en 2003 - Drees - Études et résultats n°444 - novembre 2005
www.sante.gouv.fr/drees

Les disparités départementales de prise en charge de la santé mentale en France - Drees - Études et résultats n°443 - novembre 2005
www.sante.gouv.fr/drees

Capacité d'accueil en nombre de lits ou places au 1^{er} janvier 2005

					Unité : nombre
					% Picardie / France métropole
	Aisne	Oise	Somme	Picardie	
Ensemble court séjour					
Secteur public					
Médecine	1031	1 072	1 096	3 199	3,2
Chirurgie	435	506	634	1 575	3,5
Gynécologie-Obstétrique	217	246	162	625	4,1
Secteur privé					
Médecine	99	226	115	440	1,7
Chirurgie	276	341	384	1 001	1,8
Gynécologie-obstétrique	40	21	107	168	2,2
Soins de suite et de réadaptation					
Secteur public					
Réadaptation fonctionnelle	215	10	60	285	3,4
Autres soins de suite	366	357	312	1 035	3,5
Secteur privé					
Réadaptation fonctionnelle	215	342	20	577	2,9
Autres soins de suite	160	490	60	710	2,1
Hospitalisation de jour (public et privé)					
Réadaptation fonctionnelle	10	82	6	98	2,2
Autres soins de suite	0	7	15	22	3,5
Psychiatrie					
Secteur public					
Hospitalisation complète					
Infanto-juvénile	34	56	12	102	5,9
Adulte	508	947	386	1 841	4,8
Hôpital jour ou nuit					
Infanto-juvénile	113	169	70	352	5,0
Adulte	78	224	60	362	2,6
Secteur privé					
Hospitalisation complète					
Infanto-juvénile	0	0	0	0	0,0
Adulte	84	42	0	126	0,7
Hôpital jour ou nuit					
Infanto-juvénile	0	76	0	76	4,7
Adulte	6	0	25	31	0,9

Source : Drass - SAE

Officines et laboratoires au 1^{er} janvier 2005

					Unité : nombre
					% Picardie / France métropole
	Aisne	Oise	Somme	Picardie	
Pharmacies (y compris mutualistes)	189	239	195	623	2,7
Laboratoires d'analyses médicales	24	39	23	86	2,1

Source : Drass - Adeli - Finess



Définitions

Centres d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS) : destinés à fournir un logement temporaire à des familles ou des personnes sans logement en situation de grande précarité.

Crèches collectives : accueillent pendant la journée des enfants de moins de 3 ans. Elles assurent la surveillance sanitaire indispensable et ont un rôle éducatif et d'éveil.

Crèches parentales : les crèches parentales sont organisées et gérées par des parents d'enfants de moins de 3 ans formant association.

Enquête EHPA : l'enquête sur les établissements pour les personnes âgées présente le nombre de lits, l'activité, le personnel et la clientèle de ces structures. Elle est bisannuelle.

Enquête ES : l'enquête des établissements et services accueillant des jeunes ou des adultes handicapés ou en difficulté est réalisée tous les 2 ans en alternance avec EHPA. Elle donne des informations sur le nombre de lits et de places installés, l'activité, le personnel et permet de connaître la clientèle de ces diverses structures.

Établissements de travail protégé : regroupent les centres d'aide par le travail (CAT) et les ateliers protégés (AT).

Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) : le répertoire FINESS recense l'ensemble des établissements de la santé et du social.

Halte-garderies : établissements permanents qui reçoivent de façon continue pendant la journée des enfants de moins de 6 ans.

Jardins d'enfants : les jardins d'enfants assurent la garde des enfants de 3 à 6 ans ainsi que le développement physique et mental des enfants par des exercices et des jeux.

Logement foyer pour personnes âgées : comporte des petits logements autonomes, des locaux communs meublés (salle de réunion, salle à manger), un local sanitaire et, à titre facultatif, des services collectifs tels que blanchissage et restauration.

Maison de retraite : établissement d'hébergement social offrant une prise en charge globale de la personne âgée : elle peut être médicalisée, c'est-à-dire dotée d'une section de cure médicale.

Services d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) : ces services interviennent au domicile familial des enfants ou adolescents handicapés mais aussi dans les crèches, dans les établissements scolaires ordinaires, dans les placements familiaux ou au siège du service.

Services de soins à domicile : prennent en charge la dépendance des personnes âgées afin de retarder ou de prévenir l'hospitalisation.

Pour en savoir plus

Statistiques et indicateurs de la santé et du social, Picardie 2006 - Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Picardie - juillet 2006
www.picardie.sante.gouv.fr

La clientèle des établissements d'hébergement pour personnes âgées : situation au 31 décembre 2003 - Drees - Études et résultats n°485 - avril 2006
www.sante.gouv.fr/drees

L'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2004 - Drees - Études et résultats n°446 - décembre 2005
www.sante.gouv.fr/drees

L'implantation départementale des établissements pour adultes handicapés - Drees - Études et résultats n°419 - août 2005
www.sante.gouv.fr/drees

Les enfants et adolescents pris en charge dans les centres médico-psycho-pédagogiques - Drees - Études et résultats n°392 - avril 2005
www.sante.gouv.fr/drees

Les personnes polyhandicapées prises en charge par les établissements et services médico-sociaux - Drees - Études et résultats n°391 - avril 2005
www.sante.gouv.fr/drees

Capacités d'accueil au 1^{er} janvier 2005

					Unité : nombre % Picardie / France métropole	
		Aisne	Oise	Somme	Picardie	
Accueil des personnes âgées						
<i>Maisons de retraite</i>	Établissements	68	69	62	199	3,1
	Lits	4 602	4 617	4 269	13 488	3,1
<i>Logements foyers</i>	Établissements	11	48	3	62	2,1
	Logements	546	2 298	436	3 280	2,1
<i>Hébergement temporaire</i>	Lits	27	30	46	103	1,4
<i>Services de soins à domicile</i>	Places	838	612	934	2 384	3,0
<i>Soins de longue durée</i>	Lits	726	1 205	948	2 879	3,8
Accueil des adultes handicapés						
<i>Établissements d'hébergement</i>	Établissements	34	43	40	117	3,5
	Lits	1 014	1 376	1 221	3 611	3,5
<i>Établissements de travail protégé</i>	Établissements	24	20	30	74	3,7
	Lits	1 308	1 689	1 532	4 529	3,6
Hébergement et réadaptation sociale						
<i>Établissements pour adultes et familles en difficulté (CHRS)</i>		159	337	307	803	2,6
<i>Taux d'équipement en lits pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans</i>		1	1	1	1	0,9
Accueil enfance et jeunesse handicapées						
<i>Déficients mentaux</i>	Établissements	16	11	16	43	3,8
	Lits	1 011	611	1 249	2 871	4,3
<i>Polyhandicapés</i>	Établissements	0	1	2	3	1,5
	Lits	126	190	96	412	5,8
<i>Troubles du comportement</i>	Établissements	1	5	2	8	2,3
	Lits	61	334	89	484	3,2
<i>Handicapés moteurs</i>	Établissements	0	0	1	1	0,8
	Lits	0	0	68	68	1,0
<i>Déficients sensoriels</i>	Établissements	1	1	1	3	2,4
	Lits	95	82	40	217	2,4
Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD)						
	Places	105	300	89	494	1,9

Source : Drass - Finess - Statistiques départementales - Conseils généraux

Crèches, haltes-garderies, jardins d'enfants au 1^{er} janvier 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Crèches collectives	156	865	51	1 072	0,8
Crèches parentales	0	45	55	100	1,6
Crèches familiales (enfants inscrits)	258	1 254	348	1 860	3,0
Haltes-garderies (parentales ou non)	365	880	237	1 482	2,3
Garderies et jardins d'enfants	0	0	45	45	0,5

Sources : Drass - Finess - Statistiques départementales - Conseils généraux



Définitions

Court séjour : médecine générale et spécialités médicales (cardiologie, etc.), chirurgie générale et spécialités chirurgicales (ORL, stomatologie, etc.), gynécologie-obstétrique.

Enquête SAE : l'enquête statistique annuelle des établissements de santé (SAE) est la principale source d'information sur l'activité et le personnel hospitalier, public et privé.

Hospitalisation complète : qualifie l'activité des unités et services qui, accueillant et hébergeant des malades, se caractérisent par un équipement en lits d'hospitalisation, et par des équipements médicaux et paramédicaux qui assurent le diagnostic, les soins et la surveillance.

Hospitalisation de jour : qualifie des unités hospitalières qui effectuent pendant la seule journée des investigations spécialisées, des traitements médicaux séquentiels délicats, des interventions chirurgicales courtes ou une surveillance post-thérapeutique particulière.

Hospitalisation de nuit : concerne les unités et services qui accueillent et traitent les malades dont l'état n'exige qu'une hospitalisation limitée à la période nocturne (essentiellement services psychiatriques).

Long séjour : accueille des personnes ayant perdu leur autonomie et nécessitant une surveillance constante (personnes âgées essentiellement).

Moyen séjour : convalescence, rééducation fonctionnelle, cure médicale.

Secteur public, secteur privé : les établissements publics dépendent d'une entité ayant un statut juridique public (État, collectivité territoriale, organisme public à caractère administratif), les établissements privés, d'une entité ayant un statut juridique à but non lucratif (organisme mutualiste, association...) ou à caractère commercial (SA, SARL...).

Pour en savoir plus

Statistiques et indicateurs de la santé et du social, Picardie 2006 - Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Picardie - juillet 2006
www.picardie.sante.gouv.fr

La Picardie face à des enjeux importants en matière de santé - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

L'activité des établissements de santé en 2004 en hospitalisation complète ou partielle - Dress - Études et résultats n°456 - décembre 2005
www.sante.gouv.fr/drees

La conjoncture des établissements de santé publics et privés au cours de l'année 2004 - Résultats provisoires - Dress - Études et résultats n°420 - août 2005
www.sante.gouv.fr/drees

Activité du court séjour hospitalier : hospitalisation complète en 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Secteur public					
Médecine	45 242	37 575	46 508	129 325	3,1
Chirurgie	21 908	20 225	33 637	75 770	3,6
Gynéco-Obstétrique	10 897	12 186	8 727	31 810	3,8
Secteur privé					
Médecine	3 724	3 466	6 347	13 537	1,4
Chirurgie	13 997	17 627	21 039	52 663	1,9
Gynéco-Obstétrique	2 148	1 024	6 150	9 322	2,2
Ensemble					
Médecine	48 966	41 041	52 855	142 862	2,8
Chirurgie	35 905	37 852	54 676	128 433	2,7
Gynéco-Obstétrique	13 045	13 210	14 877	41 132	3,2
Ensemble (secteurs public et privé)					
Nombre total d'accouchements	6 262	9 159	7 209	22 630	3,0
dont césariennes	1 214	1 540	1 117	3 871	2,7
Nombre total d'IVG (y compris ITG*)	1 399	2 382	1 699	5 480	2,5
Accueil et traitement des urgences (secteurs public et privé)					
Nombre de passages - année 2004	150 091	207 769	138 553	496 413	3,5
% hospitalisés sur l'année ¹	24,5	20,0	28,7	23,7	///

Source : Drass - Enquête ES - Finess

* ITG : Interruption thérapeutique de grossesse

¹ hors unité d'hospitalisation de très courte durée

Activité du court séjour hospitalier : alternatives à l'hospitalisation, venues en hospitalisation de jour, de nuit et en anesthésie ou chirurgie ambulatoire en 2004 - HAD - Chimiothérapie

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Secteur public					
Médecine	10 172	21 243	23 958	55 373	2,9
Chirurgie	5 767	5 995	2 498	14 260	4,7
Gynéco-Obstétrique	1 590	3 852	1 551	6 993	3,0
Secteur privé					
Médecine	3 882	5 176	9 270	18 328	1,9
Chirurgie	11 825	20 439	17 657	49 921	2,0
Gynéco-Obstétrique	22	4	0	26	0,0
Ensemble					
Médecine	14 054	26 419	33 228	73 701	2,5
Chirurgie	17 592	26 434	20 155	64 181	2,3
Gynéco-Obstétrique	1 612	3 856	1 551	7 019	2,3
Hospitalisation à domicile (médecine)					
Journées de prise en charge	11 450	9 700	6 855	28 005	2,0
Traitement du cancer					
Nombre de préparations, de chimiothérapies délivrées	12 080	26 936	30 909	69 925	2,2

Source : Drass - SAE



Définitions

Causes de décès : lors d'un décès, le médecin traitant ou le médecin d'état-civil remplit un certificat comprenant deux volets :

- le premier, nominatif, assurant la réalité de la mort, est conservé par la mairie ;
- le deuxième, anonyme et confidentiel, cacheté par le médecin, constituant le certificat médical de décès, est le document de base pour les statistiques établies par l'Inserm. Il permet au médecin d'explicitier le processus morbide qui conduit au décès. L'importance de certaines maladies qui peuvent être « impliquées » dans le décès, sans être considérées comme cause immédiate de celui-ci, est sous-estimée. C'est le cas de l'alcoolisme ou du tabagisme.

Symptômes et états morbides mal définis : ces causes de décès regroupent la sénilité sans mention de psychose, la mort subite de cause inconnue, les causes inconnues ou non déclarées ou mal définies.

Pour en savoir plus

Statistiques et indicateurs de la santé et du social, Picardie 2006 - Direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Picardie - juillet 2006
www.picardie.sante.gouv.fr

La seconde mortalité la plus élevée de métropole - Bilan économique et social Picardie 2005 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

Une approche du mal-être - Insee Picardie Analyses n° 7 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

La Picardie face à des enjeux importants en matière de santé - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

L'impact de l'environnement sur la santé et le bien-être en Picardie - Rapport du Conseil économique et social de Picardie - 2006

L'hygiène de vie des Picards - Premiers résultats de l'enquête santé - Insee Picardie Relais n°142-143 - février 2005
www.insee.fr/picardie

Données sur la situation sanitaire et sociale en France en 2005 - Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees)
www.sante.gouv.fr

Causes médicales de décès - Résultats définitifs - Picardie, Aisne, Oise, Somme - Résultats année 2002 - Inserm
www.inserm.fr

Causes de décès pour les hommes en 2002

	Aisne	Oise	Somme	Unité : nombre	
				Picardie	% Picardie / France métropole
Maladies infectieuses et parasitaires	44	64	55	163	3,1
<i>dont SIDA et maladies à VIH</i>	0	3	1	4	0,5
Tumeurs	961	1 056	952	2 969	3,3
<i>dont tumeurs malignes du larynx, de la trachée, des bronches et des poumons</i>	251	273	237	761	3,4
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	110	97	82	289	3,6
Troubles mentaux et du comportement	94	69	77	240	3,3
<i>dont abus d'alcool (y c. psychose alcoolique)</i>	39	34	30	103	4,3
Maladies du système nerveux et des organes des sens	91	90	93	274	2,9
Maladies de l'appareil circulatoire	786	771	772	2 329	3,2
Maladies de l'appareil respiratoire	192	217	205	614	3,5
Maladies de l'appareil digestif	153	155	148	456	3,6
<i>dont maladies chroniques du foie</i>	90	82	70	242	4,1
Maladies de l'appareil génito-urinaire	48	45	28	121	3,1
Symptômes et états morbides mal définis	134	197	131	462	2,9
Causes externes de blessure et d'empoisonnement	305	344	269	918	3,8
<i>dont accidents de transport</i>	77	108	52	237	4,4
<i>chutes accidentelles</i>	34	25	24	83	3,2
<i>suicides</i>	102	114	99	315	4,1
Autres maladies	44	48	52	144	3,2
Toutes causes	2 962	3 153	2 864	8 979	3,3

Source : Inserm

Causes de décès pour les femmes en 2002

	Aisne	Oise	Somme	Unité : nombre	
				Picardie	% Picardie / France métropole
Maladies infectieuses et parasitaires	63	68	59	190	3,8
<i>dont SIDA et maladies à VIH</i>	1	1	1	3	1,3
Tumeurs	612	638	614	1 864	3,0
<i>dont tumeurs malignes du sein</i>	118	142	128	388	3,5
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	163	127	127	417	3,6
Troubles mentaux et du comportement	94	112	119	325	3,1
<i>dont abus d'alcool (y c. psychose alcoolique)</i>	4	5	12	21	3,5
Maladies du système nerveux et des organes des sens	125	132	125	382	2,9
Maladies de l'appareil circulatoire	839	869	862	2 570	3,0
Maladies de l'appareil respiratoire	181	165	163	509	3,2
Maladies de l'appareil digestif	120	120	123	363	3,2
<i>dont maladies chroniques du foie</i>	35	31	30	96	3,8
Maladies de l'appareil génito-urinaire	50	48	47	145	3,5
Symptômes et états morbides mal définis	193	251	191	635	3,2
Causes externes de blessure et d'empoisonnement	136	196	140	472	2,8
<i>dont accidents de transport</i>	22	24	12	58	3,1
<i>chutes accidentelles</i>	26	34	20	80	2,9
<i>suicides</i>	27	38	28	93	3,2
Autres maladies	69	81	63	213	3,1
Toutes causes	2 645	2 807	2 633	8 085	3,1

Source : Inserm



Définitions

Accident du travail : est considéré comme accident du travail, qu'elle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail.

Accident du travail avec arrêt : accident ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins 24 heures.

Accident avec IP : accident ayant entraîné la reconnaissance d'une incapacité permanente.

Victime d'accident de la route :

- **Tué** : victime décédée sur le coup ou dans les trente jours qui suivent l'accident (avant le 31/12/2004, le délai n'était que de 6 jours).

- **Blessé hospitalisé** : victime admise comme patient dans un hôpital plus de 24 heures (considéré comme blessé grave avant le 31/12/2004).

- **Blessé non hospitalisé** : victime ayant fait l'objet de soins médicaux mais n'ayant pas été admise comme patient dans un hôpital plus de 24 heures (considéré comme blessé léger avant le 31/12/2004).

Pour en savoir plus

Conjoncture statistiques de la DRE - Les accidents corporels de la sécurité routière en Picardie - Quadrimestriel - Direction régionale de l'équipement de Picardie
www.picardie.equipement.gouv.fr

La sécurité routière en France - Bilan de l'année 2005 - Observatoire national interministériel de sécurité routière.
www.securiteroutiere.equipement.gouv.fr

Site des accidents du travail et des maladies professionnelles - Statistiques générales - Statistiques par secteur d'activité - Statistiques trimestrielles.
www.risquesprofessionnels.ameli.fr

Situation des accidents de la circulation en 2005

	Unité : nombre				%
	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Picardie / France métropole
Accidents	470	691	758	1 919	2,3
Blessés	591	942	965	2 498	2,3
hospitalisés	319	415	286	1 020	2,6
non hospitalisés	272	527	679	1 478	2,2
Tués ¹	60	76	58	194	3,6

Source : ONISR - Fichiers des accidents

¹ Changement du concept en 2005 (cf définitions)

Décès dus aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles en 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Décès					
Maladies professionnelles	1	8	4	13	2,2
Accidents du travail	6	4	7	17	2,8
Accidents de trajet	5	8	8	21	4,4

Source : Caisse nationale de l'Assurance maladie des travailleurs salariés - DRP - Mission statistique

Accidents du travail par secteur d'activité en 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre ¹ % Picardie / France métropole
Accidents avec arrêt					
Métallurgie	1 031	1 506	916	3 453	4,1
BTP	1 060	1 416	946	3 422	2,9
Transports, eau, gaz, électricité	883	2 032	849	3 764	4,1
Services, commerces et industries de l'alimentation	808	1 635	887	3 330	2,8
Industrie de la chimie, du caoutchouc et de la plasturgie	162	461	458	1 081	6,4
Industrie du bois, de l'ameublement, du papier carton, du textile, des vêtements et des cuirs et peaux	402	483	421	1 306	3,7
Commerce non alimentaire	384	884	402	1 670	3,0
Activités de service 1	353	499	353	1 205	3,2
Activités de service 2 et travail temporaire	1 054	1 736	1 155	3 945	3,2
Total	6 137	10 652	6 387	23 176	3,4
Accidents avec incapacité permanente					
Métallurgie	71	121	66	258	3,8
BTP	72	127	61	260	2,5
Transports, eau, gaz, électricité	62	114	56	232	3,4
Services, commerces et industries de l'alimentation	41	73	44	158	2,3
Industrie de la chimie, du caoutchouc et de la plasturgie	18	39	29	86	5,9
Industrie du bois, de l'ameublement, du papier carton, du textile, des vêtements et des cuirs et peaux	29	47	23	99	3,3
Commerce non alimentaire	24	68	19	111	2,5
Activités de service 1	14	37	17	68	2,2
Activités de service 2 et travail temporaire	34	111	56	201	2,4
Total	365	737	371	1 473	2,9

Source : Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés - DRP - Mission statistique

¹ Nombre d'habitants du département ou de la région ayant été victimes.

À Amiens siège l'une des 35 cours d'appel de la France ; les juridictions du ressort de la cour d'appel d'Amiens comprennent 9 tribunaux de grande instance (181 en France), 14 tribunaux d'instance (473 en France), 13 conseils de prud'hommes (271 en France) et 9 tribunaux de commerce (191 en France). Les tribunaux d'instance de Péronne et de Laon ont également une juridiction commerciale.

Le volume d'affaires nouvelles enregistrées en 2004 par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et la cour d'appel s'élève à 42 228, pour 39 366 affaires terminées dans l'année, soit un gonflement du stock des affaires en cours.

En 2004, les juridictions commerciales ont traité 3 045 affaires contentieuses et 1 466 jugements d'ouverture ayant abouti à 442 procédures de redressement, à 656 liquidations judiciaires immédiates et à 230 liquidations après période d'observation.

L'activité des conseils de prud'hommes se répartit également entre les trois départements. Les juridictions les plus sollicitées sont celles d'Amiens, puis de Creil et Beauvais et Saint-Quentin. En 2004, le volume d'affaires nouvelles s'élevait à 3 848 pour 3 995 affaires terminées.

La cour d'appel d'Amiens a rendu 1 969 arrêts en matière pénale en 2004 dont 783 arrêts sur mesure de sûreté, soit 2,8 % du total de la France. Ce nombre d'arrêts rendus est en baisse de 39 % par rapport à 2002.

En 2004, le nombre de crimes et délits constatés en Picardie s'est élevé à 104 654 soit une baisse de 9,7 % par rapport à 2002. Les vols représentent 57,5 % de l'ensemble, loin devant les infractions économiques et financières (7,8 %), les crimes et délits contre les personnes (11,1 %) et les autres infractions (23,5 %).

Le taux de criminalité pour 1 000 habitants est inférieur à celui de la France métropolitaine (55,8 contre 63,6) et place la Picardie au 10^e rang des régions françaises en commençant par la fin.

Au 1^{er} janvier 2006, les six établissements pénitentiaires de Picardie détiennent 1 984 prisonniers dont 545 prévenus, 1 118 condamnés correctionnels et 321 condamnés criminels.



Définitions

Crimes et délits contre les biens : regroupent les vols, recels, destructions, dégradations, détournements de fonds...

Crimes et délits contre les personnes : regroupent les homicides, les coups et blessures volontaires ou involontaires, les atteintes aux mœurs (dont proxénétisme, viols, agressions sexuelles), les infractions contre la famille et l'enfant (dont violences, mauvais traitement, abandons) ainsi que les prises d'otages, séquestrations, rapt, menaces et chantages, atteintes à la dignité et à la personnalité,...

Infractions économiques et financières : regroupent les escroqueries, les faux et contrefaçons, les infractions à la législation sur les chèques (en particulier falsifications ou usages de chèques volés), les falsifications ou usages de cartes de crédit, le travail clandestin, les infractions sur les sociétés (comme l'abus de biens sociaux).

Taux de criminalité : rapport entre le nombre de crimes et délits constatés par les services de police et de gendarmerie et la population considérée.

Pour en savoir plus

Annuaire statistique de la justice - Édition 2006 - annuel - Ministère de la justice - La documentation française

www.justice.gouv.fr

Les chiffres-clés 2006 de la justice - annuel - Ministère de la justice

www.justice.gouv.fr

Infostat justice - Bulletin d'information statistique - trimestriel - Ministère de la justice

www.justice.gouv.fr

Questions pénales - mensuel - Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP)

www.cesdip.org

Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 2005 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction centrale de la police judiciaire - La Documentation française

www.interieur.gouv.fr

Nombre de crimes et délits constatés en 2004

	Unité : nombre				
	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Vols (y compris recels)	14 727	29 785	15 657	60 169	2 243 445
<i>dont : vols avec violence (+ vols à main armée)</i>	<i>396</i>	<i>1 247</i>	<i>649</i>	<i>2 292</i>	<i>119 641</i>
<i> cambriolage</i>	<i>2 991</i>	<i>4 563</i>	<i>3 152</i>	<i>10 706</i>	<i>377 381</i>
<i> vols d'automobiles</i>	<i>1 778</i>	<i>5 911</i>	<i>1 363</i>	<i>9 052</i>	<i>196 102</i>
<i> vols à la roulotte</i>	<i>2 236</i>	<i>5 167</i>	<i>2 647</i>	<i>10 050</i>	<i>387 397</i>
<i> vols d'accessoires sur véhicules immatriculés</i>	<i>1 503</i>	<i>2 824</i>	<i>758</i>	<i>5 085</i>	<i>181 386</i>
<i> vols de véhicules motorisés à deux roues</i>	<i>733</i>	<i>767</i>	<i>569</i>	<i>2 069</i>	<i>88 829</i>
<i> vols à l'étalage</i>	<i>407</i>	<i>668</i>	<i>588</i>	<i>1 663</i>	<i>62 349</i>
<i> recels</i>	<i>193</i>	<i>429</i>	<i>283</i>	<i>905</i>	<i>42 220</i>
Infractions économiques et financières	2 116	3 756	2 327	8 199	329 955
Escroqueries, faux et contrefaçons	2 011	3 549	2 184	7 744	304 579
<i>dont : escroqueries et abus de confiance</i>	<i>730</i>	<i>1 906</i>	<i>812</i>	<i>3 448</i>	<i>139 313</i>
<i> falsification, usages de chèques volés</i>	<i>1 016</i>	<i>1 085</i>	<i>1 035</i>	<i>3 136</i>	<i>103 491</i>
<i> falsifications, usages de cartes de crédit</i>	<i>198</i>	<i>413</i>	<i>256</i>	<i>867</i>	<i>49 914</i>
<i> faux en écriture publique et authentique</i>	<i>9</i>	<i>17</i>	<i>10</i>	<i>36</i>	<i>1 546</i>
Délinquance économique et financière	57	114	70	241	15 699
Infractions à la législation sur les chèques	48	93	73	214	9 677
Crimes et délits contre les personnes	2 948	5 022	3 685	11 655	339 882
Homicides (y compris tentatives)	18	32	16	66	2 097
Coups et blessures volontaires	1 289	2 477	1 428	5 194	137 864
Autres atteintes volontaires contre les personnes	766	1 209	1 172	3 147	103 530
<i>dont : menaces ou chantage</i>	<i>447</i>	<i>756</i>	<i>744</i>	<i>1 947</i>	<i>70 868</i>
Atteintes aux mœurs	334	505	358	1 197	43 836
<i>dont : agressions sexuelles</i>	<i>144</i>	<i>201</i>	<i>135</i>	<i>480</i>	<i>15 732</i>
<i> viols</i>	<i>89</i>	<i>155</i>	<i>68</i>	<i>312</i>	<i>10 506</i>
Infractions contre la famille et l'enfant	541	799	711	2 051	52 555
<i>dont : violences, mauvais traitements, abandons d'enfant</i>	<i>95</i>	<i>127</i>	<i>154</i>	<i>376</i>	<i>11 283</i>
Autres infractions (dont stupéfiants)	5 585	11 119	7 927	24 631	912 160
<i>dont : infractions à la législation sur les stupéfiants</i>	<i>782</i>	<i>1 558</i>	<i>1 271</i>	<i>3 611</i>	<i>141 297</i>
<i> destructions et dégradations de biens privés*</i>	<i>911</i>	<i>2 043</i>	<i>1 712</i>	<i>4 666</i>	<i>172 959</i>
<i> atteintes à chose publique et ordre public</i>	<i>23</i>	<i>40</i>	<i>34</i>	<i>97</i>	<i>5 316</i>
<i> outrages, violences à dépositaire de l'autorité</i>	<i>366</i>	<i>643</i>	<i>477</i>	<i>1 486</i>	<i>52 398</i>
<i> ports ou détentions d'armes prohibés</i>	<i>128</i>	<i>271</i>	<i>148</i>	<i>547</i>	<i>24 439</i>
<i> faux documents d'identité ou administratifs</i>	<i>21</i>	<i>130</i>	<i>21</i>	<i>172</i>	<i>12 826</i>
Total des crimes et délits	25 376	49 682	29 596	104 654	3 825 442
Taux de criminalité (pour 1 000 habitants)	47	64	53	56	64
Rang	55	24	42	10	sans objet

Source : Ministère de l'intérieur - Direction centrale de la Police judiciaire

* sauf véhicules



Définitions

Conseils de prud'hommes : ce sont les juridictions du premier degré qui règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. Ils jugent les différends à l'égard desquels la conciliation n'a pas abouti. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié des représentants des salariés.

Cours d'appel : juridiction judiciaire du second degré qui réexamine un jugement rendu par une juridiction du premier degré (tribunal) pour le réformer ou au contraire le confirmer. La cour d'appel tranche de nouveau sur le litige au fond, c'est-à-dire qu'elle statue sur l'objet même du procès.

Justice civile : les juridictions civiles ont à juger les litiges nés entre les personnes dans le but de sauvegarder les intérêts respectifs de celles-ci. En fonction de leur compétence, différents tribunaux statuent et jugent les affaires : tribunaux d'instance, de grande instance, de commerce, conseils de prud'hommes.

Justice pénale : en cette matière, c'est le Parquet qui qualifie les faits. En fonction des peines encourues, on distingue les crimes, les délits, les contraventions passibles d'emprisonnement. Le type d'infraction détermine la juridiction compétente : les crimes sont du ressort des cours d'assises, les délits du tribunal correctionnel et les contraventions du tribunal de police.

Magistrats professionnels : appartiennent à un corps unique (régi par une ordonnance de 1958), et font l'objet d'un recrutement et d'une formation spécifiques et n'exercent pas d'autres activités.

Magistrats non professionnels : siègent principalement dans les conseils de prud'hommes et les tribunaux de commerce, sont élus par leurs pairs, continuent parallèlement à exercer leur activité d'origine. Leur activité juridictionnelle est donc également temporaire (temps fixé par mandat électif).

Ordonnance de référé : décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans les cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal, le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires. Elle est exécutoire à titre provisoire.

Pour en savoir plus

Annuaire statistique de la justice - Édition 2006 - Annuel - Ministère de la justice - La Documentation française

www.justice.gouv.fr

Les chiffres-clés 2006 de la justice - Annuel - Ministère de la justice

www.justice.gouv.fr

Infostat justice - Bulletin d'information statistique - trimestriel - Ministère de la justice

www.justice.gouv.fr

Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 2005 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction centrale de la police judiciaire - La Documentation française

www.interieur.gouv.fr

Activités des tribunaux de grande instance en 2004

Unité : nombre

	Affaires civiles		Affaires pénales			
	Nouvelles	Terminées	Parquet		Tribunaux correctionnels	
			Affaires traitées	Poursuites devant le juge d'instruction	Affaires nouvelles	Jugements rendus
Aisne	6 405	6 178	38 488	11 533	3 147	3 182
Oise	9 969	8 761	67 860	19 126	5 822	5 595
Somme	6 479	6 061	44 892	14 193	5 422	4 454
Picardie	22 853	21 000	151 240	44 852	14 391	13 231
<i>France entière</i>	<i>810 886</i>	<i>779 501</i>	<i>5 004 795</i>	<i>1 455 657</i>	<i>433 909</i>	<i>396 699</i>

Source : Ministère de la justice

Activités des tribunaux d'instance en 2004

Unité : nombre

	Affaires civiles				Affaires pénales			
	Nouvelles	Terminées	dont jugements de fond	Ordonnances de référé	Amendes forfaitaires majorées	Ordonnances pénales	Jugements	dont 5 ^e classe
Aisne	3 574	3 477	2 841	746	24 196	2 893	2 014	942
Oise	5 579	5 367	4 146	1 004	60 752	2 145	1 327	896
Somme	5 018	4 447	3 474	592	52 030	1 778	1 861	708
Picardie	14 171	13 291	10 461	2 342	136 978	6 816	5 202	2 546
<i>France entière</i>	<i>533 873</i>	<i>505 723</i>	<i>385 503</i>	<i>75 263</i>	<i>9 913 624</i>	<i>383 308</i>	<i>188 781</i>	<i>63 459</i>

Source : Ministère de la justice

Activités des conseils de prud'hommes en 2004

Unité : nombre

	Procédures ordinaires		Ordonnances de référé
	Affaires nouvelles	Affaires terminées	
Aisne	1 299	1 388	283
Oise	1 330	1 378	395
Somme	1 219	1 229	263
Picardie	3 848	3 995	941
<i>France entière</i>	<i>164 392</i>	<i>166 794</i>	<i>43 443</i>

Source : Ministère de la justice



Définitions (suite)

Tribunal de commerce : juridiction composée de juges non professionnels élus par les commerçants parmi leurs pairs, chargée de trancher les conflits relatifs aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.

Tribunal de grande instance : juridiction de droit commun chargée de juger les affaires civiles ordinaires portant sur des sommes supérieures à 7 600 euros ou qui ne sont pas attribuées à d'autres juridictions. Le tribunal de grande instance est également seul compétent pour certaines affaires énumérées par la loi, quel que soit le montant : état-civil, divorce, autorité parentale, adoption, succession... Lorsque le tribunal de grande instance statue en matière pénale, il s'appelle le tribunal correctionnel.

Les données statistiques de l'activité civile des tribunaux de grande instance ne sont plus directement comparables à celles de 2003. Le nouveau répertoire général civil a été mis en place en 2004 dans les tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance : juridiction à juge unique chargée de régler les affaires civiles portant sur des sommes jusqu'à 7 600 euros, ainsi que certains contentieux prévus par la loi quel que soit leur montant : bail d'habitation, procédures d'injonction de payer, protection des personnes (tutelles)... Lorsque le tribunal d'instance statue en matière pénale, il prend le nom de tribunal de police.

Pour en savoir plus

Annuaire statistique de la justice - Édition 2006 - Annuel - Ministère de la justice - La Documentation française

www.justice.gouv.fr

Les chiffres-clés 2006 de la justice - Annuel - Ministère de la justice

www.justice.gouv.fr

Infostat justice - Bulletin d'information statistique - trimestriel - Ministère de la justice

www.justice.gouv.fr

Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 2005 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction centrale de la police judiciaire - La Documentation française

www.interieur.gouv.fr

Activités des cours d'appel en 2004

	Affaires civiles		Unité : nombre
	Nouvelles	Terminées	Arrêts en matière pénale
Amiens	5 204	5 075	1 969
<i>France entière</i>	<i>210 250</i>	<i>215 887</i>	<i>71 038</i>

Source : Ministère de la justice

Activités des tribunaux de commerce en 2004

	Affaires contentieuses		Procédures de redressement et liquidations judiciaires						Référés
	Toutes affaires terminées	dont décision de fond	Jugem ^{ts} d'ouvertures et autres décisions	dont jugements d'ouverture de redresse ^t judiciaire	dont liquidations judiciaires immédiates	Issues des redressements	dont liquidations après période d'observation	Clôtures des opérations	
Aisne	1 081	489	404	132	174	130	76	169	86
Oise	1 248	1 050	615	187	308	165	111	467	195
Somme	716	580	447	123	174	117	64	250	122
Picardie	3 045	2 119	1 466	442	656	412	251	886	403
<i>France métropole</i>	<i>166 279</i>	<i>135 779</i>	<i>60 639</i>	<i>14 538</i>	<i>31 574</i>	<i>15 222</i>	<i>10 362</i>	<i>42 578</i>	<i>33 823</i>

Source : Ministère de la justice

Effectifs des magistrats au 30/04/2005, des avocats (inscrits au barreau) au 01/01/2005

	Picardie	Unité : nombre
Magistrats (professionnels)	204	France métropole 7 031
Avocats (inscrits au barreau)	500	43 403

Source : Ministère de la justice



Définitions

Centre de détention : accueille les condamnés considérés comme présentant les perspectives de réinsertion les meilleures. Les centres de détention ont un régime de détention orienté vers la resocialisation des détenus.

Centre pénitentiaire : établissement mixte qui comprend au moins deux quartiers de régimes de détention différents (maison d'arrêt et/ou centre de détention et/ou maison centrale).

Centre de semi-liberté : reçoit les condamnés admis au régime de semi-liberté, leur permettant d'exercer une activité : travailler, recevoir un enseignement ou une formation professionnelle, apporter une participation essentielle à la vie de leur famille ou subir un traitement médical. Les condamnés sont astreints à rejoindre l'établissement pénitentiaire dès la cessation de cette activité.

Maison d'arrêt : reçoit les prévenus et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur ou égal à un an.

Maison centrale : reçoit les condamnés les plus difficiles. Leur régime de détention est principalement axé sur la sécurité.

Pour en savoir plus

Statistiques trimestrielles de la population prise en charge en milieu fermé - Ministère de la justice - Direction de l'administration pénitentiaire

www.justice.gouv.fr

Infostat justice - Bulletin d'information statistique - trimestriel - Ministère de la justice

www.justice.gouv.fr

Annuaire statistique de la justice - Édition 2006 - Annuel - Ministère de la justice - La Documentation française

www.justice.gouv.fr

Les chiffres-clés 2006 de la justice - Annuel - Ministère de la justice

www.justice.gouv.fr

Le nombre d'établissements pénitentiaires au 01/01/2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France métropole
Maisons d'arrêt	0	2	1	3	108
Centres de détention	0	0	0	0	24
Maisons centrales	0	0	0	0	6
Centres pénitentiaires	2	1	0	3	24
Centres de semi-liberté	0	0	0	0	13
Total	2	3	1	6	175

Source : Ministère de la justice

Population pénale au 01/01/2006 (hommes + femmes)

	Établissements	Catégorie pénale actuelle						Unité : nombre
		Total	Non déclaré	Prévenu	Condamné correct.	Condamné criminel	Contraint par corps	
Aisne	2	513	0	105	317	91	0	
Oise	3	954	0	274	469	211	0	
Somme	1	517	0	166	332	19	0	
Picardie	6	1 984	0	545	1 118	321	0	
France métropole	175	55 633	0	18 595	29 415	7 618	5	

Source : Ministère de la justice

À la mi-2004, le taux d'activité des Picards est proche de celui des Français : 71,3 % contre 71,8 %. L'écart entre les hommes et les femmes reste important : 65,2 % est le taux d'activité féminin, 77,5 % celui des hommes. En France, l'écart n'est que de 9,7 points.

Avec 662 460 emplois au 31 décembre 2005, la Picardie représente 2,7 % de l'emploi de la France métropolitaine. En 2005, l'emploi picard a baissé de 0,2 %, résultat d'une baisse constatée dans la plupart des secteurs industriels associée à une stabilité des effectifs dans le commerce et les services. La forte baisse des emplois aidés explique, comme en 2003 et 2004, les pertes constatées dans les activités essentiellement non marchandes. L'emploi non salarié picard augmente de 0,7 %, résultat d'une hausse dans les secteurs de la construction et des services. L'emploi salarié diminue de 0,3 % alors qu'au niveau national, le nombre de salariés augmente.

Les évolutions départementales sont contrastées : le département de la Somme est le seul à maintenir ses effectifs salariés alors que l'emploi salarié des deux autres départements se replie (-0,5 %).

En 2005, les emplois du tertiaire en Picardie (68,9 % de l'emploi) évoluent plus favorablement qu'en 2004 mais à un rythme plus faible qu'au niveau national (+0,5 % contre 1,1 %). Ainsi le secteur n'a créé globalement que 2 300 emplois cette année.

Les pertes d'emploi industriel (21 % de l'emploi) sont toujours très importantes en Picardie (-3,5 %) comme en France (-2,3 %). En Picardie, ce sont les secteurs de l'habillement, cuir et du textile qui perdent le plus d'effectifs. En 15 ans, la Picardie a perdu un quart de ses effectifs salariés industriels.

Dans la construction, le nombre de salariés a augmenté fortement en 2005 (+3,1 %) à un rythme presque aussi élevé qu'au niveau national (+3,7 %).

Les trois fonctions publiques, État, territoriale et hospitalière rassemblent 140 780 personnes soit 21 % de l'emploi total picard. Dans la Fonction publique d'État, c'est le Ministère de l'éducation, jeunesse et recherche qui emploie le plus grand nombre de salariés (37 400, soit 59,7 % des effectifs). Les organismes communaux et intercommunaux emploient les trois quarts des personnels de la Fonction publique territoriale.

Sur un an, les demandes d'emploi ont diminué mais à un rythme plus faible qu'au niveau national : -2,5 % contre -4 %. Cette amélioration a concerné les hommes, les femmes ainsi que les jeunes mais le chômage de longue durée a progressé.

En moyenne annuelle, le taux de chômage en Picardie s'élève à 10,2 % en 2006, soit 1,1 point de plus qu'en France métropolitaine. Il a baissé de 0,7 point par rapport à 2005. Le département de l'Aisne enregistre toujours le plus fort taux, 12,2 % soit 2 points de plus que la moyenne régionale.



Définitions

Chômeurs au sens du BIT : en application de la définition internationale adoptée en 1992 par le Bureau international du travail, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus), qui répond simultanément aux trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Population active : elle comprend la population active occupée (ayant un emploi) et les chômeurs. Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée par le Bureau international du Travail (BIT) en 1992.

Taux d'activité : rapport entre la population active (salariés, y c. militaires du contingent, non salariés, chômeurs) et la population totale correspondante.

Pour en savoir plus

Enquêtes annuelles de recensement de 2004, 2005 et 2006 - Insee Picardie Analyses n°14 - janvier 2007 www.insee.fr/picardie

Une population active abondante face à une offre d'emploi insuffisante - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006 www.insee.fr/picardie

En 30 ans, la proportion d'actifs de la Picardie a rattrapé celle de la France - Insee Picardie Relais n°148 - août 2005 www.insee.fr/picardie

Population active en 2015 - Avec la réforme des retraites, croissance et vieillissement de la main d'œuvre - Insee Picardie Relais n°131 - juillet 2004 www.insee.fr/picardie

Les quatre saisons de l'emploi - Une partition pour étudiants - Insee Première n°1119 - janvier 2007 www.insee.fr

Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 - Les taux d'emploi vont de 56,9 % en Languedoc-Roussillon à 66,8 % dans les Pays de la Loire - Insee Première n°1117 - janvier 2007 www.insee.fr

Projections 2005-2050 - Des actifs en nombre stable pour une population âgée toujours plus nombreuse - Insee Première n°1092 - juillet 2006 www.insee.fr

Type d'activité de la population des ménages*

	Picardie		Province		France métropole	
	1999	01.07.2004	1999	01.07.2004	1999	01.07.2004
Actifs	45,7	47,4	44,9	46,5	45,9	47,5
Actifs ayant un emploi	39,2	41,4	39,0	41,0	40,1	41,9
Chômeurs	6,4	6,0	5,9	5,5	5,8	5,6
Inactifs	54,3	52,6	55,1	53,5	54,1	52,5
Retraités ou préretraités	16,2	18,1	18,8	21,0	17,9	19,7
Elèves, étudiants, stagiaires non rémunérés	9,0	8,0	9,0	8,1	9,1	8,3
Autres inactifs	29,1	26,5	27,3	24,4	27,0	24,5
Ensemble	100	100	100	100	100	100

Source : Insee - Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005
- recensement de la population 1999 (exploitation principale)

* En 2004, le questionnaire du nouveau recensement permet de mieux cerner les actifs ayant un emploi qui sont, par ailleurs, étudiants ou retraités. De ce fait, une partie de l'évolution apparente des actifs entre 1999 et 2004 peut être liée à ce changement.

Taux d'activité de la population des ménages de 14 à 63 ans, selon le sexe, en 1999 et au 01.07.2004

	Picardie		Province		France métropole	
	1999	01.07.2004	1999	01.07.2004	1999	01.07.2004
Hommes	76,6	77,5	75,1	76,3	75,7	76,7
Femmes	61,5	65,2	62,3	66,0	63,5	67,0
Ensemble	69,1	71,3	68,7	71,1	69,5	71,8

Source : Insee - Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005
- recensement de la population 1999 (exploitation principale)

Population totale active occupée, chômeurs de 15 ans ou plus et taux d'activité par sexe au RP 1999

	Aisne	Oise	Somme	Unité : nombre, %	
				Picardie	% Picardie / France métropole
Population active occupée	194 817	315 716	206 001	716 534	3,1
Hommes	113 320	178 998	116 753	409 071	3,2
Femmes	81 497	136 718	89 248	307 463	3,0
Chômeurs	36 561	44 740	38 024	119 325	3,5
Hommes	17 075	21 540	17 434	56 049	3,6
Femmes	19 486	23 200	20 590	63 276	3,5
					France métropole
Taux d'activité	53,8	59,5	53,9	56,2	55,2
Hommes	62,7	67,5	61,6	64,4	62,3
Femmes	45,5	51,8	46,7	48,4	48,7

Source : Insee - RP 1999 au lieu de résidence (exploitation principale)



Définitions

Estimations d'emploi : établies chaque année, elles permettent de quantifier l'emploi total. Elles sont calculées sur la base du dernier recensement de la population au lieu de travail et actualisées à partir de sources administratives diverses (Unedic, Urssaf, Mutualité sociale agricole, fichier des agents de l'État, collectivités territoriales) et d'enquêtes complémentaires, afin de couvrir l'ensemble des activités.

Pour en savoir plus

Troisième année consécutive de baisse de l'emploi picard - Insee Picardie Conjoncture n°25 - mars 2007
www.insee.fr/picardie

Estimations d'emploi localisé au 31/12/2004 - Baisse de l'emploi salarié dans presque toutes les zones picardes, notamment celles de l'Aisne - Insee Picardie Conjoncture n°9 - avril 2006
www.insee.fr/picardie

Évolution de l'emploi industriel - D'une industrie traditionnelle à une industrie qualifiée - Insee Picardie Relais n°146 - mai 2005
www.insee.fr/picardie

Les emplois stratégiques en Picardie : une forte évolution dans les services aux entreprises et dans la recherche - Insee Picardie Relais n°140 - décembre 2004
www.insee.fr/picardie

Les pôles d'emploi en Picardie : les structures d'activité se rapprochent - Insee Picardie Relais n°130 - mai 2004
www.insee.fr/picardie

L'emploi départemental et sectoriel (1989-2004) - Le chômage départemental (1981-2005) - Insee Résultats - Société n°56 - septembre 2006
www.insee.fr

Premiers résultats de l'enquête sur l'emploi 2005 - Insee Première n°1070 - mars 2006
www.insee.fr

L'évolution trimestrielle de l'emploi - Assédic Picardie
www.assedic.fr

Estimation d'emploi : emploi salarié, non salarié, total par secteur d'activité au lieu de travail au 31/12/2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France
Salariés	162 833	252 936	194 053	609 822	2,7
Agriculture	4 675	2 916	4 300	11 891	3,5
Industrie	33 745	58 234	42 793	134 772	3,6
Construction	10 385	14 616	9 988	34 989	2,6
Commerce	20 866	34 982	22 658	78 506	2,6
Autres services	93 162	142 188	114 314	349 664	2,5
Non salariés	16 511	18 407	17 715	52 633	2,4
Agriculture	5 019	3 699	5 988	14 706	2,9
Industrie	1 159	1 669	1 223	4 051	2,4
Construction	1 714	2 292	1 582	5 588	2,4
Commerce	2 285	3 212	2 597	8 094	2,2
Autres services	6 334	7 535	6 325	20 194	2,2
Emploi total	179 344	271 343	211 768	662 455	2,7
Agriculture	9 694	6 615	10 288	26 597	3,2
Industrie	34 904	59 903	44 016	138 823	3,5
Construction	12 099	16 908	11 570	40 577	2,6
Commerce	23 151	38 194	25 255	86 600	2,6
Autres services	99 496	149 723	120 639	369 858	2,4

Source : Insee - Estimations régionales et départementales d'emploi (estimations provisoires)

Estimations d'emploi salarié au lieu de travail en 16 branches au 31 décembre 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie / France métropole
Agriculture	4 675	2 916	4 300	11 891	3,5
IAA	6 721	5 165	7 686	19 572	3,5
Industries des biens de consommation	4 080	8 454	4 866	17 400	2,9
Industrie automobile	1 277	3 078	2 270	6 625	2,3
Industries des biens d'équipement	5 962	8 822	6 553	21 337	2,8
Industries des biens intermédiaires	14 628	30 960	20 110	65 698	5
Énergie	1 077	1 755	1 308	4 140	1,8
Construction	10 385	14 616	9 988	34 989	2,6
Commerce	20 866	34 982	22 658	78 506	2,6
Transports	7 954	12 745	9 298	29 997	2,8
Activités financières	3 103	4 631	4 072	11 806	1,6
Activités immobilières	1 254	2 452	1 206	4 912	1,7
Services aux entreprises	15 538	28 748	23 599	67 885	2,1
Services aux particuliers	10 696	18 673	14 250	43 619	2,2
Éducation, santé, action sociale	35 720	47 084	38 966	121 770	3
Administration	18 897	27 855	22 923	69 675	2,5
Ensemble	162 833	252 936	194 053	609 822	2,7

Source : Insee - Estimations régionales et départementales d'emploi (estimations provisoires)



Définitions

Agents de l'État : agents employés dans les différents ministères, agents des établissements publics, de la Poste, enseignants des établissements privés sous contrat.

Établissements publics de santé : établissements d'hospitalisation publics, maisons de retraite publiques, établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance, établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés, centre d'hébergement et de réadaptation sociale publics ou à caractère public.

Fonction publique : comprend la fonction publique d'État, la fonction publique territoriale, la fonction publique hospitalière.

Fonction publique d'État : ensemble des agents employés dans les différents ministères, auxquels on ajoute les agents des établissements publics, de la Poste, ainsi que les enseignants des établissements privés sous contrat. Les entreprises publiques (SNCF-EDF-France-Télécom) sont exclues. Le personnel de la Défense figure dans le total régional, mais n'est pas ventilé par département.

Fonction publique territoriale : personnels (y c. les contrats emploi solidarité et les contrats emploi jeunes) employés par les collectivités locales (régions, départements, communes) et établissements publics locaux en dépendant, ainsi que par certains organismes locaux, soit publics à caractère marchand, soit privés à caractère non marchand. Ces derniers sont financés à plus de la moitié par des subventions (organisme d'aménagement, office de tourisme, syndicat d'initiative, organisme d'action culturelle ou sociale, etc.).

Fonction publique hospitalière : ce sont les personnels travaillant dans les établissements publics de santé. Une partie seulement du personnel non médical appartient à la fonction publique hospitalière.

Pour en savoir plus

L'emploi dans les collectivités territoriales - Insee Picardie Analyses n°12 - novembre 2006
www.insee.fr/picardie

L'emploi dans les collectivités territoriales reste stable en 2003 - Insee Picardie Conjoncture n°1 - janvier 2006
www.insee.fr/picardie

La fonction publique d'État : un emploi salarié sur dix - Insee Picardie Relais n°141 - février 2005
www.insee.fr/picardie

Les agents de l'État au 31 décembre 2004 - Insee Résultats - Société n°61 - mars 2007-03-21
www.insee.fr

L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2004 - Insee Première n°1091 - juillet 2006
www.insee.fr

Les agents de l'État au 31 décembre 2003 - Insee Première n°1034 - juillet 2005
www.insee.fr

Effectifs de la fonction publique au 31/12/2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Fonction publique d'État*	14 410	19 711	17 744	62 206	2,8
Fonction publique territoriale	15 391	16 951	15 781	48 123	2,8
Fonction publique hospitalière	9 261	10 558	10 636	30 455	3,4
Ensemble*	39 062	47 220	44 161	140 784	2,9

Sources : Insee, Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement

* Hors Défense pour les départements

Effectifs des agents de l'État par ministère au 31/12/2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Éducation, jeunesse et recherche	10 264	14 620	12 514	37 398	3,2
Économie, finances et industrie	1 169	1 430	1 809	4 408	2,4
Intérieur, DOM - TOM	877	1 154	821	2 852	1,6
Équipement, transports, logement, tourisme et mer	1 055	1 078	1 045	3 178	2,9
Justice	528	797	668	1 993	2,8
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales	246	230	388	864	2,4
Santé, affaires sociales, protection sociale, travail et solidarité	157	188	314	659	2,4
Culture et communication	26	134	90	250	1,8
Autres ministères civils	0	0	2	2	0,0
Emplois aidés des ministères	88	80	93	261	2,5
Ensemble*	14 410	19 711	17 744	62 206	2,8

* hors Défense pour les départements

Source : Insee - FPE

Effectifs de la fonction publique territoriale au 31/12/2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie / France métropole
Établissements publics administratifs marchands, ASA, EPIC	800	936	546	2 282	3
Organismes communaux et intercommunaux	11 536	13 051	12 073	36 660	2,6
Organismes régionaux et départementaux	3 055	2 964	3 162	9 181	3,2
Ensemble	15 391	16 951	15 781	48 123	2,7

Source : Insee - Enquête annuelle COLTER - Fonction publique territoriale

Effectifs des personnels médicaux et non-médicaux des établissements publics de santé au 31/12/2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie / France métropole
Personnel médical (hors internes)	726	818	1 009	2 553	3,0
Personnel médical (internes)	107	179	309	595	3,1
Personnel non médical (hors emplois aidés)	8 237	9 501	9 188	26 926	3,5
Emplois aidés (CES, CEC, contrats d'apprentissage et CIE)	313	172	407	892	4,9
Ensemble	9 383	10 670	10 913	30 966	3,5

Source : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement - Drees - SAE



Définitions

Chômeurs au sens du BIT : en application de la définition internationale adoptée en 1992 par le Bureau international du travail, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus), qui répond simultanément aux trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Demandes d'emploi : elles sont établies par l'ANPE et classées en plusieurs catégories :

- **catégorie 1** : demandes d'emploi à temps plein, à durée indéterminée émanant de personnes sans emploi, immédiatement disponibles ;
- **catégorie 2** : demandes d'emploi à temps partiel, à durée indéterminée émanant de personnes sans emploi, immédiatement disponibles ;
- **catégorie 3** : demandes d'emploi à durée déterminée émanant de personnes sans emploi, immédiatement disponibles.

Les catégories dites " 1+2+3 hors activité réduite " englobent l'ensemble des demandeurs d'emploi, quel que soit le type d'emploi demandé, mais excluent ceux d'entre eux qui ont eu une activité au cours du mois écoulé (séries désormais utilisées au niveau national pour l'estimation du chômage BIT mensuel et au niveau régional et départemental pour les estimations d'emploi).

Taux de chômage : il s'agit d'un taux de chômage au sens du Bureau international du travail. Il est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs (au sens du BIT) à la population active totale (population active occupée et chômeurs).

Pour en savoir plus

Poursuite de la baisse du chômage - Insee Picardie Conjoncture n°26 - mars 2007

www.insee.fr/picardie

La Picardie passe sous la barre des 10% de chômage - Insee Picardie Conjoncture n°21 - décembre 2006

www.insee.fr/picardie

Renversement de tendance en 2005 sur le marché du travail - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

L'équilibrage du marché du travail - Insee Picardie Relais n°149 - août 2005

www.insee.fr/picardie

Bref Picardie emploi - Mensuel - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Picardie

www.drtefp-picardie.travail.gouv.fr

Conjoncture de l'emploi et du chômage - Premières Informations - Trimestriel - DARES - Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement

www.travail.gouv.fr

Le marché du travail - Premières informations - Mensuel - DARES - Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement

www.travail.gouv.fr

Taux de chômage en moyenne annuelle

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : % France métropole
1994	14,1	10,9	14,1	12,7	12,1
1995	13,4	10,2	13,1	11,9	11,4
1996	14,1	11,0	13,9	12,7	12,1
1997	14,4	11,1	14,1	12,9	12,1
1998	14,0	10,6	13,8	12,5	11,5
1999	13,5	10,0	13,1	11,8	10,8
2000	12,4	8,6	11,7	10,6	9,5
2001	11,8	7,7	10,9	9,8	8,7
2002	11,6	8,2	10,7	9,8	9,0
2003	12,4	9,0	11,0	10,5	9,8
2004	12,6	9,3	11,2	10,8	10,0
2005	12,9	9,5	11,2	10,9	9,9
2006	12,2	8,7	10,6	10,2	9,1

Source : Insee

Demandes d'emploi par sexe et âge au 31/12/2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Hommes	13 904	15 904	12 780	42 588	3,3
moins de 25 ans	3 464	3 821	3 142	10 427	4,3
25 à 49 ans	8 230	9 540	7 791	25 561	3,1
50 ans et plus	2 210	2 543	1 847	6 600	3,2
Femmes	13 757	16 448	12 883	43 088	3,2
moins de 25 ans	2 953	3 468	2 848	9 269	4,0
25 à 49 ans	8 662	10 521	8 166	27 349	3,0
50 ans et plus	2 142	2 459	1 869	6 470	3,2
Ensemble	27 661	32 352	25 663	85 676	3,3
moins de 25 ans	6 417	7 289	5 990	19 696	4,2
25 à 49 ans	16 892	20 061	15 957	52 910	3,1
50 ans et plus	4 352	5 002	3 716	13 070	3,2

Source : ANPE - catégories 1, 2 ou 3

Demandes d'emploi par qualification au 31/12/2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Ensemble	27 661	32 352	25 663	85 676	3,3
Non précisé	298	465	272	1 035	3,8
Manœuvres	2 099	1 418	1 703	5 220	6,6
Ouvriers spécialisés	3 922	3 414	3 819	11 155	5,2
Ouvriers qualifiés	3 570	3 210	2 997	9 777	3,2
Employés	15 820	19 693	14 565	50 078	3,2
Techniciens	808	1 247	995	3 050	2,0
Agents de maîtrise	404	903	464	1 771	2,4
Ingénieurs et cadres	740	2 002	848	3 590	1,7

Source : ANPE - catégories 1, 2 ou 3

En 2004, le revenu disponible brut des ménages picards est de 31 249,3 millions d'euros soit 2,9 % du revenu disponible des ménages de métropole. Il est composé pour près de 80 % des revenus du travail. Le revenu disponible par habitant en Picardie, 16 657 €, est très proche de celui de la France de province, 16 647 € mais inférieur de 5,3 % à celui de la métropole.

En 2004, 59 % des ménages ayant fait une déclaration d'impôts ont été imposés. Le revenu fiscal par unité de consommation déclaré par la moitié d'entre eux est inférieur à 15 130 euros. 10 % des Picards vivent dans un ménage déclarant un revenu par unité de consommation inférieur à 5 600 € et 10 % dans un ménage dont le revenu déclaré est supérieur à 29 365 €.

Le salaire net annuel moyen est de 16 330 € en 2004 en Picardie, supérieur de 3,9 % au salaire moyen de la province mais inférieur de 3,7 % à celui de la moyenne nationale. Le salaire médian de la région 14 841 € est très proche de celui de la province et de la France entière. En Picardie, le salaire médian des hommes est presque d'un quart plus élevé (24,3 %) que celui des femmes. Cet écart est beaucoup moins important lorsque l'on tient compte du temps de travail (15 %).

Avec 7 % de bénéficiaires du RMI supplémentaires en 2005, la région comptabilise 2,8 % de l'ensemble des bénéficiaires de la métropole. Les dépenses d'aide sociale des conseils généraux ont progressé de plus de 50 % depuis 2002, ceci s'explique par la prise en charge du RMI. Le taux de couverture de la population par la CMU est le même en Picardie et en France (7,5 %) ; la région se situe au 3^e rang des régions après le Nord - Pas-de-Calais et la région Languedoc-Roussillon pour l'importance du taux.

En Picardie, le nombre de retraités du régime général a progressé de 3,1 % depuis l'année dernière pour atteindre le nombre de 289 332 en 2005. C'est dans l'Oise que l'augmentation a été la plus forte (3,8 %).



Définitions

Décile : utilisé pour étudier la dispersion du revenu, le rapport inter-déciles du revenu fiscal par unité de consommation établit le rapport entre « les hauts revenus » et les « bas revenus ». Le seuil des « bas revenus » correspond à la limite du 1^{er} décile, celui des « hauts revenus » à la limite du 9^e décile.

Médiane : le revenu fiscal médian par unité de consommation (UC) partage les personnes en deux groupes : la moitié des personnes appartient à un ménage qui déclare un revenu par UC inférieur à cette valeur et l'autre moitié un revenu par UC supérieur.

Ménage fiscal : il est constitué par le regroupement des « foyers fiscaux » répertoriés dans un même logement. En sont exclus : les ménages de contribuables concernés par un événement de type mariage, décès ou séparation au cours de l'année de référence, les ménages constitués de personnes qui ne disposent pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants), et les contribuables vivant en collectivité.

Ménage fiscal imposé : un ménage fiscal est imposé si la somme des impôts sur le revenu à acquitter par les foyers fiscaux qui le compose est positive.

Revenu disponible brut : part du revenu primaire qui reste à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne. Il est égal au revenu primaire augmenté des transferts de redistribution et diminué des impôts et cotisations sociales versées. Les transferts de redistribution correspondent essentiellement aux prestations sociales reçues (retraites, préretraites, allocations familiales, remboursements « maladie », allocations chômage).

Revenu fiscal déclaré : somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, avant tout abattement. Il comprend : les revenus salariaux (salaires, droits d'auteur, avantages en nature, indemnités de maladie, allocations de chômage et de préretraite, revenus perçus à l'étranger) ; les revenus des professions non salariées (revenus nets de déficits des indépendants comprenant les bénéfices agricoles, industriels, commerciaux et non-commerciaux) ; les retraites (hors minimum vieillesse), pensions d'invalidité, pensions alimentaires (déduction faite des pensions versées) et rentes viagères ; les autres revenus (essentiellement des revenus du patrimoine).

Unité de consommation : le revenu fiscal par unité de consommation (UC) présente l'avantage de relativiser le niveau de revenu par rapport à la composition du ménage fiscal. Il prend en compte les économies d'échelle résultant de la vie en commun. Le revenu exprimé par UC devient un revenu par équivalent adulte, comparable d'un lieu à un autre et entre ménages de composition différente. Le nombre d'UC d'un ménage est évalué selon la définition utilisée par l'Insee et par Eurostat : le premier adulte du ménage compte pour 1 UC ; les autres personnes de 14 ans ou plus comptent chacune pour 0,5 UC, les enfants de moins de 14 ans comptent chacun pour 0,3 UC.

Pour en savoir plus

Des revenus contrastés entre le nord et le sud de la région - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006 et Picardie : Diagnostics et Perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Les revenus et le patrimoine des ménages - Édition 2006 - Insee Références - novembre 2006

www.insee.fr

Les revenus d'activité des indépendants - Édition 2006 - Insee Références - juin 2006

www.insee.fr

Revenus des foyers d'agriculteurs - La pluriactivité se développe - Insee Première n°1068 - février 2006

www.insee.fr

Les revenus d'activité des commerçants - la taille de l'entreprise fait la différence - Insee Première n°1020 - mai 2005

www.insee.fr

Des ménages modestes aux ménages aisés - des sources de revenus différents - Insee Première n°916 - août 2003

www.insee.fr

Revenu fiscal déclaré pour l'année 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France de province	France métropole
Ensemble des ménages fiscaux						
Nombre de ménages fiscaux	207 262	286 442	213 939	707 643	19 714 208	24 222 850
Part des ménages fiscaux imposés (%)	53,7	65,6	56,1	59,2	57,8	60,4
Nombre moyen d'unités de consommation par ménage fiscal	1,66	1,72	1,65	1,68	1,6	1,62
Revenu fiscal déclaré par unité de consommation (UC)						
Revenu médian (euro / UC)	13 973	16 488	14 496	15 130	15 355	15849
1 ^{er} décile D1 (euro / UC)	5 058	6 401	5 348	5 652	5 898	5862
9 ^e décile D9 (euro / UC)	26 996	31 363	28 260	29 365	29 895	32 221
Rapport inter-déciles (D9 / D1)	5,3	4,9	5,3	5,2	5,1	5,5
Structure du revenu fiscal déclaré						
Part des revenus d'activité* (%)	72,2	77,7	72,7	74,8	71,2	72,9
Part des retraites, pensions et rentes (%)	24,5	19,0	23,4	21,7	24,8	23
Part des autres revenus (%)	3,3	3,3	3,9	3,5	4,0	4,1

Source : Insee - DGI - Revenus fiscaux localisés des ménages en 2004

* Revenus salariaux et revenus des professions non salariées.

Revenu disponible brut des ménages

Années 2003 (données semi-définitives) et 2004 (données provisoires)

		Formation du revenu disponible brut des ménages								
	Année	Revenu dispon. Brut total	Revenu dispon. Brut / hab.	Excédent brut et revenu mixte	Salaires et traitements bruts	Cotisations sociales des salariés et non salariés	Impôts	Prestations en espèces	Autres*	Total
		millions d'euros	euros	% (+)	% (+)	% (-)	% (-)	% (+)	% (+)	%
Picardie	2004	31 249,3	16 657	20,7	58,6	9,3	12,0	31,0	11,0	100
	2003	30 033,3	16 023	20,6	58,9	9,4	12,1	31,0	11,0	100
France										
métropole	2004	1 064 473,9	17 588	22,5	59,1	9,7	13,4	30,0	11,5	100
	2003	1 022 402,3	16 996	22,5	59,5	9,8	13,6	30,0	11,4	100
France de										
province	2004	818 968,6	16 647	22,9	55,7	9,5	12,1	31,8	11,2	100
	2003	787 246,6	16 100	22,8	56,0	9,5	12,3	31,8	11,2	100
France**	2004	1 086 774,0	17 437	22,5	59,0	9,6	13,2	29,8	11,5	100
	2003	1 043 618,0	16 853	22,4	59,4	9,7	13,5	29,9	11,5	100

Source : Insee - REE - Comptes régionaux des ménages (SEC00 - données semi-définitives)

* Autres : revenus de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants.

** Métropole + DOM + hors territoire



Définitions

Déclaration annuelle de données sociales (DADS) : formulaire commun aux services fiscaux et à certains organismes sociaux, rempli par tout employeur et qui contient, pour chaque salarié de l'entreprise, des caractéristiques d'état-civil, la catégorie socioprofessionnelle, les périodes d'emploi et de rémunérations. Le champ des DADS couvre environ 80 % de l'emploi salarié. Il ne comprend pas l'agriculture, les services domestiques et la fonction publique d'État.

Revenu salarial annuel moyen : salaire moyen perçu, net de prélèvement à la source (cotisations sociales, contribution sociale généralisée et cotisation pour le remboursement de la dette sociale). Il comprend les primes, avantages en nature et indemnités versées en complément de rémunération. Le salaire perçu prend en compte toutes les périodes successives de travail dans l'année ainsi que les activités complémentaires du salarié relevant de plusieurs employeurs. Il représente le pouvoir d'achat moyen réel du salarié.

Pour en savoir plus

Un niveau de salaire proche de celui de la France de Province - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006 et Insee Picardie Analyses n°2 - février 2006

www.insee.fr/picardie

Les salaires en France - Édition 2006 - Insee Références - septembre 2006

www.insee.fr

Les salaires des agents de la fonction publique territoriale en 2004 - Insee Première n°1108 - novembre 2006

www.insee.fr

Les salaires des agents de l'État en 2004 - Insee Première n°1094 - juillet 2006

www.insee.fr

Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2004 - Insee Résultats - Société n°53 - juillet 2006

www.insee.fr

Les salaires dans les entreprises en 2004 - Insee Première n°1067 - février 2006

www.insee.fr

Ingénieurs diplômés : leurs salaires en 2004 - Insee Première n°1054 - décembre 2005

www.insee.fr

Revenus salariaux annuels moyens nets de prélèvements en 2004 par sexe et catégorie socio-professionnelle au lieu de résidence

Unité : euros

	Picardie	France de province	France métropole
Ensemble			
Cadres	34 410	32 575	35 760
Professions intermédiaires	19 789	18 990	19 311
Employés	12 087	11 487	11 733
Ouvriers qualifiés	10 313	9 691	9 711
Ouvriers non qualifiés	15 095	14 227	14 399
Toutes CS hors apprentis-stagiaires	16 330	15 715	16 950
Hommes			
Cadres	37 308	35 531	39 132
Professions intermédiaires	21 389	20 800	21 008
Employés	13 220	12 641	12 669
Ouvriers qualifiés	11 012	10 422	10 491
Ouvriers non qualifiés	15 378	14 524	14 687
Toutes CS hors apprentis-stagiaires	18 181	17 731	19 140
Femmes			
Cadres	27 012	25 551	28 713
Professions intermédiaires	17 925	16 999	17 533
Employés	11 669	11 084	11 378
Ouvriers qualifiés	9 207	8 454	8 381
Ouvriers non qualifiés	12 594	11 768	11 949
Toutes CS hors apprentis-stagiaires	13 818	13 235	14 292

Source : Insee - DADS

Revenu salarial annuel moyen net de prélèvement par salarié au lieu de résidence en 2004 - indicateurs de dispersion

Unité : euros

	Ensemble			Hommes			Femmes		
	1 ^{er} quartile	Médiane	3 ^e quartile	1 ^{er} quartile	Médiane	3 ^e quartile	1 ^{er} quartile	Médiane	3 ^e quartile
Total	9 545	14 984	20 429	11 593	16 339	21 994	7 550	13 144	18 211
Cadres	22 140	31 080	42 074	24 480	33 331	45 182	17 324	25 927	33 925
Professions intermédiaires	14 438	19 922	25 046	16 250	21 345	26 455	12 621	18 304	23 155
Employés	6 923	12 454	16 401	7 846	13 632	17 748	6 705	11 989	15 901
Ouvriers qualifiés	5 327	10 884	14 276	6 031	11 828	15 099	4 591	9 327	12 931
Ouvriers non qualifiés	11 828	15 448	18 878	12 169	15 729	19 133	9 028	13 141	16 204

Source : Insee - DADS



Définitions

Aide au logement : elle est versée sous conditions de ressources à certains locataires ou accédants à la propriété (aide personnalisée), à certaines familles même sans enfant (allocation familiale) et aux personnes disposant de faibles revenus (allocation sociale).

Aide sociale : elle est destinée aux personnes dont les ressources sont trop faibles pour faire face aux besoins engendrés par le handicap, l'âge, la maladie, les difficultés sociales ou économiques. Elle est attribuée lorsque les autres formes de solidarité (protection sociale ou solidarité familiale) sont insuffisantes ou inexistantes. Depuis l'entrée en vigueur des lois de décentralisation au 1^{er} janvier 1984, le département est la collectivité publique de droit commun en matière d'aide sociale. L'État garde une compétence d'exception pour certaines prestations bien définies.

Allocations familiales : elles sont versées aux familles d'au moins deux enfants et peuvent être majorées sous certaines conditions selon le nombre d'enfants, leur âge et les ressources de la famille.

Allocation de garde d'enfant à domicile : elle prend en charge 75 % des cotisations sociales des employés de maison, lorsque l'enfant a moins de 3 ans et que les revenus mensuels de la famille ne dépassent pas un certain plafond.

Allocation de parent isolé ou de soutien familial : elle est versée sous certaines conditions à toute personne placée en situation d'assurer seule la charge d'au moins un enfant.

Allocation pour les adultes handicapés : elle assure un revenu minimum aux personnes de 20 à 60 ans présentant un taux d'incapacité supérieur à 80 % ou reconnues inaptes à se procurer un emploi.

Couverture maladie universelle (CMU) : elle garantit à toute personne qui n'est couverte ni dans le cadre d'une activité professionnelle ni comme ayant droit d'un autre assuré, une prise en charge des soins (couverture de base). La CMU complémentaire offre, sous conditions de ressources, une protection complémentaire gratuite et une dispense d'avance de frais. Depuis le 1^{er} janvier 2000, la CMU complémentaire a pris progressivement le relais de l'aide médicale départementale dispensée dans le cadre de l'aide sociale départementale.

Prestations sociales : sont délivrées par les institutions de protection sociale pour aider les personnes, de manière collective, à surmonter une baisse de revenu (chômage, inaptitude au travail due à la vieillesse ou au handicap, maladie, etc.) ou une augmentation des besoins (maladie, charge d'enfants, etc.).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : la loi sur le RMI (votée le 1^{er} décembre 1988 et renouvelée le 23 juillet 1992) garantit un revenu minimum à toute personne d'au moins 25 ans dont les ressources n'atteignent pas un certain montant. L'allocation est égale à la différence entre le plafond calculé selon la composition de la famille et l'ensemble des ressources rentrant au foyer.

Les prestations délivrées par les institutions de protection sociale prennent plusieurs formes : prestations sociales, prestations de services sociaux, prestations fiscales.

Pour en savoir plus

7 % de bénéficiaires du RMI en plus en 2005 - Bilan économique et social de la Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

Une approche de la pauvreté en Picardie par les allocataires CAF à bas revenus - Insee Picardie Relais n°153 - décembre 2005
www.insee.fr/picardie

France, portrait social - Édition 2006 - novembre 2006
www.insee.fr

Les prestations familiales et de logement en 2005 - Drees - Études et résultats n°544 - décembre 2006
www.sante.gouv.fr/drees

Les dépenses d'aide sociale départementale en 2005 - Drees - Études et résultats n°543 - décembre 2006
www.sante.gouv.fr/drees

Le nombre d'allocataires du RMI au 30 septembre 2006 - Drees - Études et résultats n°541 - décembre 2006
www.sante.gouv.fr/drees

Les allocataires de minima sociaux en 2005 - DREES - Études et résultats n°539 - novembre 2006
www.sante.gouv.fr/drees

Nombre de bénéficiaires de prestations sociales au lieu de résidence - année 2005

Unité : nombre

				Picardie		France métropole
				2005	2004	
Monoparentalité						
Allocation parent isolé	2 470	2 625	2 089	7 184	6 879	182 312
Allocation soutien familial	6 195	7 829	5 875	19 899	19 369	601 246
Pauvreté - précarité						
Revenu minimum d'insertion	9 420	11 141	11 058	31 619	29 568	1 134 509
Allocation supplémentaire du minimum vieillesse*	3 805	3 997	4 324	12 126	12 455	520 485
Couverture Maladie Universelle (CMU)						
CMU de base*	5 052	9 967	13 130	28 149	26 228	1 325 389
CMU complémentaire*	45 812	45 298	50 236	141 346	139 972	4 066 135
Taux de couverture de la population par CMU complémentaire* (%)	8,6	5,8	9,0	7,5	7,5	6,7
Invalidité - handicap						
Allocation d' éducation spéciale	1 177	1 670	1 185	4 032	3 786	131 755
Allocation adulte handicapé (AAH)	11 126	10 034	9 026	30 186	29 256	774 210
Complément d'AAH	2 034	2 914	1 115	6 063	5 799	163 118
Aide au logement						
Allocation logement familial	14 241	11 168	12 001	37 410	36 636	1 143 767
Allocation logement social	12 557	12 002	21 325	45 884	44 895	2 188 234
Aide personnalisée au logement	25 249	35 400	21 900	82 549	82 822	2 565 283
Prestations familiales						
Allocation pour jeune enfant	3 229	4 290	3 292	10811	22 758	301 695
Allocation d'adoption	0	0	0	0	9	34
Allocation parentale d'éducation	1 675	2 889	1 705	6 269	12 981	187 630
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	3 848	5 898	3 981	13 727	18 980	390 423
Allocation de garde d'enfant à domicile	130	335	161	626	817	35 116
Allocations familiales	41 911	65 726	41 302	148 939	141 565	4 517 692
Complément familial	10 022	13 244	9 020	32 286	32 063	854 786
Allocation de rentrée scolaire	32 022	39 437	30 594	102 053	101 109	2 846 537

*Années 2004 et 2003

Sources : Cnaf - MSA - DREES

Champ : bénéficiaires des prestations versées par les CAF et la MSA, sauf allocation supplémentaire du minimum vieillesse.

Dépenses nettes d'aide sociale versées par les conseils généraux au lieu de résidence - année 2004

Unité : millier d'euros

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Aide à l'enfance	42 733	66 041	47 348	156 122	4 997 832
Aide aux personnes handicapées	35 274	38 195	37 053	110 521	3 353 786
dont allocation compensatrice*	6 616	5 508	8 598	20 721	584 833
Aide aux personnes âgées	38 734	28 545	51 067	118 347	4 635 506
Aide sociale RMI	38 243	49 840	49 874	137 958	5 434 836
Divers**	19 978	31 370	1 656	53 005	1 694 280
Total	174 963	213 991	186 999	575 953	20 116 240

Sources : Cnaf, MSA, DRESS

*Dépenses brutes.

**services communs, autres interventions sociales, dépenses de personnel (hors assistants familiaux).



10

10-4



REVENUS

Retraites

Définitions

Régime général : il assure la protection des salariés de l'industrie, du commerce, de certaines catégories assimilées (gens de maison, etc.) et de catégories ayant changé de mode d'affiliation (Crédit foncier, Compagnie Générale des Eaux). Les fonctionnaires et les retraités des régimes spécifiques (SNCF, EDF, etc.) sont donc exclus.

Retraite : la retraite est l'ensemble des prestations sociales que perçoit une personne au-delà d'un certain âge du fait qu'elle-même ou son conjoint a exercé une activité professionnelle et a cotisé à un régime d'assurance vieillesse.

Pour en savoir plus

Les seniors et l'emploi : en 1999, la moitié des Picards ont cessé leur activité à 57 ans - Insee
Picardie Relais n°134 - septembre 2004
www.insee.fr/picardie

Aspiration à la retraite, santé et satisfaction au travail : une comparaison européenne - Insee
Première n°1052 - décembre 2005
www.insee.fr

Être retraité : tourner la page du travail - Insee
Première n°979 - juillet 2004
www.insee.fr

Les pensions perçues par les retraités fin 2004 - Drees - Études et Résultats n°538 - novembre 2006
www.sante.gouv.fr/drees

Nombre de retraités du régime général au lieu de résidence - Année 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie
2005	89 267	109 993	90 072	289 332
2004	87 083	106 010	87 437	280 530

Unité : nombre
France métropole

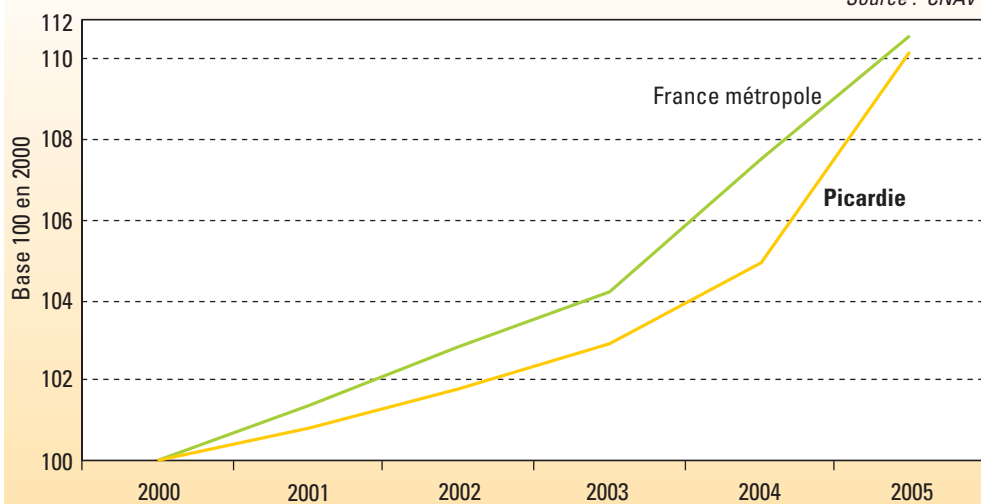
9 814 727

9 540 691

Source : Cnav

Évolution du nombre de retraités du régime général de 2000 à 2005

Source : CNAV



En 2005, le produit intérieur brut de la Picardie s'élève à 41,3 milliards d'euros. La région contribue ainsi à 2,4 % de la richesse nationale produite, ce qui la place au 14^e rang des régions juste derrière la Haute-Normandie. La contribution de la Picardie n'est pas à la hauteur de son poids dans la population (3,2 %).

La fin des années 1990 constitue un tournant dans l'économie picarde dont la croissance s'éloigne de l'évolution nationale. Les moins bonnes performances réalisées par l'économie picarde sont autant la conséquence d'un handicap persistant attaché à son portefeuille d'activités que d'un dynamisme insuffisant des activités localisées dans la région. La région pâtit, en effet, du poids plus important de son agriculture et de son industrie, activités moins dynamiques que le secteur tertiaire.

En 2005, la richesse produite en Picardie est due pour 46,8 % aux services marchands (55,2 % en France) pour 23,3 % aux services administrés et pour 20,4 % à l'industrie (15,4 % en France). L'agriculture et la construction y contribuent pour respectivement 3,8 % (2,2 % en France) et 5,8 %.

En termes de richesse produite par habitant, la Picardie se situe au 19^e rang juste devant les régions Languedoc-Roussillon, Corse et Nord - Pas-de-Calais. Cette position s'est dégradée au fil des ans : en 1982, la Picardie occupait le 12^e rang. Depuis cette date, la région est de plus en plus dépendante des bassins d'emploi extérieurs. En effet, le nombre d'actifs a crû rapidement depuis 20 ans sans que l'emploi offert dans la région progresse à un rythme comparable. En 1999, 14 % des actifs occupés vivant en Picardie, soit plus de 100 000 personnes travaillent dans une région voisine et contribuent ainsi à la création de richesse de ces régions.

La Picardie est mieux classée lorsqu'on rapporte le PIB régional à l'emploi, elle se situe au 8^e rang. Cet indicateur, qui donne une mesure de la productivité apparente du travail s'élève à 62 181 euros par emploi en 2005. Il est très légèrement inférieur à la moyenne de province de 63 062 euros mais très au-dessous de la moyenne nationale de 68 963 euros par emploi.



Définitions

Branches d'activité : pour une entreprise, les effectifs et les ventes sont répartis entre les différentes activités exercées. Les fractions d'entreprises correspondant à une même activité constituent la branche. Une entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités.

Produit intérieur brut (PIB) : le produit intérieur brut est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA grevant les produits et des droits de douane, moins les subventions à l'importation. Il est calculé en euros réels.

- calculé par habitant, il rapporte le PIB de la région à la population totale résidente. Il permet une comparaison des régions entre elles qui s'affranchit de l'effet de taille. Les PIB par habitant 2004 et 2005 sont estimés en rapportant les PIB à la population 2003.

- par emploi, il rapporte le PIB de la région à l'emploi régional défini par l'ensemble des actifs travaillant dans la région, qu'ils y résident ou non. C'est un indicateur approximatif de la productivité globale de l'appareil de production régionale.

Valeur ajoutée brute (VAB) : différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice on obtient la valeur ajoutée nette.

Pour en savoir plus

La Picardie se laisse distancer - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

Le produit intérieur brut de la Picardie - Insee Picardie Relais n°127 - avril 2004
www.insee.fr/picardie

Les comptes de la Nation en 2005 - Dynamisme de la consommation et de l'investissement, ralentissement de la consommation publique - Insee Première n°1077 - mai 2006
www.insee.fr

L'économie française comptes et dossiers - Édition 2006 - rapport sur les comptes de la nation en 2005 - Insee Références - juillet 2006
www.insee.fr

Valeur ajoutée brute par branche d'activité (VAB)

	Picardie		Province		France métropole	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
NES14			% par branche			
Agriculture, sylviculture, pêche	4,4	3,8	3,4	3,0	2,4	2,2
Industries agricoles et alimentaires	3,3	2,8	2,5	2,2	2,1	1,8
Industries des biens de consommation	2,6	2,6	2,2	2,2	2,6	2,5
Industrie automobile	0,7	0,6	1,2	1,0	1,2	1,0
Industries des biens d'équipement	2,9	2,9	3,0	3,0	2,8	2,7
Industries des biens intermédiaires	10,4	10,4	6,6	6,6	5,3	5,3
Énergie	1,0	1,1	2,0	2,1	2,0	2,1
Construction	5,6	5,8	6,4	6,6	5,6	5,8
Commerce	10,7	10,6	11,0	10,8	10,7	10,6
Transports	5,1	5,0	4,1	4,1	4,2	4,2
Activités financières, activités immob.	14,5	15,3	16,4	16,9	17,9	18,2
Services aux entreprises	11,5	11,8	13,3	13,7	16,3	16,7
Services aux particuliers	4,0	4,1	4,5	4,5	5,5	5,5
Éducation, santé, action sociale et administration	23,2	23,3	23,3	23,4	21,4	21,5
Ensemble des branches en %	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total	36 120	36 944	1 043 090	1 074 804	1 463 949	1 505 198

Source : Insee - Comptes régionaux

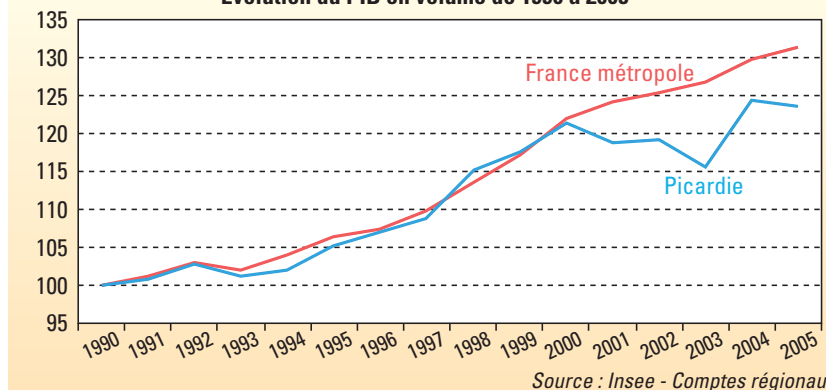
La valeur ajoutée nationale par branche d'activité est répartie au niveau régional selon les secteurs d'activité des établissements. Les pourcentages étant arrondis à la 1^{ère} décimale, leur somme pour une branche donnée n'est pas toujours strictement égale à 100%.

Produit intérieur brut (PIB)

	Picardie		Province		France métropole	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Produit intérieur brut (millions d'euros)	40 256	41 276	1 162 521	1 200 857	1 631 567	1 681 727
Par emploi (euros/emploi)	60 430	62 181	61 167	63 062	67 011	68 963
Par habitant (euros/habitant)	21 477	22 022	23 775	24 559	27 123	27 957

Source : Insee - Comptes régionaux

Évolution du PIB en volume de 1990 à 2005



En 2004 et 2005, les échanges extérieurs de la Picardie se sont développés de façon importante, pour atteindre un niveau jamais égalé auparavant. La croissance du commerce de la Picardie avec l'étranger s'est effectuée dans le sillage de la croissance des échanges de la France avec le reste du monde, particulièrement marquée entre 2003 et 2005, et dans un contexte plus général et très porteur de développement du commerce mondial.

C'est ainsi que les exportations de la Picardie ont progressé de 6,4 % en 2004 puis de 3,2 % en 2005, tandis que les importations gagnaient 11,2 % en 2004 et 6,7 % en 2005. Par comparaison, au niveau national, les exportations ont cru de 5,6 % en 2004 et de 4,1 % en 2005, alors que les importations se développaient au rythme de 8,6 % en 2004 et de 7,6 % en 2005.

Au cours des années 2004 et 2005, les industries picardes se sont montrées compétitives à l'exportation, particulièrement pour les expéditions en dehors de l'Union européenne, en progression de 20 % sur deux ans, malgré l'appréciation de l'euro. Si les importations picardes ont cru plus rapidement que les exportations, c'est en grande partie dû à la hausse sensible du prix des matières premières.

Près des 4/5^e des échanges de biens et services de la Picardie sont réalisés avec l'Union européenne élargie à 25 pays. Notre principal partenaire reste de loin l'Allemagne de laquelle proviennent, en 2005, 33 % des importations et à laquelle sont destinées 19 % des exportations. Vient ensuite la Belgique dont la part dans les importations et les exportations représente 12 %.

La Picardie conserve son classement de 11^e région exportatrice française, avec une part de 3,7 % du total national, une situation inchangée par rapport à 2003. Par ailleurs, la Picardie se classe 9^e région importatrice française, gagnant deux rangs par rapport à 2003, mais avec une part de 3,6 % du total national restée inchangée.

La structure des échanges par type de produit reflète la spécialisation de l'industrie picarde dans les secteurs des produits chimiques, des produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien, ainsi que dans les secteurs automobile, métallurgique, mécanique et agroalimentaire.

Les chiffres régionaux doivent être analysés avec prudence, car ils restent notoirement « biaisés » au désavantage de la Picardie pour les raisons suivantes :

- certaines exportations picardes, telles que les céréales expédiées à partir de ports de la Manche (hors Picardie) ou de la Mer du Nord ne sont pas comptabilisées localement ;
- la Picardie abrite de nombreuses unités de production de groupes dont les sièges sociaux sont situés hors de la région (notamment à Paris) et dont l'activité internationale n'est pas prise en compte localement ;
- et surtout, les importations picardes massives de véhicules du groupe Volkswagen implanté à Villers-Cotterêts (Aisne) sont entièrement comptabilisées, alors qu'elles s'adressent majoritairement à la demande nationale.

A contrario, il est vrai que les approvisionnements énergétiques de la région (électricité, gaz et pétrole) ne sont pas recensés dans les statistiques douanières, mais restent loin de contrebalancer les éléments précités.



Définitions

Commerce extérieur : depuis le 1^{er} janvier 1993 et en raison de la suppression des formalités douanières dans les échanges au sein de l'Union européenne, les statistiques du commerce extérieur de la France sont établies à partir des « déclarations d'échanges de biens » fournies mensuellement par les opérateurs. Les termes « importations » et « exportations » sont devenus « introductions et expéditions » pour les échanges au sein de la Communauté européenne. Les chiffres des échanges avec les pays tiers n'ont subi aucun changement d'enregistrement. Dans le cadre de ces nouvelles dispositions, les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires annuel à l'introduction inférieur à 100 000 euros ne sont plus tenues d'établir des déclarations d'échanges de biens, ce qui a entraîné une rupture de série.

Avertissement : les statistiques régionales du commerce extérieur sont établies à partir du numéro de département de destination effective ou d'expédition initiale. Cependant, la localisation exacte de la région de production ou de consommation n'est pas toujours aisée. En particulier pour les produits agricoles ou pétroliers et l'automobile. L'interprétation des données appelle donc à une certaine prudence.

Exportations FAB : elles sont mesurées d'après leur valeur en douane sur la base des factures FAB (franco à bord) ; les frais de transport jusqu'à la frontière française sont inclus, à l'exclusion de ceux qui sont encourus hors du territoire national pour acheminer la marchandise jusqu'au destinataire.

Importations CAF : elles sont mesurées d'après leur valeur en douane sur la base des factures CAF (coût, assurance, fret), au prix du produit lui-même sont ajoutés les frais de transport et d'assurance nécessaires pour l'amener à la frontière française.

NES 36 : Nomenclature Économique de Synthèse construite en regroupant les postes de la NAF (Nomenclature d'Activités Française en vigueur depuis 1993). Elle est fondée sur des regroupements macro-économiques suffisamment typés pour rendre intelligibles les comportements des agents économiques. Elle est utilisée pour diffuser les données par activité économique dans les domaines suivants : entreprise, production, emploi, comptabilité nationale.

Taux de couverture : rapport de la valeur des exportations FAB sur la valeur des importations CAF, multiplié par cent. Compte tenu de la façon dont est collectée l'information (par exemple, les importations de pétrole consommé en région ne sont pas comptabilisées dans cette même région, mais dans la région d'implantation de la raffinerie qui les traite), cette notion de taux de couverture n'a pas de signification économique au niveau régional. De manière générale, les importations et les exportations sont comptabilisées en fonction de la région d'implantation du déclarant. Ce n'est pas nécessairement la région de fabrication ou de consommation du produit.

Pour en savoir plus

Les échanges extérieurs de la Picardie - Pour-suite de la croissance des échanges - Insee Picardie dossier - Bilan économique et social 2005 - juin 2006

www.insee.fr/picardie/

Poursuite de la croissance des échanges - Annuaire statistique du commerce extérieur de la France - Données 2004 - Édition 2005 - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Direction générale des douanes et droits indirects

www.douane.gouv.fr

Une année de commerce extérieur - 2005 - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Direction générale des douanes et droits indirects

www.douane.gouv.fr

Les comptes extérieurs de la France en 2005 - Pénétration accrue des produits étrangers - Insee Première n°1086 - juin 2006

www.insee.fr

Échanges extérieurs régionaux et départementaux

Unité : million d'euros
% Picardie /
France entière

Importations CAF*

Valeurs

2005	5 118	6 055	2 372	13 545	3,5
2004	4 775	5 523	2 366	12 664	3,6

Exportations FAB*

Valeurs

2005	3 616	5 987	3 449	13 052	3,7
2004	3 561	5 770	3 316	12 646	3,8

Les importations globalisées en quantités sont supprimées

***Importations CAF** (Coûts-Assurances-Frêts) - **Exportations FAB** (Franco à bord).

Source : Direction générale des douanes et des droits indirects - BEAXNET

Structure par produit des échanges extérieurs de la Picardie en 2005

Unité : million d'euros

Nomenclature économique de synthèse (NES36)	Importations CAF		Exportations FAB	
	Valeurs	% Picardie / France entière	Valeurs	% Picardie / France entière
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	139	1,6	360	3,5
Produits des industries agricoles et alimentaires	935	3,9	1 219	4,1
Habillement, cuir	417	2,4	303	3,1
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	44	2,0	26	1,3
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	682	3,7	2 072	7,3
Équipements du foyer	498	2,1	307	2,2
Produits de l'industrie automobile	2 580	6,0	671	1,3
Bateaux, avions, trains, motos	92	0,6	173	0,7
Équipements mécaniques	1 057	3,6	1 564	5,2
Équipements électriques et électroniques	513	1,6	351	1,4
Produits minéraux	193	2,6	359	6,5
Produits de l'industrie textile	290	3,7	329	5,4
Produits en bois, papier ou carton	406	3,5	226	2,7
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	3 104	7,3	2 935	7,1
Métaux et produits métalliques	2 141	7,6	1 758	6,5
Composants électriques et électroniques	356	2,1	378	2,0
Combustibles et carburants	85	0,2	16	0,1
Eau, gaz, électricité	0	0,0	0	0,0
Produits divers	13	0,9	4	0,3
Total Picardie	13 545	3,5	13 052	3,7

Source : Direction générale des douanes et des droits indirects - BEAXNET



Définitions

Commerce extérieur : depuis le 1^{er} janvier 1993 et en raison de la suppression des formalités douanières dans les échanges au sein de l'Union européenne, les statistiques du commerce extérieur de la France sont établies à partir des « déclarations d'échanges de biens » fournies mensuellement par les opérateurs. Les termes « importations » et « exportations » sont devenus « introductions et expéditions » pour les échanges au sein de la Communauté européenne. Les chiffres des échanges avec les pays tiers n'ont subi aucun changement d'enregistrement. Dans le cadre de ces nouvelles dispositions, les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaire annuel à l'introduction inférieur à 100 000 euros ne sont plus tenues d'établir des déclarations d'échanges de biens, ce qui a entraîné une rupture de série.

Avertissement : les statistiques régionales du commerce extérieur sont établies à partir du numéro de département de destination effective ou d'expédition initiale. Cependant, la localisation exacte de la région de production ou de consommation n'est pas toujours aisée. En particulier pour les produits agricoles ou pétroliers et l'automobile. L'interprétation des données appelle donc à une certaine prudence.

Exportations FAB : elles sont mesurées d'après leur valeur en douane sur la base des factures FAB (franco à bord) ; les frais de transport jusqu'à la frontière française sont inclus, à l'exclusion de ceux qui sont encourus hors du territoire national pour acheminer la marchandise jusqu'au destinataire.

Importations CAF : elles sont mesurées d'après leur valeur en douane sur la base des factures CAF (coût, assurance, fret), au prix du produit lui-même sont ajoutés les frais de transport et d'assurance nécessaires pour l'amener à la frontière française.

Pour en savoir plus

Les échanges extérieurs de la Picardie - Pour-
suite de la croissance des échanges - Insee Pi-
cardie dossier - Bilan économique et social
2005 - juin 2006

www.insee.fr/picardie/

Les échanges internationaux de la Picardie -
2005 - Direction régionale des douanes et droits
indirects www.douane.gouv.fr

La France et les nouveaux pays de l'Union
européenne - Ouverture rapide à l'Est mais
encore modeste - Insee Première n°1012- avril
2005 www.insee.fr

Principaux fournisseurs et clients de la Picardie

Unité : million d'euros

	Importations CAF			Exportations FAB		
	31/12 2005	31/12 2004	31/12 2003	31/12 2005	31/12 2004	31/12 2003
Union européenne à 15	9 961	9 725	8 890	9 528	9 451	8 896
Nouveaux pays entrants (10)	733	529	542	536	445	427
Union monétaire	8 938	8 683	7 818	7 779	7 687	7 112
États-Unis	323	323	293	766	720	632
Japon	200	130	129	165	156	146
Suisse	111	112	124	226	235	211
Autres pays de l'OCDE	302	227	178	526	474	395
Afrique	223	247	262	355	327	360
Pays de l'Est	76	67	71	254	201	160
Économies en développement rapide d'Asie	764	544	317	263	259	228
Moyen-Orient	21	15	15	214	197	195
Reste du Monde	831	743	470	220	181	174
Total Picardie	13 545	12 664	11 292	13 052	12 646	11 823

Source : Direction générale des douanes et des droits indirects - BEAXNET

Échanges de la Picardie avec les pays de la Communauté européenne

Unité : million d'euros

	Importations CAF			Exportations FAB		
	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Autriche	203	207	134	204	199	147
Belgique	1 562	1 504	1 222	1 546	1 472	1 443
Allemagne	4 474	4 121	3 737	2 506	2 387	2 170
Danemark	107	110	109	159	146	136
Espagne	541	543	564	1 162	1 173	1 048
Finlande	66	58	66	85	81	77
Royaume-Uni	794	808	846	1 383	1 390	1 422
Grèce	16	16	11	135	144	107
Irlande	81	70	88	108	106	97
Italie	1 084	1 247	1 096	1 271	1 325	1 239
Luxembourg	124	108	109	31	46	36
Pays-Bas	713	747	734	568	595	596
Portugal	74	61	57	163	160	152
Suède	122	125	116	206	227	226
Total pays de l'Union européenne à 15	9 961	9 725	8 890	9 528	9 451	8 896

Source : Direction générale des douanes et des droits indirects - BEAXNET

En 2006, les recettes du budget de la région proviennent à hauteur de 28,5 % de la fiscalité, ce qui est moins que la moyenne de province (33,9 %), des transferts (47 %) et des emprunts (22 %) part supérieure à celle de province (17 %). La structure des dépenses est également différente de celle de la moyenne des régions hors Île-de-France : avec 62 % consacrés aux dépenses de fonctionnement, la proportion est de 4 points supérieure à celle de province au détriment de la part des dépenses d'investissement (38 %) de 4 points inférieure.

Les budgets votés par les départements picards en 2005 s'élèvent à 1 526,6 milliards d'euros, soit 7,3 % d'augmentation par rapport à 2004. Le budget du département de l'Aisne augmente de 11 %, grâce à la progression des recettes fiscales directes (+ 30 %) et des recettes d'investissement (+ 35,6 %).

Le budget de l'Oise progresse de 7 % et celui de la Somme de 5 %.

Pour l'ensemble des départements de province, les dépenses par habitant se répartissent en 30 % pour l'investissement et 70 % pour le fonctionnement. Dans la région, seul le département de l'Oise suit cette répartition. Dans l'Aisne, la proportion consacrée à l'investissement est de 25 % et 75 % pour le fonctionnement. Le département de la Somme dépense encore moins pour l'investissement (23 %) et davantage pour le fonctionnement (77 %).

La charge fiscale directe par habitant au profit des communes et des EPCI est identique dans l'Oise à la moyenne France de province, tandis qu'elle est inférieure de 25 % dans l'Aisne. La charge fiscale au profit des départements et de la région est légèrement supérieure dans l'ensemble de la Picardie par rapport à la moyenne de province.

La taxe d'habitation représente environ 20 % des recettes fiscales locales, la taxe foncière 36 % et la taxe professionnelle environ 43 %.

Début 2007, la région picarde compte 82 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Parmi ces EPCI, la région compte 5 communautés d'agglomération rassemblant 127 communes et une population de 467 550 habitants.

Au total, 95 % des communes (2 166) et 99 % des habitants de la région sont concernés contre 91 % des communes de France et 90 % de sa population.



13

13-1

COLLECTIVITÉS LOCALES

Budgets des régions

Définitions

Budget primitif : budget voté par l'assemblée locale à chaque début d'exercice.

Dépenses de fonctionnement : elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers (allocations et subventions diverses).

Dépenses d'investissement : dépenses non répétitives, c'est-à-dire non renouvelables à l'identique chaque année, elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, bâtiments, travaux d'infrastructure ainsi que le remboursement de la dette.

Recettes de fonctionnement : tous les produits ayant un caractère annuel régulier, qui permettent d'assurer le fonctionnement des services : impôts directs et indirects, dotations de l'État, ressources d'exploitation des Domaines, produits financiers.

Recettes d'investissement : constituées principalement par les dotations et les subventions reçues de l'État, emprunts.

Pour en savoir plus

Collecte fiscale en Picardie : hausse en 2005 - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

Les budgets primitifs des régions en 2006 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales - Département des études et des statistiques locales.

www.dgcl.interieur.gouv.fr

Les finances des régions 2005 - Collection statistiques et finances locales - Ministère de l'intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales - Direction générale des collectivités locales.

www.dgcl.interieur.gouv.fr

Les comptes des régions en 2005 - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Direction générale de la comptabilité publique - la Documentation française

www.colloc.minefi.gouv.fr

Budgets primitifs (hors réaménagement de dette)

Millions d'euros

	Picardie				Province Structure en 2006 (%)
	2005	2006	Évolution en %	Structure en 2006 (%)	
Recettes totales	732,0	818,0	11,7	100	
<i>dont Recettes fiscales</i>	<i>194,6</i>	<i>233,4</i>	<i>19,9</i>	<i>28,5</i>	33,9
<i>Dotations et subventions</i>	<i>360,2</i>	<i>384,6</i>	<i>6,8</i>	<i>47,0</i>	46,6
<i>Emprunts</i>	<i>155,1</i>	<i>175,6</i>	<i>13,2</i>	<i>21,5</i>	16,8
Dépenses totales	732,0	818,0	11,7	100	
<i>dont dépenses de fonctionnement</i>	<i>411,0</i>	<i>505,1</i>	<i>22,9</i>	<i>61,7</i>	57,6
<i>dépenses d'investissement</i>	<i>321,0</i>	<i>312,9</i>	<i>-2,5</i>	<i>38,3</i>	42,4

Euros par habitant

Par habitant	Picardie		Métropole	
	2005	2006	2005	2006
Recettes totales	391,6	435,8	315,4	343,8
<i>dont Recettes fiscales</i>	<i>104,1</i>	<i>124,3</i>	<i>96,5</i>	<i>124,9</i>
<i>Dotations et subventions</i>	<i>192,7</i>	<i>204,9</i>	<i>155,1</i>	<i>152,1</i>
<i>Emprunts</i>	<i>83,0</i>	<i>93,5</i>	<i>54,7</i>	<i>57,7</i>
Dépenses totales	391,6	435,8	315,4	343,7
<i>dont dépenses de fonctionnement</i>	<i>219,9</i>	<i>269,1</i>	<i>169,6</i>	<i>194,8</i>
<i>dépenses d'investissement</i>	<i>171,7</i>	<i>166,7</i>	<i>145,8</i>	<i>148,9</i>
Dépenses par fonction	391,6	435,8	314,5	343,7
Formation professionnelle	33,8	37,2	24,6	28,6
Lycées publics et privés	66,8	64,9	53,2	56,4
Transport ferroviaire ¹	89,2	88,1	59,6	65,2

¹ Transports de voyageurs, gares et infrastructures ferroviaires

Source : Ministère de l'intérieur - Direction générale des collectivités locales - DGCL-DES

Comptes administratifs (hors réaménagement de dette)

Millions d'euros

	Picardie				Province Structure en 2004 %
	2003	2004	Évolution en %	Structure en 2004 %	
Recettes totales	478,3	537,0	12,3	100	
<i>dont recettes fiscales propres</i>	<i>145,9</i>	<i>161,7</i>	<i>10,8</i>	<i>30,1</i>	29,9
<i>recettes compensations fiscales</i>	<i>92,1</i>	<i>12,2</i>	<i>-86,8</i>	<i>2,3</i>	1,5
<i>transferts reçus</i>	<i>210,9</i>	<i>330,3</i>	<i>56,6</i>	<i>61,5</i>	53,7
<i>emprunts</i>	<i>20,0</i>	<i>22,6</i>	<i>13,0</i>	<i>4,2</i>	12,1
Dépenses totales	487,2	533,5	9,5	100	
<i>dont dépenses de fonctionnement</i>	<i>292,7</i>	<i>328,6</i>	<i>12,3</i>	<i>61,6</i>	55,8
<i>dépenses d'investissement</i>	<i>194,5</i>	<i>204,9</i>	<i>5,3</i>	<i>38,4</i>	44,2

Euros par habitant

Par habitant	Picardie		Province	
	2003	2004	2003	2004
Recettes totales	257,5	286,5	255,7	278,0
<i>dont recettes fiscales propres</i>	<i>78,5</i>	<i>86,3</i>	<i>82,3</i>	<i>83,1</i>
<i>transferts reçus</i>	<i>113,5</i>	<i>176,2</i>	<i>98,3</i>	<i>149,2</i>
Dépenses totales	262,3	284,6	259,6	277,5
<i>dont dépenses de fonctionnement</i>	<i>157,6</i>	<i>175,3</i>	<i>137,3</i>	<i>154,9</i>
<i>dépenses d'investissement</i>	<i>104,7</i>	<i>109,3</i>	<i>122,2</i>	<i>122,6</i>
Dépenses par fonction				
Formation professionnelle	42,0	48,3	38,5	47,5
Lycées	56,8	60,6	56,9	57,9
Transport ferroviaire	65,5	88,7	44,8	49,3

Source : Ministère de l'intérieur - Direction générale des collectivités locales - DGCL-DES



Définitions

Budget primitif : budget voté par l'assemblée locale à chaque début d'exercice.

Dépenses d'aide sociale : aides médicale et sociale à l'enfance, aux familles et personnes âgées, aux handicapés et revenu minimum d'insertion (RMI).

Dépenses pour les collèges : fonctionnement matériel, construction, extensions et grosses réparations.

Dépenses de fonctionnement : elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers (allocations et subventions diverses).

Dépenses d'investissement : dépenses non répétitives, c'est-à-dire non renouvelables à l'identique chaque année, elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, bâtiments, travaux d'infrastructure ainsi que le remboursement de la dette.

Recettes de fonctionnement : tous les produits ayant un caractère annuel régulier, qui permettent d'assurer le fonctionnement des services : impôts directs et indirects, dotations de l'État, ressources d'exploitation des Domaines, produits financiers.

Recettes d'investissement : constituées principalement par les dotations et les subventions reçues de l'État, emprunts.

Pour en savoir plus

Les budgets primitifs des départements en 2006 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales

www.dgcl.interieur.gouv.fr

Les finances des départements en 2005 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - direction générale des collectivités locales

www.dgcl.interieur.gouv.fr

Les comptes des départements en 2005 - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Direction générale de la comptabilité publique

www.colloc.minefi.gouv.fr

Budgets primitifs en 2005

Millions d'euros				
	Aisne	Oise	Somme	Province
Recettes totales	453,7	621,1	451,8	43 791,2
Fonctionnement	376,8	535,0	404,8	35 560,1
Investissement	77,0	86,1	47,0	8 231,2
Dépenses totales	438,7	611,1	451,8	43 551,6
Fonctionnement	323,6	420,2	349,7	30 298,7
Investissement	115,1	190,9	102,1	13 252,9
Euros par habitant				
Par habitant	Aisne	Oise	Somme	Province
Recettes totales	847,3	810,4	813,2	920,9
Fonctionnement	703,6	698,1	728,6	745,9
Investissement	143,7	112,3	84,6	174,9
Dépenses totales	819,3	797,3	813,2	916,6
Fonctionnement	604,3	548,3	629,4	638,9
Investissement	215,0	249,0	183,8	277,7
Dépenses par fonction				
Aide sociale	363,6	324,2	407,4	407,9
Collèges	23,9	90,6	53,2	61,6

Source : Ministère de l'intérieur - Direction générale des collectivités locales - DGCL-DESL

Comptes administratifs en 2005

Millions d'euros				
	Aisne	Oise	Somme	Province
Recettes réelles totales	404,7	554,8	476,4	40 998,5
Fonctionnement	353,0	510,1	391,3	36 170,6
Investissement	51,6	44,8	85,1	4 827,9
Dépenses réelles totales	409,0	551,0	489,5	39 928,2
Fonctionnement	300,5	389,9	337,1	28 582,2
Investissement	108,5	161,1	152,4	11 346,0
Euros par habitant				
Par habitant	Aisne	Oise	Somme	Province
Recettes réelles totales	755,4	711,4	852,3	835,9
Fonctionnement	659,0	654,0	700,1	737,4
Investissement	96,4	57,4	152,2	98,4
Dépenses réelles totales	763,5	706,5	875,8	814,0
Fonctionnement	561,0	500,0	603,1	582,7
Investissement	202,5	206,5	272,7	231,3
Dépenses par fonction				
Action sociale	348,6	303,3	404,6	378,1
Collèges	30,6	99,8	61,2	49,5
Voiries	92,6	56,4	51,8	79,5

Source : Ministère de l'intérieur - Direction générale des collectivités locales - DGCL-DESL



Définitions

Compte administratif : il constitue l'arrêté des comptes annuels des collectivités locales. Sa structure est identique à celle du budget, dont il présente les résultats d'exécution : il est établi à l'aide de la comptabilité administrative tenue par l'ordonnateur.

Dépenses de fonctionnement : elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers (allocations et subventions diverses).

Dépenses d'investissement : dépenses non répétitives, c'est-à-dire non renouvelables à l'identique chaque année, elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, bâtiments, travaux d'infrastructure ainsi que le remboursement de la dette.

Dotation globale de fonctionnement : prélèvement sur le budget de l'État distribué aux collectivités locales. Son attribution à chaque commune tient compte du potentiel fiscal de celle-ci et des impôts qu'elle prélève sur les ménages

Recettes de fonctionnement : tous les produits ayant un caractère annuel régulier, qui permettent d'assurer le fonctionnement des services : impôts directs et indirects, dotations de l'État, ressources d'exploitation des Domaines, produits financiers.

Recettes d'investissement : constituées principalement par les dotations et les subventions reçues de l'État, emprunts.

Pour en savoir plus

Les dépenses publiques en 2005 - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Les comptes 2002 des communes de Picardie - Insee Picardie Relais n°128 - mai 2004

www.insee.fr/picardie

Les collectivités locales en chiffres 2007 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales

www.dgcl.interieur.gouv.fr

Les finances des communes de moins de 10 000 habitants 2004 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales.

www.dgcl.interieur.gouv.fr

Les finances des communes de plus de 10 000 habitants 2004 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales.

www.dgcl.interieur.gouv.fr

Voir aussi :

Minefi collectivités locales - les études régionales

www.colloc.minefi.gouv.fr

Comptes administratifs des communes de moins de 10 000 habitants au 31/12/2004

Unité : euros par habitant

	Picardie					Province	
	moins de 500 h.	de 500 à 1 999 h.	de 2 000 à 3 499 h.	de 3 500 à 4 999 h.	de 5 000 à 9 999 h.	Ensemble des < 10 000 h.	Ensemble des < 10 000 h.
Recettes réelles de fonctionnement	511,9	572,9	793,7	807,4	905,6	645,5	819,4
<i>dont :</i>							
<i>Dotation globale de fonctionnement</i>	<i>150,7</i>	<i>157,0</i>	<i>205,2</i>	<i>218,1</i>	<i>218,1</i>	<i>174,0</i>	<i>193,4</i>
<i>Impôts et taxes</i>	<i>211,6</i>	<i>268,8</i>	<i>397,1</i>	<i>425,7</i>	<i>513,3</i>	<i>311,8</i>	<i>415,8</i>
Recettes réelles d'investissement	150,6	184,6	187,2	149,4	180,4	173,7	244,1
Dépenses réelles de fonctionnement	402,6	452,1	629,4	654,1	760,4	515,4	632,8
<i>dont Frais de personnel</i>	<i>143,0</i>	<i>196,3</i>	<i>306,3</i>	<i>336,1</i>	<i>392,2</i>	<i>230,9</i>	<i>288,1</i>
Dépenses réelles d'investissement	242,9	307,2	321,6	291,4	303,0	291,5	418,4
<i>dont Équipement brut</i>	<i>190,8</i>	<i>216,0</i>	<i>223,4</i>	<i>212,1</i>	<i>217,7</i>	<i>210,6</i>	<i>312,6</i>

Source : Ministère de l'intérieur - Direction générale des collectivités locales - DGCL - DESL

Comptes administratifs des communes de plus de 10 000 habitants au 31/12/2004

Unité : euros par habitant

	Picardie					Province
	de 10 000 à 19 999 h.	de 20 000 à 49 999 h.	de 50 000 à 99 999 h.	de 100 000 à 299 999 h.	Ensemble des >= 10 000 h.	Ensemble des >= 10 000 h.
Recettes réelles de fonctionnement	1 090,4	1 133,5	1 222,4	1 058,9	1 120,2	1 288,0
<i>dont :</i>						
<i>Dotation globale de fonctionnement</i>	<i>276,0</i>	<i>338,5</i>	<i>251,7</i>	<i>248,2</i>	<i>281,3</i>	<i>266,6</i>
<i>Impôts et taxes</i>	<i>613,7</i>	<i>574,0</i>	<i>732,0</i>	<i>460,3</i>	<i>591,2</i>	<i>743,0</i>
Recettes réelles d'investissement	163,9	142,8	216,5	157,6	167,2	212,7
Dépenses réelles de fonctionnement	905,7	994,0	1 069,6	865,2	951,5	1 083,4
<i>dont Frais de personnel</i>	<i>481,6</i>	<i>566,4</i>	<i>577,4</i>	<i>419,2</i>	<i>508,2</i>	<i>596,7</i>
Dépenses réelles d'investissement	375,8	296,3	415,4	284,3	341,7	404,9
<i>dont Équipement brut</i>	<i>262,0</i>	<i>189,1</i>	<i>281,9</i>	<i>130,6</i>	<i>216,7</i>	<i>268,4</i>

Source : Ministère de l'intérieur - Direction générale des collectivités locales - DGCL - DESL



Définitions

Impôts : les impôts sont les prélèvements obligatoires perçus par les administrations publiques centrales et locales. Dans les comptes nationaux, on distingue plusieurs types d'impôts :

- **Impôts directs et indirects** : distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents économiques qui les paient, par exemple l'impôt sur le revenu, ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et supportés par le consommateur final, la TVA par exemple ;
- **Taxe foncière sur les propriétés bâties** : elle s'applique à toutes les propriétés bâties qui présentent le caractère de véritable construction et sont fixées au sol à demeure ;
- **Taxe foncière sur les propriétés non bâties** : taxe due sur les terres, prés, vergers, carrières, étangs ;
- **Taxe d'habitation** : taxe levée sur les locaux à usage d'habitation ;
- **Taxe professionnelle** : elle est due par toute personne physique ou morale qui exerce à titre habituel une activité professionnelle non salariée.

Pour en savoir plus

Collecte fiscale en Picardie : hausse en 2005 - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

Les collectivités locales en chiffres 2007 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales
www.dgcl.interieur.gouv.fr

Le guide statistique de la fiscalité directe locale 2005 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales
www.dgcl.interieur.gouv.fr

Annuaire statistique de la DGI - Ministère de l'économie , des finances et de l'industrie - Direction générale des impôts - annuel
www.impots.gouv.fr

Impôts directs locaux émis au profit des collectivités locales au 31/12/2005

Unité : millions d'euros

	Aisne	Oise	Somme	Picardie
Taxe d'habitation	105,9	135,8	104,6	346,3
<i>dont : au profit des communes</i>	<i>56,6</i>	<i>74,1</i>	<i>55,2</i>	<i>185,9</i>
Taxe foncière sur les propriétés bâties	137,5	247,7	159,4	544,6
<i>dont : au profit des communes</i>	<i>66,1</i>	<i>127,1</i>	<i>80,3</i>	<i>273,5</i>
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	12,2	16,5	16,7	45,3
<i>dont : au profit des communes</i>	<i>10,2</i>	<i>12,4</i>	<i>12,7</i>	<i>35,3</i>
Taxe professionnelle	180,9	322,1	211,0	714,0
<i>dont : au profit des communes</i>	<i>24,6</i>	<i>82,4</i>	<i>35,1</i>	<i>142,0</i>
TOTAL	436,4	722,1	491,7	1 650,2

Source : DGI

Montants moyens d'imposition des taxes directes locales par habitant au 31/12/2005

Unité : millions d'euros

	Taxe foncière sur les propriétés bâties et taxes annexes	Taxe foncière sur les propriétés non bâties et taxes annexes	Taxe professionnelle et taxes annexes	Produit des 4 taxes locales	Produit des taxes locales
	Montant moyen des communes y c.regroupements	Montant moyen des communes y c.regroupements	Montant moyen des communes y c.regroupements	Montant moyen des départements	Montant moyen des régions
Aisne	132,6	21,6	171,2	303,9	70,0
Oise	185,8	20,1	226,5	301,5	82,6
Somme	159,2	29,2	195,2	308,9	76,2
Picardie	162,7	23,2	201,4	304,4	77,1
<i>Province</i>	<i>173,5</i>	<i>17,2</i>	<i>242,5</i>	<i>278,2</i>	<i>68,8</i>



Définitions

Communauté d'agglomérations : Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) regroupant plusieurs communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes-centres de plus de 15 000 habitants. Ce seuil démographique ne s'applique pas lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département.

Communauté de communes : EPCI regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave, condition ne s'appliquant pas aux structures existantes à la date de la publication de la loi du 12 juillet 1999.

Grouperements à fiscalité propre : la loi du 12 juillet 1999 réforme l'intercommunalité et définit trois catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : les communautés de communes, les communautés d'agglomérations et les communautés urbaines. Les communes peuvent se regrouper ou transférer une partie de leurs compétences et activités à un EPCI. Cela leur permet de gérer en commun des équipements ou des services publics, d'élaborer des projets de développement économique, d'aménagement ou d'urbanisme à l'échelle d'un territoire plus vaste que la commune. Le financement des EPCI provient de la fiscalité directe locale, le nouveau régime fiscal vise à renforcer la taxe professionnelle unique.

Pour en savoir plus

L'emploi dans les collectivités territoriales - Insee Picardie Analyses n°12 - novembre 2006
www.insee.fr/picardie

L'organisation territoriale - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie

L'intercommunalité à fiscalité propre en 2007 - Bulletin d'informations statistiques de la DGCL n°54 - avril 2007 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales
www.dgcl.interieur.gouv.fr

Les finances de groupements de communes à fiscalité propre 2004 - Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Direction générale des collectivités locales
www.dgcl.interieur.gouv.fr

Les comptes de l'intercommunalité et des établissements publics locaux en 2004 - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Direction générale de la comptabilité publique
www.colloc.minefi.gouv.fr

Groupements à fiscalité propre en Picardie au 01/01/2007

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Région
Communautés de communes				
Nombre	26	24	27	77
Nombre de communes	745	639	655	2 039
Population regroupée	412 564	618 668	339 202	1 370 434
Communautés d'agglomérations				
Nombre	2	2	1	5
Nombre de communes	48	46	33	127
Population regroupée	132 541	154 395	180 610	467 546

Source : Ministère de l'intérieur - Direction générale des collectivités locales - DGCL-DESL

Le nombre de communes regroupées peut être supérieur à celui des communes du département, car les groupements peuvent être constitués sur plusieurs départements.

Les pays et les établissements de coopération intercommunale en Picardie en janvier 2007



SYSTÈME PRODUCTIF

Entreprise - Établissement
Agriculture
Énergie
Industrie - Construction
Tertiaire
Transports
Tourisme

ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS 14

Présentation

Au 1^{er} janvier 2005, la Picardie compte 99 735 établissements appartenant aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, du commerce et des services marchands et non marchands. Neuf établissements sur dix sont de petites unités employant moins de 10 salariés dont 8 % appartiennent au secteur de la construction.

Le tertiaire représente deux établissements sur trois et les services à eux seuls plus d'un sur quatre comme l'agriculture (28 %). La diversité des activités industrielles (7 % des établissements régionaux) fait que les grands secteurs sont tous bien implantés en Picardie mais la totalité de leurs activités n'est pas pour autant présente : par exemple, l'industrie automobile se réduit pratiquement à la fabrication d'équipements et les IAA représentées essentiellement à travers l'industrie du lait, de la conserverie et l'activité sucrière. Seules deux branches sont présentes sur toutes les activités de la filière : la chimie-caoutchouc-plastiques avec, par exemple, la présence de Goodyear Dunlop Tires France à Amiens et la métallurgie-mécanique depuis la sidérurgie et la fonderie avec Sollac atlantique à Montataire, jusqu'à la fabrication de pièces et d'équipements mécaniques.

En 2005, 5 800 entreprises ont été créées, réactivées ou reprises en Picardie, chiffre en augmentation de 3 % par rapport à 2004, après une hausse l'année précédente de 7,5 %. Parallèlement, le nombre de créations a diminué de 1 % au plan national, après avoir augmenté de 9 % en 2004.

Le nombre de créations nouvelles, 68 % du total des créations, a progressé de 7,8 % après une hausse de 8,6 % en 2004. Le nombre de reprises a, par contre, diminué (-4,4 %) sauf dans la Somme.

Fait inhabituel, l'Oise est le seul département où le nombre total de créations ne progresse pas en 2005, même si les créations nouvelles se sont développées (+5 %), les autres formes de créations sont en net repli.

La construction poursuit son développement en 2005 (+13,5 %) après avoir enregistré de bons résultats en 2003 et 2004. Dans les activités immobilières, les créations augmentent de presque 30 %. À l'opposé, la dynamique des créations s'est nettement ralentie dans les autres secteurs où les créations ont stagné ou faiblement évolué.

Si la Picardie arrive au dernier rang pour la propension des actifs à se lancer dans la création d'entreprise (68,6 créations pour 10 000 actifs), elle bénéficie d'une survie des nouvelles entreprises supérieure à la moyenne : en Picardie, 70,9 % des entreprises créées en 2000 sont encore en vie 3 ans après contre 69 % en France.

En Picardie, les défaillances d'entreprises ont diminué en 2005 (-6,8 %) alors qu'elles ont augmenté en France. Le département de l'Aisne enregistre une baisse sensible du nombre de défaillances (-12,9 %). Dans l'Oise, la diminution est moins forte (-6 %) en raison de la progression des procédures judiciaires dans le bâtiment. Dans la Somme, le nombre de défaillances est resté stable et 4 secteurs ont pâti de la conjoncture en 2005 : les IAA, les services aux particuliers, les hôtels-café-restaurants et les activités immobilières.

La Picardie compte 19 551 entreprises artisanales début 2005 soit 2,4 % de l'ensemble des entreprises françaises. Plus du tiers des entreprises appartiennent au secteur du bâtiment et le quart au secteur des transports, de la réparation et des autres services. En 2003, les entreprises artisanales de moins de 20 salariés ont dégagé un chiffre d'affaires de 4,3 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 1,7 milliard.



14 14-1

ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Établissements

Définitions

CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) : ce dispositif fait la synthèse des données de plusieurs sources, notamment Sirène, Epure (URSSAF), déclarations annuelles de données sociales. Clap rassemble des données sur la localisation des établissements employeurs, les effectifs employés, les rémunérations versées sur le champ de l'économie marchande et non marchande, hormis le Ministère de la défense et les emplois domestiques. L'emploi est mesuré au sens des postes de travail pourvus au 31 décembre par établissement employeur.

Entreprise : unité légale représentée par une personne juridique, physique ou morale, qui exerce pour son propre compte une activité et qui possède une autonomie de décision. Son objet est de produire des biens et des services.

Établissement : unité géographique dans laquelle se réalise l'activité d'une entreprise. Une entreprise peut comporter un ou plusieurs établissements.

Établissements picards :

répartition par taille et activité au 1^{er} janvier 2005

	Nombre de salariés					Total Picardie
	0	1 à 9	10 à 19	20 à 99	100 et +	
Agriculture, sylvic., pêche	14 563	2 677	73	46	3	17 362
Indus. agric. et aliment.	628	1 122	88	66	49	1 953
Indust. biens de conso.	763	415	80	111	38	1 407
Indust. auto.	12	24	8	10	17	71
Indust. biens d'équipement	394	529	147	166	39	1 275
Indust. biens intermédiaires	692	805	307	419	174	2 397
Énergie	212	197	25	48	8	490
Construction	3 510	4 108	441	285	22	8 366
Commerce	8 493	7 541	833	597	76	17 540
Transports	1 445	960	199	233	59	2 896
Activités financières	1 030	1 100	117	75	9	2 331
Activités immobilières	1 707	1 290	36	26	8	3 067
Services aux entrepr.	5 683	3 891	498	461	67	10 600
Services aux particuliers	6 338	4 811	291	175	8	11 623
Éduc., santé,	7 139	4 179	704	891	215	13 128
Administration	929	3 214	444	532	110	5 229
Total	53 538	36 863	4 291	4 141	902	99 735

Source : Insee - CLAP

Pour en savoir plus

Un renouvellement des entreprises inégal entre le nord et le sud - Picardie : diagnostic et perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Des groupes aux Systèmes Productifs Locaux, des stratégies différentes face à la concurrence internationale - Picardie : diagnostic et perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Les transferts d'établissements en Picardie - un desserrement francilien - Insee Picardie Relais n°126 - mars 2004

www.insee.fr/picardie

L'appareil productif en Picardie : des structures très proches entre les trois départements - Insee Picardie Relais n°108 - décembre 2001

www.insee.fr/picardie

Les groupes en Picardie : très forte présence étrangère et faible autonomie de décision - Insee Picardie Relais n°100 - décembre 2001

www.insee.fr/picardie

Images économiques des entreprises et des groupes au 1^{er} janvier 2004 - Insee Résultats série économie n°23 - novembre 2005

www.insee.fr

ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Établissements

14 14-1

Établissements régionaux : répartition par département et activité au 1^{er} janvier 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Établissements						
Agriculture, sylviculture, pêche	6 397	4 323	6 642	17 362	657 385	2,6
Industries agricoles et alimentaires	656	667	630	1 953	70 786	2,5
Industrie des biens de consommation	349	627	431	1 407	56 973	1,6
Industrie automobile	25	29	17	71	2 478	2,5
Industrie des biens d'équipement	352	545	378	1 275	44 693	2,5
Industrie des biens intermédiaires	654	1 014	729	2 397	69 938	3,0
Énergie	167	152	171	490	14 278	2,9
Construction	2 387	3 680	2 299	8 366	324 020	2,2
Commerce	4 986	7 090	5 464	17 540	657 770	2,1
Transports	770	1 378	748	2 896	89 519	2,4
Activités financières	662	946	723	2 331	79 094	2,2
Activités immobilières	738	1 280	1 049	3 067	145 235	1,3
Services aux entreprises	2 648	4 864	3 088	10 600	404 533	1,8
Services aux particuliers	3 226	4 689	3 708	11 623	440 101	2,1
Éducation, santé, action sociale	3 715	5 169	4 244	13 128	427 476	2,5
Administration	1 683	1 717	1 829	5 229	126 955	3,6
Total	29 415	38 170	32 150	99 735	3 611 234	2,2
Postes de travail						
Agriculture, sylviculture, pêche	2 420	2 652	2 864	7 936	193 321	3,9
Industries agricoles et alimentaires	6 189	5 250	7 929	19 368	568 233	3,3
Industrie des biens de consommation	4 035	9 133	5 110	18 278	615 163	2,9
Industrie automobile	1 337	3 090	2 341	6 768	279 589	2,4
Industrie des biens d'équipement	5 679	8 968	6 534	21 181	759 144	2,8
Industrie des biens intermédiaires	15 220	33 083	20 974	69 277	1 331 735	5,2
Énergie	1 078	1 663	1 077	3 818	237 646	1,6
Construction	9 751	14 590	8 971	33 312	1 279 781	2,5
Commerce	20 189	34 141	22 110	76 440	2 956 227	2,8
Transports	8 063	12 891	10 115	31 069	1 091 347	1,5
Activités financières	2 158	4 651	3 699	10 508	697 578	1,6
Activités immobilières	1 424	2 751	1 932	6 107	365 100	1,8
Services aux entreprises	11 670	22 285	16 107	50 062	2 810 902	1,8
Services aux particuliers	5 442	10 941	7 967	24 350	1 294 058	1,8
Éducation, santé, action sociale	35 486	49 843	43 493	128 822	4 238 106	3,0
Administration	19 537	24 021	22 680	66 238	2 721 539	2,3
Total	149 678	239 953	183 903	573 534	21 439 469	2,6

Source : Insee - CLAP



14 14-2



ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Grands établissements

Définitions

Entreprise : unité légale représentée par une personne juridique, physique ou morale, qui exerce pour son propre compte une activité et qui possède une autonomie de décision. Son objet est de produire des biens et des services.

Grand établissement : tout établissement ayant eu au moins une fois 50 salariés ou plus en fin d'année pendant les dix dernières années. À compter du 1^{er} janvier 1998, les EPIC (Établissements Publics à caractère Industriel et Commercial) ont été intégrés avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1996. Seuls sont retenus ici, ceux qui ont une activité marchande et dont l'effectif salarié dépasse 49 personnes (les administrations et les services non marchands sont donc exclus du champ).

Pour en savoir plus

Des groupes aux Systèmes Productifs Locaux, des stratégies différentes face à la concurrence internationale - Picardie : diagnostic et perspectives, mai 2006

www.insee.fr/picardie

Les grands établissements en Picardie depuis 1990 : plus qu'ailleurs, restructurations industrielles et tertiairisation - Insee Picardie Relais n°102 - juin 2002

www.insee.fr/picardie

Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2004 - Insee Résultats série économie n°24 - novembre 2005

www.insee.fr

Un salarié sur deux d'un grand établissement travaille encore dans l'industrie - Insee Première n°915 - juillet 2003

www.insee.fr

ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Grands établissements

14 14-2

Les grands établissements au 1^{er} janvier 2005

Raison sociale	Tranche d'effectif salarié	Département	Commune	Activités
Industrie				
Goodyear Dunlop Tires France	1 500 à 1 999	80	Amiens	Fabrication de pneumatiques
Faurécia Intérieur Industrie	1 000 à 1 499	60	Méru	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques
Airbus France	1 000 à 1 499	80	Méaulte	Construction de cellules d'aéronefs
Continental France	1 000 à 1 499	60	Clairoix	Fabrication de pneumatiques
Sollac Atlantique	1 000 à 1 499	60	Montataire	Sidérurgie
Goodyear Dunlop Tires France	1 000 à 1 499	80	Amiens	Fabrication de pneumatiques
Valéo Embrayages	1 000 à 1 499	80	Amiens	Fabrication d'équipements automobiles
Société Autonome de Verreries	1 000 à 1 499	60	Feuquières	Fabrication de verre creux
AGCO SA	1 000 à 1 499	60	Beauvais	Fabrication de matériel agricole
MBK Industrie	750 à 999	02	Rouvroy	Fabrication de motocycles
Construction				
GTM Terrassement	750 à 999	60	Fleurines	Terrassements en grande masse
SA A.M. Brézillon	500 à 749	60	Noyon	Construction de bâtiments divers
Eiffage Construction	200 à 249	02	Laon	Construction de bâtiments divers
Aisne Champagne Ardenne	200 à 249	60	Compiègne	Construction de bâtiments divers
Société SUPAE Picardie	200 à 249	02	Origny-en-Thiérache	Construction de maisons individuelles
SARL Daniel de Gryse et ses Enfants	200 à 249	02	Thiérache	
Commerce				
Guilbert France	1 000 à 1 499	60	Senlis	Commerce de détail de livres, journaux et papeterie
Groupe Volkswagen France S.A.	500 à 749	02	Villers-Cotterêts	Commerce de véhicules automobiles
Carrefour Hypermarché France	500 à 749	60	Venette	Hypermarché
Radiospares SAS	500 à 749	60	Beauvais	Commerce de gros de composants et autres équipements électroniques
Auchan France	500 à 749	80	Dury	Hypermarché
Services				
SNCF	1 000 à 1 499	80	Amiens	Transports ferroviaires
SNCF	1 000 à 1 499	02	Tergnier	Transports ferroviaires
CNH France SA	500 à 749	60	Le-Plessis-Belleville	Entreposage non frigorifique
SNCF	500 à 749	60	Creil	Transports ferroviaires
SNCF	500 à 749	80	Longueau	Transports ferroviaires
Santé, action sociale				
Centre Hospitalier Universitaire	3 000 à 3 999	80	Amiens	Activités hospitalières
Centre Hospit. Spécialisé Inter-départemental	2 000 à 2 999	60	Clermont-de-l'Oise	Activités hospitalières
Centre Hospitalier Général	2 000 à 2 999	02	St-Quentin	Activités hospitalières
Centre Hospitalier Général	2 000 à 2 999	60	Beauvais	Activités hospitalières
Centre Hospitalier Universitaire	2 000 à 2 999	80	Salouël	Activités hospitalières

Source : Insee - CLAP 2004





14 14-3

ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Créations d'entreprises

Définitions

BODAC (Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales) : publie toutes les annonces rythmant la vie d'une entreprise : création, modifications, mutations et cessation d'activité, les avis relatifs aux procédures de redressement et liquidation judiciaires et les avis de dépôt de comptes, en application des textes sur le Registre du commerce et des sociétés.

Champ ICS : les statistiques ont été réalisées sur le champ de l'industrie, du commerce et des services. Ce champ ne comprend que des unités juridiques ayant une réalité économique. Il exclut les secteurs de l'agriculture et des activités financières.

Création d'entreprise : elle se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire Sirene et ne concerne donc que l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction et des services (non compris le secteur des services financiers). Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif. Le concept de création d'entreprise est pris au sens large ; il inclut tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité : création pure, réactivation et reprise.

Création pure d'entreprise : création d'un établissement économiquement actif jusqu'alors inexistant, ayant pour conséquence l'exploitation de nouveaux moyens de production.

Réactivation d'entreprise : reprise d'activité d'une entreprise déjà inscrite au répertoire (après une cessation temporaire d'activité, en cas d'activité saisonnière, etc.).

Répertoire des Entreprises et des Établissements : le répertoire national d'identification des entreprises et de leurs établissements a été créé par un décret du 14 mars 1973. Il a pour mission d'enregistrer l'état-civil des entreprises : nom, prénom, date et le lieu de naissance (pour une personne physique) ou raison sociale (pour une personne morale). Y sont également indiqués le sigle, la forme juridique, le siège social, et les dates de création ou de cessation d'activité et pour un établissement, l'adresse, la date et l'origine de la création. Le répertoire contient également des données économiques telles que l'activité et les effectifs.

Reprise d'entreprise : il y a reprise d'entreprise lorsque les moyens de production mis en œuvre étaient déjà exploités par l'entreprise cédante.

Reprise d'établissement : mise en activité par l'entreprise d'un premier établissement exploitant des moyens de production déjà exploités par une autre entreprise (achat, donation, prise en location-gérance).

Pour en savoir plus

En 2005, les créations d'entreprises se maintiennent à un haut niveau - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Un renouvellement des entreprises inégal entre le Nord et le Sud - Picardie : diagnostic et perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Dynamique de créations d'entreprises en Picardie - Insee Picardie Dossiers n°40 - octobre 2005

www.insee.fr/picardie

Nouvelles entreprises : la génération 1998 cinq ans après - Insee Picardie Relais - septembre 2005

www.insee.fr/picardie

La création d'entreprise en Picardie : moindre renouvellement des entreprises mais survie supérieure à la moyenne - Insee Picardie Relais n°135 - septembre 2004

www.insee.fr/picardie

Nouvelles entreprises 5 ans après : l'expérience du créateur prime sur le diplôme - Insee Première n°1064 - janvier 2006

www.insee.fr

En 2005, les créations d'entreprises se maintiennent à un haut niveau - Insee Première n°1063 - janvier 2006

www.insee.fr

Créations d'entreprises - Informations rapides - Insee conjoncture (4 pages mensuel)

www.insee.fr

ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Créations d'entreprises

14 14-3

Répartition par type de création et par département - Année 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie/ France métropole
Créations pures	1 015	1 885	1 042	3 942	1,8
Reprises	306	360	299	965	2,4
Réactivations	279	342	231	852	1,8
Total	1 600	2 587	1 572	5 759	1,9

Source : Insee - Répertoire Entreprises et Établissements (Champ ICS)

Répartition des créations par activité et par département - Année 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie/ France métropole
Industrie	138	183	120	441	2,2
<i>dont créations pures</i>	81	114	64	259	2,1
Construction	290	435	261	986	2,0
<i>dont créations pures</i>	222	347	208	777	2,1
Commerce et réparations	454	706	436	1 596	2,0
<i>dont créations pures</i>	281	504	290	1 075	2,1
Autres services	718	1 263	755	2 736	1,8
<i>dont créations pures</i>	431	920	480	1 831	1,6
Total	1 600	2 587	1 572	5 759	1,9

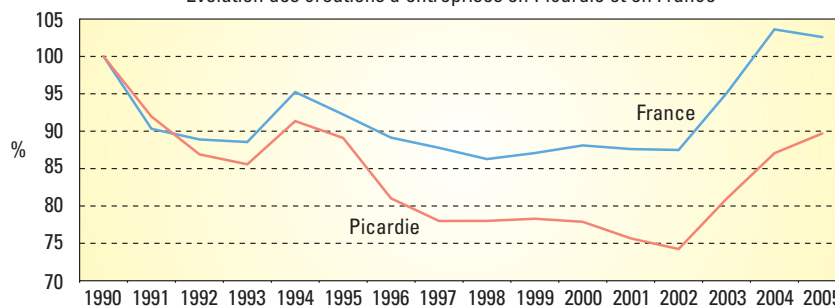
Source : Insee - Répertoire Entreprises et Établissements (Champ ICS)

Taux de création par activité et par département - Année 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : % France métropole
Industrie	8,7	8,0	7,0	7,9	8,3
Construction	13,2	12,9	12,8	12,9	14,3
Commerce et réparations	12,2	13,0	11,2	12,2	12,7
Autres services	10,5	11,2	9,9	10,6	11,8
Total	11,1	11,5	10,3	11,1	12,0

Source : Insee - Répertoire Entreprises et Établissements (Champ ICS)

En Picardie, les créations continuent de progresser
Évolution des créations d'entreprises en Picardie et en France



Source : Insee - REE - Sirene



14 14-4



ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Survie, cessations
et défaillances d'entreprises

Définitions

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de défaillance dès l'instant où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Une telle procédure est déclenchée dès que l'entreprise se trouve en état de cessation de paiement. Elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. L'entreprise est alors tenue de déposer son bilan au greffe du tribunal compétent. Il ne faut pas confondre la notion de jugement d'ouverture de procédure de défaillance, qui ne se résout pas forcément par une liquidation, et la notion plus large de cessation qui est l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise.

Taux de survie : la durée de vie des entreprises est obtenue par la différence entre la date de cessation économique et celle de création.

Pour en savoir plus

Légère diminution des défaillances - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Une survie des nouvelles entreprises supérieure à la moyenne - Picardie : diagnostic et perspectives - Mai 2006

www.insee.fr/picardie

Davantage de défaillances en 2003, moins de salariés touchés - Insee Picardie Relais n°138 - novembre 2004

www.insee.fr/picardie

Défaillances d'entreprises - Informations rapides - Insee conjoncture (4 pages)

www.insee.fr

ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Survie, cessations
et défaillances d'entreprises

14 14-4

Taux de survie en 2000 des entreprises créées en 1998, 1999 et 2000

	Picardie			France entière		
	Génération			Génération		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Nombre de créations	3 857	3 883	3 924	201 174	203 285	209 142
Taux de survie à 1 an	86,7	88,4	89,0	86,7	87,6	88,1
Taux de survie à 2 ans	75,7	78,6	79,1	76,3	77,0	77,7
Taux de survie à 3 ans	67,1	70,9	70,9	67,9	68,3	69,0
Taux de survie à 4 ans	60,2	63,4		61,1	61,4	
Taux de survie à 5 ans	54,6			55,7		

Source : Insee - Répertoire Entreprises et Établissements (champ : ICS)

Taux de survie à 4 ans des entreprises créées en 1999

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France entière
Industrie	70,9	60,5	76,0	67,9	64,7
Construction	64,2	59,8	67,6	63,0	60,3
Commerce et réparations	61,9	57,0	64,0	60,2	56,8
Autres services	63,4	64,5	64,9	64,4	63,7
Total	63,8	61,4	66,0	63,4	61,4

Source : Insee - Répertoire Entreprises et Établissements (champ : ICS)

Défaillances d'entreprises en 2005 : répartition par activité et par département

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Industrie	37	47	38	122	2,7
Construction	47	101	47	195	2,0
Commerce et réparations	58	91	54	203	1,8
Autres services	87	123	97	307	2,0
Total	229	362	236	827	2,0

Source : Insee - BODACC



14 14-5



ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Artisanat

Définitions

Définition économique de l'artisanat : l'étude économique des entreprises artisanales s'appuie sur les différentes enquêtes d'entreprises, les données fiscales, les statistiques sur l'emploi, etc. Elle se base ainsi sur les entreprises ayant une activité principale relevant des secteurs de l'artisanat (en NAF 700) et dont l'effectif salarié ne dépasse pas un certain seuil. Compte tenu des évolutions récentes, ce seuil a été porté à 19 salariés, ce qui correspond à celui des « très petites entreprises ». Le deuxième tableau correspond à cette définition.

Définition juridique de l'artisanat : selon la loi du 5 juillet 1996, « doivent être immatriculées au Répertoire des métiers les personnes physiques et les personnes morales qui n'emploient pas plus de dix salariés et qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante relevant de l'artisanat et figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'État ». Le décret n°98-247 du 2 avril 1998 fixe dans son annexe la liste des activités relevant de l'artisanat. Le décret n°98-246 du 2 avril 1998 a, par ailleurs, maintenu en vigueur les dispositions du décret du 14 décembre 1995 qui prévoient que, sous certaines conditions, les personnes qui le souhaitent peuvent rester immatriculées au répertoire des métiers au-delà du seuil de 10 salariés. On parle de « droit de suite ».

NAR : nomenclature d'activités regroupées utilisée pour décrire l'activité des entreprises artisanales.

RSA : répertoire Sirene des entreprises Artisanales ; ce fichier issu du répertoire Sirene, dénombre l'ensemble des entreprises actives inscrites au répertoire des métiers, que ce soit au titre d'une activité principale ou au titre d'une activité secondaire, que ce soit au titre du champ ICS ou non. Le RSA a remplacé le RIM.

Pour en savoir plus

Un peu plus d'entreprises mais moins de salariés - Insee Picardie Dossier n°39 - 2005
www.insee.fr/picardie

Les chiffres clés de l'artisanat - DCASPL annuel
www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr/economie/index.htm

ENTREPRISES - ÉTABLISSEMENTS

Artisanat

14 14-5

Entreprises artisanales au 1^{er} janvier 2005 inscrites au répertoire Sirene

	Aisne	Oise	Somme	Picardie		Unité : nombre France	
				nombre	%	nombre	%
Alimentation	594	686	659	1 939	9,9	73 946	8,9
Travail des métaux	282	454	415	1 151	5,9	36 931	4,5
Textile, habillement, cuir	78	56	47	181	0,9	11 560	1,4
Bois et ameublement	140	192	165	497	2,5	24 009	2,9
Autres fabrications	213	384	244	841	4,3	45 873	5,5
Bâtiment	2 062	3 159	1 958	7 179	36,7	313 930	37,9
Transports, réparation autres services	1 326	2 164	1 515	5 005	25,6	211 973	25,6
Activités non réparties	848	775	1 135	2 758	14,1	109 423	13,2
Ensemble	5 543	7 870	6 138	19 551	100,0	827 645	100,0

Source : Insee - RSA

Principaux résultats économiques des entreprises de moins de 20 salariés du secteur de l'artisanat en 2003

	Nombre d'entreprises (milliers)	Effectif salarié moyen (milliers)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	Valeur ajoutée (millions d'euros)
Alimentation	1,97	5,9	595	213
Travail des métaux	1,23	6,3	619	258
Textile, habillement, cuir	0,20	0,8	73	24
Bois et ameublement	0,47	1,2	119	44
Autres fabrications	0,99	4,0	498	165
Bâtiment	6,76	17,4	1 612	726
Transports, réparation autres services	4,70	9,0	745	312
Ensemble	16,32	44,6	4 261	1 741

Source : DGI-Insee-DCASPL, base de données fiscales ficus

En 2005, la surface agricole utilisée est consacrée pour moitié à la culture de céréales et couvre près de 70 % du territoire picard. Plus du tiers du territoire betteravier français se situe en Picardie alors que la superficie régionale plantée en betteraves ne représente qu'à peine plus de 10 % de la superficie agricole utilisée. Les superficies en oléagineux et en légumes secs ont progressé respectivement de 48 % et de 38 % depuis 2002, tandis que celles de céréales et de betteraves industrielles diminuaient de 3 et 14 %.

En 2005, le rendement des betteraves à sucre a gagné 2 tonnes par hectare comme en moyenne française et a décroché le record avec 82 tonnes par hectare. La production de betteraves à sucre a atteint 11,5 millions de tonnes, soit 37 % de la production nationale.

L'année 2005, marquée par une nouvelle hausse du prix des énergies, a conforté l'intérêt pour les énergies d'origine végétale. Le colza est le principal bénéficiaire de cet enthousiasme énergétique pour le biodiesel. Sa production a atteint 313 938 tonnes en 2005.

Avec 752 790 tonnes d'orge en 2005, la Picardie produit 7,3 % de l'orge en France.

La récolte de blé tendre se chiffre à 4,2 millions de tonnes pour la campagne 2005 ; la récolte régionale représente 12 % de la production nationale.

Sur les 2 095 542 millions de tonnes de pommes de terre produites en Picardie, la production pour la féculerie (772 000 tonnes) représentent 60 % de la production nationale et la production pour la consommation le quart.

Le revenu net d'entreprise agricole a baissé de 22,9 % en un an en Picardie, baisse beaucoup plus forte qu'en moyenne en France (-10,9 %).

Les exploitations agricoles picardes sont de grande taille : un peu plus de 6 exploitations sur 10 ont une taille d'au moins 50 hectares. La taille moyenne des exploitations agricoles est de 112 ha contre 70 en France. Depuis 2000, la Picardie a perdu 13,8 % de ses exploitations, essentiellement de petite taille.

En 2005, les chefs d'exploitation représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole (57,6 %).

Un peu plus d'un sur cinq a moins de 40 ans contre un sur quatre en 2000 et 16 % dirigent encore une exploitation à 60 ans ou plus.



15 15-1



AGRICULTURE

Terres agricoles

Définitions

Étangs en rapport : enclos à poissons utilisés pour la pisciculture, la pêche.

Jachères : terres non mises en culture ou portant des cultures non destinées à être récoltées. Les jachères portant des cultures industrielles sont exclues car figurant dans les cultures correspondantes.

Peupleraies en plein : plantations régulières de plus de 10 m de largeur et de superficie égale ou supérieure à 0,05 ha. Elles peuvent être associées à des productions agricoles. Sont englobés les boqueteaux et cordons ; les peupliers d'alignement sont exclus.

Superficie Agricole Utilisée (SAU) : notion normalisée dans la statistique agricole européenne qui comprend, non seulement les terres arables et les cultures permanentes, mais aussi les prairies, les pâturages permanents et les jachères.

Surfaces toujours en herbe : surfaces enherbées, non labourées depuis au moins six ans.

Terres arables : terres labourées sur lesquelles se succèdent les cultures.

Territoire agricole non cultivé : comprend les landes non productives, friches, terres incultes, landes non pacagées, exploitations abandonnées, cultures permanentes abandonnées, chemins d'exploitation non stabilisés.

Territoire non agricole : comprend toutes les eaux intérieures (étangs en rapport exclus), les terres stériles, carrières, rochers, parcs, jardins d'agrément, sols des propriétés bâties (y c. fermes), routes, etc.

Pour en savoir plus

La filière agricole en pleine évolution - Picardie : diagnostic et perspectives - mai 2006
www.dr-picardie.insee.fr/

Le panorama du monde agricole, forestier et agroalimentaire - Directions régionales de l'agriculture et de la forêt - Services régionaux de l'information statistique et économique du Nord - Pas-de-Calais et de Picardie - Édition 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Statistique agricole annuelle - résultats 2005 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste chiffres et données série agriculture n°182 - août 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

L'agriculture, la forêt et les industries agro-alimentaires - Agreste Graphagri - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Édition 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Recensement agricole 2000 - toutes les publications sur :
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Superficie cultivées (surface des exploitations) en 2005*

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : hectare % Picardie / France métropole
Céréales (y c. semences)	235 500	198 000	233 150	666 650	7,3
Oléagineux (y c. semences)	29 800	29 980	18 850	78 630	4,0
Légumes secs et protéagineux (y c. semences)	35 312	24 960	23 250	83 522	19,1
Cultures florales	22	26	53	101	1,3
Autres terres arables	97 585	61 957	123 345	282 887	5,1
Jachères	20 900	19 500	22 500	62 900	4,8
Terres arables (y c. prairies)	419 119	334 423	421 148	1 174 690	6,4
Cultures fruitières	730	700	580	2 010	1,0
Vignes	2 313	0	0	2 313	0,3
Surface toujours en herbe	72 000	35 250	45 297	152 547	1,9

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

*Semi-définitif

Utilisation du sol en 2005*

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : hectare % Picardie / France métropole
Surface agricole utilisée	501 307	373 453	474 800	1 349 560	4,6
Territoire agricole non cultivé	4 300	5 000	2 760	12 060	0,5
Surface boisée	136 000	118 350	61 400	315 750	2,1
Peupleraies en plein	15 000	11 750	5 450	32 200	13,7
Territoire non agricole (sauf étangs en rapport)	84 648	80 467	75 194	240 309	3,4
Étangs en rapport	700	0	1 200	1 900	1,2
Surface totale (IGN)	741 955	589 020	620 804	1 951 779	3,6

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

*Semi-définitif



Définitions

Actifs agricoles permanents : ce sont les actifs familiaux et les salariés permanents. Les actifs familiaux comprennent les chefs d'exploitation et les membres de leur famille ayant une activité agricole, quelle que soit sa durée : conjoints actifs, co-exploitants dans les exploitations en société et aides familiaux (enfants, collatéraux, parents, etc.). La famille active agricole des co-exploitants est comptée parmi les aides familiaux, la quasi-totalité de ses membres étant apparentée au chef d'exploitation.

Chef d'exploitation : personne qui assure la gestion courante et quotidienne de l'exploitation. Elle peut être différente de la personne considérée comme « exploitant agricole » du point de vue juridique et réglementaire. À une exploitation correspond un chef et un seul.

Exploitation agricole : l'exploitation agricole est définie, au sens de la statistique agricole, comme une unité économique répondant simultanément aux quatre conditions suivantes :

- elle produit des produits agricoles ;
- elle atteint ou dépasse une certaine dimension (superficie, nombre d'animaux, production, etc.) ;
- elle est soumise à une gestion courante personnalisée et indépendante ;
- elle est localisée en un lieu géographique précis.

Unité de travail annuel (UTA) : c'est la quantité de travail d'un équivalent temps complet : 2 200 heures par an. Une UTA peut être constituée par la quantité de travail d'une personne à temps complet ou par celle de deux personnes à mi-temps, etc.

Pour en savoir plus

Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2005 - Agreste Picardie - Les feuilles de liaisons n°9 - Directions régionales de l'agriculture et de la forêt du Nord - Pas-de-Calais et de la Picardie - Service régional de statistique - août 2006

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Enquête sur la structure des exploitations en 2005 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste cahiers n°4 - décembre 2006

www.agreste.agriculture.gouv.fr

En agriculture, la parité n'est pas de mise - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste primeur n°175 - mars 2006

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Salarié familial en agriculture : un statut en développement - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste primeur n°163 - juin 2005

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les parcours professionnels des jeunes agriculteurs se diversifient - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste primeur n°160 - juin 2005

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Main-d'œuvre des exploitations agricoles en 2000

	Chefs d'exploitation et coexploitants	Conjoints non coexploitants	Autres actifs familiaux	Unité : nombre Salariés permanents non familiaux
Enquête structure 2005				
Picardie	18 129	4 497	2 087	6 734
% Picardie / France métropole	2,7	2,2	1,9	4,3
Recensement agricole 2000¹				
Picardie	19 970	6 282	3 507	7 566
% Picardie / France métropole	2,5	2,4	2,3	4,4

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche, Agreste, enquête structure agricole 2005 - RA 2000

Structure par âge des chefs d'exploitation et coexploitants

	moins de 40 ans	de 40 à 49 ans	de 50 à 59 ans	de 60 ans et plus	Unité : nombre Total
Enquête structure 2005					
Picardie	3 944	5 150	6 154	2 881	18 129
% Picardie / France métropole	2,7	2,6	2,9	2,3	2,7
Recensement agricole 2000¹					
Picardie	5 123	5 550	5 939	3 358	19 970
% Picardie / France métropole	2,5	2,6	2,8	2,1	2,5

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche, Agreste, enquête structure agricole 2005 - RA 2000

Évolution du nombre d'unités de travail annuel (UTA)

	Chefs d'exploitation et coexploitants	Conjoints non coexploitants	Autres actifs familiaux	Unité : nombre Salariés permanents non familiaux
Enquête structure 2005				
Picardie	13 493	2 180	951	5 651
% Picardie / France métropole	2,7	2,3	2,2	4,3
Recensement agricole 2000¹				
Picardie	14 918	3 291	1 493	6 600
% Picardie / France métropole	2,7	2,5	2,6	4,6

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche, Agreste, enquête structure agricole 2005 - RA 2000

¹Dans une optique de comparaison 2000-2005, les données 2000 ont été recalculées à partir de l'échantillon 2005, d'où quelques différences éventuelles possibles avec celles du RA 2000.



Définitions

Exploitation agricole : l'exploitation agricole est définie, au sens de la statistique agricole, comme une unité économique répondant simultanément aux quatre conditions suivantes :

- elle produit des produits agricoles ;
- elle atteint ou dépasse une certaine dimension (superficie, nombre d'animaux, production, etc.) ;
- elle est soumise à une gestion courante personnalisée et indépendante ;
- elle est localisée en un lieu géographique précis.

Faire-valoir direct : superficie qui est la propriété de la personne, physique ou morale, pour le compte de laquelle elle est exploitée. Cette personne dispose librement de ses terres qui ne donnent pas lieu à paiement effectif d'une redevance.

Fermage : superficie exploitée par une personne autre que par son propriétaire. Elle donne lieu au paiement d'une redevance et fait l'objet d'un contrat écrit (bail) ou verbal.

Pour en savoir plus

Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2005 - Agreste Picardie - Les feuilles de liaisons n° 9 - Directions régionales de l'agriculture et de la forêt du Nord - Pas-de-Calais et de la Picardie - Service régional de statistique - août 2006

www.agreste.agriculture.gouv.fr

L'agriculture, nouveaux défis - Insee Références - Édition 2007

www.insee.fr

L'agriculture française depuis 50 ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste cahiers - janvier 2007

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Enquête sur la structure des exploitations en 2005 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste cahiers n°4 - décembre 2006

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Évolution du nombre d'exploitations agricoles selon la taille

Unité : nombre

	moins de 20 ha	de 20 à moins de 50 ha	de 50 à moins de 100 ha	de 100 à 200 ha	de 200 ha et plus	Total
Enquête structure 2005						
<i>Picardie</i>	3 811	1 811	3 505	3 775	1 631	14 533
% <i>Picardie / France métropole</i>	1,5	1,7	3,1	5,4	9,6	2,6
Recensement agricole 2000¹						
<i>Picardie</i>	5 214	2 393	3 937	3 808	1 505	16 857
% <i>Picardie / France métropole</i>	1,5	1,7	3,2	6,0	10,5	2,4

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche, Agreste, enquête structure agricole 2005 - RA 2000

Évolution du nombre d'exploitations agricoles selon le mode de faire-valoir

Unité : nombre

	Faire-valoir direct	Fermage	Autres modes de faire-valoir
Enquête structure 2005			
<i>Picardie</i>	9 296	12 138	916
% <i>Picardie / France métropole</i>	2,2	3,3	3,5
Recensement agricole 2000¹			
<i>Picardie</i>	13 313	13 157	905
% <i>Picardie / France métropole</i>	2,3	3,2	2,4

Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche, Agreste, enquête structure agricole 2005 - RA 2000

¹ Dans une optique de comparaison 2000-2005, les données 2000 ont été recalculées à partir de l'échantillon 2005 d'où quelques différences éventuelles possibles avec celles du recensement 2000.



15 15-4



AGRICULTURE

Revenus agricoles

Définitions

Revenu net d'entreprise agricole : c'est un nouveau concept retenu par le SCEES (Service central des enquêtes et études statistiques) et l'Insee division agriculture. Le revenu d'entreprise agricole est un concept proche du résultat comptable de la comptabilité privée. Il est obtenu en retranchant au résultat agricole net la rémunération des salariés, les charges locatives (fermage) et les intérêts sur emprunts.

Superficie Agricole Utilisée (SAU) : notion normalisée dans la statistique agricole européenne qui comprend, non seulement les terres arables et les cultures permanentes, mais aussi les prairies, les pâturages permanents et les jachères.

Unité de travail annuel (UTA) : c'est la quantité de travail d'un équivalent temps complet : 2 200 heures par an. Une UTA peut être constituée par la quantité de travail d'une personne à temps complet ou par celle de deux personnes à mi-temps, etc.

Pour en savoir plus

Le panorama du monde agricole, forestier et agroalimentaire - Directions régionales de l'agriculture et de la forêt - Services régionaux de l'information statistique et économique du Nord - Pas-de-Calais et de Picardie - Édition 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2006 - Insee Première n°1113 - décembre 2006
www.insee.fr

Les comptes prévisionnels par catégorie d'exploitations pour 2006 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste primeur n°186 - décembre 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Le prix des terres agricoles en 2005 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste chiffres et données série agriculture n°187 - novembre 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les comptes régionaux, départementaux et par catégorie d'exploitations de l'agriculture - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste chiffres et données série agriculture n°185 - novembre 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

L'agriculture en 2005 en Europe et en France - Insee Première n°1085 - juin 2006
www.insee.fr

Revenu net d'entreprise agricole

	Picardie		France métropole		France entière	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Par hectare de SAU en valeur courante (euros)	402	310	439	392	ND	402
Par actif non salarié (UTANS) en valeur courante (millier d'euros)	31,0	24,5	19,2	17,5	19,0	17,4
Revenu net d'entreprise agricole global (million d'euros)	535,7	412,9	12 153,7	10 829,5	12 502,9	11 158,5

Source : Ministère de l'agriculture - SCEES - Comptes Agriculture



15 15-5



AGRICULTURE

Productions animales

Définitions

Caprins : chèvres, chevreaux, boucs, autres caprins.

Espèce Gallus : poules pondeuses d'œufs à couvrir et d'œufs de consommation, poulettes, poulets de chair.

Ovins : agneaux, brebis, béliers, autres ovins.

Vache laitière : vache quelle que soit sa race dont le lait est principalement destiné à la commercialisation.

Vache nourrice : vache destinée à produire et à nourrir essentiellement les veaux.

Pour en savoir plus

Le panorama du monde agricole, forestier et agroalimentaire - Directions régionales de l'agriculture et de la forêt - Services régionaux de l'information statistique et économique du Nord - Pas-de-Calais et de Picardie - Édition 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Statistique agricole annuelle - résultats 2005 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste chiffres et données série agriculture n°182 - août 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Effectifs en 2005 (semi-définitif)

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre de têtes % Picardie / France métropole
Espèce bovine	206 715	118 230	208 350	533 295	2,8
dont vaches laitières*	47 355	29 850	63 500	140 705	3,6
dont vaches nourrices*	32 215	15 940	23 500	71 655	1,8
Espèce porcine	57 720	15 420	93 770	166 910	1,1
dont truies-mères de 50 kg et plus	5 600	1 260	5 800	12 660	1,3
Espèce ovine	38 320	32 300	31 950	102 570	1,1
dont brebis-mères*	26 500	22 550	22 000	71 050	1,2
Espèce caprine	620	610	556	1 786	0,1
dont chèvres	420	470	400	1 290	0,2
Équidés	3 610	4 100	4 696	12 406	2,8
Gallus (millier de têtes)	1 513	1 484	1 850	4 847	2,6
Lapins (millier de têtes)	33	25	57	115	1,1

Source : Ministère de l'agriculture - Scees - Statistique Agricole Annuelle

*y.c. réforme

Productions diverses en 2005 (semi-définitif)

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie / France métropole
Lait de vache (en hl)	2 905 000	1 874 543	4 376 256	9 155 799	3,8
Œufs (en milliers)	130 000	233 974	259 000	622 974	5,2

Source : Ministère de l'agriculture - Scees - Statistique agricole annuelle



Définitions

Production fruitière : on appelle verger toute plantation régulière d'arbres fruitiers d'une densité au moins égale à 100 pieds à l'hectare. Quand la densité est inférieure, il s'agit d'arbres isolés.

Production végétale : récolte établie dans l'optique « livraison ». Elle s'entend « stade arrivé ferme ». Les semences, conservées par l'agriculteur pour ses besoins personnels et celles agréées ou non, sont comprises dans la production, de même que la partie destinée à l'alimentation animale.

Rendement : produit de la terre, évalué par rapport à la surface cultivée :

- quintal par hectare : q/ha
- hectolitre par hectare : hl/ha

Productions fruitières et viticole en 2005 (semi-définitif)

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie / France métrop.
Pommes de table					
Superficie (ha)	219	146	230	595	1,3
Production (q)	103 255	49 920	69 000	222 175	1,2
Rendement (q/ha)	471	342	300	373	
Poires de table					
Superficie (ha)	65	23	119	207	2,3
Production (q)	16 774	5 460	23 376	45 610	2,1
Rendement (q/ha)	257	238	196	220	
Cerises					
Superficie (ha)	3	37	9	49	0,4
Production (q)	143	1 500	601	2 244	0,3
Rendement (q/ha)	48	41	70	46	
Fruits à baies					
Superficie (ha)	nd	271	nd	289	3,3
Production (q)	nd	11 442	nd	13 967	1,5
Rendement (q/ha)	nd	42	nd	48	
Raisin					
Superficie (ha)	2 282	///	///	///	0,3
Production (q)	146	///	///	///	///
Rendement (q/ha)	320 353	///	///	///	0,5

Source : Ministère de l'agriculture - Scees -
Statistique Agricole Annuelle

Pour en savoir plus

Rendement record pour la betterave à sucre - Bilan économique et social de la Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006
www.insee.fr/picardie

Le panorama du monde agricole, forestier et agroalimentaire - Directions régionales de l'agriculture et de la forêt - Services régionaux de l'information statistique et économique du Nord - Pas-de-Calais et de Picardie - Édition 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Bilan de la campagne agricole 2005 en Picardie - Les feuilles de liaisons n°4 - Directions régionales de l'agriculture et de la forêt du Nord - Pas-de-Calais et de la Picardie - Service régional de statistique - mai 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Statistique agricole annuelle - résultats 2005 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste chiffres et données série agriculture n°182 - août 2006
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Productions végétales principales en 2005 (semi-définitif)

		Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie / France métropole
Céréales	Superficie (ha)	235 500	198 000	233 150	666 650	7,3
	Production (q)	18 823 270	15 732 050	18 931 900	53 487 220	8,3
	Rendement (q/ha)	80	79	81	80	///
<i>dont blé tendre</i>	Superficie (ha)	177 920	158 000	185 200	521 120	10,7
	Production (q)	14 390 520	12 630 000	15 186 200	42 206 720	12,1
	Rendement (q/ha)	81	80	82	81	///
<i>dont blé dur</i>	Superficie (ha)	150	0	0	150	0,0
	Production (q)	8 700	0	0	8 700	0,0
	Rendement (q/ha)	58	0	0	58	///
<i>dont orge et escourgeon</i>	Superficie (ha)	36 700	25 250	39 000	100 950	6,3
	Production (q)	2 625 900	1 914 000	2 988 000	7 527 900	7,3
	Rendement (q/ha)	72	76	77	75	///
<i>dont maïs (grains et semences)</i>	Superficie (ha)	18 000	13 140	7 300	38 440	2,3
	Production (q)	1 622 500	1 090 620	657 000	3 370 120	2,4
	Rendement (q/ha)	90	83	90	88	///
Oléagineux	Superficie (ha)	29 800	29 980	18 850	78 630	4,0
	Production (q)	1 209 380	1 259 980	737 700	3 207 060	5,2
	Rendement (q/ha)	41	42	39	41	///
<i>dont colza</i>	Superficie (ha)	28 970	28 700	18 000	75 670	6,1
	Production (q)	1 186 560	1 233 820	719 000	3 139 380	6,9
	Rendement (q/ha)	41	43	40	41	///
Protéagineux	Superficie (ha)	35 300	24 960	23 200	83 460	19,7
	Production (q)	1 504 750	1 021 500	1 083 000	3 609 250	21,0
	Rendement (q/ha)	43	41	47	43	///
<i>dont pois protéagineux</i>	Superficie (ha)	12 500	20 100	19 500	52 100	16,5
	Production (q)	525 000	804 000	916 500	2 245 500	16,9
	Rendement (q/ha)	42	40	47	43	///
Total cultures fourragères	Superficie (ha)	13 100	13 100	28 875	55 075	3,3
	Production (q)	1 740 000	1 582 100	3 983 290	7 305 390	4,2
	Rendement (q/ha)	133	121	138	133	///
Betteraves industrielles	Superficie (ha)	65 074	37 900	38 000	140 974	37,1
	Production (q)	54 011 420	30 320 000	31 578 000	115 909 420	37,1
	Rendement (q/ha)	830	800	831	822	///
Pommes de terre	Superficie (ha)	8 034	5 977	30 900	44 911	28,4
	Production (q)	3 761 820	2 781 676	14 411 925	20 955 421	31,4
	Rendement (q/ha)	468	465	466	467	///

Source : Ministère de l'agriculture - Scees - Statistique Agricole Annuelle

en matière sèche

En 2002, la production d'énergie primaire en Picardie ne représente que 0,3 % de la production française. La production d'énergie renouvelable par combustion du bois constitue l'essentiel de la production énergétique régionale. La région ne possède ni raffineries, ni centrales électriques collectives.

En novembre 2006, une cinquantaine d'éoliennes sont installées en Picardie représentant une capacité de 86 MW soit 6,6 % de la capacité française ; la région se situe au 7^e rang des régions, la région Centre se situe en tête avec 244 MW installés.

Le pôle de compétitivité industries et agro ressources développé en partenariat avec la Champagne-Ardenne et labellisé en juillet 2005 a pour objectif les nouveaux marchés émergents basés sur l'utilisation de tous les composants de la plante pour des finalités industrielles, innovantes et compétitives. Parmi celles-ci sont prévus des débouchés dans le domaine énergétique, notamment dans les biocarburants. La construction d'une usine de bioéthanol dans l'Aisne à partir de la betterave en est la première concrétisation.

En Picardie, la distribution de l'énergie électrique s'effectue au moyen d'un réseau de lignes électriques dont la longueur représente 2,6 % du réseau national.

En 2002, les produits pétroliers sont la première source d'énergie consommée dans la région. Celle-ci représente un peu plus de 39 % de la consommation énergétique finale. Viennent ensuite le gaz (32 %), l'électricité (19 %) et les énergies renouvelables (8 %). La consommation d'électricité par habitant est plus faible en Picardie qu'en France : en 2004, elle s'élevait à 2,3 milliers de kwh contre 2,8 au niveau national.

La part du fuel domestique dans les ventes régionales de carburants a progressé de 23,4 % entre 2002 et 2005.



Définitions

Énergies nouvelles ou renouvelables : par convention (et abus de langage), le terme s'applique en France aux énergies issues de la biomasse, aux énergies solaire, éolienne et géothermique.

Énergie primaire : énergie brute, c'est-à-dire non transformée après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique, nucléaire, éolienne, solaire photovoltaïque et géothermique).

Tonne Équivalent Pétrole (TEP) : énergie thermique équivalente à celle qui est fournie par une tonne de pétrole. C'est une unité utilisée pour comparer les différentes formes d'énergie.

Les coefficients de conversion sont :

- Charbon : 1 tonne = 0,577 Tep ;
- Gaz naturel : 1 GW/h = 0,077 Tep ;
- Électricité : 1 MW/h = 0,222 Tep.

Pour en savoir plus

La production d'énergie d'origine renouvelable en France en 2005 - Observatoire de l'énergie - Direction de l'énergie et des matières premières - mai 2006

www.industrie.gouv.fr

Hausse des prix de l'énergie importée : des conséquences modérées sur les prix industriels - Insee Première n°1051 - décembre 2005

www.insee.fr

La production d'électricité en France et dans les régions - Statistiques de 2000 à 2003 - Observatoire de l'énergie - Direction générale de l'énergie et des matières premières - octobre 2005

www.industrie.gouv.fr

L'énergie dans les régions françaises en 2002 - Données statistiques par région - Observatoire de l'énergie - Direction générale de l'énergie et des matières premières

www.industrie.gouv.fr

Le tableau de bord des statistiques du bois énergie en France - Observatoire de l'énergie - Direction de l'énergie et des matières premières

www.industrie.gouv.fr

Pétrole éléments statistiques - Comité professionnel du pétrole - Annuel

www.cpdp.org

Production d'énergie primaire en 2002

Production d'énergie fossile

Total

Charbon

Pétrole brut

Gaz naturel et grisou

Production totale brute

dont énergie primaire nucléaire

dont énergie primaire hydraulique

Énergie primaire renouvelable bois

Production d'énergie primaire

Picardie

0

0

0

0

69

0

1

357

427

Unité : ktep

France métropole

3 824

1 065

1 317

1 442

121 551

113 819

5 738

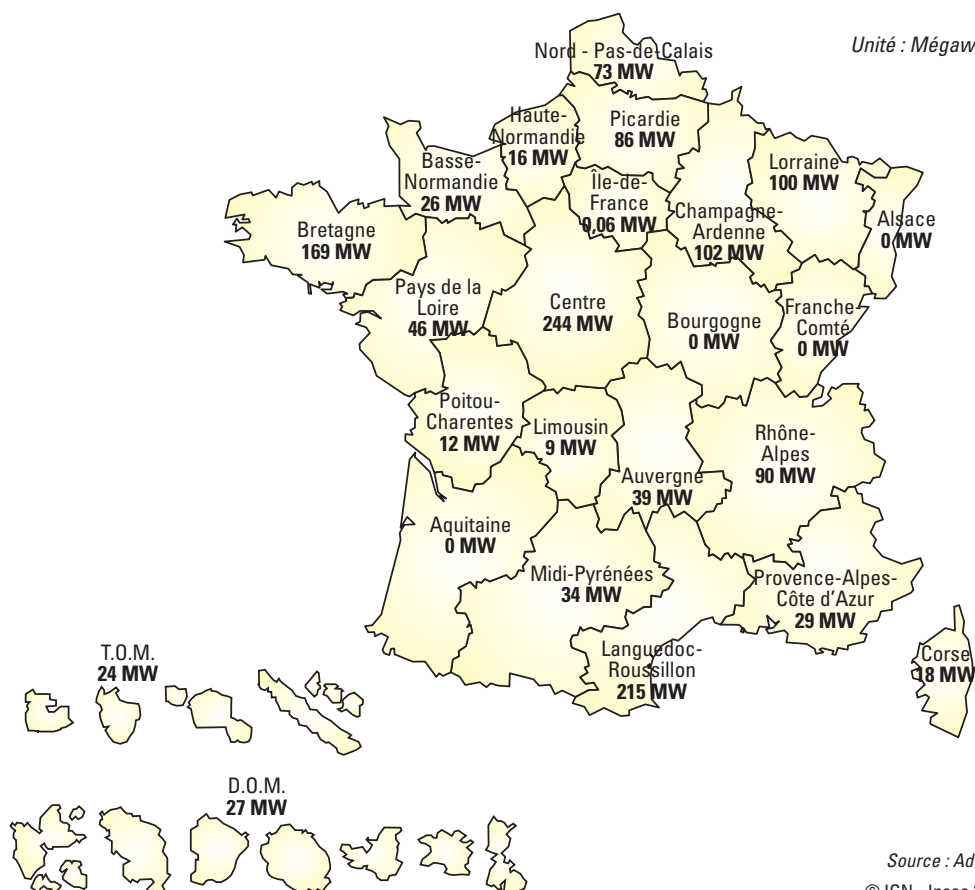
9 089

134 464

Source : Observatoire de l'énergie du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Capacité en fonctionnement des éoliennes installées en novembre 2006

Unité : Mégawatts



Source : Ademe

© IGN - Insee 2007



Définitions

Haute tension et basse tension : l'électricité est produite sous des tensions de l'ordre de 15 000 volts. Les usages dans l'industrie et dans certains secteurs du tertiaire (transports et télécommunications, commerces, services marchands et non marchands) nécessitent des hautes tensions qui sont exprimées en milliers de volts (kV), les usages domestiques et divers (professionnels et services publics) des basses tensions.

Pour en savoir plus

La production-distribution de l'énergie électrique en France et dans les régions en 2003 et 2004 - Observatoire de l'énergie - Direction de l'énergie et des matières premières - novembre 2006
www.industrie.gouv.fr

Pétrole éléments statistiques - Comité professionnel du pétrole - Annuel
www.cdpd.org

Longueur des lignes électriques au 31 décembre 1999

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : kilomètre France métropole
Haute tension	6 551	5 838	5 799	18 188	606 525
dont 17 à 25 Kv inclus	3 958	4 798	3 913	12 669	519 029
Basse tension	4 847	5 310	4 686	14 843	664 683

Source : Direction générale de l'énergie et des matières premières

Stockage de distribution de produits pétroliers au 31 décembre 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Nombre de dépôts ¹	3	3	3	9	454
Capacité en m ³	2 028	17 920	15 808	35 756	23 560 375

Source : Comité professionnel du pétrole

¹ Dépôts civils actifs d'une capacité égale ou supérieure à 400 m³ ; ne sont pas compris les stockages de gaz liquéfié.



Définitions

Consommation finale d'énergie : partie de l'énergie consommée qui est livrée aux utilisateurs finaux (industriels, ménages, transports, etc.) implantés ou résidant dans la région.

Haute tension et basse tension : l'électricité est produite sous des tensions de l'ordre de 15 000 volts. Les usages dans l'industrie et dans certains secteurs du tertiaire (transports et télécommunications, commerces, services marchands et non marchands) nécessitent des hautes tensions qui sont exprimées en milliers de volts (kV), les usages domestiques et divers (professionnels et services publics) des basses tensions.

Tonne Équivalent Pétrole (TEP) : énergie thermique équivalente à celle qui est fournie par une tonne de pétrole. C'est une unité utilisée pour comparer les différentes formes d'énergie.

Les coefficients de conversion sont :

- Charbon : 1 tonne = 0,577 Tép ;
- Gaz naturel : 1 GW/h = 0,077 Tép ;
- Électricité : 1 MW/h = 0,222 Tép.

Pour en savoir plus

Les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires et les scieries en 2005 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste chiffres et données série agroalimentaire n°144 - décembre 2006 à paraître
agreste.agriculture.gouv.fr

Enquête annuelle sur la consommation d'énergie dans les IAA (EACEI) - Des industries agroalimentaires picardes très gourmandes en énergie - Agreste Picardie - Les feuilles de liaisons n°6 - Directions régionales de l'agriculture et de la forêt du Nord - Pas-de-Calais et de la Picardie - Service régional de statistique - juin 2006
agreste.agriculture.gouv.fr

Les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires et les scieries en 2005 - Ministère de l'agriculture et de la pêche - Service central des enquêtes et études statistiques - Agreste chiffres et données série agroalimentaire n°144 - décembre 2006 à paraître
agreste.agriculture.gouv.fr

Hausse des prix de l'énergie importée : des conséquences modérées sur les prix industriels - Insee Première n°1051 - décembre 2005
www.insee.fr

La facture énergétique de la France en 2005 - Observatoire de l'énergie - Direction de l'énergie et des matières premières
www.industrie.gouv.fr

Les consommations d'énergie dans l'industrie en 2003 - Chiffres clés Référence - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) - janvier 2005
www.industrie.gouv.fr/sessi

**Consommation finale
par type d'énergie en 2002**

	Unité : %	
	Picardie	France métropole
Consommation totale (ktep)	5 469	155 877
Charbon		
(industrie uniquement)	1,8	4,7
Pétrole (livraisons)	39,4	46,1
Gaz (tous usages)	31,7	22,2
Électricité	18,9	19,6
Énergies renouvelables	7,6	6,2
Chauffage urbain	0,6	1,2

Source : Observatoire de l'énergie du Ministère
de l'économie, des finances et de l'industrie

Consommation finale par secteur en 2002

	Unité : ktep	
	Picardie	France métropole
Consommation totale (ktep)	5 469	155 877
Résidentiel et tertiaire	1 834	61 638
dont électricité (%)	27	29,6
Industrie	2 129	40 568
dont combustibles (%)	77	72,4
dont électricité	23	27,6
haute tension (%)		
Transports	1 360	50 616
dont produits pétroliers (%)	97	98,2
Agriculture	146	3 055
dont fioul domestique (%)	92	79,2

Source : Observatoire de l'énergie du Ministère de
l'économie, des finances et de l'industrie

Consommation d'électricité basse tension en 2004

	Unité : million de kwh				
	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Total basse tension	1 331,2	1 719,1	1 284,1	4 334,4	171 591,1
dont :					
Usages domestiques et agricoles	1 099,2	1 426,8	1 044,4	3 570,4	138 637,4
Usages professionnels	152,0	197,4	158,8	508,2	24 464,2
Éclairage public, services publics et communaux	80,0	94,8	80,9	255,7	8 489,5
Consommation par habitant en milliers de kwh	2,5	2,2	2,3	2,3	2,8

Source : Électricité de France

Vente de produits pétroliers en 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole	% Picardie
Supercarburants (en millier de m ³)	110	172	127	409	14 529	2,8
super plombé	4	4	5	12	433	2,9
super sans plomb	107	167	122	396	14 097	2,8
Gazole (en millier de m ³)	359	469	386	1 213	36 744	3,3
Fioul domestique (en millier de tonnes)	119	116	116	351	15 749	2,2
Fioul lourd hors EDF (en millier de tonnes)	71	21	58	151	2 201	6,9

Source : Comité professionnel du pétrole

Au 1^{er} janvier 2005, la Picardie compte 15 500 établissements et 168 000 salariés dans l'industrie et la construction, soit 2,3 % des établissements et 3,4 % des salariés du total métropolitain.

Plus de la moitié de ces établissements appartiennent au secteur de la construction, qui compte par ailleurs quatre fois moins de salariés que l'industrie.

La production de biens intermédiaires est très représentée en Picardie avec 34 % des établissements industriels et 51 % des salariés de l'industrie picarde. En particulier, la région est caractérisée par une densité d'établissements et de salariés marquée dans les secteurs des industries métallurgiques et de transformation des métaux ainsi que dans les industries chimiques et des équipements mécaniques. Le déclin du textile se poursuit et si le secteur de la construction automobile est en perte de vitesse, la filière automobile est très présente représentant 2 fois et demi d'emplois de plus que la construction automobile.

En moyenne, dans les établissements industriels de Picardie, le salaire octroyé est inférieur de 5 % au salaire métropolitain, tiré vers le haut par les rémunérations plus élevées versées à Paris et dans la région parisienne. Le niveau de salaire dans le département de l'Oise se démarque nettement du niveau constaté dans les autres départements picards, reflétant l'influence de l'Île-de-France sur le sud de la région.

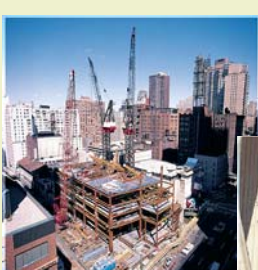
Les montants consacrés à l'investissement dans les établissements industriels employant 20 personnes ou plus, rapportés au nombre de salariés, sont équivalents en Picardie et dans le reste du pays. Les évolutions sur trois ans révèlent, dans ces établissements, une baisse de 12 % de l'investissement ; la baisse atteint 34 % dans l'industrie automobile et 22 % dans les industries des biens intermédiaires. L'industrie agroalimentaire, au contraire, a investi, en 2004, 28 % de plus qu'en 2001.

Le taux de dépendance (*part des établissements picards dépendant d'un siège hors région*) de la Picardie diminue de 2 points en 2004 par comparaison avec 2001, mais la Picardie reste l'une des quatre régions de province dont le taux de dépendance est supérieur à 30 %. La part de la participation étrangère dans les établissements et dans l'emploi picard est plus élevée qu'en moyenne nationale et les investissements d'origine étrangère dépassent à présent les investissements d'origine française.

La construction de logements progresse fortement

En 2005, le redressement en cours dans le secteur du bâtiment se confirme de façon spectaculaire, avec un fort accroissement des autorisations de construction de logements et de locaux. Entre 2004 et 2005, le nombre des logements autorisés bondit de 38 %, alors que les mises en chantier de logements progressent de 12 %. Les surfaces autorisées pour les autres locaux augmentent de 14 %. L'Oise se distingue par un recul des mises en chantier de logements, mais le nombre des autorisations de construction continue à croître fortement dans ce département. L'Aisne reste également quelque peu en retrait pour la progression du nombre de logements autorisés, mais affiche un dynamisme remarquable pour les autorisations de construction d'autres locaux.

En 2004, 916 millions d'euros hors taxes ont été consacrés aux travaux publics. Les travaux routiers ont absorbé 44 % de ce montant. Le solde se répartit principalement entre travaux destinés au réseau électrique, aux terrassements, à l'infrastructure de la distribution et de la collecte de l'eau et aux ouvrages d'art.



Définitions

CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) : ce dispositif fait la synthèse des données de plusieurs sources, notamment Sirène, Epure (URSSAF), déclarations annuelles de données sociales. Clap rassemble des données sur la localisation des établissements employeurs, les effectifs employés, les rémunérations versées sur le champ de l'économie marchande et non marchande, hormis le ministère de la Défense et les emplois domestiques.

L'emploi est mesuré au sens des postes de travail pourvus au 31 décembre par établissement employeur.

Construction : ce secteur regroupe les divers corps d'état qui participent aux opérations de construction, tant pour le bâtiment que pour les travaux publics.

Entreprise : unité légale représentée par une personne juridique, physique ou morale, qui exerce pour son propre compte une activité et qui possède une autonomie de décision. Son objet est de produire des biens et des services.

Établissement : unité géographique dans laquelle se réalise l'activité d'une entreprise ; une entreprise peut comporter un ou plusieurs établissements.

Pour en savoir plus

L'industrie dans les territoires picards - Insee, DIRE, DRTEFP - Insee Picardie dossier 2006
www.insee.fr/picardie/

Des industries traditionnelles aux nouvelles spécialisations picardes - Picardie : Diagnostic et perspectives - mai 2006
www.insee.fr/picardie/

D'une industrie traditionnelle à une industrie qualifiée - Insee Picardie Relais n°146 - mai 2005
www.insee.fr/picardie/

La filière agroalimentaire picarde dans le Bassin parisien - Insee Picardie Relais n°116 - avril 2003
www.insee.fr/picardie/

La filière mécanique forgée dans le territoire picard - Insee Picardie Relais n°115 - mars 2003
www.insee.fr/picardie/

La chimie picarde : des odeurs et des couleurs - Insee Picardie Relais n°111 - décembre 2002
www.insee.fr/picardie/

L'industrie en France - Édition 2005-2006 : données disponibles au 1^{er} juillet 2005 - Ministère de l'économie des finances et de l'industrie - Service des études et statistiques industrielles (Sessi) - Collection « Chiffres clés - Analyse »
www.industrie.gouv.fr/sessi/

Cédérom Sessi entreprises : l'industrie française en 300 secteurs - Édition 2005 - Ministère de l'économie des finances et de l'industrie - Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) - Collection « chiffres clés - Référence »

L'industrie dans les régions - Édition 2005-2006 - Ministère de l'économie des finances et de l'industrie - Service des études et statistiques industrielles (Sessi) - Collection « Chiffres clés - Analyse » - et Cédérom Sessi Régions - Édition 2005
www.industrie.gouv.fr/sessi/

L'industrie en France et la mondialisation - édition 2005 - Ministère de l'économie des finances et de l'industrie - Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) - Collection « Chiffres clés - Analyse »
www.industrie.gouv.fr/sessi/

Établissements industriels selon l'activité au 1^{er} janvier 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France
Industries agricoles et alimentaires	656	667	630	1 953	2,5
Industries des biens de consommation	349	627	431	1 407	1,6
Habillement, cuir	42	71	55	168	1,1
Édition, imprimerie, reproduction	139	230	148	517	1,5
Pharmacie, parfumerie et entretien	11	33	16	60	2,3
Industries des équipements du foyer	157	293	212	662	2,1
Industrie automobile	25	29	17	71	2,5
Industries des biens d'équipement	352	545	378	1 275	2,5
Constr. navale, aéro. et ferrov.	4	14	11	29	0,8
Industries des équip. mécaniques	286	398	299	983	3,1
Équip. électriques et électroniques	62	133	68	263	1,6
Industries des biens intermédiaires	654	1 014	729	2 397	3,0
Industries des produits minéraux	100	182	129	411	2,4
Industrie textile	103	33	48	184	3,0
Industrie du bois et du papier	99	117	61	277	2,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	72	192	101	365	3,7
Métallurgie et transformation des métaux	243	420	372	1 035	3,7
Composants électriques et électroniques	37	70	18	125	2,4
Construction	2 387	3 680	2 299	8 366	2,2
Ensemble : industrie et construction	4 423	6 562	4 484	15 469	2,3

Source : Insee - CLAP

Emploi salarié industriel selon l'activité au 1^{er} janvier 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France
Industries agricoles et alimentaires	6 189	5 250	7 929	19 368	3,3
Industries des biens de consommation	4 035	9 133	5 110	18 278	2,9
Habillement, cuir	590	726	692	2 008	2,1
Édition, imprimerie, reproduction	725	899	863	2 487	1,2
Pharmacie, parfumerie et entretien	920	4 362	1 046	6 328	4,3
Industries des équipements du foyer	1 800	3 146	2 509	7 455	4,3
Industrie automobile	1 337	3 090	2 341	6 768	2,4
Industries des biens d'équipement	5 679	8 968	6 534	21 181	2,8
Constr. navale, aéro. et ferrov.	1 037	157	1 700	2 894	2,0
Industries des équip. mécaniques	4 177	7 714	4 507	16 398	4,0
Équip. électriques et électroniques	465	1 097	327	1 889	0,9
Industries des biens intermédiaires	15 220	33 083	20 974	69 277	5,2
Industries des produits minéraux	1 448	4 352	1 426	7 226	4,5
Industrie textile	1 650	1 020	1 964	4 634	5,3
Industrie du bois et du papier	2 014	2 481	1 875	6 370	3,9
Chimie, caoutchouc, plastiques	3 144	12 960	7 643	23 747	7,0
Métallurgie et transformation des métaux	5 398	10 203	7 191	22 792	5,5
Composants électriques et électroniques	1 566	2 067	875	4 508	2,5
Construction	9 751	14 590	8 971	33 312	2,5
Ensemble : industrie et construction	42 211	74 114	51 859	168 184	3,4

Source : Insee - CLAP



Définitions

Degré d'autonomie : rapport des effectifs des établissements ayant leur siège social en Picardie à l'effectif total de l'ensemble des établissements de la Picardie.

Degré de dépendance vis-à-vis de l'Île-de-France : rapport des effectifs des établissements de la Picardie qui dépendent d'entreprises dont le siège est en Île-de-France à l'effectif total de l'ensemble des établissements de la Picardie.

Enquête annuelle d'entreprise (EAE) : c'est une enquête réalisée par le Sessi (Service d'études des stratégies et des statistiques industrielles) pour l'industrie manufacturière et par le Scees (Service central des enquêtes et des études statistiques) pour les IAA. Elle est effectuée tous les ans auprès des entreprises de 20 salariés ou plus dans l'industrie manufacturière, de 10 salariés ou plus dans les IAA. Les données comptables concernent l'ensemble de l'entreprise et sont affectées à la région dans laquelle est situé le siège social. Seuls les effectifs salariés, les rémunérations et les investissements sont recueillis au niveau de chaque établissement de l'entreprise.

Investissement : dépense consacrée par une entreprise à l'acquisition ou à la création de moyens de production (bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil). Ce poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Participation étrangère dans les entreprises : le contrôle d'une entreprise par une société étrangère est certain lorsque la participation de celle-ci est supérieure ou égale à 50 % du capital (participation majoritaire). On considère qu'il y a influence de l'étranger pour des participations dans le capital comprises entre 1/3 et moins de 50 % (participations minoritaires). Au-dessous du seuil d'un tiers, les participations étrangères constituent un simple placement financier.

Pour en savoir plus

L'industrie dans les territoires picards - Édition 2006 - Insee, DRIRE, DRTEFP
www.insee.fr/picardie

Cédérom Sessi entreprises : l'industrie française en 300 secteurs - Édition 2005 - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Service des études et des statistiques industrielles (Sessi) - Collection « chiffres clés - Référence »

L'industrie dans les régions - Édition 2005-2006 - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Service des études et statistiques industrielles (Sessi) - Collection « Chiffres clés - Analyse » - et Cédérom Sessi Régions - Édition 2005
www.industrie.gouv.fr/sessi/

La situation de l'industrie - Édition 2006 - Enquête annuelle d'entreprise 2004 résultats d'ensemble - Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - Service des études et statistiques industrielles (Sessi) - Collection « Chiffres clés - Référence » - janvier 2006
www.industrie.gouv.fr/sessi/

Performances économiques des établissements industriels au 31/12/2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Nombre d'établissements	406	626	449	1 481	43 751
Nombre de salariés	28 420	53 013	35 989	117 422	2 850 494
Rémunération par salarié (millier d'euros)	25,8	29,6	25,5	27,5	28,9
Investissement par salarié (millier d'euros)	6,7	6,9	9,5	7,7	7,7

Sources : Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, SESSI - SCEES - EAE

Champ : établissements industriels producteurs -hors énergie- d'entreprises industrielles de 20 salariés et plus

Investissements des établissements industriels au 31/12/2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : million d'euros Part de la Picardie en France (%)
Industries agroalimentaires	53 320	29 956	100 648	183 924	5,3
Industries des biens de consommation	23 920	69 497	58 877	152 294	5,7
Industrie automobile	5 045	21 700	10 389	37 134	0,9
Industries des biens d'équipement	24 440	28 267	49 123	101 830	3,6
Industries des biens intermédiaires	84 397	218 267	124 618	427 282	4,7
Ensemble	191 122	367 687	343 655	902 464	4,1

Sources : Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, SESSI - SCEES - EAE

Champ : établissements industriels producteurs -hors énergie- d'entreprises industrielles de 20 salariés et plus

Centres de décision au 31/12/2004

	Picardie	Unité : millier d'effectifs France métropole
Effectif total des établissements industriels (a)	117,3	2848,7
Effectif des établissements industriels ayant leur siège social dans la région (b)	68,4	
hors de la région	48,9	791,1
Degré d'autonomie (%) (b/a)	58,3	
Degré de dépendance vis-à-vis de l'Île-de-France (%)	31,9	33,5

Sources : Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, SESSI - SCEES - EAE

Champ : établissements industriels producteurs -hors énergie- d'entreprises industrielles de 20 salariés et plus

Indicateurs économiques au 31/12/2003

	Picardie	France métropole
Nombre d'établissements industriels	1 494	43 636
dont à participation étrangère* (%)	24,9	20,8
Effectif salarié total	121 369	2 930 285
dont à participation étrangère* (%)	42,4	32,3
Investissement total (en million d'euros)	936,1	22489,6
dont à participation étrangère* (%)	53,3	37,0

Sources : Min. de l'économie, des finances et de l'industrie, SESSI - SCEES - Insee Lifi (Liaisons financières)

Champ : Établissements industriels producteurs -hors énergie- d'entreprises de 20 personnes et plus

*Établissements appartenant à des entreprises industrielles dont 50% au moins du capital est détenu par une société étrangère.



Définitions

Bâtiment et travaux publics (BTP) : au sens des comptes nationaux, ceux-ci retracent l'ensemble des activités de la branche « Bâtiment, génie civil et agricole » (BCGA), plus communément appelée BTP, y compris la production des entreprises du semi-public, des administrations et celle des ménages. Ils intègrent aussi la fraude fiscale et le « travail au noir » qui font l'objet d'une estimation. Les services et biens industriels des entreprises liées à la construction, mais dont l'activité principale est autre, sont également incorporés dans le BTP par les comptes nationaux. Les ouvrages réalisés à l'étranger ne sont pas pris en compte dans la production du BTP.

Logement (ou local) autorisé : logement (ou local d'activité) ayant reçu un avis favorable à la construction.

Logement (ou local) commencé : logement (ou local d'activité) ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier.

Logement collectif : logement appartenant à un immeuble d'au moins deux logements. Les statistiques sont exprimées en nombre de logements.

Logement individuel : maison individuelle correspondant à un bâtiment disposant d'une entrée distincte. Si plusieurs logements individuels font l'objet d'un même permis de construire, ils sont classés en « individuel groupé ».

Pour en savoir plus

Niveau historiquement haut de la construction de logements neufs - Insee Picardie dossiers n°41 - juin 2006 www.insee.fr/picardie/

Les logements en Picardie : plutôt individuels anciens et de grande taille - Insee Picardie : Diagnostic et perspectives, mai 2006 www.insee.fr/picardie/

Les études de la DRE - Brèves mensuelles de la DRE - Conjoncture statistique de la DRE - Direction régionale de l'équipement Picardie

Les entreprises de la construction en 2004 - le secteur de la construction reste dynamique - SESP Infos rapides n° 330 - mai 2006 - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer - Annuel www.statistiques.equipement.gouv.fr/

Résultats départementaux de la construction neuve - SESP Infos rapides - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer - Mensuel www.statistiques.equipement.gouv.fr/

La commercialisation des logements neufs - SESP infos rapides - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer - Trimestriel www.statistiques.equipement.gouv.fr/

Moindre croissance de la commande publique dans le BTP en 2006 - SESP infos rapides n° 338 - juillet 2006 - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer www.statistiques.equipement.gouv.fr/

Base de données SITADEL - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer www.statistiques.equipement.gouv.fr/

La construction en 2005 : la prospérité du logement se confirme - Insee première n°1083 - juin 2006 www.insee.fr

De plus en plus de maisons individuelles - Insee première n°885 - février 2003 www.insee.fr

Construction de logements

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre France métropole
Logements autorisés					
2005	2 614	4 839	3 737	11 190	2,3
2004	2 068	3 394	2 640	8 102	1,9
Logements commencés					
2005	1 787	2 937	2 766	7 490	1,9
2004	1 629	3 148	1 919	6 696	1,9

Source : Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer - DAEI - SITADEL

Construction de locaux en 2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : millier de m ² France métropole
Surfaces autorisées					
Bâtiments agricoles	112 854	79 897	207 666	400 417	3,0
Bâtiments industriels	144 118	150 420	83 063	377 601	3,9
Stockage et garages	6 334	15 822	10 067	32 223	0,8
Commerces et bureaux	46 732	150 948	37 423	235 103	2,3
Autres constructions	84 446	106 506	54 188	245 140	2,6
Total	394 484	503 593	392 407	1 290 484	2,7
Rappel 2004	306 972	435 367	393 214	1 135 553	2,7

Source : Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer - DAEI - SITADEL

Travaux publics réalisés en 2004 par type d'ouvrage

	Picardie	Unité : million d'euros France métropole
Travaux routiers	406,4	3,7
Réseaux électriques	126,0	2,7
Adduction d'eau, assainissement, autres canalisations et installations	105,5	1,8
Terrassements	130,7	2,3
Ouvrages d'art	101,4	3,8
Travaux souterrains	0,0	0,0
Fondations spéciales	18,6	1,7
Voies ferrées	5,6	1,1
Travaux maritimes et fluviaux	15,4	3,3
Génie agricole	6,5	5,6
Total	916,1	2,8

Source : Fédération nationale des travaux publics (FNTP)

Au premier janvier 2005, les 17 540 établissements commerciaux de Picardie représentent 2,1 % de l'équipement national. Le commerce de détail regroupe près de 63 % des établissements picards et le commerce de gros 23 %.

À cette date, 76 440 personnes travaillent dans l'ensemble des établissements commerciaux, 54 % dans le commerce de détail et 28 % dans le commerce de gros.

La densité de commerces en libre-service pour 1 000 habitants est plus élevée en Picardie qu'en France métropolitaine sauf pour les supermarchés.

Depuis 2003, la région a acquis 5 hypermarchés, perdu 3 supermarchés mais gagné 34 maxidiscomptes. Ceux-ci représentent plus de la moitié de l'offre en supermarchés et plus du tiers de leurs surfaces.

Dans le domaine non alimentaire, le nombre de grandes surfaces de bricolage a presque doublé et la région compte 10 jardinerie supplémentaires.

L'ensemble des services regroupe au premier janvier 2005 presque 46 000 établissements en Picardie, soit 2,1 % du total national. Parmi eux, les services aux particuliers représentent 25 % du total des établissements et 8,5 % des postes de travail, les services aux entreprises 23 % des établissements et 17,5 % de l'emploi ; le secteur santé, éducation, action sociale est le plus important en termes d'établissements et de salariés : respectivement 28,6 % et 45 %.

La Picardie, comme la plupart des régions qui présentent à la fois un caractère rural et industriel, consacre une part faible de son produit intérieur brut aux dépenses de recherche et développement (R&D). En 2004, celles-ci s'élèvent à 441,9 millions d'euros soit 1,1 % du PIB et 1,3 % des dépenses nationales, ce qui la place au 13^e rang des régions. Parmi ces dépenses, 83 % proviennent de la recherche privée qui prédomine dans la région. La recherche et développement emploie en Picardie 4 741 personnes dont 53,6 % sont des chercheurs et 77 % travaillent dans une structure privée.



Définitions

Bricolage : la grande surface de bricolage a une surface de vente d'au moins 300 m². Son assortiment se compose de la quincaillerie d'ameublement et du bâtiment de matériel de décoration de maison et de jardin.

Commerce : regroupe les entreprises ou établissements dont l'activité principale est l'achat pour la revente en état.

Commerce de détail : activité de revente destinée principalement à des particuliers.

Commerce de détail et réparation : comprend les grandes surfaces à prédominance alimentaire (hypermarchés, supermarchés, magasins populaires), le commerce de détail alimentaire de petite surface ou spécialisé (épiceries, supérettes, boucheries, poissonneries, etc.), le commerce de détail non alimentaire spécialisé (habillement, librairie, pharmacie, sport et loisir, bricolage, etc.), le commerce de détail non alimentaire non spécialisé (grands magasins, etc.), le commerce de détail hors magasin (marchés, ventes par correspondance, etc.) et la réparation d'articles personnels et domestiques.

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : activité de revente destinée principalement à des commerçants ou à des utilisateurs professionnels.

Commerce et réparation automobile : comprend les activités de commerce de gros et de détail en produits liés à l'automobile (véhicules, motocycles, équipements, carburants), ainsi que l'entretien et la réparation automobile.

Hypermarché : grande surface de vente, supérieure à 2 500 m², présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales. Vente généralisée en libre-service.

Jardinerie : une jardinerie est un établissement commercial, souvent de dimension importante, qui offre, en libre-service assisté, un assortiment étendu d'articles et de matériel pour le jardinier amateur.

Supermarché : magasin de détail ou département distinct à l'intérieur d'un magasin, correspondant à une surface allant de 400 à 2 500 m² et vendant l'ensemble des produits alimentaires avec un assortiment plus ou moins important de marchandises générales d'achat courant.

Supermarché hard discount : vente en libre service alimentaire proposant des prix bas sur un assortiment de produits de base limités avec peu ou pas de marques nationales, un personnel réduit et une certaine austérité de l'environnement.

Pour en savoir plus

L'équipement commercial en Picardie en 2006 - Bilan économique et social Picardie 2005 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Les grandes surfaces alimentaires en Picardie - Maxidiscomptes : l'appétit croissant des prix bas - Insee Picardie relais n°136 - octobre 2004

www.insee.fr/picardie

Les groupes dans le commerce : une présence croissante - Insee Première n°1115 - janvier 2007

www.insee.fr

Le commerce en France - Insee Références - Édition 2006

www.insee.fr

Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2004 - Insee Résultats - Économie n°25 - juillet 2006

www.insee.fr

Les entreprises du commerce de gros en 2003 - Insee Résultats - Économie n°21 - juin 2005

www.insee.fr

Commerces en libre-service au 1^{er} septembre 2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie/ France métropole
Hypermarchés (nombre)	15	27	13	55	3,8
Surface totale en m ²	86 242	134 827	69 252	290 321	3,5
Densité m ² pour 1 000 habitants	161	176	125	156	///
Supermarchés (nombre)	46	55	64	165	3,0
Surface totale en m ²	60 847	70 136	82 784	213 767	3,1
Densité m ² pour 1 000 habitants	114	92	149	115	///
Hard discount (nombre)	58	63	64	185	4,5
Surface totale en m ²	39 311	41 945	38 932	120 188	4,4
Densité m ² pour 1 000 habitants	73	55	70	65	///
Bricolage (nombre)¹	60	64	58	182	3,6
Surface totale en m ²	107 646	113 296	79 916	300 858	3,8
Densité m ² pour 1 000 habitants	201	148	144	162	///
Jardineries (nombre)	14	23	15	52	3,8
Surface totale en m ²	43 881	76 361	47 829	168 071	3,9
Densité m ² pour 1 000 habitants	82	100	86	90	///

¹ y.c. négoce

Source : Guide panorama de la distribution

Établissements et postes de travail par département au 31 décembre 2004

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie / France métropole
Commerce et réparation automobile	764	1 073	729	2 566	2,6
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	1 006	1 840	1 111	3 957	1,8
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	119	155	132	406	3,5
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	487	629	565	1 681	1,9
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	2 610	3 393	2 927	8 930	2,2
Ensemble	4 986	7 090	5 464	17 540	2,1
Postes de travail					
Commerce et réparation automobile	4 219	5 500	3 415	13 134	3,0
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	5 115	10 703	5 895	21 713	2,2
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	4 973	7 209	4 678	16 860	3,2
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	769	971	948	2 688	2,1
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	5 113	9 758	7 174	22 045	2,4
Ensemble	20 189	34 141	22 110	76 440	2,5

Source : Insee - CLAP

CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) : ce dispositif fait la synthèse des données de plusieurs sources, notamment Sirène, Epure (URSSAF), déclarations annuelles de données sociales. Clap rassemble des données sur la localisation des établissements employeurs, les effectifs employés, les rémunérations versées sur le champ de l'économie marchande et non marchande, hormis le Ministère de la défense et les emplois domestiques.

Services : ensemble des activités tertiaires, à l'exception des activités de commerce et de transport. Les établissements sont classés selon la Nomenclature économique de synthèse (NES) en 36 postes.

- activités financières ;
- activités immobilières ;
- services aux entreprises : postes et télécommunications, conseils et assistance, services opérationnels (nettoyage, location, voirie, intérim, etc.), recherche et développement ;
- services aux particuliers : hôtels et restaurants (hôtels avec ou sans restaurant, autres moyens d'hébergement de courte durée, restaurants, cafés et cantines), activités récréatives, culturelles et sportives, services personnels et domestiques ;
- éducation-santé, action sociale ;
- administration : administration publique et activités associatives.

Les services aux entreprises en Picardie -
Besoins et perspectives - Insee Picardie Dos-
siers n°38 - avril 2005

Enquête sur la demande de services des établissements picards : premiers résultats - Insee Picardie Relais n°137 - octobre 2004

Les services en France - services aux particuliers et activités immobilières - Édition 2006 - Insee Références - décembre 2006

Les groupes dans les services : des activités diversifiées proches du cœur du métier - Insee
Première n°1109 - novembre 2006

Les services marchands résistent en 2005 -
Insee Première n°1087 - juillet 2006

www.insee.fr

Établissements et postes de travail départementaux par activité au 31 décembre 2004

Unité : nombre
% Picardie /
France
métropole

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	
Établissements					
Activités financières	662	946	723	2 331	2,2
Activités immobilières	738	1 280	1 049	3 067	1,3
Services aux entreprises	2 648	4 864	3 088	10 600	1,8
Postes et télécommunications	290	377	315	982	3,0
Conseil et assistance	1 472	2 974	1 801	6 247	1,6
Services opérationnels	877	1 477	944	3 298	2,0
Recherche et développement	9	36	28	73	1,4
Services aux particuliers	3 226	4 689	3 708	11 623	2,1
Hôtels et restaurants	1 540	2 049	1 860	5 449	2,0
Activités récréatives, culturelles et sportives	800	1 456	922	3 178	2,1
Services personnels et domestiques	886	1 184	926	2 996	2,5
Éducation, santé, action sociale	3 715	5 169	4 244	13 128	2,5
Éducation	1 116	1 674	1 276	4 066	3,2
Santé, action sociale	2 599	3 495	2 968	9 062	2,3
Administration	1 683	1 717	1 829	5 229	3,6
Administration publique	1 325	1 242	1 308	3 875	2,5
Activités associatives et extra-territoriales	358	475	521	1 354	4,7
Ensemble	12 672	18 665	14 641	45 978	2,1
Postes de travail					
Activités financières	2 158	4 651	3 699	10 508	1,5
Activités immobilières	1 424	2 751	1 932	6 107	1,6
Services aux entreprises	11 670	22 285	16 107	50 062	1,8
Postes et télécommunications	3 347	4 191	4 300	11 838	2,3
Conseil et assistance	3 937	7 525	4 942	16 404	1,3
Services opérationnels	4 335	9 522	6 548	20 405	2,3
Recherche et développement	51	1 047	317	1 415	1,0
Services aux particuliers	5 442	10 941	7 967	24 350	1,8
Hôtels et restaurants	3 232	6 235	4 798	14 265	1,8
Activités récréatives, culturelles et sportives	839	2 999	1 960	5 798	1,7
Services personnels et domestiques	1 371	1 707	1 209	4 287	2,4
Éducation, santé, action sociale	35 486	49 843	43 493	128 822	3,0
Éducation	13 082	21 207	16 627	50 916	2,9
Santé, action sociale	22 404	28 636	26 866	77 906	3,0
Administration	19 537	24 021	22 680	66 238	2,3
Administration publique	18 149	21 584	20 466	60 199	2,4
Activités associatives et extra-territoriales	1 388	2 437	2 214	6 039	2,0
Ensemble	75 717	114 492	95 878	286 087	2,3

Source : Insee - CLAP



Définitions

Brevets publiés : les brevets comptabilisés sont les brevets publiés par la voie nationale. Il s'agit de brevets qui ont été déposés par la voie nationale environ 18 mois avant leur publication.

Les déposants et les inventeurs : la répartition par département est effectuée sur la base des désignations d'inventeurs. En effet, lorsque la répartition est faite sur la base des adresses de déposants et que le déposant est une personne morale, le département d'origine est celui dans lequel se trouve le siège social, ce qui introduit un biais par rapport au lieu de création de l'invention, et notamment une surestimation de la concentration des inventions en Île-de-France. L'utilisation des adresses d'inventeurs permet d'amoindrir cette distorsion : en analysant la provenance géographique des inventeurs, on peut mieux appréhender le lien réel entre la réalisation de l'invention et l'importance de la propriété industrielle du département considéré. Cependant, les évolutions d'une année à l'autre pour un département donné ne peuvent en aucun cas être considérées comme significatives d'une tendance de l'activité technologique dans ce département, trop d'éléments externes pouvant influencer sur les dépôts de brevets.

Recherche-développement : englobe les travaux entrepris de façon systématique dans le but d'accroître les connaissances scientifiques et techniques, ainsi que l'utilisation des résultats de ces travaux pour amener au stade de l'exploitation de nouveaux produits, matériaux, dispositifs, systèmes et procédés. On distingue la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental.

Recherche publique : elle se répartit entre les services ministériels, les établissements publics, les organismes publics de recherche, les établissements d'enseignement supérieur, le secteur des institutions sans but lucratif (ISBL).

Pour en savoir plus

L'innovation des entreprises en Picardie - Bilan économique et social Picardie 2005 - juin 2006 www.insee.fr/picardie

La recherche en Picardie - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006 www.insee.fr/picardie

Dépenses de recherche et développement en France en 2004 - Note Recherche n°06.03 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Département de l'évaluation et de la prospective - juin 2006 www.education.gouv.fr

Les configurations régionales des activités de recherche et développement - Note Recherche n°06.01 - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Département de l'évaluation et de la prospective - janvier 2006 www.education.gouv.fr

Le site du Ministère délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche www.recherche.gouv.fr

Agence nationale de la recherche www.agence-nationale-recherche.fr

Effectifs et dépenses intérieures de recherche et développement des organismes publics*Unités : effectifs en équivalent temps plein, dépenses en milliers d'euros*

	Chercheurs ¹	Autres personnels	Effectif total	Dépenses intérieures
Année 2003				
Picardie	794	344	1 138	74 687
France entière	92 144	60 678	152 822	12 922 913
dont non régionalisé ²	3 050	5 750	8 800	///
Année 2004				
Picardie	757	342	1 099	74 165
France entière	93 626	61 635	155 261	13 324 007
dont non régionalisé	3 038	5 572	8 611	///

*Source : Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Bureau des Études statistiques sur la recherche**¹ y compris boursiers ; ² non régionalisé : comprend les effectifs du secteur de la Défense, des ISBL (Institutions sans but lucratif), sauf Curie, Pasteur et INTS (Institut national de la transfusion sanguine).***Effectifs et dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises picardes***Unités : effectifs en équivalent temps plein, dépenses en milliers d'euros*

	Chercheurs	Autres personnels	Effectif total	Dépenses intérieures
Année 2003				
Picardie	1 726	2 149	3 875	363
% Picardie / France entière	1,7	2,3	2,0	1,7
Année 2004				
Picardie	1 782	1 860	3 642	366
% Picardie / France entière	1,7	2,0	1,8	1,7

*Source : Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - Bureau des Études statistiques sur la recherche***Demandes de brevet publiées en 2005 par la voie nationale selon l'origine de la résidence des inventeurs***Unité : nombre*

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	% Picardie / France entière
Demandes de brevet					
2005	38	132	69	239	1,9
2004	32	133	80	245	2
2003	39	129	54	222	1,9

Source : Institut national de la propriété industrielle (INPI - OPI)

Le secteur du transport en Picardie comprend 2 896 établissements au 1^{er} janvier 2005, soit 2,6 % du secteur au niveau national. Les établissements de transport sont généralement de petite taille : plus de 8 établissements sur 10 emploient moins de 10 salariés.

Le transport routier de marchandises représente à lui seul la moitié des établissements du transport et concentre 40 % des postes de travail de l'ensemble des transports.

Au 1^{er} janvier 2006, la Picardie est desservie par 1 321 km de routes nationales et 551 km d'autoroutes soit 5 % du réseau autoroutier français. La densité des routes nationales au 1^{er} janvier 2006 y est plus élevée que la moyenne nationale : 68 km pour 1 000 km² contre 49 au niveau national.

En Picardie, 1 600 km de lignes ferroviaires sont exploitées dont 80 % sont ouvertes au trafic voyageur.

Le transport ferroviaire régional (TER) de voyageurs représente 35 600 voyageurs par jour, soit une hausse de 1,1 % par rapport à l'année dernière. La baisse de fréquentation des TER débutée en 2001 s'est arrêtée en 2004. La fréquentation de la gare TGV Haute-Picardie continue sa progression pour atteindre 386 608 voyageurs en 2005, soit une hausse de 5,8 %.

La capitale picarde est la mieux pourvue en infrastructures de transport collectif urbain avec 19 lignes représentant 355 km de desserte. Soissons, Château-Thierry et Saint-Quentin disposent des réseaux les plus étendus après Amiens.

L'aéroport de Beauvais-Tillé dessert principalement les lignes internationales. Avec 1 850 000 passagers en 2005, sa fréquentation n'a cessé d'augmenter depuis 9 ans. L'aéroport est devenu le 11^e aéroport français en 2005, derrière Strasbourg et devant Montpellier.

Le trafic généré par la Picardie est supporté essentiellement par la route, seul secteur en hausse sur un volume d'échanges qui a progressé de +4,9 %. Un quart des flux routiers de marchandises est assuré par des entreprises pour compte propre.

La structure du trafic évolue peu d'une année sur l'autre : 46 % du tonnage (51,2 millions de tonnes) est transporté à l'intérieur de la région, le reste s'équilibre entre les entrées et les sorties.

Quel que soit le mode de transport, les marchandises échangées concernent principalement les matériaux de construction et l'alimentaire.

La plus grande partie du trafic de marchandises se fait avec l'Union européenne et par la route.

Au 1^{er} janvier 2006, le parc de voitures particulières de moins de 15 ans est de 1 064 080 véhicules. Les immatriculations ont concerné en 2005 176 977 voitures particulières neuves et presque autant d'occasion : 176 512. En raison de sa fiscalité avantageuse, le département de l'Oise représente 62 % des immatriculations picardes.

Les permis de conduire délivrés en 2004 ont progressé de 1 % par rapport à 2003 : alors que les permis motos ont diminué, les permis poids lourds et transports en commun ont augmenté de respectivement 8,2 % et 4,2 %.



Définitions

CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) : ce dispositif fait la synthèse des données de plusieurs sources, notamment Sirène, Epure (URSSAF), déclarations annuelles de données sociales. Clap rassemble des données sur la localisation des établissements employeurs, les effectifs employés, les rémunérations versées sur le champ de l'économie marchande et non marchande, hormis le ministère de la Défense et les emplois domestiques.

L'emploi est mesuré au sens des postes de travail pourvus au 31 décembre par établissement employeur.

Transport aérien : il s'agit du transport aérien, régulier ou non, de personnes et de marchandises.

Transport ferroviaire : cette activité englobe le transport interurbain de voyageurs et le transport de marchandises par voie ferrée. Les établissements de la SNCF n'y figurent pas.

Transport par eau : transport maritime et fluvial.

Transport spatial : le territoire économique est étendu aux départements d'outre-mer, ce qui se traduit notamment par l'intégration du lancement des satellites dans le champ des transports.

Transports urbains et routiers : comprend les transports urbains de voyageurs quel que soit le mode de transport, les transports de voyageurs par taxis, les transports scolaires. Ils comprennent également les déménagements et les locations de camions avec chauffeurs.

Pour en savoir plus

Les transports en Picardie - les chiffres clés 2005 - octobre 2006 - Observatoire régional des transports de Picardie

www.ort-picardie.net

Le transport en Picardie : un secteur en mutation - Insee Picardie Analyses n°10 - septembre 2006

www.insee.fr/picardie

Les transports en Picardie - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Zoom sur quelques secteurs de l'économie picarde - Picardie : Diagnostic et Perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Les transports en 2004 - embellie de l'activité - Insee Première n°1045 - octobre 2005

www.insee.fr

Les entreprises de transport en ... (annuel) - SESP Infos rapides - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer

www.statistiques.equipement.gouv.fr

Voir aussi :

www.picardie.equipement.gouv.fr

www.ort-picardie.net

www.statistiques.equipement.gouv.fr

Établissements de transports par activité (NES114) au 01/01/2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Établissements					
Transports ferroviaires	37	53	29	119	4,1
Transports routier de voyageurs	173	376	128	677	1,9
Transports routier (ou par conduites) de marchandises	411	596	413	1 420	3,2
Transports par eau	10	133	3	146	7,8
Transports aériens et spatial	0	6	4	10	0,9
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	71	100	94	265	2,9
Agences de voyage	46	59	45	150	1,4
Organisation du transport de fret	22	55	32	109	1,6
Ensemble	770	1 378	748	2 896	2,6
Postes de travail					
Transports ferroviaires	1 973	2 103	2 422	6 498	3,4
Transports routier de voyageurs	991	1 157	1 196	3 344	1,8
Transports routier (ou par conduites) de marchandises	4 127	5 170	3 238	12 535	3,8
Transports par eau	3	17	1	21	0,2
Transports aériens et spatial	0	6	6	12	0,0
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	427	2 810	2 466	5 703	4,0
Agences de voyage	103	194	91	388	0,8
Organisation du transport de fret	439	1 434	695	2 568	2,3
Ensemble	8 063	12 891	10 115	31 069	2,8

Source : Insee - CLAP

Établissements de transports selon la taille des effectifs au 01/01/2005

Établissements	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
0 salarié ou non défini	349	750	346	1 445	2,4
de 1 à 9 salariés	280	421	259	960	2,8
de 10 à 19 salariés	49	92	58	199	2,7
de 20 à 99 salariés	81	86	66	233	2,9
100 salariés et plus	11	29	19	59	3,7
Ensemble	770	1 378	748	2 896	2,6

Source : Insee - CLAP



Définitions

Autoroute : route sans croisement accessible seulement en des points aménagés à cet effet et réservée aux véhicules à propulsion mécanique (art L122-1 du Code de la voirie routière). Les autoroutes font partie du domaine routier de l'État.

Lignes exploitées : il s'agit de la longueur du réseau, qu'il ne faut pas confondre avec la longueur des voies. Si une liaison de 1 km est une voie double, la longueur de la voie sera 2 km et la longueur de la ligne 1 km.

Route départementale : ce sont toutes les routes, sans distinction d'aucune sorte, qui font partie du domaine routier départemental. Leur entretien incombe aux départements.

Route nationale : ce sont toutes les routes, sans distinction d'aucune sorte, qui font partie du domaine routier de l'État et qui ne sont pas classées "autoroute". L'année 2006 a été marquée par le transfert des routes nationales aux conseils généraux dans le cadre de la décentralisation.

Pour en savoir plus

Les transports en Picardie - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Le transport en Picardie : un secteur en mutation - Insee Picardie Analyses n°10 - septembre 2006

www.insee.fr/picardie

Les transports en Picardie - les chiffres clés 2005 - octobre 2006 - Observatoire régional des transports de Picardie

www.ort-picardie.net

Réseau routier et autoroutier régional au 01/01/2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : km France métropole
Autoroutes	147	129	275	551	10 843
Routes nationales	478	484	321	1 283	26 625
Routes départementales	5 257	3 800	4 310	13 367	359 955
Voies communales (données 2005)	5 031	8 035	5 989	19 055	606 031

Source : Direction régionale de l'équipement - Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA), Ministère de l'intérieur - Direction générale des Collectivités locales

Infrastructure ferroviaire régionale au 01/01/2005

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : km France métropole
Lignes exploitées (longueur totale)	520	622	416	1 558	31 069
dont :					
voies électrifiées	119	366	149	634	14 556
voies uniques	204	232	142	578	14 958
ouvertes au trafic voyageur	374	524	342	1 240	24 437

Source : SNCF, Direction contrôle de gestion grandes lignes

Réseaux urbains au 01/01/2005

Agglomérations	Nombre de lignes	Longueur de lignes (en km)	Effectif total (en nombre)	dont personnel roulant
Château-Thierry	9	111,8	17	14
Chauny	4	45,5	11	7
Laon	nd	nd	nd	nd
Saint-Quentin	6	93,7	113	89
Soissons	20	169,3	60	55
Beauvais	15	90	67	54
Compiègne	6	66,5	38	30
Creil	12	48,6	96	51
Abbeville	6	48,6	24	17
Amiens	19	355	383	274

Source : Centre d'Études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques



Définitions

Kilomètre-voyageur : l'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

Transport de voyageurs : le transport de voyageurs comprend tout mouvement de voyageurs à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, maritime, aérien... Il se mesure en voyageurs-kilomètres ou, sur un trajet donné en nombre de voyageurs.

Voyageurs SNCF : nombre de voyageurs entrés ou sortis des départements, ainsi que les voyageurs ayant circulé à l'intérieur de chaque département.

Pour en savoir plus

Les transports en Picardie - les chiffres clés 2005 - octobre 2006 - Observatoire régional des transports de Picardie

www.ort-picardie.net

Le transport en Picardie : un secteur en mutation - Insee Picardie Analyses n°10 - septembre 2006

www.insee.fr/picardie

Les transports en Picardie - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Le transport de voyageurs en ... (annuel) - SESP Infos rapides - Ministère des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer

www.statistiques.equipement.gouv.fr

L'essor du transport régional de voyageurs - SESP en bref n°3 - janvier 2006 - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer

www.statistiques.equipement.gouv.fr

Voir aussi :

www.picardie.equipement.gouv.fr

www.ort-picardie.net

www.statistiques.equipement.gouv.fr

Trafic voyageurs des aéroports et aéroports régionaux

Unité : nombre

	Passagers commerciaux locaux					Mouvements	
	Total	à l'arrivée	au départ	lignes intérieures	lignes internationales	Total	dont réguliers
Année 2005							
Beauvais-Tillé	1 849 625	922 222	927 403	321	1 849 304	13 177	12 609
<i>France métropole</i>	130 918 916	<i>65 434 945</i>	<i>65 483 971</i>	<i>48 742 371</i>	<i>82 176 545</i>	1 655 863	<i>1 485 207</i>
Année 2004							
Beauvais-Tillé	1 427 615	712 678	714 937	362	1 427 253	10 912	10 230
<i>France métropole</i>	124 427 722	<i>62 187 638</i>	<i>62 240 084</i>	<i>48 245 129</i>	<i>76 182 593</i>	1 628 592	<i>1 425 635</i>

Source : Direction générale de l'aviation civile (DGAC)

Trafic voyageurs SNCF par département

Unité : nombre de voyageurs kilomètres

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	<i>France métropole</i>
Année 2005	152 282 373	369 074 290	343 328 979	864 685 642	<i>58 925 504 196</i>
Année 2004	150 773 331	344 429 323	325 650 713	820 853 367	<i>57 046 892 705</i>

Source : SNCF, Direction contrôle de gestion grandes lignes

Trafic des réseaux urbains de transport

Agglomérations	Voyages effectués (en milliers)		Distances parcourues (en milliers de km)	
	2004	2003	2004	2003
Château-Thierry	453	nd	407	nd
Chauny	141	137	178	176
Laon	nd	nd	nd	nd
Saint-Quentin	4 687	4 658	1 327	1 385
Soissons	1 085	1 087	634	595
Beauvais	3 469	3 340	968	924
Compiègne	4 013	0	775	611
Creil	4 452	4 399	1 269	1 285
Abbeville	655	632	336	359
Amiens	16 125	15 390	4 867	4 796

Source : Centre d'Études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques



Définitions

Flux entrant : tonnage débarqué dans la région.

Flux sortant : tonnage embarqué dans la région.

Flux interne : tonnage chargé et déchargé dans la région, non compris dans les flux entrant et sortant.

Sitram : système d'information sur les transports de marchandises de l'Observatoire économique et statistique des transports.

Trafic international : échanges entre la Picardie et l'étranger.

Transport de marchandises : comprend tout mouvement de marchandises à bord d'un mode de transport quel qu'il soit : ferroviaire, routier, fluvial, maritime, aérien... Il se mesure en tonnes-kilomètres ou, sur un trajet donné en tonnes.

Transport par eau : transport maritime et fluvial.

Trafic international de marchandises par mode

Unités : ¹ en milliers de tonnes - ² en millions d'euros

	Entrées				Sorties			
	quantité ¹		coût ²		quantité ¹		coût ²	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Union								
européenne	6 909	7 080	10 084	10 681	7 588	7 940	9 771	10 029
(ensemble)								
par mer	629	747	995	1 038	786	757	1 556	1 545
par fer	886	751	1 543	1 538	473	477	224	297
par voie navigable	181	190	20	20	796	1 251	120	147
par route	5 210	5 390	7 489	8 056	5 525	5 443	7 827	7 989
par air	3	2	34	29	2	6	38	44
par autres modes	0	0	3	0	6	6	6	7
Autres Pays	893	814	2 379	2 709	867	886	2 848	3 107
(ensemble)								
par mer	510	407	1 317	1 317	618	635	1 780	1 995
par fer	13	23	20	14	34	29	27	15
par voie navigable	54	55	10	13	0	0	0	0
par route	305	316	739	908	202	211	557	631
par air	10	11	293	457	13	11	484	466
par autres modes	1	2	0	0	0	0	0	0

Source : Direction régionale de l'équipement, des transports et du logement - Fichier SITRAM

Pour en savoir plus

Les transports en Picardie - les chiffres clés 2005 - octobre 2006 - Observatoire régional des transports de Picardie

www.ort-picardie.net

Le transport en Picardie : un secteur en mutation - Insee Picardie Analyses n°10 - septembre 2006

www.insee.fr/picardie

Les transports en Picardie - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Les transports routiers de marchandises (trimestriel et annuel) - SESP Infos rapides - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer

www.statistiques.equipement.gouv.fr

Voir aussi :

www.picardie.equipement.gouv.fr

www.ort-picardie.net

www.statistiques.equipement.gouv.fr

Trafic de marchandises par mode en 2005 (ensemble des échanges intérieurs métropole + étranger)

Unité : milliers de tonnes

	Flux entrant	Flux sortant	Flux interne
Transports routiers ensemble	25 731	27 221	50 217
<i>Compte propre</i>	<i>3 745</i>	<i>3 806</i>	<i>18 467</i>
Agricole	480	836	2 302
Alimentaire	609	464	1 326
Combustibles	pe	pe	pe
Pétrole	216	22	428
Minerais	27	305	625
Métallurgie	47	315	63
Construction	1 161	605	6 437
Engrais	129	184	4 104
Chimie	82	189	207
Divers	994	886	2 975
<i>Compte d'autrui</i>	<i>21 986</i>	<i>23 415</i>	<i>31 750</i>
Agricole	2 428	3 094	8 301
Alimentaire	2 720	3 623	3 530
Combustibles	19	4	pe
Pétrole	1 845	110	182
Minerais	113	144	219
Métallurgie	332	479	45
Construction	5 003	4 012	11 090
Engrais	336	318	328
Chimie	1 106	1 920	965
Divers	8 084	9 711	7 090
Transports ferroviaires	3 444	1 908	93
Agricole	318	754	pe
Alimentaire	74	292	0
Combustibles	25	0	pe
Pétrole	30	0	pe
Minerais	0	58	1
Métallurgie	1 347	254	1
Construction	1 217	337	pe
Engrais	8	35	88
Chimie	334	7	3
Divers	91	171	0
Transports par eau	692	1 093	943
Agricole	2	273	pe
Alimentaire	18	8	20
Combustibles	23	pe	pe
Pétrole	3	46	pe
Minerais	pe	5	pe
Métallurgie	pe	pe	pe
Construction	418	759	923
Engrais	3	2	pe
Chimie	225	pe	pe
Divers	pe	pe	0

Source : Direction régionale de l'équipement, des transports et du logement - Fichier SITRAM

pe = pas d'échanges



Définitions

Parc automobile : nombre de voitures particulières de moins de quinze ans à un instant donné.

Transport en commun : véhicules automobiles affectés au transport de personnes comportant plus de huit places assises outre le siège du conducteur ou transportant plus de huit personnes, non compris le conducteur.

Véhicules spéciaux : ambulances, véhicules d'incendie, véhicules de dépannage, véhicules de travaux publics, véhicules ateliers, bazars forains et magasins, bennes à ordures, caravanes.

Véhicules utilitaires : les immatriculations indiquées concernent les autobus et autocars, les camionnettes et camions, les tracteurs et remorques.

Pour en savoir plus

Immatriculations, parcs et utilisations de véhicules - séries régionales et départementales - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer.

www.statistiques.equipement.gouv.fr

Permis de conduire - bilan des examens - Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer - Direction de la sécurité et de la circulation routières, éducation routière.

www.securiteroutiere.gouv.fr

Parc automobile au 01/01/2006

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Voitures particulières de moins de 15 ans	258 407	545 240	260 429	1 064 076	30 497 013

Source : Ministère de l'équipement, des transports, du logement, de l'aménagement du territoire et de la mer

Immatriculations (véhicules neufs ou d'occasion) en 2005

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Véhicules neufs					
Voitures particulières	21 630	139 423	15 924	176 977	2 067 789
dont marques étrangères	13 314	64 618	7 709	85 641	909 796
Motocyclettes	1 850	2 927	1 926	6 703	241 023
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux	2 673	14 539	2 773	19 985	445 788
Tracteurs routiers	330	198	205	733	28 892
Cars et autobus	63	69	76	208	5 442
Véhicules d'occasion					
Voitures particulières	47 899	79 918	48 695	176 512	5 383 361
dont marques étrangères	18 868	28 330	16 786	63 984	2 069 654
Motocyclettes	3 548	5 901	3 701	13 150	455 614
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux	6 735	10 487	6 603	23 825	753 557
Tracteurs routiers	259	268	267	794	20 339
Cars et autobus	58	76	51	185	6 961

Source : Ministère de l'équipement, des transports, du logement, de l'aménagement du territoire et de la mer

Parc des véhicules utilitaires au 01/01/2006

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
Autobus et cars	703	896	1 020	2 619	90 055
Tracteurs routiers	3 154	2 351	2 275	7 780	239 680
Semi-remorques, remorques	4 810	4 588	3 566	12 964	375 255
Camionnettes et camions	40 278	78 449	42 228	160 955	5 417 502

Source : Ministère de l'équipement, des transports, du logement, de l'aménagement du territoire et de la mer

Nombre de permis de conduire délivrés

Unité : nombre

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France métropole
2004					
Véhicules de tourisme	6 189	9 351	6 253	21 793	660 396
Poids lourds	586	479	883	1 948	56 428
Transports en commun	13	35	56	104	6 784
Motocycles	999	1 295	1 208	3 502	102 785
Total	7 787	11 160	8 400	27 347	826 393
2003					
Véhicules de tourisme	6 339	8 189	6 538	21 066	655 047
Poids lourds	410	419	815	1 644	52 139
Transports en commun	9	52	41	102	6 509
Motocycles	1 134	1 075	1 165	3 374	104 199
Total	7 892	9 735	8 559	26 186	817 894

Source : DSCR/SFC (Direction de la sécurité et de la circulation routière, Service de la formation du conducteur)

Au 1^{er} janvier 2006, la Picardie dispose de 249 hôtels classés de 0 à 4 étoiles et de 7 971 chambres soit 1,3 % de l'offre nationale. Si le parc d'hôtels a diminué dans l'Oise depuis 2003, 76 chambres supplémentaires sont offertes à la clientèle de passage en Picardie, résultat d'une augmentation dans l'Aisne et la Somme.

La fréquentation hôtelière a progressé de 3,3 % en 2005, grâce à l'augmentation des arrivées françaises (+3,7 %) et le retour de la clientèle étrangère (+2,1 %) en recul depuis 2 ans. Les nuitées ont augmenté dans l'Aisne et la Somme alors que le département de l'Oise affiche une diminution, due surtout aux touristes français. Cependant, ce département totalise encore 45% des nuitées régionales, tiré par le Sud-Oise qui demeure la zone la plus fréquentée de la région avec plus de 500 000 nuitées, tant pour le tourisme d'affaires que pour le tourisme de loisirs.

La clientèle étrangère, qui représente 30 % des nuitées en Picardie est composée en majorité de touristes de la Grande-Bretagne et de la Belgique, qui représentent à eux deux 60 % des nuitées étrangères, suivis des Allemands et des Néerlandais.

Au 1^{er} janvier 2006, les 188 campings de Picardie offraient 20 381 emplacements soit 2,3 % du parc national. Si le nombre de campings est resté quasiment stable entre 2004 et 2005, le nombre d'emplacements dans les campings 4 étoiles a progressé d'environ 380 emplacements tandis que les campings 1 étoile en perdaient 160. Les professionnels des campings ont accueilli pour la saison 2005, 311 000 personnes, soit 13 % de plus qu'en 2004, cette forte hausse est due à la clientèle étrangère dont les nuitées ont progressé de 26 %. Les touristes étrangers restent majoritaires parmi les campeurs accueillis en Picardie : ils représentent 54,9 % des nuitées. Les touristes étrangers ne sont quasiment que des Européens avec en tête, les Anglo-saxons et les Hollandais qui représentent à eux deux 80 % de la clientèle étrangère.

La progression des nuitées étrangères est particulièrement forte dans la Somme (+ 37 %) et notamment sur la Côte picarde. Dans le département de l'Oise, les nuitées étrangères ont augmenté de 31%, en particulier dans la zone du Sud-Oise. Dans l'Aisne, l'arrivée de touristes étrangers a fait progresser les nuitées de 15,8 %.

La durée moyenne des séjours dans les campings a légèrement progressé en 2005 : 3,5 jours contre 3 jours en 2004, grâce à la clientèle française qui a rallongé ses séjours.

Pour compléter l'offre d'hébergements, la Picardie dispose de 8 545 lits dans des gîtes, chambres d'hôtes, villages de vacances et autres hébergements touristiques. L'ensemble de ces hébergements représente 9 % de la capacité en lits de la Picardie, les campings sont très largement prédominants avec 72 % de cette capacité et les hôtels 19 %.

Parmi les sites touristiques les plus fréquentés en 2005, l'Oise remporte la palme avec le parc Astérix qui a accueilli 1 770 000 visiteurs et loin derrière la Mer de Sable d'Ermenonville fréquentée par 401 000 personnes. Dans la Somme, c'est le parc du Marquenterre qui a attiré le plus de touristes (140 213) et dans l'Aisne, la caverne du Dragon.



Définitions

Auberge de jeunesse : hébergement collectif accueillant des jeunes, français ou étrangers, au cours d'un voyage, pour une ou plusieurs nuitées.

Chambre d'hôte : cette prestation comprend le coucher avec ou sans le petit-déjeuner, éventuellement avec ou sans le déjeuner.

Hôtellerie de plein air ou camping : ils font l'objet d'un classement en catégories. Le classement doit correspondre au respect de certaines normes définies par le Ministère du tourisme concernant les équipements communs, les équipements sanitaires et l'accessibilité aux personnes handicapées. Les enquêtes de l'Insee concernent les campings classés de 1 à 4 étoiles.

Hôtellerie homologuée : les hôtels homologués sont des établissements répondant à certaines normes d'hébergement fixées par le Ministère du tourisme. Ces hôtels sont classés en 6 catégories de 0 à 4 étoiles et 4 étoiles luxe selon des critères de confort, de qualité des équipements et des services offerts.

Meublés de tourisme : villas, appartements ou studios meublés, privés ou publics, à l'usage exclusif du locataire, offerts en location à une clientèle de passage, qui, sans y élire domicile, y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois.

Résidence de tourisme et hébergements assimilés : établissement commercial d'hébergement classé faisant l'objet d'une exploitation permanente ou saisonnière. Elle est constituée d'un ensemble homogène de chambres ou d'appartements meublés, disposés en unités collectives ou pavillonnaires. Elle est offerte en location à une clientèle touristique pour une durée supérieure à un mois. Elle est dotée d'un minimum d'équipements et de services communs. Seuls sont comptabilisés les établissements gérés par les adhérents au Syndicat National des Résidences de Tourisme (SNRT).

Pour en savoir plus

Une bonne saison touristique - Bilan économique et social 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006 www.insee.fr/picardie

15 000 salariés picards œuvrent à l'accueil des touristes - Insee Picardie Analyses n°5 - mai 2006 www.insee.fr/picardie

Saison 2005 : regain d'activité dans l'hôtellerie de plein air - Insee Picardie Conjoncture n°8 - mars 2006 www.insee.fr/picardie

L'emploi salarié dans le tourisme : une nouvelle estimation - Insee Première n°1099 - août 2006 www.insee.fr

Les chiffres du tourisme en Picardie - Édition 2006 - Observatoire régional du tourisme de Picardie www.picardietourisme.com

Conjoncture du tourisme en Picardie - Observatoire régional du tourisme en Picardie www.picardietourisme.com

Mémento du tourisme - Édition 2006 - Observatoire national du tourisme www.ont-tourisme.com

Hôtellerie classée au 1^{er} janvier 2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie		Unité : nombre % Picardie / France métropole
				2006	2005	
Total	79	91	79	249	248	1,4
Hôtels homologués						
0 étoile	15	16	10	41	43	2,0
1 étoile	6	5	7	18	22	1,1
2 étoiles	42	44	46	132	126	1,4
3 étoiles	13	21	16	50	49	1,3
4 étoiles et 4 étoiles luxe	3	5	0	8	8	1,0
Total	1 917	3 583	2 471	7 971	7 833	1,3
Chambres						
0 étoile	420	730	560	1 710	1 715	2,5
1 étoile	118	188	190	496	527	1,5
2 étoiles	1 044	1 363	1 118	3 525	3 349	1,3
3 étoiles	278	826	603	1 707	1 709	1,0
4 étoiles et 4 étoiles luxe	57	476	0	533	533	0,9

Source : Insee, REE - Direction du tourisme, partenaires régionaux (DRT, CRT, CDT)

Hôtellerie de plein-air classée au 1^{er} janvier 2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie		Unité : nombre % Picardie / France métropole
				2006	2005	
Total	27	27	134	188	191	2,3
Campings						
1 étoile	1	4	34	39	42	3,1
2 étoiles	16	11	68	95	96	2,5
3 étoiles	8	11	24	43	42	1,8
4 étoiles	2	1	8	11	11	1,5
Total	2 379	2 680	15 322	20 381	20 147	2,2
Emplacements¹						
1 étoile	72	272	2 481	2 825	2 985	3,9
2 étoiles	959	795	7 661	9 415	9 398	2,8
3 étoiles	724	1 460	3 831	6 015	6 024	1,8
4 étoiles	624	153	1 349	2 126	1 740	1,2

Source : Insee, REE - Direction du tourisme, partenaires régionaux (DRT, CRT, CDT)

¹ Totalité des emplacements offerts à la clientèle de passage ou loués à l'année.

Autres modes d'hébergement au 1^{er} janvier 2006

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Meublés classés de tourisme¹					
Nombre	145	112	725	982	0,6
Capacité en lits	580	448	2 900	3 928	0,5
Chambres d'hôtes²					
Nombre	150	187	472	809	2,3
Capacité en lits	300	374	944	1 618	2,3
Auberges de jeunesse³					
Nombre	0	1	0	1	0,6
Capacité en lits	0	138	0	138	1,0
Villages de vacances⁴					
Nombre	0	0	2	2	0,2
Capacité en lits	0	0	321	321	0,1
Résidences de tourisme					
Nombre	0	1	3	4	0,3
Capacité en lits	0	400	2 140	2 540	0,5

¹ Direction du tourisme ; ² Fédérations Nationales des Gîtes de France ; Clévacances France ; ³ Fédération

Nationale des Gîtes de France ; Gîtes de France, Clévacances, Fleurs de Soleil ; ⁴ Fédération Unie des

Auberges de Jeunesse, Ligue Française des Auberges de Jeunesse ; ⁵ Direction du tourisme ; ⁶ Syndicat

National des Résidences de Tourisme

Source : Insee, REE - Direction du tourisme, partenaires régionaux (DRT, CRT, CDT)



Définitions

Arrivées : nombre de personnes enregistrées le jour de leur arrivée.

Durée moyenne de séjour : rapport entre le nombre de nuitées et le nombre d'arrivées.

Nuitées : somme des nuits passées par l'ensemble des touristes pendant la période observée dans l'hébergement touristique.

Touriste : visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé pour un motif personnel ou professionnel.

Pour en savoir plus

Hausse des départs en vacances mais 21 millions de Français ne partent pas - Insee Première n°1093 - juillet 2006

www.insee.fr

Une bonne saison touristique - Bilan économique et social Picardie 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Les chiffres du tourisme en Picardie - Édition 2006 - Observatoire régional du tourisme de Picardie

www.picardietourisme.com

Mémento du tourisme - Édition 2006 - Observatoire national du tourisme

www.ont-tourisme.com

Fréquentation hôtelière : de bons résultats dans la Somme grâce aux étrangers - Insee Picardie Première n°142 - janvier 2005

www.insee.fr/picardie

L'hôtellerie en Picardie : la clientèle d'affaires encore très dominante - Insee Picardie Relais n°101 - janvier 2002

www.insee.fr/picardie

Conjoncture du tourisme en Picardie - Observatoire régional du tourisme en Picardie

www.picardietourisme.com

Fréquentation dans l'hôtellerie classée et l'hôtellerie de plein-air

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : nombre % Picardie / France métropole
Hôtels classés¹					
(de janvier à décembre)					
Arrivées 2004	361 584	740 310	550 707	1 652 601	1,6
dont étrangers	114 327	201 918	181 162	497 407	1,5
Arrivées 2005	375 805	758 745	571 786	1 706 336	1,6
dont étrangers	120 410	205 320	182 212	507 942	1,5
Nuitées 2004	517 398	1 112 108	784 085	2 413 591	1,3
dont étrangers	159 220	310 610	262 110	731 940	1,0
Nuitées 2005	525 507	1 091 895	805 881	2 423 283	1,3
dont étrangers	163 753	309 740	265 700	739 193	1,0
Campings²					
(de mai à septembre)					
Arrivées 2004	68 589	31 838	173 854	274 295	1,7
dont étrangers	52 044	26 504	84 817	163 375	2,4
Arrivées 2005	78 377	33 625	198 951	310 953	1,8
dont étrangers	64 548	29 015	104 636	198 199	2,9
Nuitées 2004	278 577	55 066	582 130	915 773	1,0
dont étrangers	224 774	40 256	204 444	469 474	1,4
Nuitées 2005	307 881	66 532	706 090	1 080 503	1,1
dont étrangers	260 477	52 721	280 187	593 385	1,7

Source : Insee, REE - Direction du tourisme, partenaires régionaux (DRT, CRT, CDT) - Enquêtes de fréquentation

¹ Y compris hôtels de chaîne non homologués.

² La fréquentation est celle de la clientèle de passage, seule considérée comme touristique.

Durée moyenne de séjour

	Aisne	Oise	Somme	Picardie	Unité : journée Selon la provenance	
					France	Étranger
Hôtels classés¹						
2004	1,4	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5
2005	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,5
Campings²						
2004	2,4	1,7	3,4	3,0	4,0	2,1
2005	3,9	2,0	3,6	3,5	4,3	3,0

Source : Insee, REE - Direction du tourisme, partenaires régionaux (DRT, CRT, CDT) - Enquêtes de fréquentation

¹ Y compris hôtels de chaîne non homologués.

² La fréquentation est celle de la clientèle de passage, seule considérée comme touristique.



20 20-3

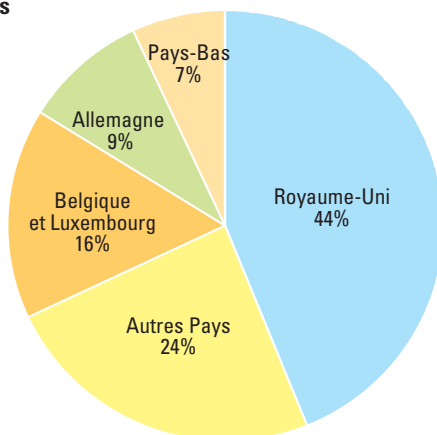


TOURISME

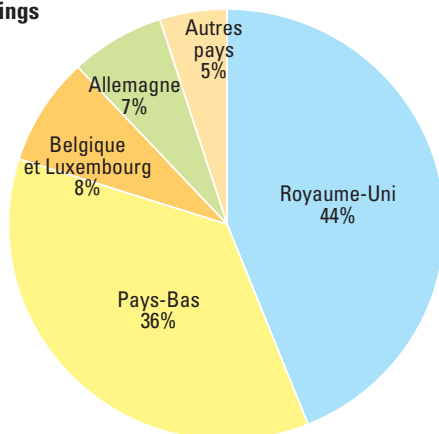
Origine de la clientèle

Répartition des nuitées étrangères dans les hôtels classés et les campings en 2005

Hôtels



Campings



Sources : Insee, Direction du tourisme - Observatoire régional du tourisme - Enquêtes de fréquentation

Pour en savoir plus

Une bonne saison touristique - Bilan économique et social 2005 - Insee Picardie Dossiers n°41 - juin 2006

www.insee.fr/picardie

Saison 2005 : Regain d'activité dans l'hôtellerie de plein air - Insee Picardie Conjoncture n°8 2006

www.insee.fr/picardie

Fréquentation hôtelière : de bons résultats dans la Somme grâce aux étrangers - Insee Picardie Première n°142 - janvier 2005

www.insee.fr/picardie

L'hôtellerie en Picardie : la clientèle d'affaires encore très dominante - Insee Picardie Relais n°101 - janvier 2002

www.insee.fr/picardie

Les chiffres du tourisme en Picardie - Édition 2006 - Observatoire régional du tourisme de Picardie

www.picardietourisme.com

Mémento du tourisme - Édition 2006 - Observatoire national du tourisme

www.ont-tourisme.com

Fréquentation (de janvier à décembre) des hôtels classés¹ par les touristes venant de l'étranger

Unité : nombre

	Allemagne	Belgique Luxembourg	Espagne Portugal	Royaume-Uni Irlande	Italie Grèce	Pays- Bas	Suisse	E-U Canada	Autres pays	Total
Arrivées										
2004	47 802	73 041	12 875	237 821	19 439	40 045	5 619	15 077	45 688	497 407
2005	44 871	72 696	13 592	243 912	20 662	39 745	4 785	14 033	53 646	507 942
Nuitées										
2004	70 675	117 995	19 578	320 382	34 645	51 951	8 273	24 796	83 645	731 940
2005	65 407	118 567	19 871	328 629	35 426	52 921	7 644	23 035	87 693	739 193

Source : Insee, REE - Direction du tourisme, partenaires régionaux (DRT, CRT, CDT) - Enquêtes de fréquentation

¹ Y compris hôtels de chaîne non homologués.

Fréquentation (de mai à septembre) des campings² par les touristes venant de l'étranger

Unité : nombre

	Allemagne	Belgique	Espagne	Royaume- Uni	Italie	Pays- Bas	Suisse	Danemark	Autres pays	Total
Arrivées										
2004	18 931	13 994	592	45 810	1 012	75 872	794	2 009	4 361	163 375
2005	19 196	14 061	680	65 454	1 130	89 532	1 041	2 992	4 113	198 199
Nuitées										
2004	36 239	48 545	1 033	183 419	1 463	182 391	1 194	6 628	8 562	469 474
2005	42 121	49 833	1 301	258 483	1 442	214 582	2 010	11 497	12 116	593 385

Source : Insee, REE - Direction du tourisme, partenaires régionaux (DRT, CRT, CDT) - Enquêtes de fréquentation

² La fréquentation est celle de la clientèle de passage, seule considérée comme touristique.



20 20-4



Tourisme

Sites touristiques

Définitions

Maison Jules Verne : les chiffres de l'année 2005 sont en forte baisse, car ce lieu a été fermé une grande partie de l'année pour rénovation.

Visites guidées CPIE : visites guidées par les Centres permanents d'initiatives pour l'environnement. Ces centres sont des associations au service de l'éducation des citoyens et du développement durable des territoires.

Pour en savoir plus

Un riche patrimoine historique et naturel - Picardie : Diagnostic et perspectives - mai 2006

www.insee.fr/picardie

Les premiers sites fréquentés de Picardie (sites à entrée payante et avec comptage de visiteurs)

www.picardietourisme.com

Fréquentation des principaux sites touristiques

Unité : nombre de visiteurs

	2004	2005
Aisne		
Abbaye Saint-Jean-des-Vignes - Soissons	32 267	33 697
Château de Condé-en-Brie	11 104	11 707
Famillistère Godin - Guise	22 951	22 951
Fort de Condé	10 927	10 598
Musée Antoine Lécuyer	5 737	11 563
Musée de l'Arsenal - Soissons	14 108	16 676
Musée de la Caverne du Dragon - Laon	39 637	34 436
Musée Saint-Léger - Soissons	7 633	10 732
Oise		
Abbaye Royale / Musée - Chaalis	46 239	42 759
Base de Loisirs - Saint-Leu-d'Esserent	89 201	103 667
Château - Chantilly	257 219	270 359
Château / Musée National - Compiègne	97 484	96 972
Château - Pierrefonds	92 923	93 022
Clairière de l'Armistice - Compiègne	75 000	75 000
Conservatoire de la Vie Agricole - Hétomesnil	19 369	12 331
L'Horloge Astronomique - Beauvais	16 786	15 834
La Mer de Sable - Ermenonville	428 000	401 000
Musée de la Nacre - Méru	19 325	19 607
Musée Vivant du Cheval - Chantilly	160 137	150 385
Parc Astérix - Plailly	1 830 000	1 770 000
Parc de Loisirs - Saint-Paul	388 777	305 417
Parc Jean-Jacques Rousseau - Ermenonville	12 052	13 059
Potager des Princes - Chantilly	24 453	20 528
Somme		
Abbaye et Jardins de Valloires	94 371	90 217
Aquaclub de la Côte picarde	124 792	118 802
Centre d'accueil et d'interprétation - Thiepval	32 406	107 134
Château-Fort de Rambures	25 129	25 279
Cité souterraine - Naours	81 290	81 027
Ferme d'Antan	9 754	11 995
Historial de la Grande Guerre - Péronne	76 961	73 094
Hortillonnages - Amiens	108 843	110 893
Imaginaire Jules Verne	9 808	19 114
Maison de l'Oiseau	40 139	39 225
Maison Jules Verne - Amiens	14 247	4 704
Mémorial Terre-Neuvien - Beaumont-Hamel	73 736	71 788
Musée Caudron - Rue	8 867	11 059
Musée de Picardie	52 150	49 541
Musée départemental / Centre culturel - Saint-Riquier	28 558	30 491
Musée Somme 1916	38 774	39 375
Parc ornithologique du Marquenterre	145 445	140 213
Parc zoologique - Amiens Métropole	107 082	100 742
Promenade en Baie de Somme	16 017	18 558
Samara	58 659	61 995
Train Touristique de la Baie de Somme	113 957	123 593
Train touristique de la Haute-Somme	14 046	13 889
Visites guidées Amiens Cathédrale	34 276	33 701
Visites guidées CPIE	16 084	16 580
Visites guidées d'Amiens (ensemble)	49 854	49 808

Sources : Comités départementaux du tourisme - Enquêtes RIET